



ART
LA VILLA BORGHÈSE S'EXPOSE
DANS LE MUSÉE JACQUEMART-
ANDRÉ RÉNOVÉ **PAGE 30**

ALGÉRIE
UNE PRÉSIDENTIELLE POUR
RENFORCER LA MAINMISE
DU RÉGIME SUR LE PAYS **PAGE 8**



RN
Marine Le Pen
renouvelle sa garde
rapprochée pour
rebondir après les
législatives **PAGE 6**

UKRAINE
Kiev veut attaquer
la Russie dans
la profondeur
PAGE 10

VIOLENCES
Menacée de mort
en France pour
avoir dénoncé
l'obscurantisme
des talibans **PAGE 11**

ÉCONOMIE
Comment les Jeux
paralympiques
ont entretenu
la flamme des JO
PAGES 22 ET 23

TOURISME
Club Med
déstabilisé après
sa reprise en main
par le géant chinois
Fosun **PAGE 26**

GASTRONOMIE
Une rentrée
des tables
réjouissante **PAGE 33**

**CHAMPS
LIBRES**
• Vannes en Top 14 :
la folie ovale gagne
la Bretagne
• Un entretien avec
Benjamin Morel
• Les chroniques
d'Édouard Tétreau
et de Mathieu
Bock-Côté
• La tribune de Loris
Chavanette
PAGES 17 À 19

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de vendredi :**
Michel Barnier fera-t-il
un bon premier ministre ?

OUI 74% NON 26%
VOTANTS : 241 431

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Les Républicains
doivent-ils participer au
gouvernement Barnier ?

GALLERIA BORGHÈSE / MAURO COEN;
AFP

Michel Barnier affiche sa liberté face à Emmanuel Macron

Le premier ministre, qui travaille
à la composition de son gouvernement,
se tient à distance de l'Élysée
et veut s'appuyer sur la droite LR
et les députés du groupe Ensemble.

PAGES 2 À 5, 18, 19, 25 ET L'ÉDITORIAL

La droite LR prête
à rejoindre le prochain
gouvernement

Reçus à Matignon ven-
dredi matin, Laurent
Wauquiez, Bruno Re-
tailleau et Gérard Larcher
sont sortis du rendez-
vous en saluant la « dé-
termination » affichée par
Michel Barnier. Le prési-
dent du groupe Droite

républicaine à l'Assem-
blée a indiqué que ses
élus étaient prêts à « sor-
tir la France du blocage »,
à condition toutefois que
le nouveau gouverne-
ment puisse « répondre
aux préoccupations des
Français ». **PAGES 2 ET 3**

Entre le premier ministre
et Gabriel Attal, le bras
de fer a commencé

Au lendemain d'une
passation de pouvoirs
aigre-douce, où Michel
Barnier a semblé vouloir
remettre son prédéces-
seur à sa place, les deux
hommes se sont retrou-
vés à Matignon. « Il n'y
aura de notre part ni vo-

lonté de blocage ni soutien
inconditionnel », a précisé
Gabriel Attal à l'issue de
son rendez-vous. Une
expression qui exprime
la réserve de la majorité
sortante à l'endroit du
nouvel homme fort de
l'exécutif. **PAGE 3**

À l'Assemblée, la menace
permanente d'une motion
de censure

Le NFP, juste après la
nomination de Michel
Barnier, a annoncé qu'il
déposerait une motion
de censure. Pour le mo-
ment, le premier mi-
nistre ne réunit pas une
majorité contre lui. Il
peut espérer le soutien

des députés LR (47), des
députés du camp prési-
dential (166) et du
groupe Liot (22), soit
235 députés, loin de la
majorité absolue. L'at-
titude des élus RN à son
endroit sera décisive.
PAGES 4 ET 5

ÉDITORIAL par Yves Thérard

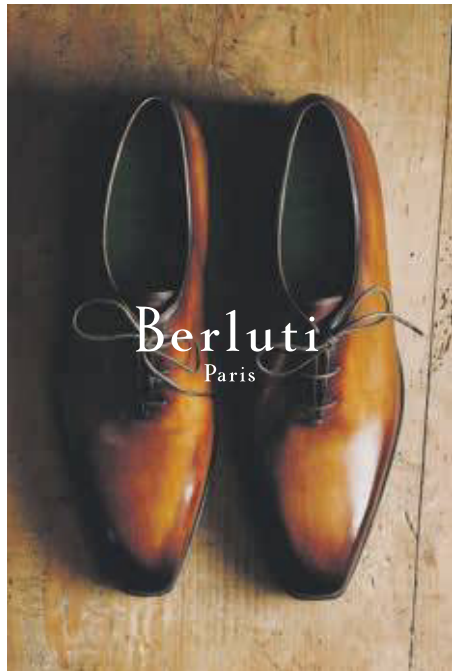
Barnier sans frein ?

Et si, dans le champ de ruines
qu'est le paysage politique, Mi-
chel Barnier était une chance
pour la France et les Français d'en
sortir ? Tenue bride courte par
Jean-Luc Mélenchon, une grande partie de
la gauche, entre excès et dérives, est plus
dangereuse que jamais. L'ex-majorité
d'Emmanuel Macron, « et de droite et de
gauche », faite de bric et de broc, a été sé-
vèrement désavouée dans les urnes. Tou-
jours plus fort, le Rassemblement national a
néanmoins été recalé sur la ligne d'arrivée.
Quant à la droite LR, elle peine à trouver un
nouveau souffle. Le premier ministre en est
issu, mais il n'y a guère joué les premiers
rôles. Contre lui, les préjugés, amabilités et
« vieux dossiers » ne manquent pas. Ils ne
disent pourtant rien de ce qu'il sera à Mati-
gnon. Dans un contexte inédit pour tout le
monde, sous la V^e République.

Michel Barnier promet « des ruptures et des
changements ». Il veut « davantage agir que
parler ». Certes, mais on a déjà entendu cette
musique mille fois. Sans grand résultat. Pour
s'affirmer, il doit d'abord prendre ses distan-
ces avec Emmanuel Macron. Sans frein. Loin
de la « coexistence » souhaitée par l'Élysée,

où l'on apprécie peu de se faire « doubler », il
lui revient de composer un gouvernement à
sa main. Puis de tourner le dos aux tergiver-
sations du « en même temps », porte ouverte
à l'immobilisme, aux promesses sans lende-
main et aux grands débats qui finissent en
classement vertical. Lutte contre la délin-
quance galopante, contrôle de l'immigra-
tion, retour de l'autorité à l'école... Sur ces
sujets, qui n'exi-
gent pas toujours
un passage par la
loi, le premier
ministre sait pou-
voir compter sur
les Français. Tous les sondages montrent leur
impatience. À lui de reprendre le vrai fil du
dialogue avec eux.

Au Parlement, la première épreuve sera, bien
sûr, celle du budget 2025. Osera-t-il les éco-
nomies nécessaires alors que ses adversaires
réclameront des dépenses à cor et à cri ? C'est
là que celui qui a négocié pied à pied le Brexit
avec Londres devra montrer l'étendue de son
savoir-faire pour fixer un cap. « Il n'y a pas de
politique qui vaille hors des réalités » : Michel
Barnier, qui se réclame du général de Gaulle,
pourra le rappeler à cette occasion. ■



Michel Barnier prend ses marques avant l'annonce d'un nouveau gouvernement

Emmanuel Gallero et Tristan Quinault-Maupoli

Le nouveau premier ministre poursuit les consultations pour bâtir son équipe. La droite envisage une participation sous certaines conditions.

Au deuxième jour de sa présence à Matignon, Michel Barnier s'est installé méthodiquement dans son nouveau costume de premier ministre en s'adressant aux Français, dès vendredi soir, au « 20 Heures » de TF1. Échafauder un gouvernement crédible et conforme à ses propres annonces, affirmer son indépendance, bâtir librement son cabinet, définir la nature de sa gouvernance et de sa relation avec l'Élysée, prendre la mesure de la situation du pays... Comme prévu, les urgences étaient aux rendez-vous.

Dès sa prise de fonction, jeudi, il avait dessiné les contours de son projet avec une maîtrise appréciée par la droite, qui ne pouvait pas bouder son plaisir en écoutant ses messages teintés de fermeté régalienne et d'ambition décentralisatrice. En voyant aussi cette incarnation de l'expérience politique faire amicalement la leçon au jeune premier ministre sortant. Vendredi matin, Gabriel Attal fut le premier consulté par Michel Barnier en tant que président du groupe macroniste à l'Assemblée. « Michel l'apprécie beaucoup », précise un proche du premier ministre pour éteindre toute rumeur d'animosité entre les deux hommes. À l'issue de l'entretien, le groupe macroniste a annoncé qu'il n'aurait « ni volonté de blocage, ni soutien inconditionnel ».

La part des macronistes dans le prochain gouvernement Barnier fait déjà l'objet de débats. Même s'il a cédé Matignon, le camp présidentiel estime qu'un certain nombre de ministères doivent lui revenir. D'abord parce que le groupe Renaissance à l'Assemblée nationale « constitue, de loin, le premier groupe en nombre » parmi ceux qui sont habilités à se rassembler autour de Michel Barnier, a rappelé Gabriel Attal vendredi.

Nombreux sont les ministres sortants à espérer rester au gouvernement mais le nouveau premier ministre, qui n'est pas pressé de finaliser cette équipe, est

attentif à incarner une rupture. Le domaine réservé de l'Élysée (Affaires étrangères, Armées...) concentre l'attention même si l'entourage d'Emmanuel Macron n'a pas publiquement fait part de ses exigences. Très proches du chef de l'État, les actuels titulaires de ces portefeuilles, Stéphane Séjourné et Sébastien Lecornu, peuvent espérer un maintien. À moins que Gérard Darmanin, qui estime opportun de quitter Beauvau sur le succès des JO, réussisse à s'imposer. Son intérêt pour le Quai d'Orsay a déjà été évoqué par le passé. Le nom d'Éric Dupond-Moretti (Justice) revient dans les discussions. Si son entourage assure qu'il n'est « candidat à rien », il n'est pas lassé par la vie gouvernementale. Comme Rachida Dati, qui espère se maintenir dans l'exécutif huit mois après un retour inattendu.

« Nous voulions savoir si Michel Barnier se voit comme un premier ministre collaborateur de l'Élysée ou de plein exercice. Il nous a parlé de très grande liberté et de marge de manœuvre »

Bruno Retailleau
Chef de file des sénateurs LR

Michel Barnier devra aussi composer avec le MoDem et Horizons, incontournables au Palais Bourbon. L'accueil mitigé des proches de François Bayrou pourrait être adouci par l'obtention de plusieurs portefeuilles. Après s'être distancé des macronistes, Édouard Philippe considère que son parti a bien résisté aux législatives anticipées. Son groupe s'est renforcé d'un siège, ce qui pourrait l'inciter à réclamer le même étiage de ministres que dans l'équipe sortante (deux). Reste à savoir si les sortants seront retenus. Le maire du Havre rencontrera Michel Barnier di-

manche. L'entourage du premier ministre ne confirme aucune de ces pistes mais précise : *Ce qui est important pour lui est de pouvoir s'appuyer sur des ministres compétents, efficaces et prêts à intégrer un collectif. Il veut des gens expérimentés.*

Verra-t-on bientôt des ministres de droite rejoindre ce gouvernement ? En coulisses, les sollicitations ne manquent pas. Les proches de Michel Barnier sont courtois et certains n'imaginent pas, à ce stade, que les LR puissent rester en marge. D'autant que la première intervention du nouveau premier ministre a été très appréciée à droite. La vice-présidente de l'Assemblée, Annie Genevard, l'a jugé « impérial » lors de sa prise de fonction. « Manifestement, il était le profil adéquat. Il suscite un grand soulagement, avec sa personnalité qui rassure et la tonalité d'un homme posé, armé d'une autorité naturelle. »

Reçus également à Matignon vendredi matin, Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau et Gérard Larcher sont sortis en saluant la « détermination » affichée par Michel Barnier. Il était encore trop tôt pour annoncer une implication de la droite dans le futur gouvernement mais les trois invités ont relevé des points positifs. Laurent Wauquiez, président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée, souhaite que la nouvelle équipe soit en capacité de « répondre aux préoccupations des Français » et attend encore des garanties sur les orientations politiques qui devront être en phase avec les priorités du pacte législatif proposé par la droite. « Sur l'immigration, j'ai senti que Michel Barnier voulait aller le plus loin possible », juge Bruno Retailleau. Durant l'entretien, le sénateur a aussi pointé le risque d'une « crise financière grave ».

Les LR voulaient savoir si Michel Barnier se voyait « comme un premier ministre collaborateur de l'Élysée ou de plein exercice ». « Il y aura d'autres réunions mais c'est un bon échange qui va dans le bon sens. Il est prudent mais nous avons senti une volonté de grande liberté et de



Michel Barnier, jeudi à Matignon.
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

grande indépendance vis-à-vis de l'Élysée, pour aller vers un fonctionnement plus conforme à la lettre de la V^e République », a expliqué Bruno Retailleau au Figaro. Pour sa part, Gérard Larcher a insisté sur l'article 20 de la Constitution, selon lequel seul le « gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », « dispose de l'administration et de la force armée », puis assume sa responsabilité « devant le Parlement ».

Avant de rejoindre l'Élysée vendredi, Michel Barnier s'est réjoui de ses premières consultations « pleines d'énergie ». Il a prévu d'échanger encore tout au long du week-end, notamment avec Elisabeth Borne et Yaël Braun-Pivet, samedi.

Personne n' imagine que la nouvelle tête de Matignon puisse apaiser l'Hémicycle du Palais Bourbon d'un simple coup de baguette magique. D'ailleurs, les critiques hostiles ont également fleuri. « Aucune personnalité du PS ne sera dans son gouvernement, je n'ai aucun doute là-dessus », a assuré le socialiste Olivier Faure, confirmant que la

gauche déposerait une motion de censure. Lucie Castets, ex-candidate de la gauche pour Matignon, a accusé le président de la République de se placer en « cohabitation avec le RN ». De leur côté, les soldats parlementaires de Marine Le Pen n'iront pas au gouvernement mais ne voteront a priori pas de censure. Sauf si la politique conduite devait s'éloigner « terriblement » de leurs attentes.

En attendant, Les Républicains croisent les doigts pour que le chef de l'État laisse le « gouvernement gouverner », comme il s'y est engagé deux fois en promettant de s'en tenir à sa fonction de « garant de la stabilité institutionnelle » du pays, assure Annie Genevard. Mais la promesse a pris un petit coup dans l'alle joie, quand l'Élysée a parlé de « coexistence exigeante ». « On ne sait pas ce que cela veut dire, soupire un cadre LR. Avec Emmanuel Macron, on n'est jamais très loin du en même temps ». Un point sensible que Michel Barnier devra sans doute éclaircir auprès de ses amis politiques. ■

Entre le président et son premier ministre, l'aube d'une cohabitation qui ne dit pas son nom

Louis Hausalter

En 2021, alors qu'il entamait sa campagne pour être désigné candidat des Républicains à l'élection présidentielle (il échouera au premier tour), Michel Barnier insistait moins sur ses désaccords de fond que de forme avec Emmanuel Macron. « Ce qui nous différencie, c'est clairement la méthode, confiait l'ex-commissaire européen. Les fondements de la V^e République selon de Gaulle, ce sont des grands ministres qui entourent le président, pas une gestion solitaire comme aujourd'hui. Ça, c'est une erreur. » Et de lancer au passage cet avertissement, lui que d'aucuns moquaient comme un candidat terne et ennuyeux : « Le président sortant n'a pas le monopole du dynamisme. »

Trois ans plus tard, c'est dans la cour de Matignon que Michel Barnier a eu l'occasion de marquer sa différence avec Emmanuel Macron, ce chef de l'État auquel il a eu l'ambition de succéder. Sans le remercier de l'avoir nommé, le septuagénaire s'est fendu d'un discours tranchant, annonçant « une nouvelle page » avec « des changements et des ruptures ». « Nous allons agir davantage que parler », a-t-il enfoncé, en

promettant « beaucoup d'écoute » et ayant une pensée pour « les gens d'en bas qu'il faut respecter ».

Autant de piques adressées à Gabriel Attal, contraint d'encaisser avec un sourire forcé, mais aussi à l'ensemble du camp Macron, dont la réputation d'arrogance n'est plus à faire auprès d'une large partie de l'opinion. Quant

« Il ne faut pas se fier à son air consensuel, il a un côté monolithique. Les négos vont être dures »

Le conseiller d'un ministre sortant à propos de Michel Barnier

aux textes inaboutis laissés par Attal sur son bureau, Barnier compte bien y ajouter sa « propre valeur ajoutée », a-t-il ironisé. Pas de doute : si le nouveau premier ministre s'est gardé de prononcer le mot de cohabitation, il en donne clairement les signaux. « Il ne faut pas se fier à son air consensuel, il a un côté monolithique. Les négos vont être dures », note le conseiller d'un poids lourd du gouvernement sortant.

De son côté, Emmanuel Macron, qui nourrit une passion pour la sémantique alambiquée, a hésité sur la façon de qua-



Emmanuel Macron, le 29 août à l'Élysée.
BLONDET ÉLIOT/ABACA

lifier la période qui s'ouvre. « Coopération exigeante » ou « coexistence exigeante » ? Va plutôt pour le terme moins disant de « coopération », l'objectif étant de ne pas provoquer celui de cohabitation, qui suggérerait que le camp présidentiel basculerait dans l'opposition.

Soucieux de montrer que le message des urnes a été entendu, Emmanuel Macron veut donner des gages qu'il laissera le nouveau premier ministre travailler en toute indépendance. Jeudi soir, devant les ministres démissionnaires, les cadres de son camp et une poignée de députés conviés à un buffet dinatoire à l'Élysée, il a invoqué l'article 20 de la Constitution selon lequel « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Il a aussi fait comprendre aux membres du gouvernement sortant qu'ils n'avaient aucune

garantie de rester en poste. Un peu plus tôt, c'est le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, qui réunissait l'ensemble du cabinet présidentiel pour leur annoncer plusieurs mesures censées marquer des distances entre le palais et Matignon, qu'Emmanuel Macron avait pris l'habitude de tenir brida courte. Comme l'a révélé *Le Figaro*, il est mis fin aux conseils thématiques partagés entre les deux maisons et à la présence de représentants de l'Élysée dans les réunions interministérielles (RIM), où sont rendus les arbitrages sur les textes dans les tuyaux. « On débranche les fils avec Matignon », a résumé Kohler à ses collaborateurs. La présidence jure également qu'elle n'entend cette fois pas s'ingérer dans le choix du directeur de cabinet du premier ministre. Même si les noms qui circulaient

pour occuper ce poste stratégique - ceux de préfets expérimentés ou de purs produits du ministère des Finances - ne risquent pas tellement de heurter le duo Macron-Kohler, très attaché à ce que l'on ne détricote pas les réformes économiques depuis 2017.

Michel Barnier aurait donc les mains libres. « Il faut qu'il travaille avec des gens en qui il a confiance », serine-t-on doucereusement côté Élysée. Dans l'entourage du premier ministre, on confirme qu'Emmanuel Macron n'a tenté d'imposer aucun nom dans les discussions préalables à sa nomination. Ce qui ne veut pas dire que le président entend se déposséder de son pouvoir de nomination. Michel Barnier est certes chargé de proposer des noms pour l'intégralité des portefeuilles, mais le chef de l'État considère que son camp devra être représenté. Quant aux domaines réservés que sont les Armées et les Affaires étrangères, le casting devra se faire « en bonne intelligence ».

Les bonnes intentions sont claires, mais Emmanuel Macron, dont le tempérament le pousse à s'occuper de tout et du reste, acceptera-t-il de se mettre réellement en retrait ? Le président s'est posé la question d'une intervention télévisée pour expliquer son choix. Avant d'y renoncer, pour ne pas qu'on l'accuse de vouloir rester au centre du jeu. Forcé de s'éloigner du cockpit des politiques publiques, il se voit désormais en garant du bon vol de l'appareil institutionnel et compte aussi s'inviter plus souvent dans la cabine des passagers, en se penchant sur la vie quotidienne des Français. Présider sans gouverner : voilà qui est « disruptif », comme on le disait au temps du macronisme triomphant. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Les vertus espérées d'un changement de style

Certains voient leur carrière bridée faute d'être suffisamment pris au sérieux. Michel Barnier, lui, a souffert de faire trop sérieux. Si tout le monde, y compris ses adversaires, saluait sa rigueur, sa longévité et l'intelligence de son parcours, tout le monde, et d'abord ses amis politiques, pointaient cette absence d'originalité, de capacité à surprendre et d'obsession à toute épreuve qui est, dit-on, la marque des aspirants aux premiers rôles. Dans le contexte de crise qui a conduit à sa nomination, l'ancien commissaire européen n'a pas changé, mais le regard sur lui, si.

Hier, dire « Barnier ne fait pas rêver » ne valait pas couplage. Le dire aujourd'hui, c'est souligner que le refus des paliettes du nouveau premier ministre est mieux adapté à la réalité que des profils plus brillants ou séduisants. Ce n'est pas qu'une affaire de vengeance du « vieux monde » sur le supposé « nouveau monde » macronien. Face aux perspectives budgétaires sombres, au fléau de toutes les formes de délinquance ou à la sclérose des services publics, il ne s'agit pas de vendre du rêve, mais d'apporter des solutions ; pas de chercher à frapper les esprits mais de se soucier d'efficacité. Les déceptions

venues de tous les horizons depuis des décennies conduisent à regarder aujourd'hui de manière différente un profil plus laborieux et moins flamboyant que d'autres.

La passation de pouvoirs dans la cour de Matignon a été abondamment commentée. L'élu ayant commencé sa carrière sous la présidence Pompidou remettant à sa place un cadet pur produit de l'actuelle présidence – même s'il entend déjà s'en affranchir –, c'était une invitation à l'humilité adressée au macronisme et à sa prétention désormais éteinte à avoir engendré une nouvelle manière de faire de la politique. La « rupture » revendiquée par le nouvel hôte de Matignon sera ainsi moins affaire de ligne que de style.

Dans ses premières déclarations, Michel Barnier a parlé de « respect ». Emmanuel Macron met d'ailleurs en

avant ce trait de tempérament de son cinquième premier ministre pour justifier son choix. Là encore, ce peut être une réponse à une dégradation inquiétante du climat politique. On voit comment les Insoumis mènent et assument une « bordelisation » constante de la vie publique, au Parlement, sur les plateaux de télévision ou dans la rue, se montrant contagieux sur une partie de leurs alliés de gauche. On voit comment le climat politique et médiatique se caractérise trop souvent par la caricature, l'invective, voire l'insulte. Que l'insoumise Ersilia Soudais qualifie Barnier de « dinosaure » et le RN Jean-Philippe Tanguy le traite de « fossile » n'est pas à l'honneur de ces deux « jeunes ». Emmanuel Macron aussi, de son élan « disruptif » initial à cette dissolution brutale, a contribué à électriser la vie politique. Si c'est la société et la vie des Français qui sont dures, et si le discours du « compromis » n'est souvent que l'alibi de l'immobilisme, cela n'oblige pas à l'exaspération des comportements. Par son style, Michel Barnier peut aider à faire baisser la température du chaudron politique. S'il convainc qu'une posture ouverte n'est pas contraire à une action ferme. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO

Avec Attal, l'esquisse d'une joute à fleurets mouchetés

À peine parti, Gabriel Attal a retrouvé Matignon vendredi matin. Plus en tant que premier ministre, malgré cette « frustration » admise la veille en accueillant Michel Barnier Rue de Varenne, mais comme patron des députés Renaissance. Un « rôle très important », comme l'a souligné le nouveau chef du gouvernement qui aura besoin de la bienveillance de son prédécesseur pour avancer au Parlement. À l'heure du petit déjeuner, les deux hommes ont balayé les conditions de leur coopération à venir. Malgré l'habitude prise par le macronisme depuis 2017 à accueillir des ex-LR en son sein, rien ne relève de l'évidence.

« Nous constituons, et de loin, le premier groupe en nombre parmi ceux qui sont en situation de participer » au « rassemblement large » que doit bâtir Michel Barnier, a rappelé Gabriel Attal à ses troupes. « Il n'y aura de notre part ni volonté de blocage ni soutien inconditionnel », a-t-il précisé à l'issue de son rendez-vous. Une expression qui exprime la réserve de la majorité sortante à l'endroit du nouvel homme fort de l'exécutif. Dès la nomination de celui-ci, Renaissance a d'ailleurs partagé un communiqué très distancé pour exprimer sa position : « Pas de censure automatique », mais pas de « chèque en blanc ».

Ton aigre-doux

La passation de pouvoirs, jeudi après-midi, a montré à quel point deux mondes devaient s'approprier. « Il y aura dans cette nouvelle page des changements et des ruptures », a certifié Michel Barnier en répétant le mot « humilité » à quatre reprises. Son ton aigre-doux face à Gabriel Attal, pour ne pas dire « humilant », pour reprendre le qualificatif de plusieurs macronistes, a surpris le camp présidentiel. Les piques ou les sous-entendus lancés par le premier ministre furent nombreux : « Nous allons davantage agir que parler », « le gouvernement n'aura pas la prétention de croire que la science infuse ne vient que de lui »... Après une prise de parole de près de vingt minutes, où Gabriel Attal a semblé lui dicter ce que devait être sa feuille de route, Michel Barnier a feint de s'interroger sur « les leçons » dont il venait d'être le destinataire. « Ou des enseignements... même si ça n'a duré que huit mois, ça va m'être très utile », s'est corrigé, ironique, le Savoyard de trente-huit ans l'aîné de son prédécesseur. « Les gens vont apprendre à connaître son caractère et la grande assurance qu'il a en lui », imagine un conseiller macroniste. Tandis qu'un autre grince déjà contre « la nouvelle volonté hégémonique des LR alors qu'ils ne sont que quarante à l'Assemblée ».

« Michel Barnier a été audacieux, mais, dans une telle configuration de l'Assemblée nationale, il n'est pas possible de se

prendre de face Gabriel Attal dès les premières minutes. Il aura besoin de lui », observe une conseillère sortante de l'exécutif. Cela n'a pas échappé au premier ministre, qui a fait savoir vendredi par son entourage que ses relations ne sont pas acrimonieuses avec le trentenaire. « C'était une passion entre deux hommes aux styles différents qui s'apprécient et se connaissent. Il n'y a aucun sujet », assure-t-on à Matignon. On y narre leur première rencontre, en 2018, quand Michel Barnier était négociateur du Brexit et Gabriel Attal, simple député peu connu, animés par une curiosité réciproque. Le chef des députés macronistes « n'a pas du tout mal pris et n'a pas vu une quelconque volonté d'humiliation de Michel Barnier lors de la passation de pouvoirs », abonde l'entourage de celui-ci. Qui en veut pour preuve que « leur entretien a été plus long qu'avec Elisabeth Borne », en janvier dernier.

Rire jaune

Il n'empêche, de premières divergences idéologiques pourraient survenir sans tarder. Michel Barnier est sous surveillance du RN à l'Assemblée nationale et devra lui donner des gages sur la sécurité et l'immigration. Quand Gabriel Attal a fortifié son aura dans son camp en devenant le garant du front républicain lors des législatives anticipées. L'ancien premier ministre, qui pourrait briguer la direction de Renaissance à l'automne, devra rassurer une base sociologiquement ancrée au centre gauche. L'empêchant de donner quitus à des coups de barre à droite de l'exécutif.

À l'écart du gouvernement pour la première fois depuis six ans (une participation au gouvernement Barnier « ne se pose pas », confirme son entourage), Gabriel Attal pourra pleinement user de sa liberté retrouvée. Attendu samedi à la rentrée de Territoires de progrès – l'aile gauche macroniste –, son premier discours en dehors de Matignon sera décortiqué.

Enfin, il a déjà prévenu qu'il déposerait des amendements et des propositions de loi si Michel Barnier ne se saisissait pas des textes, en attente de présentation, qu'il lui a transmis. « Je ne renoncerais pas à agir pour les Français sur ces sujets au Parlement », a affirmé mercredi Gabriel Attal au Figaro en listant le projet de loi sur la justice des mineurs, la « desmcardisation », la « taxe lapin » pour les rendez-vous médicaux non honorés... « Peut-être ajouterai-je ma propre valeur ajoutée ? », a rétorqué Michel Barnier en évoquant le « bureau un peu vide » qu'il a trouvé. Un humour qui a fait rire jaune l'ex-locataire des lieux. ■

T.Q.M.

68716248214690120719
19738CHOISISSEZ34156
712UNE BANQUE QUI415
21412A CHOISI DE41567
9381NE PAS FAIRE9234
315QUE DU CHIFFRE282
71624156782197394821

Avec le dividende sociétal, 15% du résultat net de notre groupe*
est consacré à financer des projets environnementaux et sociétaux.
C'est ça être une entreprise à mission.
Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements

Construisons pour que le monde bouge.

*Engagement pris au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dont le CIC est l'une des entités.
CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 411 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381.

cic.fr

Wally Bordas

La gauche promet de déposer une motion de censure spontanée dès la reprise de la session parlementaire, alors que le Rassemblement national temporise.

Les premiers pas de Michel Barnier à l'Assemblée promettent déjà d'être semés d'embûches. À peine vient-il d'être nommé à Matignon que déjà, le nouveau premier ministre, issu des rangs des Républicains, se retrouve sous la menace d'une motion de censure. La gauche avait prévenu, après les résultats des élections législatives : soit le président de la République, Emmanuel Macron, nommait Lucie Castets, candidate officielle du Nouveau Front populaire (NFP), soit le nouvel occupant du 57, rue de Varenne s'exposerait à un texte de censure des quatre groupes de gauche. « Il y aura une motion de censure immédiate en cas de nomination d'un gouvernement hors NFP », prévenait encore Mathilde Panot, présidente du groupe LFI au Palais Bourbon, il y a quelques jours.

C'est désormais chose faite. Et la gauche tiendra donc sa promesse. « Le choix qui a été fait par le chef de l'État, c'est de se mettre au barycentre des droites et de l'extrême droite », a tancé le patron des socialistes, Olivier Faure, ce jeudi, confirmant que la gauche dans son ensemble demanderait la censure. « Nous faisons face à une alliance des perdants. Il est donc évident que nous déposerons une motion en réaction à cet accord politique qui va à rebours du résultat des élections législatives », confirme, auprès du Figaro, l'écologiste Sophie Taillé-Polian.

Le danger de censure est donc bien réel pour Michel Barnier. Au vu de la composition de l'Assemblée nationale, il est impossible pour le nouveau premier ministre de compter sur une solide majorité. La Droite républicaine, groupe politique qui émane des Républicains, ne totalise que 47 députés. Largement insuffisant pour éviter la censure. Ce, même en supposant la bienveillance des 99 élus Renaissance, des 31 parlementaires Horizons et des 36 du MoDem. Et même en ajoutant le soutien - loin d'être acquis - des 22 députés du groupe Liot, l'ex-négociateur du Brexit ne pourrait compter que sur le soutien de 235 parlementaires.



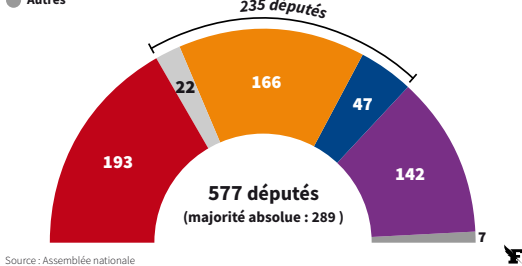
À l'Assemblée, Michel Barnier déjà sous la menace d'une motion de censure

L'équation est insoluble. L'hémicycle est coupé en trois, entre une gauche aux 193 députés, un centre et une droite plus nombreux mais très dispersés, et un Rassemblement national allié à une droite ciottiste à 142 élus. C'est pour cette raison qu'après de nombreuses consultations le président de la République a fait le choix de Michel Barnier, l'un des seuls à ne pas réunir immédiatement une majorité contre lui. « Un homme respectueux des différentes forces politiques et capable de pouvoir s'adresser au RN de la même façon qu'aux autres groupes », a vanté Marine Le Pen, après sa nomination. « Nous verrons bien si il parvient au moins à faire en sorte que le budget soit équilibré. (...) L'immigration hors contrôle, l'explosion de l'insécurité, le pouvoir d'achat des Français et la modification du mode de scrutin sont des sujets qui devront être pris en considération », a toutefois prévenu la présidente du groupe RN à l'Assemblée, présidant qu'elle attendait d'entendre le discours de politique gé-

Quelle majorité pour Michel Barnier ?

Répartition des sièges à l'Assemblée nationale en 2024

● Gauche (Nouveau Front populaire, divers gauche) ● Liot
● Camp présidentiel (Ensemble, Horizons, MoDem)
● Droite républicaine (LR) ● Rassemblement national et alliés
● Autres



Source : Assemblée nationale

nérale du nouveau locataire de Matignon avant de juger. Écartant ainsi l'idée de voter une motion de censure immédiate, choix qu'elle aurait fait en cas de nomination du LR Xavier Bertrand ou de l'ex-socialiste Bernard Cazeneuve.

Épée de Damoclès

S'il ne réunit pas de majorité contre lui, Michel Barnier ne bénéficie même pas pour l'heure de véritable majorité relative. Il ne dispose d'aucune garantie sur la fidélité des députés LR. Les différentes composantes du macronisme, elles, ne lui sont pas non plus acquises. « Il n'y aura de notre part ni volonté de blocage ni soutien inconditionnel », a prévenu Gabriel Attal, l'ex-premier ministre désormais patron du groupe EPR (Ensemble pour la République) à l'Assemblée. « Mon enthousiasme est modéré à ce stade. Pour être réformé, le pays a besoin d'audace, et j'ai besoin d'être convaincu que Michel Barnier est le profil idéal pour cela, car il apparaît assez

Ressoudée, la gauche entend exercer une opposition franche

Richard Flurin

Voilà la gauche - toute la gauche, rien que la gauche - installée dans le confortable fauteuil de l'opposition. Le Nouveau Front populaire est la seule formation à censurer le futur gouvernement, conduit par l'homme de droite Michel Barnier, avant même de connaître sa composition et la politique qu'il entend mener. Le Rassemblement national attend pour sa part d'entendre la déclaration de politique générale dans l'hémicycle pour se décider. La gauche exerce ainsi, en tout cas pour l'instant, « une sorte de monopole » de l'opposition, comme dit le politologue et sondeur Jean-Yves Dormagen chez nos confrères de Libération.

Le Parti socialiste aurait pu se retrouver dans la situation inverse, celle de gouverner, s'il avait soutenu Bernard Cazeneuve, envisagé un temps par l'Élysée. Mais le bureau national du PS, en particulier sa direction, assurée par Olivier Faure, a refusé d'adopter l'ancien premier ministre de François Hollande. « Olivier Faure était dans un "tout sauf Cazeneuve" qui interroge, à la même poussée l'avantage de Thierry Beaudet auprès du président de la République pour éviter d'avoir à gouverner et de se séparer du NFP », souffle une source bien renseignée au sein du parti. Depuis la désignation de Michel Barnier jeudi, ceux qui étaient favorables au sein du PS à un soutien appuyé à Bernard Cazeneuve régèrent leurs comptes en public

et tiennent la direction pour responsable de l'échec.

Pour sa part, Olivier Faure estime plutôt qu'il a réussi à déjouer les tentatives d'Emmanuel Macron de diviser la gauche, d'arracher les socialistes à leur coalition, lui qui s'est redit favorable à « l'unité » lors de son discours de rentrée à Blois, il y a tout juste une semaine. « Il faut arrêter avec cette idée, qui est répandue par le chef de l'État lui-même, qui cherche à se déculpabiliser, à faire porter la responsabilité de cette nomination incongrue, véritable déni démocratique, sur la gauche, comme si la gauche avait pu choisir de renoncer au pouvoir pour préférer Michel Barnier », a protesté le premier secrétaire du PS vendredi matin sur France Inter. Le chef de parti peut se féliciter de voir le NFP, auquel il a œuvré avec beaucoup de zèle, ressoudé comme jamais.

Jouer la rue

Il n'y avait qu'à voir les réactions au diapaon des différents cadres du NFP peu après la désignation de Michel Barnier. Olivier Faure a marqué les esprits en parlant de « crise de régime », une expression employée par un certain Jean-Luc Mélenchon sur BFMTV le 19 juillet dernier. Si le PS n'a pas appelé nationalement à manifester ce samedi contre « le coup de force » d'Emmanuel Macron, à la différence des autres partis du NFP, il n'appelle pas non plus à ne pas y participer. Quant à Olivier Faure, son entourage confie qu'il « ira à celle organisée par les syndicats », vraisemblablement le 1^{er} octobre, et ne s'interdit donc pas de jouer la rue, comme le reste de la gauche.

L'ampleur des manifestations donne une bonne indication du soutien populaire dont ne cessent de se prévaloir les membres du NFP. Les Insoumis, en particulier, ont pris soin de rappeler toute la semaine, à chacune de leurs interventions dans les médias ainsi que sur les réseaux sociaux, où ils sont très suivis, la date et les lieux de rassemblement. Il en va de même pour la pétition qu'ils ont lancée sur internet pour obtenir la destitution d'Emmanuel Macron : les Insoumis rappellent partout l'adresse web et encouragent à signer cet appel, qui compte pour l'heure un peu plus de 260 000 paraphes. La manœuvre a pour but de mettre la pression aux parlementaires, qui pourraient bientôt avoir à voter la motion de destitution déposée par La France insoumise.

S'ils veulent voir leur procédure aboutir, les mélenchonistes devront d'abord recueillir l'assentiment du bureau de l'Assemblée nationale, où le NFP est certes majoritaire, mais pas LFI seul. Or, les autres partis de la coalition ne soutiennent pas l'initiative pour l'instant. Pour les convaincre, la présidente du groupe parlementaire LFI Mathilde Panot défend l'intérêt d'« un débat, au vu et au su de tous, autour du comportement erratique et dangereux du président de la République ». Un nouveau test de solidité se profile donc pour l'attelage NFP. « Vous verrez, comme à leur habitude, les Écologistes se rangeront derrière LFI », anticipe un cadre du PS, sans préjuger de l'attitude de son propre parti, qui devra, encore une fois, trancher entre l'union et la responsabilité. ■

Retraite à 65 ans, moratoire sur Ce que proposait l'ex-candidat à

Michel Barnier, qui se définit comme « un gaulliste social », devra « constituer un gouvernement de rassemblement au service du pays ». Une coalition à bâtir, mais sur quel programme ? L'ancien commissaire européen avait défendu une politique économique libérale, ferme sur les sujets régaliens, lors de sa campagne pour la primaire de la droite en 2021, à l'issue de laquelle il avait terminé troisième. Tour d'horizon de ses principales propositions à l'époque.

La retraite à 65 ans

Dénonçant le dérapage des dépenses publiques lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, Michel Barnier prônait fin 2021 « une stricte trajectoire d'économies, une gestion enfin saine et de maîtrise de la dette ». « Je ne prendrai pas l'engagement irréaliste de revenir à l'équilibre budgétaire en cinq ans mais celui de mettre en place sans délai des réformes courageuses », précisait-il dans un entretien au Point. Première d'entre elles : « le passage à la retraite à 65 ans », soit un programme plus ambitieux que la réforme adoptée par la majorité macroniste en 2023. Désormais au pouvoir, il ne proposera probablement pas de l'abroger, comme le réclame la gauche

Des réductions d'impôts

Pour stimuler le « retour du travail et de l'activité, (...) clé de la croissance »,

Une réduction des dépenses publiques

Michel Barnier voulait, en 2021, réduire les dépenses publiques. Il plaiderait pour une « plus grande efficacité de l'État » et des collectivités locales, « notamment pour éliminer tous nos doublons administratifs ». Pour financer ses baisses d'impôts, il comptait aussi sur la lutte contre la fraude sociale, notamment à l'assurance-maladie, et proposait pour ce faire de remplacer toutes les cartes Vitale par des cartes biométriques, affirmant que cela permettrait d'« économiser des sommes considérables » en supprimant un « véritable nid de fraudes ».

Un moratoire sur l'immigration

L'ancien commissaire européen avait défendu des positions très fermes sur l'immigration et la sécurité : « On ne répare rien, on ne construit rien sans

Paul Laubacher

L'entourage de la candidate du RN à la présidentielle est enveloppé de mystères mais est entièrement dévoué à sa cause.

Marine Le Pen a trouvé son directeur de cabinet. Il prendra ses fonctions le 1^{er} novembre prochain. Elle l'a convaincu de franchir le Rubicon pendant l'été, juste après les élections législatives du 30 juin et 7 juillet dernier, qui ont vu le Rassemblement national (RN) être défait à la faveur d'un front républicain alimenté par les propres failles du parti.

Ambroise de Rancourt, les joues rondes, les cheveux blonds, 37 ans, pianiste professionnel et surtout énarque promotion 2020-2021 (Aimé Césaire), n'a finalement pas hésité très longtemps avant d'accepter de prendre ce poste stratégique, et d'entrer dans la garde rapprochée de la future candidate à l'élection présidentielle, qu'il importe si elle a lieu en 2027 ou avant.

Le choix d'Ambroise de Rancourt, qui a vécu toute sa jeunesse à Versailles, a été assez naturel. Déjà, parce que Marine Le Pen le connaissait. La première fois qu'ils se rencontrent, c'est en 2020 via l'intermédiaire d'un ami commun qui se tient loin de la politique. Quatre ans plus tard, le voilà nouveau bras droit de la chef de file des députés RN.

La mission de l'homme est à la mesure des défis qui attendent le parti national-populiste pour les prochains mois et prochaines années : gérer le cabinet de Marine Le Pen, l'accompagner à ses rendez-vous, la représenter, développer les réseaux qui doivent l'entourer pour préparer les prochaines échéances électorales, l'alimenter en notes stratégiques et politiques, écrire ses discours...

Parcours atypique

Renaud Labaye, autre bras droit de Marine Le Pen au Palais Bourbon, a validé le casting, comme d'autres députés et cadres du parti. Le profil d'Ambroise de Rancourt correspond à la nouvelle ère que doit entamer le RN : professionnalisation et normalisation. Un proche de Marine Le Pen, qui le connaît, dit : « Il a cent idées à la minute, et elles sont très bonnes. Il a cette capacité, très importante, à pouvoir parler avec vraiment tout le monde. »

Le parcours d'Ambroise de Rancourt est atypique : rien ne le destinait à devenir le directeur de cabinet de Marine Le Pen. Il lâche Sciences Po pour devenir pianiste, il part en Suisse avant d'intégrer à 25 ans le Conservatoire de Paris. Ce sont les attentats de 2015 qui provoquent un nouveau changement de vie. L'ambitionne alors de faire l'ENA. Il y parvient à



Marine Le Pen (ici, en juillet devant l'Assemblée nationale) a constitué une équipe aux profils diversifiés dont l'objectif est de l'aider à conquérir le pouvoir, puis à l'exercer. VILLETTE PIERICK/ABACA

Marine Le Pen renouvelle sa garde rapprochée pour rebondir après les législatives

la seconde tentative, et entre au ministère des Armées. L'homme se dit ni droite ni de gauche et ne croit pas à ce clivage. Il a fréquenté l'essayiste et souverainiste Coralie Delaume, décédée en 2020. En 2017, il s'intéressait de près à ce que faisait Jean-Luc Mélenchon. La seule fois que son nom apparaît dans la presse, associé à Marine Le Pen, c'est à la faveur d'un article du magazine *Challenges* sur les futurs conseillers des ministres RN, en cas de victoire aux dernières législatives.

L'embauche d'un directeur de cabinet faisait partie des pistes de réorganisation interne soulevées par les proches de Marine Le Pen, après la défaite des législatives de juillet dernier. D'autres postes ne

sont pas encore pourvus : un « vrai » directeur de cabinet pour Jordan Bardella, président du RN, un directeur des études et aussi un nouveau directeur général du parti, après la démission de Gilles Pennelle, premier fusible du fiasco du désordre mais fameux « plan Matignon », qui devait permettre au parti d'être prêt en cas de dissolution.

L'arrivée d'Ambroise de Rancourt dans l'entourage de Marine Le Pen vient compléter la nouvelle équipe qui entoure la députée du Pas-de-Calais. Celle-ci est encore entourée de mystère mais est entièrement dévouée et d'une loyauté sans faille envers elle. Ils se sont donné un objectif : l'aider à conquérir le pou-

voir, et l'exercer. Cette garde rapprochée a bien changé depuis l'époque de Florian Philippot, l'énarque ultra-souverainiste, un temps vice-président du Front national, avant son départ en fanfare à l'automne 2017, après l'échec de la présidentielle, et sa mutation en complotiste « antivax ». L'homme s'était approprié tout l'espace autour de la chef nationaliste, excluant tous les autres. « Ce qui est certain, c'est que plus jamais une seule personne aura autant d'influence auprès de Marine Le Pen », constate un de ses proches.

La nouvelle garde rapprochée de Marine Le Pen se caractérise par une diversité des profils. Il y a bien sûr les vété-

rans, à l'instar de Philippe Olivier, vieux militant de la « cause nationale », député européen et beau-frère de Marine Le Pen, ou encore Bruno Bilde, ami sincère depuis plus de vingt ans, député du Pas-de-Calais, artisan de l'atterrissage de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont et gardien du temple du marinisme. C'est surtout depuis la présidentielle 2022 que l'entourage de Marine Le Pen commence à se stabiliser. Renaud Labaye, directeur de cabinet de la candidate du RN avant de devenir secrétaire général du groupe, ancien de Saint-Cyr et de HEC, passé par Bercy, assoit son autorité. Jean-Philippe Tanguy, l'ancien bras droit de Nicolas Dupont-Aignan, qui a fait l'Essec, directeur adjoint de la campagne présidentielle avant d'être élu député de la Somme, entre dans le cercle fermé des conseillers.

« Un fonctionnement en étoile »

Mais d'autres profils, plus secrets, commencent à graviter autour de la candidate. François Durvy, Versailles ami d'Ambroise de Rancourt, polytechnicien, patron d'Otium Capital, proche du milliardaire Pierre-Édouard Stérin, aide activement Marine Le Pen pour sa campagne. L'homme est plus libéral que la moyenne des cadres RN, mais la chef l'a accepté. C'est Renaud Labaye qui a joué les entremetteurs. François Durvy l'accueille même en Normandie, dans son manoir, pour préparer son débat face à Emmanuel Macron, en avril 2022.

L'arrivée dans le cénacle des conseillers de ce chef d'entreprise qui n'est pas encarté au RN, tout comme Renaud Labaye, est un cas d'école. « Un jour, pendant la présidentielle, j'étais à une réunion, j'ai vu quelqu'un que je ne connaissais pas. On m'a dit : "c'est François", et c'était tout », se rappelle un cadre du Rassemblement national. La candidate du RN est souvent bien secrète avec ses propres conseillers. « Marine, avec ses amis comme avec ses proches, a un fonctionnement en étoile », dit l'un de ses conseillers. Certains arrivent par des chemins de traverse étonnants, et surtout, chaque branche de l'étoile ne sait pas forcément que l'autre existe...

Le nombre de branches grandirait, lui, à vitesse exponentielle, selon les proches de Marine Le Pen. « Il y avait 3 profils technos autour d'elle à la présidentielle de 2022. Après les élections législatives qui ont suivi, et l'élection de plus de 90 députés, c'est monté à 30. Au moment de la dissolution et depuis, ils sont 300 », assure l'un d'entre eux. Pour Marine Le Pen et ses proches, voilà un nouveau vivier dans lequel ils pourront puiser en cas de nouvelle dissolution, ou à l'approche de la prochaine élection présidentielle. Certains ont déjà envie d'être candidats aux législatives, d'autres se voient bien travailler dans les cabinets ministériels. Ils attendent le bon moment pour sortir de l'ombre. ■

Après une année chaotique, Éric Zemmour face à la peur du vide

Martin Lagrave

C'est à la barre d'un navire à la dérive qu'Éric Zemmour s'apprête à faire sa rentrée politique ce samedi à Orange (Vaucluse). Pour sa troisième université d'été, son parti, Reconquête, apparaît plus affaibli que jamais, après une année 2024 où rien ne semble avoir fonctionné.

L'été avait déjà bien mal commencé, avec les élections européennes. Le scrutin du 9 juin ne s'était pas encore déroulé qu'une guerre interne d'une grande violence opposait la tête de liste du parti, Marion Maréchal, à Éric Zemmour et sa garde rapprochée. Passée proche de l'élimination, la nièce de Marine Le Pen savait tout de même les meubles en dépassant de peu les 5 % (5,47 %) nécessaires pour envoyer des eurodéputés à Bruxelles. Malgré un parti fracturé, le bâtiment zemmouriste était encore à flot.

Le répit ne fut que de courte durée. La dissolution de l'Assemblée nationale et les élections législatives replongèrent immédiatement Éric Zemmour et les siens dans la tourmente. En trois jours, l'ancien journaliste assiste - sans y être invité - à l'alliance de Marine Le Pen et d'Éric Ciotti, puis limoge en direct à la té-

lvision quatre de ses cinq députés européens, Marion Maréchal ainsi que ses « trois compères en trahison » : Guillaume Peltier, Nicolas Bay et Laurence Trochu.

Sans surprise, les législatives virent au supplice. Au premier tour, les 330 candidats Reconquête ne rassemblent que 0,75 % des voix au niveau national, loin des 4,24 % de 2022 et des 5,47 % des européennes. La débâcle n'est pas seulement politique mais aussi financière. Ce score famélique réduit considérablement la dotation publique versée annuellement au parti. Comme un dernier coup de massue, une semaine avant l'université d'été, le sénateur Stéphane Ravier officialise son départ du parti alors qu'il en était le seul parlementaire français. En l'espace de quatre mois, non seulement Reconquête n'a pas pris part à l'union des droites - qui constitue pourtant le cœur de projet politique d'Éric Zemmour - et se retrouve désormais avec une seule élue de premier plan, Sarah Knafo, eurodéputée et compagne du chef.

À la veille de l'université de rentrée, les cadres du parti jurent pourtant que tout va bien. Les mésaventures estivales ? « Une petite tempête dans un verre d'eau », évacue Samuel Lafont, porte-parole de Reconquête. « Le mouvement est résilient, nous avons un maillage terri-



Éric Zemmour fait sa rentrée politique, samedi, à Orange. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

torial important et le plus beau fichier de sympathisants des partis politiques français », affirme-t-il en revendiquant toujours plus de 100 000 adhérents. Une satisfaction partagée par Stanislas Rigault, président du mouvement de jeunesse zemmouriste : « On aborde l'événement avec beaucoup de sérénité, on compte plus de 1800 inscrits », se félicite-t-il.

Une dynamique très contrariée

Dès le 30 juin, c'est Éric Zemmour lui-même qui tentait de rassurer ses troupes dans un mail adressé aux militants : « Politiquement, moralement, psychologiquement, nous allons beaucoup mieux aujourd'hui qu'il y a un mois. Nous sommes redevenus unis, nous parlons d'une seule voix. C'est un progrès très concret et il aura de belles conséquences », écrit l'ex-candidat à la présidentielle. Toutefois, en interne, tous ne partagent pas ce bilan idyllique des dernières semaines.

Ainsi, un ancien cadre du parti narre « une séquence invivable ». Pendant la campagne des européennes, « la plupart des articles de presse étaient vrais, il y avait une détestation entre les deux équipes », se souvient-il. Pour lui, la dynamique du parti demeure désormais très contrariée : « Il suffit de regarder le nouveau format de l'université d'été », pointe-

t-il. Pour la troisième édition de l'« UDT », les nationalistes ont grandement réduit la voilure. D'un événement de quatre jours en 2022, avec plus de 7000 participants revendiqués, la rentrée 2024 ne regroupera pas plus de 2000 personnes durant une petite demi-journée.

Au-delà de cette démonstration de force en demi-teinte, c'est le rôle que va jouer Reconquête dans les mois à venir qui pose question. Sans le moindre parlementaire, le parti a été complètement marginalisé au lendemain des législatives. Tout d'abord exclu des négociations autour de la nomination du premier ministre, le parti n'aura aucune influence dans une Assemblée nationale où la moindre voix pourra s'avérer décisive. De plus, le basculement d'Éric Ciotti dans une logique d'union des droites concurrence grandement l'espace électoral des zemmouristes. « Il vient des LR, il est idéologiquement comme tel, c'est lui qui incarne la bourgeoisie de droite, désormais », analyse l'ex-cadre cité plus haut.

S'il concède « qu'il va y avoir plusieurs fuseaux horaires » entre ce qu'il se passe au Palais Bourbon et ailleurs, Stanislas Rigault mise sur la force de frappe du parti sur les sujets sociétaux : « L'actualité est malheureusement tristement de notre côté. Sur le fond, Éric Zemmour ne s'est pas trompé. » ■

Lidl accepte désormais les cartes Titres-Restaurant.

Et jusqu'au 30 septembre,
pour chaque achat réalisé en cartes Titres-Restaurant,
recevez **10% du montant total** de cet achat
en bons d'achats sur l'application Lidl Plus.*



*Offre valable du 2 au 30 septembre inclus. 10% sous la forme de 2 coupons monétaires valables 7 jours à des dates différentes sur deux semaines consécutives. Offre non valable par paiement mobile. Limité à 1 achat par jour de maximum 1000 €. Plus d'informations sur **LIDL.FR**

Année 2024 - Photos non contractuelles et retouchées - Sauf erreurs typographiques - LIDL RCS Nanterre 343 262 622

En Algérie, la réélection attendue d'Abdelmadjid

Adam Arroudj Alger

À défaut de proposer une vision digne de ce nom, le président sortant offre un visage rassurant après les secousses du Hirak et

Tous les matins pour se rendre au travail, Khalel, patron d'une petite entreprise de l'agroalimentaire, passe devant l'immense maison où a été installé le QG de campagne d'Abdelmadjid Tebboune. Déployées sur les façades, des affiches géantes. Sur un fond vert pétrole, un slogan : « Pour une Algérie victorieuse ». Le président sortant, candidat à sa propre succession, regarde au loin et lève sa main droite en indiquant une direction.

« On ne sait pas où on va mais on y va », ironise le chef d'entreprise. Dans la voiture, conduite par un chauffeur, il tente de régler les problèmes qui se sont accumulés pendant l'été. Khalel incarne la classe moyenne algéroise « plus plus », comme on dit ici. Comprendre : ses comptes en banque sont assez garnis pour qu'il habite une maison avec piscine, passe des mois d'août en Espagne en famille et part régulièrement à l'étranger, « pour le business » et « souffler un peu ». Parce que l'Algérie, il l'aime, mais elle le « fatigue ».

La politique, bien sûr, il la suit. « Quand on investit de l'argent en Algérie, il vaut mieux savoir ce qu'il se passe en "haut" », explique-t-il en faisant un signe vers le ciel pour éviter d'avoir à désigner les décideurs civils ou militaires. Il ne sait pas bien lui-même qui décide. « Les Algériens ne sont pas exigeants, ils voudraient simplement avoir

un cap. Un projet, une vision pour l'Algérie. Malheureusement, aux commandes, on n'a pas un Ben Salman (le prince héritier saoudien qui veut en finir de la dépendance aux hydrocarbures par le projet Vision 2030, NDLR). On a un nouveau Boumediène. »

« Les Algériens ne sont pas exigeants, ils voudraient simplement avoir un cap. Un projet, une vision pour l'Algérie »

Khaled Chef d'entreprise

Houari Boumediène, qui gouverna l'Algérie de 1965 à 1978, reste encore aujourd'hui une référence dans la mémoire collective. Comme le bâtisseur de l'État algérien moderne dans ce qu'il est encore aujourd'hui : un État très centralisé, qui garde la main sur ses ressources naturelles et administre fortement l'économie. Comme un idéal de justice sociale et de lutte contre les inégalités. Comme un leader du tiers-monde.

En cinq ans, les sherpas du candidat Tebboune ont peaufiné avec ces ingrédients une recette qui cartonne sur les réseaux sociaux : la sémiologie des années 1960, les codes TikTok de 2024 et de l'émotion à profusion. Tebboune qui fronce les sourcils face à MBZ (Mohammed Ben Zayed, le président des Émirats arabes unis avec lequel les relations

sont assez tendues). Tebboune vêtu d'une *daraa* blanche, tenue traditionnelle touareg, pour parler aux Algériens du Grand Sud. Tebboune ému par des fillettes kabyles qui lui parlent en anglais.

Dans la vraie vie, « Ammi Tebboune » (Tonton Tebboune) comme l'ont surnommé les jeunes, est « comme ça », assure-t-on dans son entourage. « Contrairement à Bouteflika, il ne méprise pas les Algériens. Il les connaît bien, grâce à une longue carrière de préfet aux quatre coins du pays. » Rond mais sanguin, nuance un politique qui l'a approché à plusieurs reprises et témoin de ses « coups de gueule en Conseil des ministres » pour que les dossiers urgents soient traités.

Malgré un pouvoir qu'il admet volontiers « indéchiffrable », un membre de l'opposition raconte : « Les Français croient qu'il est une marionnette aux mains des militaires. C'est mal le connaître. Parfois, il discute en interne avec les militaires et les services. Souvent, il prend les décisions tout seul. Elles ne plaisent pas toujours à l'armée, mais pour l'instant, c'est le deal : il gouverne et eux restent à l'arrière, en soutien. »

« À Alger, on ne voit pas le reste du pays, mais dans ce que Tebboune appelle les "zones de l'ombre", il reste populaire », assure un satellite du staff de campagne du président. « Ces Algériens veulent juste vivre. Avoir un toit sur la tête, de quoi manger, que leurs enfants

ailent à l'école, et continuer à vivre de leurs petits business sans que l'État se mêle de leurs affaires. »

Pour la vision, il faudra repasser. Dans l'écosystème très algérois où se croisent visiteurs du soir, intermédiaires bien informés et caméléons interlopes du système, le verdict est brutal. « Pour l'instant, on doit gérer les urgences. » En premier, l'urgence sécuritaire aux frontières. Avec le Mali, à l'extrême sud, il faut « contenir l'instabilité » aggravée depuis le coup d'État militaire de 2021, le retrait de Barkhane et les interven-

tions des mercenaires russes de Wagner.

Avec la Libye, l'inquiétude est montée d'un cran depuis que le maréchal Haftar a mené une offensive dans le Sud-Ouest. « Soit Haftar cherche à prendre Tripoli par le sud et va déstabiliser l'ouest de la Libye, donc l'est de l'Algérie. Soit il cherche à faire une percée vers le Sahel en passant par le Niger et donc déstabiliser le sud de l'Algérie. Quoi qu'il en soit, les conséquences sur l'Algérie sont directes », résume Abdelkader Abderrahmane, consultant sur les questions de paix et de sécurité.



Devant le siège de campagne du président algérien sortant, Abdelmadjid Tebboune, à Alger, le 5 septembre. AFP

Derrière le candidat Youssef Aouchiche, l'enjeu de la participation en Kabylie

Youssef Aouchiche, le candidat du Front des forces socialistes (FFS), est de ceux que l'on définit d'abord par ce qu'il n'est pas. « Ce n'est pas un leader politique. » « Il n'est pas clivant. » « Il n'est pas Karim Tabboune », du nom d'un ex-premier secrétaire du parti resté très médiatique pour ses coups d'éclat et ses séjours réguliers en prison. Mais les planètes de la nébuleuse politique algérienne se sont alignées. Pour la première fois depuis 1999, le FFS va présenter un candidat à la présidentielle, une course dans laquelle le jeune candidat de 41 ans sait que ses chances de gagner sont nulles. « Et alors ? », s'énervait un ex-cadre du parti. L'intérêt supérieur de cette participation est ailleurs.

Ailleurs, en Kabylie. C'est dans cette région montagneuse du centre-nord de l'Algérie que Hocine Aït Ahmed, un des neuf « Fils de la Toussaint », comme on surnomme les chefs qui ont déclenché la guerre d'indépendance contre la France le 1^{er} novembre 1954, a commencé à écrire l'histoire du parti. Pour dénoncer la confiscation de l'indépendance par l'état-major, avec d'autres compagnons de la lutte armée pour la libération, il fonda en 1963 le FFS, à la fois parti et dissidence armée organisée en maquis. « Aït Ahmed était anti-parti-unique, anti-appareil. Pour lui, participer aux élections était une compromission avec un régime qui, depuis 1962, n'était pas légitime », résume un journaliste proche du parti.

Le FFS a boycotté plusieurs scrutins, et la Kabylie reste une région où l'abstentionnisme est très fort. Lors de la présidentielle de 2019, plusieurs incidents (urnes volées, bureaux saccagés, destruction des listes électorales) avaient provoqué la suspension de l'opération de vote à Tizi Ouzou et à Bouïra, deux grandes villes de la région.

Depuis les législatives de 2021, le parti est travaillé par un autre courant, qui estime que le boycott n'a jamais abouti à rien, sauf à rester à la marge du pouvoir. Dans ce courant, il y a Youssef Aouchiche. Militant au FFS depuis l'âge de 19 ans, il avait déjà été premier secrétaire par intérim en 2014 et 2016, alors que « le parti traversait une crise interne », retraça le journaliste Ali Boukhlef. « C'est quelqu'un qui sait ce qu'il veut, qu'il réussit à se créer un coin. Il n'a pas obtenu gain de cause pour les législatives de 2021 (le FFS les avait boycottées, NDLR), mais quelques mois plus tard, il avait malgré tout décidé de se présenter aux élections

locales (il prendra la tête d'une instance équivalente au conseil régional en FFS, puis en 2022 aux sénatoriales (et il sera élu sénateur). »

« Trois ans plus tard, il semble que le courant favorable à la participation ait profité des évolutions récentes, notamment après que les autorités ont classé le mouvement MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, séparatiste) comme organisation terroriste », relève le journaliste Nadji Belhimer.

Parmi les proches d'Aouchiche, on lui reconnaît un « certain pragmatisme ». Avoir été accepté dans cette présidentielle, « et dans le contexte actuel de fermeture, ce n'est pas rien », est une opportunité de faire passer le discours de son parti. « Une campagne présidentielle est une tribune sur laquelle il ne faut pas cracher. »

« Une ligne "nationalitaire" »

Youssef Aouchiche pourrait aussi être persuadé « que l'élection doit se faire » et « que Tebboune doit être élu ». « Il pense que c'est important de donner l'image d'une Algérie unie, d'un pays stable, avec un président qui a besoin de légitimité et qui mènera peut-être le pays vers une transition démocratique. »

À l'inverse du RCD, écarté pour son discours trop « radical » aux yeux du pouvoir, le FFS manie avec habileté « une ligne "nationalitaire", nationaliste qui intègre aussi la dimension identitaire », explique un ancien patron de presse.

Enfin – et surtout – Youssef Aouchiche a des ambitions politiques. « Le FFS comme le MSP (islamistes) savent que cette participation à la présidentielle impliquera aussi une participation aux élections législatives et locales, qui seront probablement anticipées en 2025 », décrypte un militant du FLN (ex-parti unique) au fait des tractations internes au système. « Le pouvoir a compris qu'il associer le FFS à la vie politique était la meilleure solution pour combattre le séparatisme en Kabylie, une tentation réelle, surtout chez les jeunes. »

Résumer la stratégie du FFS à une stratégie participationniste, Abed Charef, ancien directeur de l'hebdomadaire *La Nation*, par ailleurs proche du parti, s'y refuse. « Ce parti a une profonde culture politique et la vision nationaliste reste dominante. Aux yeux de l'opinion publique, le voir participer à une élection est peut-être terrible, mais ses dirigeants réfléchissent à ce qui est le mieux pour le parti, à comment "faire le FFS" en restant dignes, et surtout à comment être encore là dans cinq ou dix ans. »

Ali Boukhlef en est persuadé, ce qui se joue aujourd'hui pour le FFS, c'est un statut de « parti d'opposition » de la frange laïque et républicaine, reconnu par le pouvoir et impliqué dans le réel, avec des députés, des élus locaux.

Alors bien sûr, ça ne se verra peut-être pas tout de suite, assure un militant du parti, qui mise sur une participation de moins de 10 % de la Kabylie. Le discours du parti « ne porte pas comme avant ». En raison de la méfiance des gens envers les partis politiques. Parce que le discours moderniste « n'est pas audible dans une société aussi conservatrice ». Parce qu'aussi, « il n'y a plus de vie politique », les partis n'ayant accès à quasi aucun média. Mais si aux prochaines élections, le FFS remporte des sièges alors « petit à petit, il pourrait se construire quelque chose. »

Le camp des sceptiques n'y croit guère. Pour ce sympathique Aouchiche, un peu engoncé dans son costume, un peu écaré par le fantôme d'Aït Ahmed qui le suit comme un ami imaginaire, le défi est titanesque. « Il est trop langue de bois », accusent ceux qui ne l'aiment pas.

« Politiquement correct, et en privé, assez cash », défendent ses soutiens qui rappellent que même si l'agence de presse officielle, l'APS, oublie « opportunément » de reprendre une partie de ses discours, le candidat Aouchiche défend systématiquement la libération des détenus d'opinion et l'ouverture du champ politique et médiatique. « Il faudrait qu'il arrive à s'exporter en dehors de la Kabylie et d'Alger. Karim Tabboune n'hésitait pas à faire ses ablutions à la mosquée pour montrer qu'il était islam-comptable. Mais Aouchiche ne sait pas faire ça. »

De quoi donner à Aït Ahmed des raisons de se retourner dans sa tombe ? « Oui, bien sûr », s'exclame-t-on chez les anti-Aouchiche, en nuancant aussitôt. « Enfin, si on lui avait dit que les frontières de l'Algérie étaient en feu, il se serait certainement engagé dans la course. » « Aït Ahmed voulait le pouvoir pour changer les choses, il voulait être présent dans les institutions. Il aurait fait une analyse froide de la situation et, s'il avait conclu que la participation était utile, il aurait participé », recadre froidement Abed Charef.

Youssef Aouchiche, « avec les moyens qui sont les siens et les limites que lui impose un champ politique sous contrôle, reste porteur d'une alerte », estime le patron de presse. « Si ce champ politique reste tel qu'il est, l'Algérie s'exposera à des crises auxquelles il sera plus difficile de faire face qu'aujourd'hui. » ■

A. ALGER

Michel Pierre : « Nous assistons

Michel Pierre est l'auteur d'*Histoire de l'Algérie. Des origines à nos jours* (Tallandier, 2023). Agrégé d'histoire, il fut attaché culturel à l'ambassade de France en Algérie de 1988 à 1992 et conseiller de coopération de 2001 à 2005.

LE FIGARO. – Depuis 1962, les chefs d'État algériens sont arrivés au pouvoir à la suite d'accidents historiques (coups d'État, décennie noire, décès, démission...). L'accident politique est-il une fatalité pour le destin présidentiel en Algérie ?

MICHEL PIERRE. – Je ne suis pas certain que des soubresauts politiques de ce type soient propres à l'Algérie. Sur une soixantaine d'années, nous assistons à une crise de croissance politique dans un processus de création d'un État. Si l'on prend une même échelle de temps pour la France, par exemple entre 1789 et 1849, nous avons une première révolution (1789), un empire, une restauration, une nouvelle révolution (1830) et une nouvelle dynastie, une troisième révolution (1848) et une nouvelle République. Ce même exercice peut être appliqué à la plupart des États. Dès 1962, pour l'Algérie indépendante confrontée à des luttes internes pour le pouvoir, mais aussi à un lourd bilan de morts et de blessés, à des campagnes ravagées par la guerre ou encore à des pénuries d'enseignants et de médecins, rien ne pouvait être simple ni seré.

Le passé est très pesant en Algérie, dans le quotidien, le discours ou dans la politique. Comment ce pays si riche

de son histoire peut-il se projeter dans le futur ?

C'est un passé récent qui est valorisé, essentiellement celui lié à la résistance contre la colonisation française et à la lutte de libération nationale. La longue histoire en est sacrifiée. Par exemple, le temps de la régence d'Alger, plus ou moins lié à l'Empire ottoman et qui dura trois siècles, ne fait pas l'objet de l'intérêt qu'il mérite. On pourrait mettre fin à des polémiques inutiles, comme celle de la restitution du canon dit « Baba Merzoug », qui n'a rien d'algérien, puisque fondu à Istanbul et offert par le sultan à la lointaine régence dans la première moitié du XVI^e siècle. De même, la période médiévale du pays mérite une plus grande attention tout comme la longue période punique et romaine. L'Algérie possède un patrimoine considérable de ces temps anciens. Le passé romain et chrétien du pays, qui a fait l'objet d'un usage idéologique par la colonisation française, ne devrait pas en retour être minoré. C'est justement en intégrant cette profondeur historique et pas seulement par le mythe de certaines figures héroïques (à l'instar des rois numides Massinissa, Jugurtha ou Tacfarinas), que l'Algérie peut mieux contribuer à l'écriture de son roman national avec une autre ampleur que la répétition mécanique de phrases touchant à l'histoire de la colonisation française.

L'Algérie est très attachée au droit international et applique une politique héritée de sa propre histoire : non-ingérence, attachement à l'autodétermination, non-alignement.

Tebboune pour perpétuer le « système »

dans un contexte d'isolement régional.

Alger, qui a rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc en 2021, mobilise aussi d'importantes ressources militaires à la frontière. Le statu quo y est empreint de nervosité. « La coopération militaire entre le Maroc et Israël va considérablement améliorer l'arsenal marocain, renforcé par l'achat de drones, missiles, satellites... note le spécialiste. Cette situation ne peut que prolonger une course à l'armement entre les deux voisins. Avec des conséquences potentiellement dangereuses pour toute la région du Maghreb. »

Parmi les anciens de la diplomatie algérienne comme dans l'opposition, ces feux, dans un contexte d'« isolement diplomatique de l'Algérie », inquiètent. « Alger s'est fâché avec le Mali, le Niger, les Émirats arabes unis, l'Espagne. Avec la Russie, ce n'est pas terrible. Avec les Chinois, non plus. Si on s'embrouille avec tout le monde, alors c'est que le problème est chez nous ! Ne remettons pas en cause les principes de notre diplomatie mais interrogeons-nous sur l'efficacité de cette politique », entend-on de manière assez unanime.

Autre urgence : l'Algérie elle-même. En 1965, Boumediène avait en face de lui moins de 13 millions d'habitants. Aujourd'hui, Abdelmadjid Tebboune doit en gérer un peu plus de 46 millions, dont 67 % ont moins de 40 ans. « C'est une population jeune qui a des besoins. En logements, en travail, en ressources, résume un décideur économique. Pour les dirigeants, la satisfaction de ces besoins est une nécessité absolue. Ils ne peuvent pas se permettre un soulèvement comme en 2019, et encore moins que l'armée se retrouve face au peuple. »

En interne, le « système » – un plasma au sein duquel la présidence, les décideurs militaires, les services de renseignements et l'administration circulent dans un mouvement constant et un peu chaotique générant des décisions – n'a pas terminé de stabiliser la machine. Elle s'était emballée en 2019, quand des millions d'Algériens avaient marché dans tout le pays pour réclamer le départ de Bouteflika. Une fois débarrassé du chef de l'État, de son frère, Saïd, et de sa cour d'oligarques, le « système » avait déclenché une vaste opération de nettoyage. Hommes politiques de premier plan, capitaines d'industries et hauts gradés.

« Contrôler-distribuer-superviser. On ne sortira jamais de ce logiciel des années 1960-1970 »

Un cadre de l'opposition

« Les arrestations qui se poursuivent de manière sporadique, les changements soudains à la tête des instances du renseignement ou de l'armée montrent que la confiance en interne est profondément sapée », estime Khalel. Pour parler de la Issaba, littéralement « le gang », un terme utilisé pour désigner les hommes d'affaires et les hommes politiques proches de Bouteflika, il est encore tenté par la comparaison avec l'Arabie saoudite. « MBS a enfermé tous ceux qui se sont opposés à lui dans un hôtel de luxe, leur a demandé de signer un gros chèque et de se taire à jamais. Et puis il les a libérés. Pourquoi on n'a pas fait pareil pour récupérer tout l'argent de l'État qui a été détourné ? »

L'oligarchie, jugée coupable, est toujours en prison. « Dès qu'une peine arrive à son terme, la justice leur sort une nouvelle affaire. Ils ne sortent jamais », confie un avocat. « On a toujours des ministres et des généraux en prison, insiste un visiteur du soir du Club des Pins, cette résidence d'État sur le déclin encore fréquentée par quelques N-1 du pouvoir. Personne n'a mesuré le séisme que cela a provoqué en interne. »

Il faut traîner dans les réseaux du business un peu connectés (au pouvoir) pour comprendre que les ingrédients du changement ne sont pas encore réunis. « Pour nos décideurs, l'équation se pose d'abord en termes sécuritaires, politiques et sociaux », explique un des ses

acteurs. « Ensuite, ils ont des lignes rouges : la non-intervention dans les affaires des autres pays, le non-recours à l'endettement extérieur. Et ils essaient de faire cohabiter les deux. Ils ne développent pas, ils gèrent. Globalement, ça marche. Les indicateurs macro-économiques sont bons. »

Presque 70 milliards de dollars de réserves de change, une balance commerciale excédentaire depuis trois ans, pas de dette extérieure, les félicitations du FMI et de la Banque mondiale malgré une dépendance encore trop grande aux hydrocarbures (93 % des exportations) et trop de contraintes à l'investissement. De quoi permettre à « Ammi Tebboune » de faire de grassouillettes promesses sous forme de transferts sociaux. La construction de deux millions de logements. La création de 450 000 emplois. Une augmentation de l'allocation chômage et des salaires.

Un cadre de l'opposition soupire, désespéré. « Contrôler-distribuer-superviser. On ne sortira jamais de ce logiciel des années 1960-1970. » Or, dans quelque temps, sous l'effet des contraintes extérieures géopolitiques et économiques, la stratégie algérienne connaîtra ses limites, assure-t-il. « Avec tout ce qui se passe au Proche-Orient, le baril est à 80 dollars, ce qui est assez bas. Par ailleurs, les investissements sur la transition énergétique commencent à donner des résultats. On ne prépare pas l'après-pétrole. Il est dans les discours, mais on ne le voit pas dans les actes. »

À court terme, pour les Algériens, « ça ne va pas être une partie de plaisir ». Le pouvoir « va resserrer le champ politique avec quelques partis autorisés : FLN, RND, el-Bina (islamistes), MSP (islamistes) et FFS (laïcs). Il va continuer à dévaliser les institutions en renforçant les prérogatives des préfets. Et toute résistance, médiatique ou politique, sera annihilée. »

Devant le QG de campagne de Tebboune, Khalel a choisi de rester optimiste. « Le matelas financier est là, la pauvreté reste gérable, l'inflation maîtrisée. Il n'y a pas de raison qu'on ne parvienne pas à faire plus que les 4,1 % de croissance enregistrés en 2023. »

Ce samedi, il n'ira pas voter. Il « connaît le gagnant », affirme-t-il en regardant les affiches. « Maalich (ce n'est pas grave). Une stabilisation politique conduira inévitablement à une transition politique. Avec ou sans Tebboune, ils n'auront pas le choix. » ■



à une crise de croissance politique

Celle-ci est-elle viable face aux défis de la realpolitik d'aujourd'hui ? Sur six décennies, la politique internationale de l'Algérie a effectivement été d'une grande constance, et sa diplomatie a montré son efficacité en plusieurs occasions : aide aux processus de décolonisation en Afrique lusitanienne, contribution à la libération des délégations d'une réunion de l'Opep à Vienne en 1975 et à celle des otages américains de l'ambassade de Téhéran (1980). Tout en conservant des liens historiques avec ce que l'on nommait autrefois le « bloc de l'Est » et la Chine, l'Algérie a toujours su maintenir un lien de confiance avec les États-Unis, mais aussi avec nombre de pays européens tels l'Italie et l'Espagne. Les plus lucides des dirigeants algériens savent que le pays doit son indépendance à des victoires diplomatiques et non à des succès militaires, et l'on comprend leur attachement au droit international. Si la realpolitik signifie la situation en Palestine ou des opérations aussi catastrophiques que l'intervention franco-britannique en Libye en 2011 ou américaine en Irak en 2003, il de-

meure préférable de privilégier le droit international.

L'analyse traditionnelle des centres de pouvoir en Algérie depuis une cinquantaine d'années repose sur une triangulation présidence-armée-services de renseignements. Depuis le Hirak, cet équilibre des forces est-il toujours pertinent ? J'ai le sentiment que cette triangulation n'est pas suffisante comme grille d'analyse du pouvoir en Algérie depuis l'indépendance. Il faudrait y ajouter une figure géométrique bien plus complexe prenant en compte les appartenances régionales, les rapports de classe, la formation d'une bourgeoisie rentière, les clans familiaux de très longues racines, les confréries religieuses, la berbérisme... Le Hirak a quelque peu submergé ce paysage politique complexe par un rêve unanimiste du dégauchisme, mais le reflux – répression et renouvellement du système – est cruel.

Qu'est-ce que l'histoire retiendra de la relation entre Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron, du moins pendant le premier quinquennat du président algérien ? Difficile de répondre à cette question. Depuis soixante ans, des deux côtés de la Méditerranée, on a fait rituellement étalage de partenariat renouvelé, de nouveau chapitre, de reconnaissance des drames et des tragédies, de relation apaisée. Il y eut le moment privilégié de la relation entre Jacques Chirac et Abdelaziz Bouteflika au début des années 2000, ne serait-ce qu'avec le cycle d'événements culturels intitulé « L'Al-

gérie en France » en 2003, aujourd'hui bien oubliée. Rien de tel depuis malgré les déclarations d'intention, la création de la commission Stora et quelques autres initiatives bienvenues. On pourrait espérer, de part et d'autre, une atténuation des polémiques inutiles et des réactions épidermiques, mais comment faire lorsque vous avez bien plus de dix millions de Français (anciens du contingent, rapatriés, français d'origine algérienne et leurs descendants sur plusieurs générations) qui conservent un lien mémoriel et/ou charnel avec l'Algérie, qui, pour sa part, entretient avec l'ancienne puissance coloniale, une certaine paranoïa.

Certains spécialistes disent qu'à moyen terme, il y a peu de chances de retrouver une telle configuration : un président algérien qui ne soit pas un islamiste populiste et un président français avec un tropisme algérien. Qu'en pensez-vous ? Je ne suis pas certain qu'Emmanuel Macron ait eu un tropisme algérien. Il a surtout pensé réussir là où ses prédécesseurs avaient échoué. Pour ce qui est de l'inéluctable arrivée au pouvoir en Algérie, annoncé par certains, d'un courant islamiste tout à la fois populiste, bigot et conservateur, c'est une hypothèse parmi d'autres que je me garde de commenter. Heureusement, la relation franco-algérienne ne se limite pas aux fluctuations changeantes des configurations décrétées par les puissants. Elle est tissée par bien d'autres liens, sans compter ceux qui se perdent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. A. (ALGER)

« C'est un passé récent qui est valorisé, essentiellement celui lié à la résistance contre la colonisation française et à la lutte de libération nationale. La longue histoire en est sacrifiée »

Michel Pierre Historien

ARTCURIAL

Buste d'une statue d'un grand gouverneur de Sais en grauwacke Art égyptien, Sais, Basse Époque, deuxième moitié de la XXVe dynastie

Vendu 682 240 €

ESTIMATIONS GRATUITES & CONFIDENTIELLES

Archéologie & Arts d'Orient

Vente en préparation le 13 novembre 2024

Clôture du catalogue début octobre

+33 (0)1 42 99 20 75
licame@artcurial.com

Agreement n° 20/07/2001 - Commissaire de l'Art - Nathalie Purnar

Kiev veut attaquer la Russie en profondeur

Nicolas Barotte

Le président ukrainien a participé pour la première fois, vendredi, à la réunion du «groupe de Ramstein» en Allemagne.

La bataille du Donbass se joue-t-elle aussi dans la profondeur du territoire russe? Sur le front de la guerre russo-ukrainienne, Moscou semble pour l'instant avoir l'avantage. Les forces russes progressent pas à pas dans l'est de l'Ukraine en conquérant des villes et des villages dans la direction de Pokrovsk. «Ils imposent de lourdes pertes aux Ukrainiens», assure une source militaire française. Une autre source ajoute que, dans le même temps, «les combats en zone urbaine devraient favoriser la défense». «Les Russes dominent le combat d'attrition», confirme un gradé. Alors pour renverser le cours de l'histoire, les Ukrainiens cherchent à déporter la guerre sur le territoire russe : en lançant une offensive dans la région de Koursk, en utilisant leurs drones et en réclamant à leurs soutiens le droit d'employer des armes de longue portée en territoire russe.

«Nous avons besoin d'avoir cette capacité de longue portée pas seulement dans les territoires occupés de l'Ukraine mais aussi sur le territoire russe, ainsi la Russie sera motivée pour chercher la paix», a déclaré le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, en arrivant vendredi en Allemagne. Il participait pour la première fois à une nouvelle réunion du «groupe de Ramstein», sur la base américaine du même nom, où se rassemblent les 50 alliés de Kiev. Deux ans et demi après le début du conflit, la lassitude guette autant que les stocks d'armes à livrer se sont épuisés. «Les tentatives de la Russie de dresser des lignes rouges ne fonctionnent tout simplement pas», a rappelé le président à ses pairs hésitants. Les Occidentaux ont tous observé avec attention et interrogation l'incursion militaire ukrainienne en Russie et l'absence de réponse en surenchère de Moscou, comme s'il était devenu possible de mener la guerre sur le sol d'une puissance nucléaire.

«Lignes rouges» russes

Pour l'instant, les Occidentaux imposent toujours des restrictions d'usage par crainte d'une escalade. Les cibles civiles sont évidemment interdites ainsi que d'autres sites militaires, jugés trop stratégiques. Les Américains «ne devraient pas plaisanter avec nos lignes rouges», avait menacé la veille le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, en commentant une information de Reuters. Selon l'Agence de presse, les États-Unis envisageraient de fournir cet automne à Kiev des missiles de croisière de longue portée JASSM. Si la décision d'en fournir était prise, ces missiles air-sol d'une portée de quelque 370 km pour sa version de base (et 1000 km pour sa version étendue) pourraient potentiellement être adaptés aux avions de chasse ukrainiens, tels que les MiG29, comme l'ont été les missiles Scalp et Storm Shadow livrés par la France et le Royaume-Uni. Les États-Unis ont aussi fourni à l'Ukraine des missiles ATACMS d'une portée de 300 km mais en imposant aussi des restrictions. Si Londres et Paris ont semblé être plus souples sur les limites d'emploi des armes occidentales, Washington, soutenu par Berlin, veille à contrôler tout risque d'escalade.

Interrogé à l'issue de la réunion de Ramstein sur la demande du président ukrainien, le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, a érudé. «Je ne crois pas qu'une capacité spécifique serait décisive», a-t-il répondu. «L'Ukraine a des moyens en propre pour atteindre des cibles» sur le territoire russe, a-t-il ajouté en évoquant les drones ukrainiens. Les États-Unis ont en parallèle annoncé la fourniture d'un nouveau paquet d'aides militaires de 250 millions de dollars.

Malgré une portée parfois d'un millier de kilomètres, voire plus, ces drones armés ne sont pas en mesure d'in-

fliger des dommages massifs. «Ils sont lents et emportent une charge limitée», a analysé le spécialiste des questions de défense Matthew Savill dans une analyse pour le Royal United Services Institute. Compte tenu des défenses russes, «il est difficile de voir un nombre suffisant de drones (atteindre leur cible) et causer des dommages importants et durables, ajoute-t-il. L'Ukraine a besoin d'une puissance de feu qu'elle peut mettre en œuvre rapidement et avec peu d'avertissements». Les missiles sont, quant à eux, susceptibles de percer les lignes de défense en échappant aux moyens de brouillage adverse. Leurs charges explosives les rendent plus destructeurs.

À défaut de pouvoir renverser le rapport de force sur le front, l'Ukraine cherche à modifier l'équation du conflit au niveau stratégique. Après l'offensive lancée par la Russie dans la direction de Kharkiv avant l'été, les alliés avaient commencé à lever leurs restrictions. L'Ukraine était autorisée à frapper des cibles militaires en Russie nécessaires à détruire pour empêcher l'attaque russe dans une profondeur d'une centaine de kilomètres. Pour Washington, il ne serait pas nécessaire d'étendre cette portée. Au Pentagone, la porte-parole Sabrina Singh assurait cette semaine que «90 % des avions (russes, NDLR) qui lancent des bombes et des missiles contre l'Ukraine sont stationnés sur des aéroports à 300 km

du territoire ukrainien». À l'entendre, il serait donc inutile de lever des restrictions qui n'aurait comme effet que de provoquer Moscou.

«Plan pour la victoire»

Les analystes militaires ne sont pas convaincus. «225 cibles militaires se trouvent à portée de frappe des ATACMS», a comptabilisé l'institut pour l'étude de la guerre (ISW), qui suit quotidiennement le conflit ukrainien. Dans cette liste figurent seulement 16 bases aériennes d'où des avions ont pu être déplacés.

En élargissant l'éventail des possibilités, l'Ukraine voudrait aussi changer la configuration de futures négociations.

L'impasse du conflit laisse en effet envisager l'ouverture de discussions. «Le conflit sera sans doute résolu à une table de négociations, mais il est difficile de dire quand», a tempéré Lloyd Austin vendredi. Le «plan pour la victoire» sera à l'ordre du jour des discussions de Volodymyr Zelensky avec ses partenaires. Vendredi, il avait rendez-vous avec le chancelier allemand, Olaf Scholz, avant de rencontrer la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni. La veille, il s'était entretenu au téléphone avec le président français, Emmanuel Macron. Il est censé bientôt se rendre à Washington, pour rencontrer Joe Biden avant l'élection présidentielle américaine. ■

Volodymyr Zelensky, entouré du secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin (à gauche) et du ministre ukrainien de la Défense, Rustem Umerov, à Ramstein, vendredi.



HEMO BECKENREUTERS

Ces Roms ukrainiens que la Hongrie pousse vers la sortie

Corentin Léotard
Budapest

C haleur implacable à la gare de l'Ouest (Nyugati) de Budapest. Quatre enfants et leur mère, en claquettes et tenues légères, montent dans le train à destination de l'Ukraine. Chaudes embrassades avec le père, qui hisse une lourde valise à bord, mais reste à quai. Kiev est à mille kilomètres et à vingt-quatre heures de rail, mais sa femme et ses enfants descendront dans quatre heures, sitôt passé la frontière ukrainienne. Après deux ans et demi d'exil, ils seront de retour - contraint - dans leur région de Transcarpatie.

L'ONU comptabilise soixante-deux mille réfugiés ukrainiens en Hongrie. En vertu d'un amendement passé le 28 juin, les logements mis à disposition par l'État pour les réfugiés d'Ukraine sont réservés depuis le 21 août à ceux qui proviennent des «unités administratives directement touchées par les opérations militaires ukrainiennes». La Transcarpatie, située à l'extrémité sud-ouest du pays, à environ 800 kilomètres des combats, n'en fait pas partie.

Il s'agit de faire des économies. «Nous dépensons 10 milliards de forints par an (25 millions d'euros) pour accueillir des personnes qui seraient capables de travailler», a justifié le ministre de la Chancellerie, Gergely Gulyás, tout en estimant que la mesure concerne envi-

ron 4000 personnes sans ressources suffisantes pour se loger par elles-mêmes. Elles ne sont pas expulsées du pays, mais clairement poussées vers la sortie. Le choix qui s'offre à elles n'est guère réjouissant : rester à la rue en Hongrie ou retourner dans un pays en guerre.

Dans leur très grande majorité, ce sont des citoyens ukrainiens de langue hongroise et d'ethnie rom. «Il est hors de question de les mettre à la rue», prévient d'emblée Judit Szentirmai, responsable du programme d'accueil de la municipalité de Budapest, administrée par un maire de gauche écologiste. La ville prend à sa charge l'hébergement en foyers d'environ 200 personnes. «La moitié sont des mineurs, et tous les enfants sont scolarisés», précise-t-elle.

Quatre-vingt-dix réfugiés sont hébergés dans un ancien foyer pour sans-abri, dans le sud de la ville, le long d'une double voie. Iréna a traversé la frontière avec sa fille de 7 ans dès le lendemain de l'invasion du 24 février 2022 pour rejoindre son mari, qui, par chance, était parti un mois plus tôt en Hongrie pour travailler. En revanche, deux de ses frères ont été enrôlés. «Ils sont venus les chercher chez nous et les ont emmenés en quelques minutes. Ils sont maintenant sur un endroit très dangereux du front», dit-elle, en préparant du poulet dans la cuisine commune.

Leur identité revendiquée est multiple, se disant à la fois hongrois, roms et avec pour pays l'Ukraine. Ils subissent

une double peine. «Les Ukrainiens ne nous aiment pas parce qu'on est hongrois et que Viktor Orban ne veut pas aider l'Ukraine. Et les Roms sont plus mobilisés que les autres», assure un homme d'une cinquantaine d'années du foyer. Pour lui, il est inenvisageable de retourner en Ukraine, où il risque la mobilisation, et tout autant d'y rapatrier sa famille sans lui. «Quel genre d'homme renverrait sa famille dans un pays en guerre?», lance-t-il.

«Moi, je ferais tout pour rester»

Leur inquiétude est très vive depuis que le gouvernement hongrois a tenté de les renvoyer chez eux. Outre les difficultés économiques, matérielles et la crainte de retrouver leurs habitations mises à sac par des voisins et sans eau ni électricité, c'est la peur de la guerre et de l'armée qui les dissuade de rentrer. «Je n'ai pas élevé cinq enfants pour les voir partir à la guerre», intervient une femme, Barbara. «Ils viennent enregistrer les enfants pour l'armée dès l'âge de 15 ou 16 ans pour le futur», ajoute-t-elle. Toutefois, l'âge de mobilisation minimale est actuellement de 25 ans.

Son fils de 21 ans acquiesce. Il vient de rentrer du chantier où il travaille pour l'équivalent de 50 euros par jour, ce qui est correct en Hongrie, mais pour une journée de dix heures et payée au noir. C'est le lot de tous ces hommes ou presque qui forment une main-d'œuvre corvéable dans le bâtiment, tandis que

les femmes font du ménage dans les hôpitaux, les administrations... Il leur est difficile, sinon impossible, de trouver un logement dans ces conditions. «De toute façon, on nous racroche au nez dès qu'on entend notre accent», témoigne Barbara.

Iréna dit n'avoir qu'une hâte, c'est que la guerre se termine pour pouvoir rentrer au pays. Mais une autre femme n'est pas de cet avis : «Moi, je ferais tout pour rester parce qu'ici mes enfants vont à l'école et ils se débrouillent bien.» Ce n'était pas le cas en Ukraine. «Là-bas, ils n'auront aucune perspective», considère-t-elle.

Au moment de l'exode à l'hiver 2022, les citoyens ukrainiens roms ont été très discriminés partout en Europe, pointé un rapport du Centre européen pour les droits des Roms (ERRC). Aux frontières de l'Union européenne, de la Pologne à la Moldavie, ils sont souvent traités en migrants économiques, placés dans des files d'attente et des logements séparés...

Pour la Hongrie, c'est une affaire plus intime. En plus de parler le magyar, beaucoup de Roms de Transcarpatie ont aussi le passeport hongrois, que Budapest a donné à tort de bras dans les pays voisins. Paradoxalement, cela les prive d'autres aides de l'État pour les réfugiés ukrainiens. Mais Budapest, prompt à voler au secours de la minorité hongroise d'Ukraine quand elle est malmenée par Kiev, semble avoir subitement oublié qu'eux aussi font partie de la famille. ■

LE
**GRAND
JURY**

FRANÇOIS BAYROU

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR



Olivier BOST
Pauline BUISSON
Perrine TARNEAUD
Jim JARRASSÉ

#LeGrandJury

RTL
6
PUBLIC SENAT

LE FIGARO

RTL
6
PUBLIC SENAT

PHOTO: © LUDOVIC MARIN / AFP

«Combien de femmes doivent-elles être tuées par les talibans pour que le monde reconnaisse l'apartheid de genre comme un crime?»

Pour avoir dénoncé l'obscurantisme des talibans, pour avoir pris la défense de ses «sœurs» en lançant le mot-dièse «LetUsExist («Laissez-nous exister»)), l'athlète afghane Marzieh Hamidi, 21 ans, est victime depuis dimanche d'un déferlement de menaces de mort. Poursuivie par les messages de haine jusqu'en France, «ce pays des droits de l'homme» où elle avait trouvé refuge il y a trois ans, elle doit aujourd'hui vivre cachée, sous protection policière. La jeune taekwondoïste vient de déposer plainte pour «menaces de viol et de mort réitérées, cyberharcèlement et appels téléphoniques malveillants».

Promulguée fin août en Afghanistan pour «promouvoir la vertu et prévenir le vice», une nouvelle loi renforce le contrôle, déjà étroit, de la population, et surtout des femmes. «Elles doivent couvrir leur visage en public, y compris leurs yeux, s'est émue Marzieh Hamidi, dans une vidéo publiée quelques jours plus tard sur les réseaux sociaux. Elles ne sont pas autorisées à aller à l'école, à faire du sport, à travailler. Elles n'existent pas en Afghanistan. C'est un apartheid de genre.»

Le premier appel est venu d'Afghanistan, ce dimanche à 16h45. «L'interlocuteur m'a dit, en pachto, (l'une des deux langues officielles du pays, NDLR) «Je connais ton adresse à Paris. Attends un peu que je te retrouve!», raconte la jeune femme au Figaro. Je ne l'ai pas laissé terminer. J'ai raccroché; j'avais peur.» Sauf qu'une minute plus tard, son téléphone sonne à nouveau, et ne s'arrêtera plus de sonner. «On aurait dit qu'ils faisaient une compétition, fait remarquer l'athlète. C'était à qui appelait le plus! J'ai regardé mon ordinateur, c'était pareil sur les réseaux sociaux. J'ai paniqué et appelé la police.»

En deux jours, Marzieh Hamidi a reçu plus de 3000 appels. Depuis, elle ne compte plus. «Même au commissariat, ça continuait; les policiers étaient choqués!», rapporte-t-elle en faisant défiler des dizaines de captures d'écrans de messages abjects ou de photomontages obscènes. «Tu es mon actrice porno préférée», reçoit-elle pendant notre entretien. «Attendez la vidéo de quand je la violerai!», ricane un autre internaute. «Tous les appels et messages seront analysés, indique son avocate, M^e Inès Davau. Il s'agit sûrement d'un raid numérique organisé. Il y a des numéros du monde entier, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas, et aussi de France. Nous

Menacée de mort en France pour avoir dénoncé l'obscurantisme des talibans

Stéphane Kovacs

Victime d'un déferlement de haine depuis une semaine, Marzieh Hamidi, taekwondoïste afghane, doit vivre cachée et sous protection policière.



Après avoir pris la défense de ses «sœurs» en lançant sur les réseaux le mot-dièse #LetUsExist («Laissez-nous exister»), l'athlète afghane Marzieh Hamidi (ici, fin juin à Paris) a reçu en deux jours plus de 3000 appels menaçants. J. SAGET/AFP

avons toute confiance en le parquet pour identifier les auteurs malgré ce caractère très international.»

En attendant, la militante féministe veut continuer à faire entendre sa voix, elle qui «parle pour les millions d'Afghanes qui ne peuvent plus parler». Tailleuse

à la jupe courte, longs cheveux bruns bouclés, yeux ourlés de mascara noir, ongles carmin, la jeune athlète tient d'autant plus, désormais, à cultiver cette image de femme émancipée, honnie des talibans. «C'est devenu très important pour moi de montrer ma féminité, de

m'habiller et de me maquiller de façon élégante, souligne-t-elle, que mes sœurs afghanes ne peuvent plus le faire.» Les femmes qui militent, en France, pour le port du voile? «Elles ne se rendent pas compte de leur chance d'avoir toutes ces libertés, une bonne vie et la sécurité...»

La sécurité, Marzieh Hamidi aimerait bien la retrouver, elle qui se sent «un peu comme à Kaboul lorsque les talibans sont arrivés». «C'est comme s'ils avaient pris le pouvoir sur ma vie, ici aussi!», s'effare-t-elle. J'ai dû déménager à la hâte, laisser derrière moi mes médailles, mes photos, à cause de terroristes qui ne sont pas contents de la façon dont je vis. Je ne peux plus aller m'entraîner. Comment est-ce possible qu'à Paris, dans le pays des droits de l'homme, je doive me cacher tout simplement parce que je défends les femmes de mon pays?»

De la France, qu'elle «remercie de lui avoir offert l'asile», la jeune taekwondoïste, qui bénéficie d'une bourse pour s'entraîner à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep), attend maintenant qu'elle «trouve une solution». «Ces personnes qui ne respectent pas les femmes, qui veulent les tuer, il faut les mettre en prison, les renvoyer chez elles!», s'insurge-t-elle. L'Allemagne a bien renvoyé, la semaine dernière, 28 ressortissants afghans (condamnés pour des infractions pénales, NDLR) à Kaboul... Comment ces hommes peuvent-ils être si arrogants, si sûrs d'eux pour s'exprimer ainsi, publiquement, sur les réseaux sociaux? Il faut que la police les retrouve; je ne veux pas que cela arrive à d'autres femmes.»

«C'est comme s'ils avaient pris le pouvoir sur ma vie, ici aussi! J'ai dû déménager à la hâte, laisser derrière moi mes médailles, mes photos, à cause de terroristes qui ne sont pas contents de la façon dont je vis. Je ne peux plus aller m'entraîner»

Marzieh Hamidi

C'est avec «une image bien différente dans la tête» que la jeune athlète avait choisi Paris, en 2021, fuyant les talibans : «Je ne savais pas que m'exprimer comme cela, lutter contre le terrorisme, m'habiller à l'occidentale, allait mettre ma vie en danger», souffle-t-elle. «J'ai appris qu'il y avait des quartiers, comme la Chapelle dans le 18^e arrondissement de Paris, où il ne fallait pas aller, raconte-t-elle. Il y a trois semaines, à Marseille avec une amie, nous n'avons pas pu faire trois pas sans être frôlées et interpellées de façon irrespectueuse par des groupes d'hommes. Ça ne m'était jamais arrivé en Afghanistan! J'ai l'impression que la France prend un mauvais chemin. Pourquoi les Français ferment-ils les yeux?» ■

Dans le Lot-et-Garonne, mobilisation contre le mal-être agricole

Éric de La Chesnais

Trois cents personnes assisteront à une messe, dimanche à Gontaud-de-Nogaret, en mémoire des paysans ayant mis fin à leurs jours.

Mauvaises récoltes, absence de revenus, isolement, contrôles administratifs ou environnementaux intempestifs... Autant de raisons qui nourrissent le mal-être agricole. Selon les dernières statistiques transmises par la Mutualité sociale agricole (MSA) cet été au Parlement, le risque de mortalité par suicide des exploitants agricoles actifs est supérieur de 77,3% à celui des assurés tous régimes confondus. Pour rendre hommage aux paysans ayant mis fin à leurs jours, une messe du souvenir est organisée, pour la deuxième année consécutive, à Gontaud-de-Nogaret dans le Lot-et-Garonne. «Nous attendons quelque 300 personnes : des familles endeuillées, des autorités politiques et syndicales agricoles, des paroissiens et des anonymes», indique l'initiateur de cette cérémonie, Patrick Maurin, un enfant du pays, lui-même concerné par le sujet. Il a fait de nombreuses marches à travers la France, jusqu'à s'enchaîner aux grilles du Palais Bourbon en 2019, pour sensibiliser les pouvoirs publics sur le sujet.

S'il n'a pas été paysan - ses grands-parents l'étaient -, ce commerçant retraité a failli commettre lui aussi l'irréparable lorsqu'il était à bout de forces. Comme ces agriculteurs épuisés qui se pendent dans leur grange, se donnent un coup de fusil ou se jettent sous un véhicule. Dans une étude, la MSA, l'organisme paritaire qui gère les prestations sociales des agriculteurs et des

salariés du secteur, dénombrait 529 décès par suicide pouvant «être attribués à des personnes affiliées au régime agricole» pour l'année 2016 (dernier chiffre disponible).

Depuis, le phénomène perdure et s'accroît même. «Au premier semestre 2024, 2285 appels ont été traités par notre service téléphonique ou chat d'écoute d'agriculteurs en détresse, soit une hausse de 27%, comparé à la même période de 2023», précise au Figaro Jean-François Fruterro, président de la MSA, également viticulteur à Bergerac, en Dordogne. «Il faut inciter les agriculteurs en difficulté à se rapprocher le plus tôt possible de nos services. Nos travailleurs sociaux peuvent leur conseiller une aide au répit ou la prise en charge de leurs cotisations sociales. Nous disposons d'une enveloppe de 30 millions d'euros à ce sujet.»

Les causes de ses actes désespérés sont multifactorielles et ne sont pas à prendre à la légère. «Les suicides des agriculteurs ne sont pas des faits divers», affirme Alexandre Portier, député LR du Rhône. C'est une faillite nationale liée à un manque de reconnaissance et de rémunération des paysans assommés par les impôts et les normes. Si l'on n'aide pas notre agriculture à redresser la tête, qui va nous nourrir demain?»

«On déplore deux suicides depuis le début de l'année dans le Lot-et-Garonne. Le dernier a eu lieu le 20 juin : un agriculteur s'est jeté sous les roues d'un camion juste devant chez lui, ce n'était pas sa première tentative et il n'avait pas de pro-

blèmes financiers, indique Patrick Bétéil, l'ex-président de la Coordination rurale 47, lui-même maraîcher et céréalier à Gontaud-de-Nogaret près de Marmande. Les associations, la MSA, les syndicats agricoles et la Chambre travaillent ensemble pour limiter ce fleau», poursuit celui qui assistera à la messe dimanche.

«Les suicides des agriculteurs ne sont pas des faits divers. C'est une faillite nationale liée à un manque de reconnaissance et de rémunération des paysans assommés par les impôts et les normes. Si l'on n'aide pas notre agriculture à redresser la tête, qui va nous nourrir demain?»

Alexandre Portier
Député LR du Rhône

Solidarité Paysans fait partie de ces associations nationales présentes sur le terrain avec des bénévoles et des salariés pour aider les agriculteurs en difficulté à sortir de l'impasse. «L'écoute est primordiale, commente Yves Guibert, agriculteur retraité du Lot-et-Garonne, bénévole de l'association depuis six ans. Nous notons une explosion des appels de plus de 50% depuis le début de l'année

suite à la crise agricole. L'élevage et la viticulture sont deux secteurs particulièrement touchés. Au total, nous gérons 150 dossiers en Aquitaine.»

Lundi dernier, le bénévole et une salariée ont passé trois heures chez un couple de viticulteurs locaux qui les avaient appelés à l'aide. Nous les avons aidés à voir plus clair dans leur situation comptable, raconte Yves Guibert. Mais nous n'avons pas pris la décision à leur place d'arrêter ou de continuer leur activité. Dans d'autres cas, le signalement auprès d'une assistance sociale est nécessaire pour éviter le pire. «Si vous touchez à mes vaches, la corde est là, je me pends», averti une éleveuse à la retraite aux vétérinaires venant faire un contrôle de prophylaxie dans sa ferme, relaie Yves Guibert. Elle vit dans des conditions très spartiates tout comme ses quelques bovins qu'elle a le droit de conserver tout en étant retraitée. C'est un avertissement qu'il faut prendre au sérieux.

Principal sujet d'inquiétude chez Solidarité Paysans, les personnes qui n'expriment pas ouvertement leur mal-être et passent à l'acte. D'où l'importance du réseau des Sentinelles mis en place en 2021 par la MSA selon la feuille de route du ministre de l'Agriculture de l'époque, Julien Denormandie. Il s'agit de bénévoles vivant en milieu rural et en contact avec le monde agricole. «Elles sont formées au repérage de situations d'agriculteurs ou de salariés agricoles en difficulté», souligne Jean-François Fruterro. Au 30 juin 2024, nous comptons

6552 sentinelles sur tout le territoire français et avons réalisé 112 sessions de formation sur le premier semestre sous l'égide des ARS (agences régionales de santé). Ces sentinelles peuvent être des fournisseurs, des conseillers de la chambre d'agriculture, des comptables... Si elles repèrent des paysans en difficulté, elles peuvent le signaler à l'assistance sociale de la MSA.

Les élus nationaux, qui seront présents à la messe d'hommage présidée par le père Richard Bouchet, en appellent au nouveau gouvernement. «Au-delà de l'émotionnel, le futur ministre de l'Agriculture devra poser des actes pour que ce mal-être agricole diminue en France, insiste Gaëtan Malange, maire de Saint-Barthélemy-d'Agenais, sénateur suppléant LR et vice-président de l'agglomération de Marmande. Il pourra s'appuyer sur les nombreux travaux parlementaires effectués sur le sujet.» De son côté, la députée lot-et-garonnaise Hélène Laporte, qui assistera également à l'office dominical, demande que les travaux de la loi d'orientation agricole (LOA) arrêtés après la dissolution de l'Assemblée nationale se poursuivent : «Le nouveau gouvernement doit s'attaquer aux racines de ce fleau, notamment à travers l'amélioration des revenus, la simplification des normes, la facilitation de l'installation des jeunes et la transmission des exploitations, pointe l'élué RN. L'isolement et le sentiment de déclassement de ceux qui nous nourrissent doivent être aussi pris en compte.» ■

Jeux paralympiques : un dernier week-end de

Cédric Caillier

Après un vendredi moins prolifique qu'espéré en médailles, la délégation tricolore table sur les deux derniers jours de compétition

Un coup d'arrêt. Alors que les 11 médailles décrochées jeudi avaient fait naître de nouvelles ambitions pour l'équipe de France paralympique, celles de vendredi – seulement 4 médailles dont une seule hors cyclisme sur route – ont pour effet de faire retomber l'espoir d'un top 5 final. Avec un total de 65 podiums – dont 17 titres – à deux jours de la fin, il manque toujours deux ou trois médailles d'or pour s'assurer d'une place dans le top 8, l'objectif initial. Avant les finales de la soirée, la France occupait la 6^e place au classement des nations. Reste à espérer que ce week-end, entre la finale du cécifoot, le canoë ou encore le judo, soit plus fructueux pour le clan hexagonal. Histoire d'achever ces magnifiques Jeux paralympiques de la plus belle des manières.

Émeline Pierre, le bronze après l'or

Déjà sacrée lors du 100 m nage libre S10 dimanche, Émeline Pierre a décroché la médaille de bronze vendredi à l'occasion du 100 m dos. Deuxième à

mi-parcours, la Française de 24 ans a été débordée lors des 50 derniers mètres par la Hongroise Bianka Pap (1'07''97) et l'Américaine Alexandra Truitt (1'08''59) et termine sa course en 1'09''44. Déceptions en revanche pour Stéphane Houdet et Souhad Ghazouani, les deux visant une 6^e médaille paralympique en carrière. Mais le premier a été battu lors du match pour la 3^e place du tournoi de double masculin en tennis fauteuil aux côtés de Frédéric Cattaneo, tandis que la seconde n'a pris que la 7^e place au développé-couché en haltérophilie (-67 kg). En judo, Nathan Petit, pourtant 2^e mondial, a également vu la médaille de bronze lui échapper lors de son dernier combat.

Les Bleus du cécifoot défilent l'Argentine

En 1998, le public n'avait d'yeux que pour « Zizou ». En 2016, « Grizou » lui avait succédé. Et en 2024, voici l'heure de Frédéric Villeroix. Évidemment, en termes de notoriété, le Bordelais de 41 ans est à des années-lumière de Zinedine Zidane et d'Antoine Griezmann. Néanmoins, dans l'enceinte du stade Eiffel, lui et tous ses partenaires

du cécifoot ont conquis les cœurs du public, qui rêve de les voir conquérir l'or ce samedi (20 heures) face à... l'Argentine, devenue, depuis la finale de la Coupe du monde 2022 perdue par les Bleus de Didier Deschamps, le meilleur ennemi des amoureux du ballon rond français.

« On est en finale, mais il nous reste une dernière marche à franchir », rappelle-t-il, déterminé, le sélectionneur tricolore Toussaint Akpweh après la victoire en demi-finale sur la Colombie (1-0) grâce à un but de Villeroix. « Nous avons rempli un objectif, c'est bien, mais ce n'est pas fini. Mon ambition à la tête de cette équipe était de la ramener là où elle était quand je l'ai prise en 2012 (médaille d'argent à Londres). On est sur le bon chemin. On a déjà reconquis l'Europe avec le titre de 2022 et il va falloir aller chercher cet ultime pallier. » Ce qui ne sera pas simple face aux Argentins, champions du monde en titre et tombeurs des invincibles Brésiliens – qui restaient sur cinq titres consécutifs aux Jeux – dans l'autre demie. Mais devant les 11 000 spectateurs du stade Eiffel, rien ne semble impossible pour Villeroix et ses coéquipiers.

Le judo et le canoë pour finir fort ?

Pour atteindre le cap des 20 médailles d'or, l'équipe de France lorgnera principalement du côté de l'Arena Champ-de-Mars, où se déroulera samedi la dernière journée de compétition du judo. Avec deux candidats

pour la première marche du podium : Helios Latchoumanaya (-90 kg catégorie J2) et Cyril Jonard (-90 kg catégorie J1). Déficient visuel, le premier arrive fort de ses titres mondiaux en 2022 et 2023 et rêve, à 24 ans, d'un premier sacre paralympique. Le second, lui, veut boucler la boucle à



Le Chinois Jiabin Zhang face au Français Frédéric Villeroix lors du match de cécifoot entre les deux pays, le 1^{er} septembre, à Paris.

Rémy Boullé, l'ex-commando parachutiste qui rêve d'or en paracanoë

Le 4 septembre 2014, la vie de Rémy Boullé bascule. Membre des commandos parachutistes de l'air numéro 20, ce fils de militaire – qui s'était engagé dès l'âge de 17 ans par conviction personnelle et non par tropisme familial – effectue un entraînement à Gap. « Je revenais de l'opération Barkhane au Mali, raconte-t-il. Alors que j'étais en vacances, on m'a appelé pour me dire qu'il me manquait des sauts d'entraînement opérationnel. Donc je suis allé en effectuer et le premier ne s'est pas passé comme il aurait dû. »

Ce moment, l'orléanais, alors âgé de 26 ans, s'en souvient comme s'il était survenu la veille. « Mon parachute principal, que je dois ouvrir à 1000 mètres du sol, ne s'est pas ouvert. Là, il faut réagir très vite car on descend à environ 200 km/h. J'ai actionné mon parachute de secours qui a bien fonctionné, sauf que le principal s'est finalement ouvert et les deux toiles se sont emmêlées, ce qui fait que j'ai fini en torche. Mes 500 derniers mètres de chute l'ont été à environ 50 km/h. J'ai eu une dizaine de secondes à me dire que lorsque j'allais toucher le sol, j'étais mort. D'autant qu'une de mes amies avait connu le même incident et elle n'avait pas survécu. Par chance, j'ai touché le sol sur de la terre et non sur du béton. C'est sans doute cela qui m'a sauvé la vie, en plus d'avoir réussi à me mettre bien debout au moment de l'impact. Ce sont mes jambes qui ont pris en premier et l'onde de choc m'a brisé trois vertèbres, l'une venant écraser la moelle épinière, ce qui m'a rendu paraplégique. »

Un terrible paradoxe que cet accident survenu lors d'un « simple » entraînement alors que Rémy Boullé avait vécu des missions a priori autrement périlleuses à Tanger, au Tchad ou encore en Afghanistan, où il a passé sept mois à vivre dans des conditions extrêmes. « C'est vrai que cela peut paraître paradoxal, mais il y a aussi beaucoup d'accidents, parfois mortels, lors d'entraînements opérationnels, car on cherche à recréer au maximum ce que l'on va vivre en mission », admet le Français, contraint de passer plus de quatre mois alité à l'hôpital Percy. « J'avais deux choix, confie-t-il. Soit je n'acceptais pas et je finissais en dépression ou mort. Soit je décidais de me battre. C'est cette option que j'ai choisie. Rapidement, j'ai arrêté de prendre les médicaments qui m'aidaient à dormir, ce qui était très compliqué, car très souvent, quand je fermais les yeux, je revoisais mon accident. Mais je ne voulais pas être dépendant des médicaments. »

Contre-la-montre

C'est alors que le destin, auquel il croit fortement, place entre ses mains un livre sur les Jeux paralympiques. « Je me disais qu'il fallait que je trouve une discipline sur laquelle j'avais déjà des compétences, se remémore-t-il. Il se trouve que j'avais fait du canoë-kayak de 12 à 17 ans, jusqu'à mon entrée à l'armée. En plus, la course en ligne était mon point fort avec un petit niveau régional. Et il s'avérait que c'était pour la première fois au programme des Paralympiques à Rio. J'y ai vu un signe. »

Débute alors un véritable contre-la-montre pour obtenir sa qualification pour les Jeux de Rio en 2016. Ce qu'il

parvient à faire trois mois à peine avant le début des Paralympiques en devenant vice-champion d'Europe à Moscou dans le 200 m catégorie KL1. « Tout a été très vite pour moi. À Rio, j'étais encore militaire actif référencé aux commandos parachutistes de l'air, ce qui n'avait jamais été fait. Le médecin, d'ailleurs, ne voulait pas prolonger mon arrêt maladie étant donné que j'allais aux Jeux. Sauf que si je n'étais plus en arrêt maladie, j'aurais eu un problème d'assurance et mon cas était remonté jusqu'au ministre de la Défense qui avait plaidé ma cause, car je ne rentrais dans aucune case administrative. »

Cinquante dans la cité caricioca, Rémy Boullé n'a, depuis, cessé de progresser dans la hiérarchie et sur le plan du chrono. Médaille de bronze à Tokyo il y a trois ans, le Français reste ainsi sur deux médailles d'argent sur le plan mondial à Duisbourg en 2023, puis à Szeged cette année. Et à Vaires-sur-Marne, ce papa d'une petite fille de bientôt 4 ans, qui a rencontré sa femme à l'hôpital Percy – le destin encore –, rêve d'or. « Ce serait le plus grand moment de ma carrière », assure-t-il, l'œil pétillant. Face à lui, l'athlète de 36 ans doit composer avec la concurrence du Hongrois Peter Kiss, le champion du monde en titre qui l'a battu en séries, ce qui contraindrait le Français à enchaîner demies (10 heures) et finale (11h20) ce samedi.

« Le fait de connaître le bassin des Jeux ne sera pas forcément un avantage, car les conditions météo jouent beaucoup, et les autres le maîtrisent aussi. Mais les encouragements du public joueront en ma faveur », considérait Boullé avant le début des Jeux, lui qui fait partie de la team Bridgestone. « Ce partenariat m'apporte une sécurité financière et, forcément, quand on ne perd pas d'énergie à chercher de l'argent pour pouvoir payer ses stages, on en a plus à l'entraînement et en compétition pour performer. Je veux que mon sport me coûte zéro, car je pense à ma fille et à son avenir aussi. » Et celui-ci de conclure, sur son itinéraire de vie : « Aujourd'hui, je fais moins le commando dans ma vie quotidienne, car j'ai envie de voir grandir ma fille. Je ne peux plus jouer avec mon corps comme avant, où je pouvais monter au 4^e étage d'un immeuble grâce à la gouttière. Aujourd'hui, vous me demandez d'attraper un livre sur une étagère à deux mètres du sol, je ne pourrais pas le faire. C'est ça qui est dur à accepter, de ne plus être indépendant à 100 %. C'est pour ça qu'un titre paralympique serait aussi fort. » ■

Heidi Gaugain reçoit sa troisième médaille d'argent, vendredi, à Clichy-sous-Bois.



Kevin Le Cunff lors de la course en ligne catégorie C4, vendredi, à Clichy-sous-Bois.

Paracyclisme : les secrets de fabri

Jean-Julien Ervan

Label équipe. Comme les Néerlandais (patinage de vitesse) ou les Sud-Coréens (short track), lors des Jeux olympiques d'hiver. Comme les Américains (athlétisme) ou les Chinois (tennis de table ou plongeon) lors des Jeux d'été, les Français ont régné en maîtres lors des épreuves de cyclisme (piste et route) durant les Jeux paralympiques. Les Bleus, avant les dernières épreuves, ce samedi, comptent 25 médailles (plus du tiers de la délégation française), avec les 3 ajoutées vendredi dans les courses en ligne : l'argent de Heidi Gaugain (née avec une agénésie du bras gauche) et Kevin Le Cunff (pieds bots et un mollet atrophié) et le bronze en tandem d'Alexandre Lloveras (déficient visuel) et de son guide Yoann Paillot. Une journée sans titre qui a dessiné des grimaces, alimenté un peu de frustration. Instable équipe.

Pour décrire un groupe qui aime les médailles, Johan Quaille (paraplégié, après un accident de la route ; deux médailles d'argent en handbike) résume : « Cette équipe vit de joie. Les entraînements, la bonne préparation, le bon matériel, la recherche dans tous les sens, on a tout pour réussir. » Avec en point d'orgue le mercredi 4 septembre lors des contre-la-montre avec 11 médailles (dont 4 d'or). Un festival. Un récit.

Laurent Thirionnet, manager de l'équipe de France, nommé en 2017, un an

après des Jeux de Rio catastrophiques (une médaille de bronze) rembobine le film : « Le ministère avait dû tirer les oreilles en disant il y a les Jeux de Paris en 2024, il faut qu'on brille. Et ils ont fait ça à peu près avec toutes les disciplines en difficulté. On a commencé à bosser en 2018, on a restructuré. On a créé un groupe, un projet : un projet sportif avec l'ensemble des composants, des moyens financiers, humains, techniques. Aux Jeux de Tokyo (en 2021), on a fait 17 médailles (dont 5 d'or) au début de cette reconstruction et aujourd'hui on arrive presque à maturité avec l'ensemble de nos athlètes qui sont à leur meilleur niveau et on en a encore quelques-uns en réserve... »

Une densité, une compétitivité, résultat d'une politique ambitieuse rendue possible grâce aux moyens alloués par l'Agence nationale du sport. Laurent Thirionnet, ancien champion paralympique (7 médailles, dont 2 d'or), détaille les coulisses de l'ambition et de la performance : « Le budget du paracyclisme, c'est environ 2 millions d'euros si on valorise tout, l'ensemble du matériel, de la logistique et les salaires. Côté technique, c'est l'achat de vélos haut de gamme à 15 000 ou 20 000 euros, des tandems fabriqués chez Airbus avec leurs chutes de carbone, des pneus développés avec Michelin pour les handbikes, avec des rendements bien supérieurs à ce qui se vend dans le commerce, les coureurs qui passent tous en soufflerie pour étudier leur position et quel casque on va leur mettre en fonction de leur morphologie. Ils ont des nutritionnistes, des capteurs de glycé-



Rémy Boullé lors des séries du 200 m KL1, vendredi, au stade nautique de Vaires-sur-Marne. ALEX DAVIDSON/GETTY IMAGES VIA AFP

fête

pour terminer en beauté.

48 ans. Titré en 2004 à Athènes, encore en argent quatre ans plus tard à Pékin, le judoka, premier parathlète à obtenir le grade de 6^e dan, ambitionne une fin en apothéose. De l'or pour la France, il en sera également question du côté de Vaires-sur-Marne en paracanoe, même si, sur le papier,

Rémy Boullé (200 m, KL1) samedi et Nélia Barbosa (200 m, KL3) dimanche paraissent plus candidats à l'argent. À suivre enfin, en athlétisme, le 400 m de la porte-drapeau Nantenin Keita (samedi, 10h22) et, en tennis de table, la demi-finale de Lucas Didier (11 heures). ■



Émeline Pierre remporte le bronze au 100 m dos, vendredi, à Nanterre.



MARIA ABRANCHE/REUTERS, ADAM PRETTYGITY IMAGES VIA AFP/STEVENS TOMAGABACA

Les finales du week-end

SAMEDI

Para-cyclisme sur route, 9 h 30 : course Femmes et Hommes C1-3, F et H T1-2, relais par équipes M H1-5.

Para-équitation, 9 h 30 : individuelle freestyle grade IV et V RLM, grade I, II et III RLM.

Para-athlétisme, 10 h : longueur H T13, poids H F34, javelot F F54, 800 m H T34, 400 m F T13, 200 m H T35, 200 m H T37, 100 m H T36, poids F F40.

Paracanoe, 11 h 28 : kayak monoplace 200 m H KL1, H KL2, H KL3, F VL2, va'a monoplace 200 m F VL3.

Para-haltérophilie, 12 h : F - 73 kg, H - 88 kg ; 17 h : F - 79 kg, H - 97 kg.

Para-tennis de table, 13 h : simple H MS8, F WS8, H MS9, F WS4, F WS6, F WS9, H MS4.

Tennis fauteuil, 13 h 30 : simple H.

Parajudo, 15 h 30 : - 90 kg H J1, + 90 kg H J1, + 70 kg F J1, - 90 kg H J2, + 70 kg F J2, + 90 kg H J2.

Paranotation, 17 h 30 : 200 m 4 nages F SM10, 100 m dos H et F S6, 100 m papillon H et F S8, 50 m papillon H et F S7, 50 m dos H et F S4, 100 m papillon H S12, 100 m nage libre F S11, 200 m nage libre H S3, 200 m 4 nages F SM5, 4 x 100 m 4 nages relais M 34 pts.

Para-athlétisme, 19 h : javelot H F41, poids H F33, longueur H T20, 1500 m H T38, 200 m F T11 et T12, 200 m F T47, 200 m H T64, 800 m F T34, poids H F63, 400 m F T38, 400 m H T47, 100 m F T63.

Volley-ball assis, 19 h 30 : femmes.

Cécifoot, 20 h : France-Argentine H.

Escrime fauteuil, 20 h : épée par équipes F et H.

Basket-ball fauteuil, 21 h 30 : Grande-Bretagne-États-Unis H.

DIMANCHE

Para-athlétisme, 8 h : marathon F et H T54, F et H T12.

Para-haltérophilie, 9 h : H - 107 kg, F - 86 kg, F + 86 kg, H + 107 kg.

Paracanoe, 11 h 25 : kayak monoplace F 200 m KL1, KL2 et KL3, va'a monoplace H 200 m VL2 et VL3.

Basket-ball fauteuil, 13 h 45 : femmes.

MÉDAILLES (VENDREDI À 18H30)				
	OR	ARGENT	BRONZE	TOTAL
1 Chine	79	59	40	178
2 Royaume-Uni	39	31	21	91
3 États-Unis	28	35	18	81
4 Pays-Bas	23	13	8	44
5 Italie	18	13	29	60
6 France	17	24	24	65
7 Ukraine	16	21	27	64
8 Brésil	16	19	31	66
9 Australie	14	12	20	46
10 Japon	10	8	13	31

que d'une équipe de France en or

mie, des capteurs de puissance... tout ce qu'on retrouve autour de la perf dans le cyclisme en général et dans tous les sports. On n'a rien inventé. On a juste pris tout ce qu'il y avait de meilleur. On nous a permis de l'acquiescer ou d'y avoir accès et voilà, tout cela fonctionne. »

Source d'inspiration

Mathieu Jeanne, entraîneur des Bleus, décortique l'organisation : « La force de cette équipe vient de la professionnalisation du staff. On a une préparatrice mentale, un nutritionniste, du travail sur le matériel... Chacun est concentré sur sa tâche et nous sommes beaucoup plus productifs et qualitatifs dans ce qu'on fait. Et tous les athlètes ont été tirés vers le haut niveau, parce qu'il y a de plus en plus de bons coureurs et que les places en équipe de France sont de plus en plus chères. On voulait faire vingt médailles, avec un nombre de médailles qualitatives, on a tout optimisé pour avoir ces médailles d'or. » À l'image du dispositif installé autour d'Alexandre Léauté (23 ans), l'une des têtes d'affiche de l'équipe (victime d'un AVC à la naissance et privé de 95 % de puissance à la jambe droite, déjà trois médailles, dont deux d'or). « On a professionnalisé le staff autour de lui. Cela fait deux ans que je le suis, on est en lien quotidiennement, au téléphone, par message. Ce qui m'étonne chez lui ? Sa force de caractère. Et surtout son projet. Il l'a pris à 100 % et lui-même investit. S'il a des sponsors, il investit un pourcentage pour la performance. Il aime tout ce qui est innovation.

J'aime travailler avec ce genre de coureur parce qu'on peut avancer. Le matériel, c'est un peu ma passion et je lui ai transmis ce goût de la recherche des gains marginaux. Il adore ça », se réjouit Mathieu Jeanne.

Mathieu Bosredon (paralégique, déjà deux médailles d'or en handbike, membre de l'équipe Cofidis paralympique), qui était à Rio en 2016 (7 du contre-la-montre et 4 de la course en ligne) apprécie : « On n'a rien à envier aux équipes valides, elles peuvent même des fois être un peu jalouses. Quand on donne les moyens, il y a plus de résultats. J'espère que ce n'était pas juste pour avoir les Jeux chez nous. Il y a des bourses qui sont aujourd'hui attribuées aux athlètes Elite, quand quelqu'un est listé haute performance, il est soutenu à hauteur de 40 000 euros, que ce soit paralympique ou olympique, c'est le même système. On ne se retrouve plus avec des athlètes dans la précarité, et cela change tout. Quand vous devez aller vous entraîner et que vous ne savez pas si vous allez manger ou faire du vélo, vous avez moins envie de faire du vélo, vous allez trouver d'autres solutions. Et aujourd'hui, c'est beaucoup moins un problème. »

Le paracyclisme a réussi ses tours de force. Un groupe leader, devenu une source d'inspiration. Marie Patouillet (une médaille d'or et une médaille d'argent ; née avec une malformation au pied gauche), émue à l'heure de tourner la page à 36 ans, livre : « On fait un nombre de médailles incroyable et l'ambiance au sein de l'équipe est folle. Tout

va ensemble et tout est aligné. On a cette visibilité, à nous de transformer l'essai et à faire durer cette visibilité, à continuer à faire rêver les gens et à donner envie de développer les paraspports et d'aller les pratiquer. Les Jeux, c'est un partage de valeurs, que ce soit l'inclusion du handi-cap ou l'inclusion tout court. Les Jeux olympiques et paralympiques, c'est différent d'un championnat du monde ou d'Europe, c'est une fête, pour réunir les sportifs de haut niveau et le sport amateur. J'espère que derrière ça, le sport grandira et sera plus inclusif que ce qu'il est aujourd'hui. »

Ce samedi, l'équipe de France abat ses dernières cartes (courses en ligne C2 et C3 ; relais handbike) avant de voir plus loin. Sans se précipiter. Laurent Thionnet, le sourire aux lèvres, assure au sujet de la machine à gagner : « On vit des moments de malade, c'est vraiment super. Et même si certains diront ce n'est que les Jeux paralympiques, nous on est dedans, on fait ça avec notre cœur, avec passion, on s'écoute, on a les larmes aux yeux tous les jours, c'est génial. Et on se projette forcément sur les Jeux de Los Angeles. Et que l'aventure continue. Il y a des jeunes qui arrivent, qui n'étaient pas encore mûrs ; d'autres, vieillissants, qui vont dire "on va arrêter, c'est fini". On va engager un nouveau cycle qui va être super. Et ce sera encore une aventure de quatre ans. » Qui vivra sur la lancée d'une campagne étonnante dans le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines et sur le circuit diabolique de Clichy-sous-Bois... ■



« Il faut faire émerger des solutions pour que notre football rebondisse », explique Philippe Diallo, vendredi, à Paris. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Philippe Diallo : « L'image renvoyée n'est pas celle que l'on souhaitait »

Propos recueillis par Baptiste Desprez et Christophe Remise

Le président de la FFF sort du silence et s'exprime sur les élections à venir de la LFP mardi.

Philippe Diallo, président de la FFF, se confie au Figaro sur le sujet brûlant des élections à la Ligue de football professionnel prévue mardi entre Vincent Labrune et Cyril Linette.

LE FIGARO. - Que vous inspire le triste spectacle de l'élection à la LFP ? PHILIPPE DIALLO. - Je pense que l'image renvoyée n'est pas celle que l'on pouvait souhaiter. Mon rôle était de veiller à ce que les dispositions statutaires soient respectées, que le débat soit le plus large possible. À ce titre, j'ai été le seul à intervenir publiquement avant les élections pour souhaiter qu'il y ait un nombre de parrainages, notamment des indépendants, le plus large possible. À travers mes interventions récentes et celles d'autres acteurs, (Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports, NDLR), les principaux candidats peuvent s'exprimer et participer à l'élection. Certains m'ont remercié de mes interventions.

Sur le plan de l'image, cet avant-élection à la LFP a fait du mal au football français, en avez-vous conscience ? Oui, parce que je lis la presse. Il y a eu quelques outrances dans les commentaires portés, mais il faut être respectueux de la démocratie interne. Après, si les clubs sont insatisfaits du bilan présenté par le président actuel de la Ligue, ils ont leur bulletin de vote. Je suis respectueux des majorités des clubs.

Vous évoquez la volonté de réforme du processus d'élection, cela sous-entend que celle à venir a manqué de transparence... D'un point de vue strictement statutaire, cette élection a respecté l'ensemble des critères des statuts de la LFP qui ont été votés. Je constate que celui qui se présente (Cyril Linette) a l'occasion de faire valoir son programme. C'était l'essentiel pour que le président sortant (Vincent Labrune) ait quelqu'un qui propose un projet alternatif. C'est ça la démocratie.

Quel bilan faites-vous du mandat de Vincent Labrune ? Il y a beaucoup de choses très positives sur les dernières années, comme le fait de trouver des solutions économiques pour les clubs, notamment après l'échec de Mediapro où il fallait sortir d'une crise financière profonde qui pouvait mettre en péril le football français de clubs. Une solution a été trouvée avec la création d'une société commerciale, de l'arrivée de CVC qui a apporté une solution économique vitale à ce moment-là pour beaucoup de clubs. Ensuite, les droits audiovisuels ne sont pas en ligne avec les attentes et les annonces (Vincent Labrune avait ambitionné 1 milliard d'euros). Cela conduit à une situation qui aura des répercussions sur la durée et la compétitivité du football

français. Il faut faire émerger des solutions pour que notre football rebondisse. Comment sortir de cette situation pour ne pas entrer dans un cycle négatif qui conduirait les clubs à réduire leur train de vie, perdre leur talent et appauvrir notre championnat ? Au nouveau président de la LFP de proposer des solutions.

À vous écouter, le bilan est mitigé mais pas négatif pour Vincent Labrune ? (Il souffle.) Le résultat des droits TV n'a pas répondu aux attentes. Le président actuel l'a reconnu.

La gestion des droits TV est-elle un fiasco pour vous ? Fiasco... Le mot est trop fort, parce qu'il y a aussi des réalités de marché. En signant avec DAZN, la Ligue n'a trouvé que le seul acteur qui était en capacité de lui apporter cette somme.

Parce que les discussions avec Canal+ sont rompues... C'est trop facile de faire porter les responsabilités sur une seule personne. Les difficultés avec Canal+ sont déjà un peu anciennes et datent d'avant l'arrivée de Vincent Labrune à la LFP. C'est vrai, son arrivée n'a pas modifié ces relations.

Cyril Linette en fait l'un de ses dossiers prioritaires, renouer le dialogue avec la chaîne cryptée. Y croyez-vous ? Je le souhaite. La FFF a de très bonnes relations avec Canal+. Je n'ai pas de conseil à donner, mais j'ai des contacts réguliers au plus haut niveau avec ses dirigeants. Canal+ est un partenaire historique du football et du sport français. Je souhaite que le prochain président de la Ligue, avec son CA, puisse renouer le dialogue car c'est une des conditions du rebond du football français. ■

➔ Lire aussi PAGE 28

EN BREF

Solitaire du Figaro Paprec : la plus longue étape de l'histoire pour terminer

Le départ de la troisième et dernière étape de la 55^e édition sera donné ce dimanche à 14 heures de Royan, cap vers La Turballe, via deux marques de parours le long des côtes anglaises. Avec 710 miles, cette ultime étape sera la plus longue étape de l'histoire de la Solitaire depuis sa création, en 1970. Les marins seront attendus jeudi en Loire-Atlantique. Tom Dolan s'élancera de Charente-Maritime avec 57'52 d'avance sur Gaston Morvan et 58'13 sur Charlotte Yven, les écarts gonflant rapidement derrière.

Un projet colossal de recensement génétique dans les mers françaises

Vincent Bordenave

Le programme ATLASa réalise la première bibliothèque génomique des organismes vivants dans les eaux territoriales du pays.

La mer est d'huile et le soleil d'éte montre enfin son visage dans le ciel d'Ille-et-Vilaine (Bretagne). À bord du *Louis Fage*, navire du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), les équipes scientifiques embarquent pour un travail immense qui en tout devrait durer huit ans : constituer la première bibliothèque génomique de référence des espèces des eaux territoriales françaises. Un projet titanesque et minuscule baptisé ATLASa (atlas de la mer), piloté par le CNRS et le CEA. Il s'agit, en quelque sorte, d'une mise à jour des outils d'études biologiques avec les technologies du XXI^e siècle. Car toutes les collections du vivant fonctionnent de la même manière, avec un spécimen type de référence qui permet de définir une espèce. Par la suite, tous les travaux sur ladite espèce s'y rapportent. « Les progrès de la génétique nous permettent d'envisager de faire la même chose avec les génomes », explique Hugues Roest Croliius, responsable du groupe Dynamique et organisation des génomes au département de biologie de l'École normale supérieure, codirecteur du projet ATLASa. Avant d'ajouter sobriement : « Nous construisons ici les fondations d'une nouvelle connaissance ! »

Si le projet s'inscrit sur huit ans, les scientifiques vont sillonner les mers françaises pour y prélever la faune et la flore pendant sept années (ils se réservent la dernière pour traiter l'ensemble des données). Le coup d'envoi a été donné fin juin à Dinard (Ille-et-Vilaine), où se situe une base de recherche du MNHN. « On s'est fixé comme objectif de séquencer le génome de 4500 espèces », précise Bertrand Bed'Hom, professeur au MNHN, qui s'occupe de la préparation des échantillons en vue de leur analyse génomique. Un total à la



fois extrêmement ambitieux, mais réaliste. » Pour ce faire, une partie est pêchée depuis le *Louis Fage*, en draguant les fonds marins à l'aide d'un chalut ou bien encore avec une grosse pince qui plonge à plus de 20 m de fond et remonte une partie des sédiments. D'autres spécimens sont récoltés par des plongeurs et certains peuvent être ramassés sur la plage lors de pêche à pied. Des campagnes similaires auront ensuite lieu dans d'autres stations de recherche marine à Marseille, Roscoff ou encore Banyuls.

À bord du navire, les animaux, des algues et les plantes, subissent un premier tri. Les très nombreuses araignées de mer, facilement reconnaissables, sont remises à l'eau. « Dans notre démarche, nous avons besoin d'un seul individu pour chaque espèce », explique Bertrand Bed'Hom. Ceux que nous avons capturés, et que l'on parvient à identifier rapidement sont tout de suite



Des experts du projet ATLASa trient des bacs de coquillages apportés à la base de recherche du Muséum national d'histoire naturelle, fin juin, à Dinard (Ille-et-Vilaine). ANTOINE MERLET / ZEPPELIN

rejetés, tous les autres sont amenés à terre où nous procéderons à un tri. » Si, pendant les premiers jours, la mission est assez facile, à mesure que des spécimens sont ramenés en surface, elle se complique. Après quatre heures en mer, ce sont déjà plusieurs milliers de crustacés, mollusques, poissons ou encore algues, qu'il faudra étudier, analyser, pour s'assurer que leur génome n'a pas déjà été pris en compte. Plus le temps passe, plus les mêmes espèces seront récoltées.

Une magnifique raie tachetée est ainsi prise dans les mailles du chalut. Elle attire tout de suite l'intérêt des scientifiques. Un rapide coup de téléphone à l'équipe au sol (sur la base du MNHN) confirme que son génome n'a pas encore été séquencé. Pas de chance pour elle. C'est la première et la dernière de son espèce à tomber dans l'escarcelle des scientifiques. « C'est toujours un peu surprenant quand des projets comme celui-ci, qui visent à protéger la biodiversité, nous amènent à sacrifier des animaux », commente Bertrand Bed'Hom. Leur mise à mort est extrêmement réglementée. On procède à une anesthésie par électrocution (on les plonge dans un bassin dans lequel on fait couler un courant électrique, NDLR) avant leur euthanasie. Et les individus collectés sont vraiment peu nombreux quand on compare avec les prises de pêche. « Si la raie, les araignées de mer, les crabes ou encore les seiches sont tout de suite identifiables, le gros de la récolte est invisible, avec des centaines de tout petits mollusques ou crustacés pris dans les sédiments. « Il y a aussi de nombreux animaux qui vivent en symbiose », continue Bertrand Bed'Hom. C'est très délicat pour nous, car il faut s'assurer que leur ADN a déjà été collecté et qu'il n'est pas pollué par celui de leur hôte. »

Une fois à terre, la pêche est chargée dans une camionnette. Elle rejoint en moins d'un quart d'heure la base de Dinard. Ils sont attendus par toute l'équipe du projet ATLASa, soit une quarantaine de personnes qui ont pris leur quartier pour quinze jours en Ille-et-Vilaine. Des scientifiques bien sûr, qui détermineront à l'œil l'espèce de chaque individu, mais aussi des amateurs, en grand nombre. La taxonomie est une science complexe et extrêmement chronophage. Les meilleurs dans cette discipline sont souvent des passionnés. C'est le cas de Luigi Romani, diététicien en Italie. Il offre ici son expertise gratuitement en échange du gîte et du couvert. Un à un, il regarde les mollusques, dont certains mesurent moins d'un millimètre, pour déterminer leur identité. « Je suis tombé dedans tout petit, en ramassant les coquillages sur la plage, explique-t-il. Ensuite, je n'ai jamais arrêté. » Les journées sont longues et fastidieuses. Elles commencent à l'aube et finissent bien après la nuit tombée. Mais Luigi, comme tous les autres, ne semble en retirer que du plaisir. L'ambiance est même très agréable, et rappelle celle d'une colonie de vacances. Un trombonescopie est accroché au mur, accompagné de mini-biographies. « La photo a été prise avant ma thèse, plaisante ainsi une jeune chercheuse. J'avais encore de l'espoir pour l'avenir ! »

Sous une tente à l'extérieur, huit spécialistes trient les bacs de coquillages passés par quatre tamis. Armés d'une petite pince, ils isolent mollusques et crustacés. « Dans la plupart des cas, c'est facile », explique l'un d'eux. « Là, par exemple », dit-il en pointant du doigt un pot contenant une dizaine de coquillages qui ressemblent à des bigorneaux, « on sait que c'est monospécifique (qu'il n'y a qu'une seule espèce). On a déjà le matériel pour extraire le génome. On va pouvoir les rejeter à la mer. Mais il y a de nombreux cas qui demandent une tout autre expertise. »

C'est le cas des ascidies, ces petits animaux fixés au fond de la mer. Ils sont constitués de trois poches, les unes imbriquées dans les autres. La dernière poche forme une sorte de tunique solide avec deux membranes qui permettent de faire entrer l'eau pour se nourrir et respirer, puis de la faire ressortir. Wilfried Bay-Nouailhat, lui aussi amateur, est spécialiste de ces étranges animaux. « Avant tout, c'est très délicat de le récupérer, elles ne sont pas pêchées par bateau, mais directement par des plongeurs. On donne des consignes très précises pour ne pas les abîmer et les tuer ! explique-t-il. Pour déterminer l'espèce, dans de nombreux cas on est obligé d'ouvrir la carapace pour découvrir l'intérieur. Si l'ascidie n'a pas encore été recensée, on l'envoie pour le prélèvement génétique. »

« On s'est fixé comme objectif de séquencer le génome de 4500 espèces. Un total à la fois extrêmement ambitieux, mais réaliste »

Bertrand Bed'Hom Professeur au Muséum national d'histoire naturelle

Sur la table d'à côté, la raie tachetée vient d'être endormie. Elle est ensuite euthanasiée. Katia Ortiz vétérinaire au MNHN, commence par réaliser une ponction pour prélever du sang. « C'est ici qu'on retrouve le plus de matière génétique », commente Hugues Roest Croliius. Des morceaux de muscle, de cerveau, de foie ou d'autres organes sont aussi récupérés. Des fragments d'environ 300 mg sont déposés dans un petit tube qui est instantanément déposé dans une glacière qui contient de l'azote liquide, maintenant une température à près de -196°C et garantissant une congélation instantanée pour la préservation du matériel génétique. Dans quelques jours, l'ensemble sera transporté au Genoscope d'Evry. L'ADN sera extrait des tissus puis séquencé. La séquence du génome de la raie rejoindra la nouvelle collection d'ATLASa.

« Le potentiel que nous réserve ce futur atlas est encore sous-estimé », juge Hugues Roest Croliius. Depuis une dizaine d'années, le séquençage génétique a fait des progrès exceptionnels ! On s'inscrit, ici, dans une démarche européenne, avec le European Reference Genome Atlas qui vise à recenser le génome des 200 000 espèces connues d'Europe continentale. » Dans un premier temps, établir un tel atlas répond à des objectifs de conservation et de

protection de la biodiversité. Les prélèvements de trace d'ADN dans l'environnement permettent de visualiser l'état de la faune et de la flore en mesurant le résidu de matériel génétique que l'on appelle ADN environnemental. La comparaison de ces relevés dans le temps avec des ADN de référence permettra d'établir l'inventaire complet des animaux présents dans un territoire donné et d'en mesurer l'évolution. « L'analyse génétique permet aussi de surveiller certains biais de conservation, continue Hugues Roest Croliius. Il arrive que certaines espèces donnent l'impression d'une abondance, mais avec un patrimoine génétique très faiblement diversifié. Dans ce cas, le groupe est très fragile, car un virus ou un champignon pourrait les décimer tous. Alors qu'à l'inverse, un petit groupe avec un patrimoine génétique riche, peut avoir plus de chance de survie dans une même situation. » Le changement climatique et les activités humaines bouleversent aussi les aires de répartition. Des espèces invasives envahissent les habitats des autochtones. « Parfois, il y a un remplacement total, d'autre fois il y a des hybridations, ajoute le spécialiste. La génétique permet de surveiller ces éventuels mélanges. »

Car les espèces ne sont pas figées. Elles ne sont qu'une photographie à un instant T d'un paysage modelé par la sélection naturelle. La définition même du concept d'espèce dépendra de la discipline dans laquelle on se place. En biologie, la notion s'arrête sur la question de la reproduction. Mais c'est une définition imparfaite, car de nombreuses espèces différentes parviennent à se reproduire entre elles. D'un point de vue taxonomique, ce sont souvent des marqueurs morphologiques qui sont pris en compte. Mais, là encore, il n'y a souvent pas de limite franche tracée entre deux espèces. Il s'agit d'un continuum, et quand on se situe à la frontière de deux groupes, au début du phénomène de spéciation, les contours sont un peu flous. Connaître les génomes précis de toutes les espèces permet de comprendre les liens qui unissent les unes aux autres et de redessiner l'arbre du vivant. « Notre but à terme est également de mettre en relation le génome avec l'apparence des animaux », précise Hugues Roest Croliius. Nous avons un projet de numérisation 3D des poissons récupérés. En comparant l'ensemble des génomes avec les traits de caractère partagés entre les espèces, on espère pouvoir déterminer le rôle de certains gènes qui pourraient être commun entre différentes espèces. On peut même envisager que ce projet nous mette sur la piste de solutions médicales en nous aidant à mieux comprendre le fonctionnement du vivant. »

Ce recensement peut également permettre de redessiner le génome d'animaux ou de plantes disparues depuis des millions d'années, et de comprendre un peu mieux ceux et celles qui, à l'instar des dinosaures, ont peut-être le temps bien avant que l'humanité n'apparaisse. C'est toute la force d'un projet comme celui-ci qui rend vivante la fondation de nouvelles connaissances. Les perspectives qui s'ouvrent sont un peu grisantes et nous offrent aussi le droit de rêver. ■

ARTCURIAL

// Motorcars



AUTOMOBILES SUR LES CHAMPS
dont la succession André Trigano

Vente en préparation - Dimanche 27 octobre 2024

Clôture du catalogue +33 (0)1 42 99 20 73
Fin septembre motorcars@artcurial.com

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés :
nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

mariages

M^{re} Patrice GENEST
et Mme, née Isabelle
Bouvet de la Maisonneuve,

M. Yves MALACHANNE
et Mme, née
Françoise Bermond,

sont heureux de vous faire part
du mariage de leurs enfants

Guillaume et Cécile

célébré le 29 août 2024,
en la chapelle
Notre-Dame-de-l'Assomption,
à Mandelieu-la-Napoule
(Alpes-Maritimes),
dans l'intimité
de leur proche famille.

naissances

M. Guy MAILLANT
et Mme, née
Marie-Agnès Pexet de Corval,

M. Gérard GUEUGNON
et Mme, née Anne Deltombe,
ont la joie d'annoncer
la naissance de

Héloïse

le 27 mai 2024, chez
Benoît et Sibylle MAILLANT

La vicomtesse
de PONTON d'AMÉCOURT

Mme Guy de LAPORTE

ont la joie d'annoncer
la naissance de leur petite-fille

Olivia

sœur d'Achille et Joseph,
le 28 août 2024, chez
Stanislas et Constance
de LAPORTE

conférences

Les Mardis de la Philo

Dès le 17 septembre, à 9 h 30,
chaque mardi,
20 nouveaux sujets :

- Religion et liberté
Bertrand Vergely,
- Lire les philosophes
Éric Fiat,
- De la responsabilité
à la liberté
Charles Wolff,
- L'expérience esthétique
Charles Pépin,
- Sociologie de l'art
contemporain
Nathalie Heinich,
- La vérité
Camille de Villeneuve,
- Les mythes platoniciens
Heinz Wismann,
- La frénésie du bonheur
Luc Ferry,
- Neuromania
Albert Moukheiber,
Cynthia Fleury,
- Vitalité des croyances
Gérald Bronner,
- De l'indifférence
à la différence
Mazarine M. Pinget,
- Philosophie de la laïcité,
Pierre-Henri Tavoillot,
- Les héritiers
de saint Augustin
Pierre Descotes,
- Hegel : la découverte
de l'histoire
Marcel Gauchet,
- Descartes et le cartésianisme
Dan Arbib,
- Pourquoi apprendre ?
Camille Dejardin,
- Repenser le mal
Olivier Dhilly.

Les conférences ont lieu
aux Facultés Loyola Paris,
35 bis, rue de Sèvres, Paris (6^e),
et in visio.
Pour en savoir plus :
06 77 66 09 55,
www.lesmardisdelafranco-philosophie.com
Podcasts :
www.mercisocrate.com

deuils

Le Pecq (Yvelines).

Laurent et Fabien d'Aumale,
ses fils,

ont la douleur
de faire part du décès de

Mme Catherine d'AUMALE
née Robles,

survenu le 5 septembre 2024,
à l'âge de 79 ans, munie
des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Wandrille, au Pecq,
le jeudi 12 septembre, à 14 h 30.

Laure, Jean, Antoine
et toute la famille Barbizet

ont la profonde tristesse
de faire part du décès de

Claudine BARBIZET
née Segard,

survenu le 1^{er} septembre 2024,
dans sa 98^e année.

La cérémonie aura lieu
le jeudi 12 septembre, à 10 h 30,
en la salle de la Coupole
du cimetière du Père-Lachaise,
à Paris (20^e).

Saint-Gérons (Cantal).

Mme Michel Baritou,

Géraud Baritou (+),
François Baritou
et Émilie Duphil,
Jean-Luc et Lauraine Simondi,
Olivier Baritou,
Nicolas et Claire de Gourcy,
Jean et Céline Baritou,
Henri et Agnès
d'Armagnac de Castanet,
ses enfants,
ses petits-enfants,
son arrière-petite-fille
vous font part
du rappel à Dieu de

M. Michel BARITOU

le 30 août 2024.

La cérémonie religieuse
a été célébrée
le mardi 3 septembre,
en l'église Saint-Martin
de Laroquebrou.

« La Margide »,
15150 Saint-Gérons.

Marie-France Chigot,
son épouse,
Marie-Laure et Charles
Fleming,
Valérie Chigot
et Dominique Cardon,
ses filles et gendres,
Annabel, Hélène et Théo,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

professeur Jean-Paul CHIGOT
chirurgien
des Hôpitaux de Paris,

survenu le 2 septembre 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Médard, à Paris (5^e),
le mardi 10 septembre, à 10 h 30.

Des dons à l'Association
médicale franco-asiatique
www.amfa-france.com
Cet avis tient lieu de faire-part.

Illzach (Haut-Rhin).

Raymonde Breniaux,
son épouse,

Isabelle Breniaux,
Jean-Jacques et Julie Breniaux,
Philippe et Audrey Breniaux,
Marie-Hélène et Brice Tillaud,
ses enfants,

Titouan, Louison, Eve, Axelle,
Kathleen, Ninon, Charlie,
Delphine et Romain,
ses petits-enfants,

ont la douleur
de faire part du décès de

Jean BRENIAUX

colonel (c.r.),
ingénieur
aux Mines domaniales
de potasse d'Alsace (MDPA),

survenu le 1^{er} septembre 2024,
à l'âge de 85 ans, à Mulhouse.

La cérémonie religieuse
a été célébrée en l'église
Saint-Jean-Baptiste, à Illzach,
le vendredi 6 septembre.

L'inhumation aura lieu
ce samedi 7 septembre,
à 10 h 30,
au cimetière de Brainans.

Ni fleurs ni couronnes,
mais des dons à l'Eglise
sont préférés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Florent Desfosses,
ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

et toute la famille

font part du rappel à Dieu de

Mme Yvette DESFOSSES
née Thessier,

le 4 juillet 2024,
à l'âge de 89 ans.

Les obsèques ont eu lieu
dans l'intimité familiale.

15, rue Dulac, 75015 Paris.

C'est avec une profonde
tristesse que

son épouse Édith,
ses enfants,
Renan, Aude et Loïc,
ses petits-enfants,
Alexis, Maëlle, Armand,
Héloïse et Émile,
ses arrière-petits-enfants,
Rafael, Marceau, Roxane
et Anna,
les familles Boissel-Dombreval,
Le Bail et Jégou

vous font part du décès de

Pierre-Yves DOMBREVAL

né le 8 janvier 1933,
ancien commandant de bord
de la compagnie Air France.
Il a rejoint paisiblement
et définitivement
le ciel qu'il a tant aimé
le 28 août 2024,
à l'âge de 91 ans.

Un dernier hommage lui a été
rendu dans l'intimité familiale.

La famille remercie
toutes les personnes
qui s'associeront à sa peine.

Édith Dombreval,
28, avenue Diderot,
92330 Sceaux.

M. et Mme Philippe Ducamp,
le professeur et Mme
Gérald Marit,
le docteur Béatrice
Ducamp-Harvey,
M. et Mme Bruno Ducamp,
M. Emmanuel Ducamp,
M. et Mme
Christophe Ducamp,
ses enfants et beaux-enfants,

Xavier et Ariane Ducamp,
Marion et Yvor Karker,
Diane et Rodolphe Tissier,
Alexandre et Rebecca Ducamp,
Guillaume et Lauriane
Marit-Viallon,
Lucie Marit,
Timothée Harvey
et Josien Verbrugge,
Solène Harvey
et Frédéric Perret,
Astrid Harvey,
Judith et Augustin Lejeune,
Jennifer et Maciej Piwowarski,
Raphaël et Thibaut Ducamp,
Louis, Amandine et Camille
Ducamp,
ses petits-enfants,

Elise, Clément, Hanif, Margot,
Martin, Ava et Arthur,
ses arrière-petits-enfants,
Mme Claude Foucry,
Mlle Catherine Pauly,
la comtesse du Chaylard,
Mme Guy Charpentier,
ses sœurs et belle-sœur,

Mlle Catherine Foucry,
les familles Foucry, Taïthe,
Garnier, du Chaylard,
Latraille, Combette de Rymon,
Chauvin, Mathieu, Manuel,
Felisa, de Longeaux
Brunet du Guillier,
Gautier, Motnault, Lelégard,
Soret, Charpentier, Remucci,
Passet, Chevasson, Gajard,
Rabot, Frégier, Savoyaud,
Corby, Leclerc, Gomart
et Varin,
ses neveux, nièces et cousins,

Lerma Reyes,
Nimfa Pitalgo
et Celia Athlea,
ses fidèles auxiliaires,
ont la grande tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Mme Jean DUCAMP
née Nicole Pauly,

le 4 septembre 2024,
dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Lourdes
de Chaville (Hauts-de-Seine),
le mardi 10 septembre,
à 14 h 30,
solvée de l'inhumation
au cimetière de Chaville.

Ni fleurs ni couronnes,
des dons à l'association
Simon de Cyrène.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Éthel Duplat,

son épouse,

Bertrand, Sylviane,
ses enfants,

Cynthia, Hadrien,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Alain DUPLAT

survenu le 31 août 2024,
à l'âge de 81 ans.

Une cérémonie aura lieu
au cimetière
du Mont-Valérien, à Nanterre,
le lundi 9 septembre, à 13 h 15.

AGUTTES

Vente en préparation
ARTS D'ASIE
Mardi 3 décembre 2024

Clémentine Guyot
+33 (0)1 47 45 00 90 - guyot@aguttes.com

Catherine Dordet,
son épouse,

Sandra, Nicolas, Antoine,
ses enfants,

Lola, Raphaël, Jules, Maya,
Léopold et Gabriel,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Patrice DORDET

le 5 septembre 2024,
à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le jeudi 12 septembre, à 10 h 30,
en l'église Saint-Pierre,
à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

familledordet@gmail.com

Mme François Duchêne,
son épouse,

Jacques et Cécile Duchêne,
Béatrice et Hubert Reynier,
Marie et Laurent
de Montmorillon,
Hélène et Christopher White,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Commissaire général
François DUCHÈNE

chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

à Montluçon,
le 2 septembre 2024,
à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 10 septembre,
à 14 h 30,
en l'église Saint-Symphorien
de Versailles,
suivie de l'inhumation,
dans l'intimité,
au cimetière Montreuil
de Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Neuve-Notre-Dame,
78000 Versailles.

maduchene@wanadoo.fr

Bertrand Durand de Corbiac,
son époux,

Paul Durand de Corbiac,
son fils,

Hughes et Xavier Thoré,
ses frères,

toute sa famille et ses amis

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Catherine
DURAND DE CORBIAC

née Thoré,

le lundi 2 septembre 2024,
à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 12 septembre, à 10 h 30,
en la paroisse Sainte-Cécile,
à Boulogne-Billancourt
(Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dominique Piwnica,
son épouse,

Neil et Danièle Fournier,
son fils et sa belle-fille,

Sandrine Asseraf,
Muriel et Arthur Lacre,
ses beaux-enfants,
et leurs enfants,

Stella et Roger Aillaud,
sa sœur et son beau-frère,

la famille Piwnica

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Colin FOURNIER

professeur émérite
d'architecture et d'urbanisme,
University College London,

survenu à Paris,
le 4 septembre 2024,
à l'âge de 79 ans.

Les obsèques auront lieu
le mardi 10 septembre,
à 15 heures, au cimetière
parisien de Bagneux
(Hauts-de-Seine),
45, avenue Marx-Dormoy.

Paris (16^e).

Simone Hainault,
née de Gélis,
son épouse,

Catherine, Jean-Marc,
Mariella, Élisabeth,
ses enfants, et leurs conjoints,
ses petits-enfants
et ses arrière-petits-enfants

ont le profond chagrin
de faire part du décès de

Bernard HAINAULT

survenu le 5 septembre 2024,
à Paris (16^e).

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Sainte-Cécile,
à Boulogne-Billancourt
(Hauts-de-Seine),
le mercredi 11 septembre 2024,
à 10 h 30.

Résidence Nohée,
113-115, boulevard Suchet,
75016 Paris.

Mme André Hervé,
née Danièle Achener,
son épouse,

Alice et Yann,
ses enfants, et leurs conjoints,
Mathilde, Clémence et Pauline,
ses petites-filles,

ont la tristesse
de faire part du décès de

André HERVÉ

survenu le 30 août 2024,
aux Portes-en-Ré,
dans sa 81^e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le lundi 9 septembre, à 14 h 15,
en l'église Saint-Pierre,
à Neuilly-sur-Seine.

LE CARNET DU JOUR
suite en page 16



LE FIGARO
le carnet du jour

Les Triplés ont 40 ans cette année
et toujours un esprit d'enfant

Publiez votre annonce de naissance
et recevez en cadeau*
l'album de bébé des Triplés
illustré par Nicole Lambert

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

* Offre valable du 07/09/24 au 31/12/24, dans la limite des albums disponibles

Offre
exclusive

François-Xavier Hepp
à la douleur de vous annoncer
le décès de sa mère,

Marie-Annick HEPP
chevalier
de La Légion d'honneur,
survenu le 31 août 2024.

La messe sera dite
le jeudi 12 septembre, à 14 h 30,
en l'église Notre-Dame
de Vincennes.

L'enterrement aura lieu
au cimetière de Genêts (Manche),
le vendredi 13 septembre,
à 15 h 30.

Alain Hériard-Dubreuil
et Elisabeth Curtaud,
Olivier et Patricia
Hériard-Dubreuil,
Catherine et Patrick
Deschamps,
ses enfants,

Alexandre et Delphine
Hériard-Dubreuil,
Louis et Elodie
Hériard-Dubreuil,
Marie-Suan Curtaud,
Anne-Linh Curtaud,
Eugénie et Jean-Baptiste
Mérieux,
Victoire Hériard-Dubreuil,
Laetitia et Mathieu
Thomazeau,
Anne-Sophie Deschamps,
Edouard et Jade Deschamps,
Astrid et Hadrien Rey,
ses petits-enfants,

et ses 11 arrière-petits-enfants

ont la grande tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

**Mme Jacques
HÉRIARD-DUBREUIL**
née Odile Gellix,

le 5 septembre 2024,
dans sa 102^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le lundi 9 septembre,
à 15 heures,
en l'église d'Oradour
(Charente),
suivie de l'inhumation.

Le lieutenant-colonel
Guillaume
de Kerimel de Kerveno,
son époux,

Hortense, Félix, Maguelone,
Ralph, Brune et Melchior,
ses enfants,

le docteur Manuela Berne
et le général de division
Philippe Berne,
sœur Marie-Antoine,
Laurence et Laurent
Brossard,
ses sœurs et beaux-frères,

ont la profonde tristesse
de vous annoncer
le rappel à Dieu,
le 28 août 2024, de la

**vicomtesse Guillaume
de KERIMEL de KERVENO**
née Séverine Santa De Vos.

La cérémonie religieuse
a été célébrée
en l'église Saint-Germain
de Saint-Germain-en-Laye,
le mercredi 4 septembre.

L'inhumation a eu lieu
au cimetière Nord
de Strasbourg,
le jeudi 5 septembre.

Neuilly-sur-Seine
(Hauts-de-Seine).

Mme Dominique Labbé Kohler,
M. Pierre Labbé,
Mme Nicole
Labbé Demazure (†),
Mme Danielle
Labbé Vauquelin (†),
ses enfants,
ses 10 petits-enfants,
ses 20 arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Mme Symka LABBÉ
née Grubis,
veuve de
Raymond Labbé

le 3 septembre 2024,
dans sa 104^e année,
à Asnières-sur-Seine, munie
des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Jacques,
167, boulevard Bineau,
à Neuilly-sur-Seine,
le mardi 10 septembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

pmjlabbeg@gmail.com

Port-Louis (Morbihan).
Suy-en-Brie (Val-de-Marne).

Yves, Anne, Xavier,
ses enfants,
ses petits-enfants
et toute la famille

font part du rappel à Dieu de

M. Camille LOTERIE

dans sa 94^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église de Port-Louis,
le mardi 10 septembre 2024,
à 14 h 30.

La vicomtesse Charles
Le Sellier de Chezelles,
son épouse,

le vicomte Richard
Le Sellier de Chezelles,
Mme Aurélie
Le Sellier de Chezelles,
LL.AA.SS. le prince
et la princesse Alexander Otto
de Windisch-Graetz,
ses enfants,

le baron Stanislas
de La Gorgue de Rosny,
S.A.S. la princesse
Elisabeth-Marie
de Windisch-Graetz,
S.A.S. la princesse
Hermine de Windisch-Graetz,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu du

**vicomte Charles
LE SELLIER de CHEZELLES**

le 3 septembre 2024, muni
des sacrements de l'Eglise.

La messe de funérailles
aura lieu dans
la stricte intimité familiale,
le mercredi 11 septembre 2024,
à laquelle vous êtes invités
à laquelle vous êtes invités

36 Egerton Crescent,
London SW3 2EB.

Le comte et la comtesse
Philibert de Manneville
et leurs enfants,
Clémence et Bricac,
M. et Mme Frédéric Prévost
et leurs enfants,
Armand et Eloi,
ses enfants et petits-enfants,

ont l'immense douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de la

comtesse de MANNEVILLE
née Laurence de Chabot,

dans sa 94^e année.

La messe a été célébrée
le 30 août 2024,
en l'église Saint-Anastase,
à Nonvillers-Grandhous
(Eure-et-Loir)
et a été suivie de l'inhumation
dans l'intimité familiale.

Nantes. Val-d'Oust,
Le Roc-Saint-André,
Forges-de-Lanoue
(Morbihan).

Mme Hervé de Miniac,
née Bernadette Levesque,
son épouse,

M. et Mme Thibaut Pichon,
M. et Mme Michel de Miniac,
frère Mériades de Miniac, osb,
prieuré Saint-Benoît
de Palendriat (Lituanie),
le colonel et Mme Axel Girard,
ses enfants,

Maylis et Frédéric Lafon,
Cécile et Pierre Baisle,
Marguerite et Arthur Maringe,
Théophile et Anne-Charlotte
Pichon,
Clotilde Pichon,
Ombeline et Tristan
Thillaye du Boullay,
Baudouin et Ségolène
de Miniac,
Arnaud et Jeanne de Miniac,
Alexis de Miniac,
Sybille, Marion, Gabriel,
Albane et Charles Girard,
ses petits-enfants,

se 8 arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

M. Hervé de MINIAIC
ingénieur ENSAR
(École nationale supérieure
d'agronomie de Rennes),

le mercredi 4 septembre 2024,
à Nantes, dans sa 91^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 12 septembre 2024,
à 11 heures, en l'église
du Roc-Saint-André,
à Val-d'Oust,
suivie de l'inhumation
au cimetière des Forges.

Des messes et des offrandes
peuvent être offertes
à l'œuvre des monastères
(Saint-Benoît de Palendriat
en Lituanie).

Mario Nobili,
son époux,
Simón Nobili,
son fils,
Fiona et Eileen Nobili,
ses petites-filles,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Fernanda NOBILI
née De Alessi,

le 4 septembre 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 11 septembre,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Honoré d'Eylau,
66 bis, avenue
Raymond-Poincaré, Paris (16^e).

Nicole Margot-Ducloot,
née Vernaz, son épouse,

Alexandre et Florence,
Victor et Isabelle,
Louis,
ses enfants,

Hannah, Gabriel, Martin,
ses petits-enfants,

Gilles Margot-Ducloot,
son frère,
Anne et Jean-Hervé Colle,
sa sœur et son beau-frère,
et leurs enfants

ont la profonde tristesse
de vous faire part du décès de

Jean-Luc MARGOT-DUCLOOT

le 3 septembre 2024,
à l'âge de 77 ans.

Un hommage lui sera rendu
le mardi 10 septembre,
à 14 h 30,
en l'église Saint-Dominique,
rue de la Tombe-Issoire,
Paris (14^e).

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité, au cimetière
de Crots (Hautes-Alpes).

famille@margot-ducloot.fr

Alexej et Andrea,
ses enfants,
Berline Seyneur,
sa compagne,
M. et Mme Olivier Orban

ont la tristesse
de faire part du décès de

Patrick ORBAN

survenu le 11 août 2024,
dans sa 82^e année.

Jean et Alix Perrachon,
Nicolas Perrachon
et Michaël Badesco,
Caroline et Charles Gautier,
Étienne et Catherine
Perrachon,
ses enfants,

ses petits-enfants
et ses arrière-petits-enfants

ont la grande tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu,
le lundi 2 septembre 2024, de

M. Jacques PERRACHON
1927-2024,
chevalier
de la Légion d'honneur,
commandeur
du Mérite agricole,

muni des sacrements
de l'Eglise.

La messe d'À-Dieu
sera célébrée
en l'église Saint-Maurice
de Fouquebrune (Charente),
le mardi 10 septembre,
à 15 heures.

Mme Henri Poulain,
née Hélène Guyot,
son épouse,

Bertrand et François,
ses fils,
et leurs épouses,

ses petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu d

docteur Henri POULAIN

dans sa 89^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le samedi 14 septembre 2024,
à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-l'Assomption-
de-Passy,
88, rue de l'Assomption,
à Paris (16^e).

L'inhumation
aura lieu au cimetière
de Pontaurum (Puy-de-Dôme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Bruno Raguet,
Mlle Sophie-Marguerite
Raguet,
M. et Mme Georges-Antoine
Raguet,
ses enfants,

Charles-Antoine et Cécile
Schwerner,
Alexis Raguet,
Stanislas et Maylis Le Corre,
Baudouin, Ombeline, Laetitia,
Sybille et Pia Raguet,
ses petits-enfants,

ses quatre
arrière-petits-enfants,

M. et Mme Philippe Beauvalia,
Mme André Bonneton,
M. et Mme Guy Froment,
belle-sœur et beau-frère,

font part du rappel à Dieu de

Mme Jacques RAGUET
née Marie-Joséphine Beauvalia,

le 30 août 2024, à Paris,
dans sa 91^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la chapelle
Sainte-Bernadette,
4, rue d'Autreuil, à Paris (16^e),
le mardi 10 septembre,
à 14 h 30.

Melun (Seine-et-Marne).

Sa famille
à l'immense tristesse
de faire part du décès de

M. Claude ROTY
président
du conseil d'administration
de la Caisse primaire
d'assurance maladie
de Seine-et-Marne
de 1996 à 2001
et, durant cette mandature,
administrateur de l'Association
Marie-Lannelongue,

survenu le 6 août 2024,
à l'âge de 93 ans,
à Nemours (Seine-et-Marne).

Isaure d'Archimbaud-Rouget,
son épouse,

François-Xavier Rouget
et Sindy Brancourt,
Anne-Sophie et Antoine
Bartholoni,
Caroline Rouget
et Valentin Gillet,
ses enfants et leurs conjoints,
Benjamin, Marion, Zoé
et Astrid,
ses petits-enfants,

Mme Francis Papillon,
sa belle-mère,

Iris et Carl Massomeau,
ses beaux-enfants,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Pascal ROUGET

le 6 septembre 2024.

Une cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Honoré d'Eylau,
64 bis, avenue
Raymond-Poincaré, Paris (16^e),
le vendredi 13 septembre 2024,
à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes,
des dons à <https://dons.jeanne-garnier.org>

Cet avis tient lieu de faire-part.

Isaure d'Archimbaud-Rouget,
26, rue de la Paisanderie,
75116 Paris.

Ses belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
ses amis

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu,
le 7 août 2024, du

docteur Jean-Pierre ROULAUD

dans sa 97^e année.

L'inhumation a eu lieu
dans l'intimité familiale.

Une messe d'action de grâce,
associant le souvenir
de son épouse,
Christiane, née Gravas,
rappelée à Dieu le 14 juin 2024,
sera célébrée
le samedi 14 septembre 2024,
à 10 h 30, en la chapelle haute
de l'église Saint-Pierre
de Neuilly-sur-Seine,
1, boulevard Jean-Mermoz.

François MATTER

décédé le 24 juin 2024.

Une messe à l'intention de la

**comtesse
Aymon de SOLAGES**
née Marie-Eliane
de Froidefond des Farges,

décédée le 27 juillet 2024,

sera célébrée
le vendredi 4 octobre, à 18 h 45,
en l'église Saint-Jean-Baptiste-
de-La-Salle, Paris (15^e).

À l'intention et à la mémoire
des bienfaiteurs, donateurs
et testateurs de la

**Fondation Saint Matthieu
pour l'École catholique**

une messe sera célébrée
par le père Laurent
Stalla-Bourdillon,
le jeudi 19 septembre 2024,
à 11 h 30,
en la chapelle située,
76, rue des Saints-Pères,
à Paris (7^e)
(métro Sévres-Babylone
ou Saint-Sulpice,
parking Sévres-Babylone).

La Fondation sera heureuse
de vous y accueillir et vous
remerciera de vous associer
à ses prières.

donateur
@fondation-st-mathieu.org

**messes
et anniversaires**

Aux mois de septembre 1994
et septembre 2011

Christine ROUVILLOIS

et sa fille,

Diane du FRAYSSEIX

nous réunissent.

Nous pensons fort à elles.
Priions pour elles.

Une messe sera dite
à leur intention
le dimanche 15 septembre 2024,
à 11 heures,
en l'église de Mouguerre
(Pyrénées-Atlantiques).

vous font part de l'entrée
dans la Lumière de Dieu,
le 23 juillet 2024, de

Jacqueline d'USSEL, sfx

Une messe d'action de grâce
sera célébrée à son intention
par le père Michel Fédon, sj,
le mardi 1^{er} octobre, à 18 h 30,
en l'église Saint-Pierre
de Neuilly-sur-Seine.

Olivia Lagache,
son épouse,

Virgile, Lili, Luce et Elala,
ses enfants et sa belle-fille,

Anne-Marie Lamotte,
sa mère,

Marcel et Florence Tirard,
son père et sa belle-mère,

Virginie et Francis Zennou,
sa sœur et son beau-frère,

Samantha et Jérémy,
sa nièce et son neveu,

et ses fidèles amis

ont la profonde tristesse
de vous faire part du décès de

Laurent TIRARD

survenu le 5 septembre 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 11 septembre,
à 10 heures, en l'église
Saint-Germain-des-Près,
Paris (6^e).

remerciements

Son épouse,
la baronne Alain Guillaume,
ses enfants,
Élisabeth, Jean-Charles,
Marie-Célie et Alexandra,
avec leurs conjoints,

très touchés des marques
de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès,
le 22 août 2024, du

baron Alain GUILLAUME
ambassadeur
de S.M. le roi des Belges,
commandeur de l'ordre du
Saint-Sépulcre de Jérusalem,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

messes

Une messe sera célébrée
en l'église Saint-Jean-Baptiste
de Gaillac-d'Aveyron,
ce samedi 7 septembre 2024,
à 15 h 30, à l'intention de

Bénédicte FABRE MULLER

décédée le 27 août 2024.

299€ pour 6 mois

au lieu de 629,40€

Un culte d'action de grâce
sera célébré
le samedi 14 septembre,
à 14 h 30,
en l'église protestante unie
de Pentemont-Luxembourg,
106, rue de Grenelle, Paris (7^e),
à l'intention de

François MATTER

décédé le 24 juin 2024.

Une messe à l'intention de la

**comtesse
Aymon de SOLAGES**
née Marie-Eliane
de Froidefond des Farges,

décédée le 27 juillet 2024,

sera célébrée
le vendredi 4 octobre, à 18 h 45,
en l'église Saint-Jean-Baptiste-
de-La-Salle, Paris (15^e).

À l'intention et à la mémoire
des bienfaiteurs, donateurs
et testateurs de la

**Fondation Saint Matthieu
pour l'École catholique**

une messe sera célébrée
par le père Laurent
Stalla-Bourdillon,
le jeudi 19 septembre 2024,
à 11 h 30,
en la chapelle située,
76, rue des Saints-Pères,
à Paris (7^e)
(métro Sévres-Babylone
ou Saint-Sulpice,
parking Sévres-Babylone).

La Fondation sera heureuse
de vous y accueillir et vous
remerciera de vous associer
à ses prières.

donateur
@fondation-st-mathieu.org

**messes
et anniversaires**

Aux mois de septembre 1994
et septembre 2011

Christine ROUVILLOIS

et sa fille,

Diane du FRAYSSEIX

nous réunissent.

Nous pensons fort à elles.
Priions pour elles.

Une messe sera dite
à leur intention
le dimanche 15 septembre 2024,
à 11 heures,
en l'église de Mouguerre
(Pyrénées-Atlantiques).

Cultiver sa liberté, c'est cultiver sa curiosité.



Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end.

Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

299€ pour 6 mois
au lieu de 629,40€

LE FIGARO
La culture de la liberté depuis 1826

ABONNEZ-VOUS AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à :
LE FIGARO ABONNEMENT
45 avenue du Général-Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX

☐ **OUI, je m'abonne à la Formule CLUB pour 299€**
au lieu de 629,40€, soit 52% de réduction. Je
reçois pendant 6 mois Le Figaro du lundi au samedi,
accompagné des cahiers thématiques et des
magazines du week-end. J'accède à leurs versions
numériques et aux hors-séries culturels ainsi qu'aux
applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Tél. portable : _____ pour améliorer le suivi
de votre livraison

**Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable
de compléter votre adresse mail :**

E-mail : _____
en majuscules

Je joins mon règlement par : Date et signature : _____

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Figaro

☐ CB N° _____

Expire fin : _____ **FAP2401**

Offre métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2024. Les tarifs sont révisables à l'issue de chaque année d'abonnement. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues



Les joueurs du RC Vannes célèbrent leur victoire face au FC Grenoble lors de la finale de Pro D2, le 8 juin, au stade Ernest-Wallon de Toulouse.

DAMIEN RUANDI/PIVA AFP

Vannes en Top 14 : la folie ovale gagne la Bretagne



PAR
Arnaud Coudry
Envoyé spécial à Vannes

La rentrée des classes a sonné pour le rugby français. Avec un air de changement pour cette saison 2024-2025. Un petit nouveau a intégré la classe des meilleurs élèves, le Rugby Club Vannes, premier club breton à accéder au Top 14, avec des débuts en fanfare ce dimanche soir contre le champion de France en titre, Toulouse. Un vent de fraîcheur dans l'élite du rugby français qui ressemble quasiment, pour beaucoup d'observateurs, à une ligue fermée et élitiste.

Début juin, au stade Ernest-Wallon de... Toulouse, le club morbihannais, fondé en 1950, remportait, face à Grenoble (16-9), la finale de Pro D2, l'antichambre de la première division, et se donnait le droit de monter à l'étape supérieure. Passé les festivités de ce moment historique, il a vite fallu basculer sur la préparation de l'exercice suivant. À peine trois mois pour changer de dimension et voir plus grand. « La montée en Top 14 est l'aboutissement de tout un travail depuis de nombreuses années. Il y a de l'excitation à arriver dans le championnat le plus attractif du monde, le plus spectaculaire, celui où l'adversité est sûrement la plus forte », nous confie Martin Michel, le directeur général du club.

En un temps record, le budget du RCV a été gonflé de manière spectaculaire, quasiment doublé, passant de 13 à 20 millions d'euros. Un impressionnant effort des partenaires du club, qui sont plus de 600 à permettre à l'équipe phare du rugby en Bretagne d'exister. « Il y a aussi de l'anxiété parce qu'on reste le plus petit budget du Top 14, il a fallu changer de prisme en quelques semaines, poursuit le dirigeant vannetais. On a envie d'exister dans ce championnat, on ne débarque pas en victimes. On maîtrisait pleinement la compétition de Pro D2, dans tous ses standards, notre groupe était arrivé à maturité. Il y avait un bon alignement des choses. Là, on pourrait se satisfaire de ce que l'on a fait, mais ça ne suffira pas. On va lutter pour ne pas descendre. En espérant que tout se passera bien. »

Dans ce court laps de temps, Vannes a rapidement dû songer à recruter, à se renforcer, pour étoffer un groupe qui avait fait ses preuves à l'échelon inférieur. Et de réussir quelques coups, en enrôlant notamment Kitione Kamikamica et Francis Saïli (anciens du Racing 92), ou encore Filippo Nakosi (Castres) et Tani Vilil (Bordeaux-Bègles). Mais le gros coup de l'été a été réalisé avec la signature de Mako Vunipola, le pilier international anglais aux 89 sélections, en quête d'un dernier défi à 33 ans après avoir brillé avec les Saracens. « Tous ces joueurs ont au moins une source de motivation individuelle pour performer. Certains sont en

Premier club breton à accéder à l'élite du rugby français, le Rugby Club Vannes débute sa saison dimanche par la réception du grand Stade Toulousain.

fin de carrière et veulent montrer qu'ils ne sont pas finis. D'autres sont sortis, à un moment donné, du système, et sont revanchards », détaille Jean-Noël Spitzer, l'entraîneur du club depuis 2005. Une longévité record dans le rugby professionnel pour celui qui va découvrir le très haut niveau à 50 ans.

Le technicien - qui avait repris la tête de l'équipe à seulement 31 ans, quand elle évoluait alors en Fédérale 2 (quatrième division) - revient sur le brutal coup d'accélérateur estival. « On a eu dix jours compliqués, le club n'était pas prêt à jouer le Top 14. Notre modèle économique ne nous le permettait pas : on est sur une économie réelle, on ne pouvait pas avancer les fonds, reconnaît-il. Notre recrutement s'est fait étape par étape avec différents sponsors qui ont pu rentrer dans le club. Juste après la finale, la seule variable que l'on avait, c'était l'augmentation des droits télé de l'ordre de 2 millions, ce qui est important pour nous. Ensuite, d'autres sponsors nous ont rejoints. Et la campagne d'abonnement nous a ensuite donné de la trésorerie. Cela nous a permis d'aller recruter. »

Cette montée en Top 14 s'est accompagnée d'une véritable folie pour suivre les aventures des rugbymen vannetais. Mi-juillet, le club breton a vu déferler une vague d'abonnements massive avec près de 50 000 demandes pour seulement 9 000 heureux (contre 5 000 abonnés l'an passé) au stade de la Rabine, situé en centre-ville, mais qui ne peut accueillir « que » 12 000 personnes. À l'époque, le serveur informatique du RCV avait carrément buggé devant le nombre de connexions... Et une partie des places restantes pour le grand public, mises en vente fin août, se sont arrachées : les 1300 séances mis sur le marché avaient trouvé preneur en seulement vingt minutes. Une évidence, Vannes est à l'étroit dans son enceinte. « Cela ne dépend pas de nous, mais on doit travailler sur l'évolution du stade, avance le DG Martin Michel. Il était bien adapté pour la Pro D2, mais il est limitant et limité pour le Top 14. Il y a un peu de frustration avec ce stade trop petit, il faut qu'on le fasse évoluer. Les collectivités vont continuer à nous accompagner. La maire de Vannes a

acté l'étude d'une tribune supplémentaire. Le projet n'est pas définitivement parti, mais il y a des vraies études qui sont en cours. »

Quid des rumeurs de délocalisation de matchs dans des stades plus grands, notamment au Roazhon Park de Rennes ? « Ce n'est pas à l'étude opérationnelle pour l'instant. Un jour, on va y réfléchir », explique le dirigeant breton. J'aimerais faire une fête du rugby en Bretagne dans un stade plus grand. Durant l'intersaison, on a eu beaucoup de sujets à traiter, et on l'a pour l'instant mis de côté. Mais on travaillera peut-être là-dessus dans les mois qui viennent. »

Car la ferveur autour du ballon ovale va bien au-delà de la préfecture du Morbihan. Elle gagne toute la Bretagne. « On a réussi à incarner une nouvelle aventure du sport breton. Cette accession au Top 14 est vraiment un exploit majeur du sport breton ces dernières années. La Bretagne et le rugby français méritent d'avoir un club au plus haut niveau », martèle Martin Michel. La belle aventure du RCV a déclenché un élan de sympathie et d'enthousiasme dans le milieu du rugby. Jean-Noël Spitzer souligne que « le parcours de Vannes parle aux amateurs du rugby. Ils ont l'impression de se reconnaître dans ce qu'ils ont pu vivre dans leurs clubs. Vannes était un club amateur il n'y a pas si longtemps ».

« On a envie d'exister dans ce championnat, on ne débarque pas en victimes. On maîtrisait pleinement la compétition de Pro D2, dans tous ses standards, notre groupe était arrivé à maturité. Il y avait un bon alignement des choses. Là, on pourrait se satisfaire de ce que l'on a fait, mais ça ne suffira pas. On va lutter pour ne pas descendre »

Martin Michel

Directeur général du Rugby Club Vannes

Et le RCV joue la carte locale, cultivant son identité bretonne. « Cette identité, on la ressent quand on voit le nombre de gens qui se déplacent de loin, certains font une heure et demie de voiture pour nous voir. Que ce soit à la Rabine ou à l'extérieur, on voit toujours des drapeaux bretons », apprécie le troisième ligne Karl Chateau. « Certains imaginent que c'est du marketing, mais ce n'est pas du tout le cas, poursuit Laurent Frétiégné, journaliste à Ouest France et auteur du livre *Légende bretonne*, qui revient sur la montée du club en Top 14. Il y a tous ces marqueurs forts que l'on voit avant les matchs : l'hymne breton - le Bro gozh ma

zadoù, qui est proche de l'hymne du pays de Galles - qui est entonné avant les matchs, un bagad accompagne également les joueurs à la sortie des vestiaires et à l'échauffement. Tout ce folklore, ce côté guerrier, est bien présent. »

Dans la salle de musculation du club, un slogan - emprunté au poète et écrivain Xavier Grall - est placardé en grand : « On ne naît pas breton, on le devient. » Les nouveaux venus sont rapidement mis dans le bain. « Cette identité bretonne, on essaie de l'inculquer aux nouveaux arrivants qui ne sont pas du coin. Le coach n'hésite pas à parler de l'histoire et des légendes bretonnes, raconte l'arrière Gwenaél Duplenn (31 ans), figure du club qui a gravi tous les échelons avec le RCV. On va aussi régulièrement à la rencontre des Bretons à travers des entraînements ou des événements délocalisés. Ça a été le cas quand on a été présenté le bouchier de Pro D2 dans plein de petits clubs de la région. C'est important pour nous de rester proches des gens, on essaie de garder cette proximité et cette simplicité avec le public. »

Reste une question essentielle : le Petit Poucet va-t-il pouvoir s'installer durablement dans l'élite ou va-t-il retourner rapidement en Pro D2 ? « Le rugby est un sport de caractère et le Breton a un peu de caractère, prévient Martin Michel. Il a aussi de la ténacité et de la pugnacité dans l'effort et dans l'engagement. On est des laborieux, des taiseux, des travailleurs. Il ne faut pas trop nous chauffer pour autant... Quand la Bretagne n'est pas contente, elle le fait savoir. » Gwenaél Duplenn reconnaît que le club « ne sait pas trop où il met les pieds. Il y aura sûrement un temps d'adaptation. On sait que ça va être dur, qu'on va perdre des matchs. On est passé de chasseur à chassé, ça va être compliqué. »

Au moment de défier l'ogre toulousain et sa constellation de stars, Jean-Noël Spitzer craint que « le risque soit d'être mangé par l'événement et le stress. C'est difficile de travailler en amont, c'est une situation nouvelle que l'on va connaître. Contre Toulouse, on n'aura pas la pression du résultat, on va ensuite à l'extérieur (au Stade Français), mais ce sera pour le troisième match que l'on va recevoir (face à Lyon) qu'on aura peut-être la pression du résultat. » Mais Gwenaél Duplenn lâche dans un petit sourire : « On va jouer contre les meilleurs joueurs du monde. Oui, c'est plus costaud, oui ça va plus vite. Mais on n'est pas là pour leur demander des selfies... » ■

1^{RE} JOURNÉE TOP 14

BAYONNE	samedi 14h30 C+	PERPIGNAN
CLERMONT	16h30	PAU
CASTRES	16h30	RACING 92
MONTPELLIER	16h30	LYON
BORDEAUX BÈGLES	21h05 C+	STADE FRANÇAIS
LA ROCHELLE	dimanche 17h C+	TOULON
VANNES 21h05 C+ TOULOUSE		

«Le centre a utilisé le “front républicain” contre le RN, pour former un gouvernement qui tient grâce au RN»

» Lire aussi **PAGES 2 À 6**

PROPOS RECUEILLIS PAR
Ronan Pichon

LE FIGARO. - Michel Barnier a été nommé à Matignon ce jeudi après deux mois d'attente. Peut-on parler d'un gouvernement techno bis ?
BENJAMIN MOREL. - Michel Barnier présente un profil intéressant : son passage à la Commission européenne et son rôle de négociateur du Brexit lui ont conféré une stature plus consensuelle, au-dessus des partis. En cela, il possède un profil à la Mario Monti, ce qui correspond effectivement à ce que l'on peut considérer comme un gouvernement technique. Pour autant, il a été parlementaire pendant plus de quinze ans, ce qui lui donne une connaissance approfondie du fonctionnement de la Chambre, un atout crucial en l'absence de majorité. Cependant, il est encore un peu tôt pour qualifier ce gouvernement. En effet, l'avantage d'un gouvernement technique ne réside pas tant dans les compétences des ministres que dans la désresponsabilisation des forces politiques qui en acceptent le principe. Les groupes politiques, n'ayant pas de membres dans un tel gouvernement, n'en assument pas le bilan. Comme n'y figurent pas non plus des membres des formations politiques opposées, on ne peut pas les accuser de se compromettre avec des individus ou des idées qu'ils prétendent combattre. À ce stade, il est trop tôt pour savoir si le gouvernement Barnier adoptera une telle configuration.

Michel Barnier est-il capable de contenir Renaissance et LR tout en conciliant le Rassemblement national sur l'immigration, et donc d'éviter une motion de censure ?

Les prises de position de Michel Barnier sur l'immigration, les traités européens et la Cour européenne des droits de l'homme peuvent effectivement résonner aux oreilles du RN. Toutefois, il ne faut pas se leurrer, il n'y aura sans doute pas de grands textes sur ce sujet dans les prochains mois, et le Rassemblement national ne soutien-

dra pas le gouvernement uniquement pour sa politique en matière d'immigration. Si le RN ne renverse pas le gouvernement, c'est qu'il y trouve un intérêt. La motion de censure n'est toutefois pas exclue. D'abord, Marine Le Pen a déclaré qu'elle attendrait le discours d'investiture. Ensuite, il est encore possible que les oppositions se cristallisent sur le budget. Le gouvernement se retrouvera alors face à un dilemme complexe : soit il tente de faire adopter le budget sans recourir à l'article 49.3, mais il est difficile d'imaginer quelle coalition pourrait se former pour le voter ; soit il engage sa responsabilité, mais il se peut alors qu'en décembre, il soit renversé, nous laissant sans budget ni gouvernement.

«Comment, demain, appeler au “front républicain” un électeur centriste quand Marine Le Pen lui rappellera que c'est grâce au Rassemblement national que nous avons un gouvernement et un budget, alors que la gauche votait les motions de censure ?»

Le gouvernement actuel sera-t-il dépendant du Rassemblement national ? Dans ce cas de figure, peut-on dire que le « cordon sanitaire » formé lors des élections législatives n'est qu'une fiction électorale ?

Quoi que certains puissent en dire et s'en défendre, si le gouvernement tient parce que le RN ne vote pas les motions de censure, il s'agit bien d'un soutien sans participation. Ainsi, le centre et LR auront utilisé le « front républicain » pour obtenir des députés, avec d'importants reports de voix de gauche, pour finalement former un gouvernement tenant grâce au Rassemblement national. On voit mal comment, à l'avenir, on pourrait ressusciter le « front républicain ».

Le Rassemblement national a évidemment intérêt à cette situation. S'il choisit de ne pas renverser le gouvernement, c'est parce qu'il y trouve un avan-

tage. En effet, si le gouvernement tient grâce au Rassemblement national, si le budget passe grâce au Rassemblement national, cela permettra au parti de franchir une étape supplémentaire vers la normalisation et la crédibilisation. Comment, demain, appeler au « front républicain » un électeur centriste quand Marine Le Pen lui rappellera que c'est grâce au RN que nous avons un gouvernement et un budget, alors que la gauche votait les motions de censure ?

Enfin, le RN devrait poser ses conditions. Ayant le doigt sur la gâchette de la motion de censure, il pourra, à tout moment, faire monter les enchères. C'est déjà le cas sur le mode de scrutin.

Le nouveau premier ministre est issu des Républicains, une formation politique qui a obtenu 5,41 % aux dernières élections législatives... n'est-ce pas problématique pour sortir la France de l'impasse politique ?

Le fait qu'il vienne de LR pourrait permettre d'engager davantage Les Républicains dans une logique de coalition, mais cela ne modifie que marginalement la donne. Emmanuel Macron a dissous l'Assemblée par crainte d'une possible, quoique très très incertaine, motion de censure LR sur le budget. Dans cette législature, LR est le seul groupe d'opposition qui semble devoir, finalement, s'abstenir sur toute motion de censure. Pour le reste, il ne faut pas s'attendre à un programme législatif très ambitieux. Le gouvernement pourrait subir une motion de censure à tout moment et plus il multiplierait les sujets de tension, plus ses soutiens pourraient vaciller. Au mieux, il faut s'attendre à un budget, une réforme du mode de scrutin et quelques textes n'obéissant pas aux clivages partisans traditionnels, comme la fin de vie. Quelle que soit l'identification des problèmes de fond du pays, le gouvernement Barnier n'aura sans doute pas la marge de manœuvre politique pour s'y attaquer. ■

* Benjamin Morel est maître de conférences en droit public à l'université Paris 2 Panthéon-Assas.

Dernier ouvrage paru : « Le Parlement, temple de la République. De 1789 à nos jours » (Éditions Passés/Composés, 2024).

BENJAMIN MOREL

L'ancien commissaire européen Michel Barnier a été nommé premier ministre ce jeudi. Pour l'universitaire*, le Rassemblement national est désormais l'arbitre de ce nouveau gouvernement.

Les défis à venir d'un premier ministre sur une ligne de crête

La nomination de Michel Barnier à Matignon est une bonne nouvelle, à condition qu'il ait les mains plus libres que ses quatre prédécesseurs. Elle suscite un espoir à l'image du nouveau premier ministre : raisonnable. Européen convaincu, gaulliste respecté à gauche, homme de dialogue ayant grimpé tous les échelons de la politique, d'élus locaux à commissaire européen, Michel Barnier est un Savoyard. Les métaphores vont filer ces jours-ci sur la ligne de crête qu'il lui faudra désormais prudemment arpentier pour éviter les motions de censure de la gauche insurrectionnelle, des chefs du Rassemblement national, et de tous ceux qui veulent faire tomber la France dans le ravin. Pour graver les sommets, Michel Barnier a démarré tôt (député à 27 ans en 1978) et pris son temps : dix ans pour faire gagner la candidature d'Albertville aux Jeux olympiques d'hiver, en 1992.

Hélas, le nouveau premier ministre n'aura ni le temps, ni le loisir d'avancer à pas comptés sur une ligne médiane molle. La ruine de nos finances publiques ; l'extrême fragilité d'un président ayant perdu la confiance du peuple ; l'envie d'en découdre à l'intérieur de notre société comme à l'extérieur de nos frontières, vont obliger le gouvernement Barnier à prendre des risques, et à agir vite. Au premier tour des législatives, 13 millions de voix se sont portées sur les listes des droites, et 9 millions sur les listes des gauches, extrêmes inclus. Soit plus du triple des voix obtenues par la majorité présidentielle. Si l'on veut faire avancer le pays, respecter la démocratie, et voter un budget plus sérieux que les précédents, le nouveau gouvernement doit d'abord répondre aux attentes légitimes de ces 22 millions d'électeurs, et des 382 députés qui les représentent. À savoir, prendre des mesures claires à gauche, et à droite.

Trois actions peuvent être entreprises en vue de créer un nouveau consensus, inédit à l'Assemblée nationale et peut-être dans le pays. D'abord, à droite : frapper vite et fort sur la sécurité. « La France a tué mon mari par son insécurité », son laxisme et son excès de tolérance. Le cri de la veuve d'Eric Comyn, gendarme de 54 ans, père de deux enfants de 12 et 16 ans, tué par un multirécidiviste, doit

appeler la représentation nationale au sursaut. Comment espérer restaurer l'autorité dans le pays, et l'unité d'une nation, si ses forces de l'ordre ne sont plus respectées ? Une loi portant le nom d'Eric Comyn, élargissant la légitime défense et l'emploi des armes par les forces de l'ordre, accompagnée de l'ouverture de nouveaux centres pénitentiaires assurant l'exécution de toutes les peines, obtiendrait une large majorité à l'Assemblée. À part quelques élus bobos déconnectés de ces réalités, et les forces insurrectionnelles de l'extrême gauche se nourrissant du désordre et de la faiblesse de l'État, qui oserait voter contre une telle loi d'ordre républicain et de justice sociale ?

«La feuille de route de Michel Barnier est simple : vite, à droite et à gauche toute, pour permettre, tant qu'il est encore temps, de réécrire un contrat social visant à rétablir l'autorité dans le pays, l'unité de la nation, et la confiance dans nos élus»

À gauche, ensuite. Porter le smic à 1600 euros net, comme le propose le Nouveau Front populaire, est une évidence pour qui veut faire primer le travail sur l'assistanat, et améliorer les conditions de vie des travailleurs modestes. Il faut, là encore, vivre en totale déconnexion avec le réel économique pour balayer cette proposition légitime. Tout le sujet sera de la réaliser progressivement, sans créer de « trappe à smic », et sans surcoût pour l'entreprise : l'exonération des charges patronales permettra à l'État de récupérer des recettes in fine par la croissance économique et les embauches résultant de cette mesure. Du fait du délabrement des finances publiques, ce coup de pouce aux travailleurs modestes devra être compensé par des économies au moins équivalentes sur les dépenses excessives de l'assistanat social.

À gauche, toujours - et au centre et à droite : faire du logement des classes moyennes, celles qui vivent de leur travail, la priorité immédiate et durable de la nation. Ce n'est pas un hasard si, dans le contexte mondial de crise du logement

(hausse des taux d'intérêt et des loyers, chute de la construction), Kamala Harris en a fait une de ses priorités de campagne pour la présidentielle américaine. La loi que portait Guillaume Kasbarian, avant d'être fusillée par la dissolution présidentielle, allait dans le bon sens mais doit être significativement renforcée : déployer massivement les programmes remarquables de la Caisse des dépôts (Action cœur de ville) ; subventionner à grande échelle la réhabilitation de bureaux en logements ; relancer les prêts à taux zéro pour les jeunes propriétaires, les aides aux familles monoparentales ; élargir les moyens d'action des bailleurs sociaux et des maires, en première ligne pour construire et faire vivre les quartiers. Le logement, d'après un sondage mondial Gallup, est la première source d'anxiété dans les pays de l'OCDE, devant les sujets d'éducation, de santé, de travail. Il est essentiel à la bonne santé d'une nation.

La feuille de route de Michel Barnier est simple : vite, à droite et à gauche toute, pour permettre, tant qu'il est encore temps, de réécrire un contrat social visant à rétablir l'autorité dans le pays, l'unité de la nation, et la confiance dans nos élus. Dans un second temps, il pourra s'attaquer au « dur » : réparer les services publics essentiels (santé, éducation, secours), et privatiser ou fermer les services non-essentiels (liste connue et non exhaustive) ; s'attaquer enfin avec courage aux fraudes massives à l'aide sociale, aux conditions trop favorables de l'assurance-chômage ; à l'immigration subie plutôt que choisie ; à l'âge légal de la retraite, encore trop bas.

En somme, faire l'inverse de ce qui se dessine aujourd'hui : une approche technocratique à minima pour enfumer la représentation nationale ; des coups de rabot partout, à la va-vite, surtout dans la défense alors que le monde se réarme, pour pallier sept années d'erreurs et de négligences budgétaires. S'il est capable de prendre des risques et d'accélérer, Michel Barnier évitera peut-être à la France la sortie de route ces prochains mois, et la sortie de l'histoire dans les trois prochaines années. Après les Jeux olympiques d'Albertville et les négociations du Brexit, ce ne serait pas le moindre de ses exploits. ■

* Dernier ouvrage paru : « Les États généraux en 2022 » (Éditions de L'Observatoire, 2020).



ÉDOUARD TÉTREAU

Pour éviter à la France une sortie de route, Michel Barnier devra mener une politique ambitieuse, estime l'essayiste*. En s'attendant notamment aux problèmes de sécurité, de valorisation du travail et du logement des classes moyennes.

Michel Barnier, la résurrection du vieux monde



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

C'est une séquence politique que l'on dira poliment rocambolesque qui s'est terminée, jeudi, dans la journée, avec la nomination, à Matignon, de Michel Barnier. On s'en souvient, au lendemain du second tour des législatives anticipées, il n'était pas impossible, dans la sidération générale, qu'Emmanuel Macron nomme à Matignon un candidat désigné par le NFP. La gauche au pouvoir ne serait pas arrivée avec un programme gestionnaire, mais un programme de rupture irréversible.

Elle ne cachait pas non plus sa tentation autoritaire. C'est que la gauche française a connu, depuis quelques années, une forme de Bad Godesberg à l'envers, avec le ralliement de la gauche « modérée » à la gauche radicale. Avec 30 % d'appuis, elle voulait entraîner la France dans une transformation sociale radicale. Elle veut faire passer aujourd'hui pour une élection volée un putsch parlementaire avorté. Elle est la seule à vraiment y croire.

Quoi qu'il en soit, Emmanuel Macron a évité cet esquif. Restait à trouver un premier ministre. Les consultations des derniers jours viraient au cirque, et semblaient pouvoir durer longtemps. Elles semblent toutefois avoir trouvé un heureux dénouement, bien que provisoire. La scène inaugurale de ce nouveau chapitre politique était fascinante. D'un côté, un Gabriel Attal soucieux de faire savoir qu'il n'était pas content de quitter le pouvoir, et transformant son discours de départ en agressif discours d'au revoir. De l'autre, Michel Barnier, représentant d'un vieux monde qu'Emmanuel Macron a voulu transcender, et même liquider, qui vient en quelque sorte jouer le rôle du recours parlementaire.

Affable, respectueux de toutes les familles politiques, même de celles que l'idéologie dominante

frappe d'inféquentabilité, davantage soucieux de concertation que de radicalité, il est perçu, par plusieurs, comme une paradoxale bouffée d'air frais, comme si le vieux monde, avec ses permanences tranquilles, et dont il est un représentant, pouvait redonner un peu de vie à un nouveau monde nécrésé. Dans un monde de goudjats, une politesse sincère a une allure révolutionnaire. On entend, depuis jeudi, un peu partout, un soupir de soulagement.

C'est moins une annexe du macronisme que la droite classique, centriste, assurément, mais psychologiquement réfractaire à la gauche et aux certitudes technocratiques, qui vient d'entrer à Matignon

Le parcours de Michel Barnier épouse depuis cinquante ans l'histoire de la droite post-gaulliste, passée au fil des décennies du national-conservatisme au réformisme européen, sans trop s'en rendre compte, comme si les temps nouveaux l'exigeaient, et sans se demander si cette évolution ne masquait pas une série de renoncements. On trouve dans sa vie politique un fil conducteur : l'europhisme. Certains y verront l'illusion d'une génération. Elle aura néanmoins structuré son imaginaire. C'est à Bruxelles davantage qu'à Paris qu'il laissera sa marque et gagnera sa réputation d'homme d'État.

C'est d'ailleurs ce parcours qui a rendu particulièrement surprenant son positionnement au moment de revenir à l'avant-scène politique, avec la primaire de la droite, à l'automne 2021. Barnier y a avancé deux thèses fortes. D'abord, que les grandes vagues démographiques déferlant

sur l'Europe depuis plusieurs années changeaient fondamentalement la donne politique. Il en appelait à un moratoire sur l'immigration - qu'on ne confondra pas avec un appel timoré à son contrôle. Ensuite, que cette question devait être prise en charge au niveau national. Il plaiderait pour la mise en place d'un bouclier constitutionnel assurant le primat du droit national sur le droit européen et exigeait aussi que cette question soit prise en charge par le politique, en dénonçant le gouvernement des juges ayant confisqué le pouvoir en la matière.

Certains vivent dans ce retour à droite une forme d'opportunisme électoral tardif. D'autres renouent une conviction nouvelle, mais forte, d'un homme revenu de certaines illusions, et comprenant même, comme il le dira explicitement, que l'Europe risquait de connaître d'autres Brexits si elle ne se délivrait pas de son hubris idéologique. C'est moins une annexe du macronisme que la droite classique, centriste, assurément, mais psychologiquement réfractaire à la gauche et aux certitudes technocratiques, qui vient d'entrer à Matignon.

De ce point de vue, la rupture Barnier avec la macronie, aussi modérée et feutrée soit-elle, pourrait bien ne pas en être une que de style, mais, aussi, de fond - à tout le moins s'il porte sur la France de 2024 un regard semblable à celui de 2021. Emmanuel Macron avait rêvé d'un monde neutralisant les vieux clivages décrétés desuets, remplaçant les professionnels de la chose publique par des amateurs fiers de l'être, remplaçant la nation par l'Europe, délivrant la France des Gaulois réfractaires et de leur mentalité bien particulière. Mais Emmanuel Macron, sans l'avoir vu venir, sans l'avoir voulu, non plus, se fera ainsi, dans le dernier droit de son ultime quinquennat, le résurrector du vieux monde. Avait-il jamais vraiment disparu ? ■

Barnier ou le fantôme de Maurepas

Sur le perron de Matignon, Michel Barnier ne s'en cachait pas : d'une phrase humble, comme il l'est lui-même, il rappela sa « longue vie publique ». Entré en politique à 20 ans, il devient premier ministre à 73 ans. Une expérience de plus d'un demi-siècle de la chose publique qui fait de lui le plus capé de la V^e République à cette fonction. Il succède ainsi à Gabriel Attal, quant à lui le plus jeune. Les dates sont têtues. Avec le calme placide de Michel Barnier, une sérénité toute revendiquée, le regard fixe, la voix placée, le verbe maîtrisé, l'élégance à la française, nous retrouvons une forme d'équilibre, presque de sagesse, dans une époque où les jeunes lievres courent inconsidérément dans tous les sens pour se donner l'illusion de parvenir.

Néanmoins, 73 ans, cela rappelle un autre premier ministre qui eut droit à un ultime et improbable come-back en politique : le comte de Maurepas, que Louis XVI appela auprès de lui lors de son accession au trône, en 1774. Ce dernier savait qu'il régnait trop jeune, et, pour contrebalancer son inexpérience, il nomma l'ancien ministre de son grand-père. Non sans une certaine méchanceté, Germaine de Staël écrira : « Louis XVI ne choisit M. de Maurepas que par un sentiment de respect pour la vieillesse. » Elle omet de mentionner qu'à cette époque, comme souvent d'ailleurs, les idées sont fonction de l'âge auquel on les porte. Et Maurepas est un conservateur des idéaux et des privilèges aristocratiques et absolutistes de son temps sans égal.

Tombré en disgrâce en 1749 sous Louis XV, lequel désirait réformer l'État contre les prétentions des nobles magistrats, Louis XVI le tire de son exil au château de Pontchartrain pour lui offrir la cour quelque vingt-cinq années après que les grilles dorées de Versailles se sont refermées derrière lui. Son retour au pouvoir signe la contre-offensive des privilégiés ciblante l'esprit de réforme du siècle. Avec lui, même s'il a des gestes d'apaisement à ses débuts, c'est la promesse de l'immobilisme monarchique, la certitude qu'aucun vent de réforme ne pénétrera la galerie des Glaces, fermée à la modernité des Lumières et figée dans les glaces éternelles d'un absolutisme statique. Le retour en grâce de Maurepas a donc la saveur d'un anachronisme puisque la société est

acquise aux idées nouvelles des philosophes tandis que la monarchie renonce ostensiblement à l'esprit des réformes portées par le ministre novateur Turgot, qui proposait de diminuer le train de vie de la couronne pour limiter le déficit, de taxer les nobles et ainsi de supprimer peu à peu les privilèges du royaume. Or Maurepas fait renvoyer Turgot. Faute d'audace réformatrice, faute d'anticiper la crise politique, financière et sociale qui croît, la monarchie précipite et cause elle-même la Révolution.

Certes, en accédant à Matignon, Michel Barnier ne fait pas son retour en politique puisqu'il ne l'a jamais quittée (même si Bruxelles n'est pas la France), de même que son libéralisme politique et économique de droite n'a rien de semblable avec la droite réactionnaire de Maurepas. Et puis Emmanuel Macron n'a pas joué contre la société puisque l'opinion est majoritairement à droite. Cependant, Michel Barnier ne serait-il pas la promesse,

La maladie démocratique que nous vivons est chronique, même épidémique en Europe, et ce n'est pas l'excès de compromis, pour citer Raymond A ron, qui nous garantira contre le déclin, mais bien l'art de trancher à bon escient pour éviter le pire, à savoir une déferlante révolutionnaire, démagogique et populiste, sinon insurrectionnelle

lui aussi, d'un immobilisme très chiraquien : gouverner mollement, perpétuer sagement, réformer modérément, sinon pas, afin d'éviter l'éclatement. Or, comme en 1789, la jeunesse est massivement portée à renverser la table, ce que révèle leur vote massif aux extrêmes, souhaitant par-là une régénération profonde du modèle français. À gauche toute, d'aucuns pronent même sans vergogne une nouvelle Révolution française.

Fin connaisseur de l'irréformabilité de l'État au XVIII^e siècle et de l'incapacité du pouvoir à se réformer lui-même, François Furet voit comme

cause majeure de la Révolution de 1789 le fait que « les forces de résistance sont devenues plus puissantes que celle du mouvement ». C'est toute la différence entre un homme de l'État et un homme d'État. Le premier se complait dans l'admiration du système de crainte que le mal révolutionnaire ne dérange son exercice. Le second voit la tempête au loin et prend la barre avec vélocité pour en détourner le vaisseau de l'État à temps.

Sans doute, rien n'est plus difficile que de barrer dans la tempête, et c'est ce qu'on se contraindrait de faire Michel Barnier, appelé au secours par le président pour trouver une solution de compromis qui ne mécontente pas trop de monde. Mais la maladie démocratique que nous vivons est chronique, même épidémique en Europe, et ce n'est pas l'excès de compromis, pour citer Raymond Aron, qui nous garantira contre le déclin, mais bien l'art de trancher à bon escient pour éviter le pire, à savoir une déferlante révolutionnaire, démagogique et populiste, sinon insurrectionnelle. Or l'histoire montre que la responsabilité de cette dernière n'incombe pas exclusivement aux désespérés, auxquels on reproche trop aisément leur bulletin de vote, mais aux sempiternels serviteurs de l'État - la caste d'apparatchiks d'aujourd'hui étant la noblesse conservatrice d'hier -, qui sont le terreau du désespoir même. L'inertie des gouvernements est le premier facteur des révolutions.

Homme de l'État, Michel Barnier est forcé de se révéler un homme d'État, ce qui me fait songer à l'expression de Marie-Antoinette (femme d'État dans son genre) au moment de la nomination du banquier suisse et réformateur Necker au pouvoir à la veille de 1789 : « Pourvu qu'il réussisse... » On sait comment cela se termine. Est-il aujourd'hui déjà trop tard pour éviter la crise de régime ? C'est là qu'être septuagénaire peut s'avérer une qualité de poids pour Michel Barnier : mener un plan de réformes le condamnerait certainement à l'impopularité, mais, quand on approche de la fin de sa carrière publique, on craint moins pour soi-même de n'être pas reconduit que pour ses enfants d'être heureux. ■

*Historien, spécialiste de la Révolution française, Loris Chavanette a notamment publié « Le 14 Juillet de Mirabeau. La revanche du prisonnier » (Tallandier, 2023) et « La Tentation du désespoir » (Plon, 2024).



DESSIN : CLAREFOND

LORIS CHAVANETTE

Le nouveau locataire de Matignon a le même âge que le comte de Maurepas lorsque Louis XVI l'appela auprès de lui en 1774, rappelle l'historien*. L'arrivée de ce ministre apparaissait alors anachronique dans une société déjà acquise aux idées nouvelles des Lumières.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Theard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92320 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 524 €. Semaine : 45 €. Week-end :
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allier. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier FSC® partiellement issu de forêts gérées durablement.
sous le numéro FSC® C011011. Eurofinition : 1002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
le cahier 20 pages
Supplément 4
pages
Cahier 3 Le Économie
8 pages
Cahier 3 Le Économie
8 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 140 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Madame
140 pages

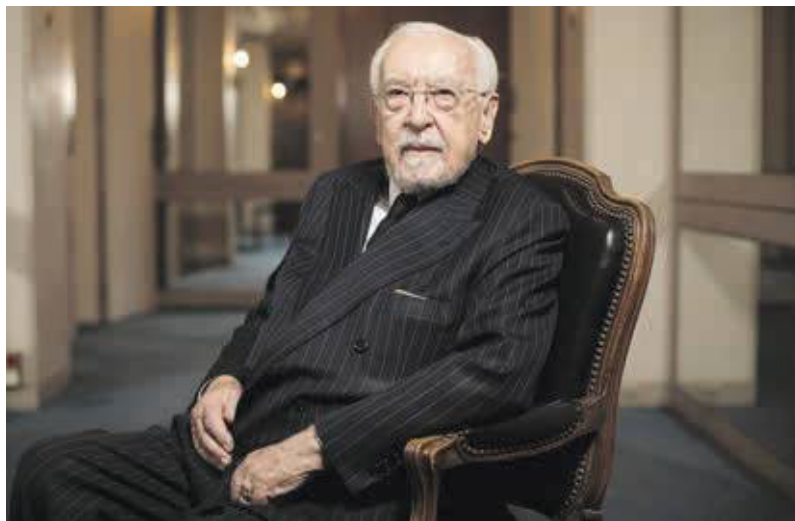
Jacques de Larosière : « On peut trouver 200 milliards d'économies sur dix ans »



PAR
Marie-Laetitia
Bonavita

Selon l'ex-gouverneur de la Banque de France, il est possible de réduire la dette sans toucher aux dépenses sociales. Il appelle à un sursaut pour en finir avec les politiques du déni et de la facilité monétaire et budgétaire.

Alors que le nouveau gouvernement va devoir boucler le budget 2025 de l'État dans les deux semaines qui viennent, le sage de la finance Jacques de Larosière, 94 ans, lance une nouvelle fois un cri d'alarme sur les finances calamiteuses de la France. Après *En finir avec le règne de l'illusion financière*, l'ex-directeur général du Fonds monétaire international, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, publie *Le déclin français est-il réversible ? Renverser la table et sortir de la servitude*, aux Éditions Odile Jacob. De façon très pédagogique, l'auteur décrypte le mythe de l'argent facile et propose surtout des pistes concrètes pour réduire l'endettement public élevé afin de retrouver des marges de manœuvre pour diriger le pays.



« Ce n'est pas parce que les gens sont prêts à descendre dans la rue que les recommandations des experts ne sont pas valables », estime Jacques de Larosière. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

LE FIGARO. - Quels sont les signes du déclin français ?

JACQUES DE LAROSIÈRE. - J'en citerai quatre. Le premier est notre perte de compétitivité économique. En près de trente ans, notre capacité industrielle a fondu d'à peu près 30 % tandis que celle de nos voisins allemands se maintenait. La raison ? Le choix de la France pour une politique de la stimulation continue de la demande intérieure et non pas de l'investissement productif. Il en est résulté que nous fabriquons surtout des produits bas de gamme qui n'ont pu résister, lors de l'ouverture des frontières, à la concurrence des pays à faibles

coûts de main-d'œuvre. Notre industrie française s'est délocalisée massivement à l'étranger. Et ceci, de façon beaucoup plus prononcée qu'en Allemagne, où les syndicats ont souvent accepté de réduire leurs salaires pour renforcer les entreprises en difficulté. Le second symptôme est la permanence et l'importance depuis vingt ans du déficit de la balance commerciale, liées à la hausse de produits importés en raison du phénomène précédent.

Troisième indice, auquel j'accorde beaucoup d'importance, c'est l'éducation. Les statistiques de l'OCDE montrent le déclin, de manière extrême-

ment dangereuse, de notre système éducatif depuis une vingtaine d'années. Par rapport à la France, l'Allemagne a des professeurs mieux rémunérés et plus nombreux.

Enfin, quatrième manifestation : l'état déplorable de nos finances publiques. La dette publique française a plus que doublé depuis vingt ans, passant de 50 % de la production nationale (PIB) à 112 % aujourd'hui. Si elle est voisine de celle de l'Italie ou de la Belgique, elle est près du double de celle de l'Allemagne (près de 60 %). N'oublions pas que le budget, c'est d'une certaine manière la synthèse stratégique d'une nation.

Comment en est-on arrivé là ?

La doxa pensait, dans une période encore récente de très bas taux d'intérêt liée à la politique de la Banque centrale européenne, qu'emprunter favorisait la croissance. État, comme entreprises privées, s'en sont ainsi donné à cœur joie. Le problème est que l'on ne peut emprunter indéfiniment parce que le montant de la dette, par définition, s'accroît. Aujourd'hui, les taux d'intérêt sont plus hauts qu'au temps de l'argent facile. Entre le niveau élevé de l'endettement public, qui pourrait dépasser à l'avenir 120 %, et la hausse ces dernières années des taux d'intérêt, le coût de la charge de la dette est déjà supérieur au budget de la Défense nationale !

Cette politique a comme conséquence que l'on s'est détourné de l'investissement productif au profit de placements spéculatifs dans l'immobilier et en Bourse. La hausse des bilans de la nation est due davantage à l'augmentation des valorisations du capital qu'à la valeur réelle de l'économie. C'est ce que Keynes décrivait sous le vocable de la « trappe à liquidité » : étant donné que la rémunération de l'épargne est nulle, les ménages privilégient les placements à court terme aux investissements productifs et ceux plus risqués à long terme, comme les projets industriels.

Résultat : aujourd'hui, la France souffre d'une économie qui s'affaisse et de comptes publics à vau-l'eau.

Faut-il, comme certains, imputer cette situation à l'Europe, l'entrée de la France dans la zone euro en 2002 empêchant toute dévaluation ?

Certainement pas. Ce sont justement les dévaluations répétées du passé du franc qui ont appauvri le pays et ont été le résultat de politique inflationniste. Il est temps que les dépenses de consommation, de fait subventionnées, laissent la place à l'augmentation de crédits pour la recherche, l'Éducation nationale...

L'Europe est toutefois fautive. Elle n'a pas été capable de faire respecter le plafond de la dette fixé à 60 % du PIB de la part des pays indisciplinés, comme la France et même l'Allemagne en 2003. Depuis plus de vingt ans, pas une seule fois la règle n'a été honorée par l'ensemble des États membres. Avec un

commissaire par pays, la Commission européenne est devenue une collection de représentants nationaux, soucieux de promouvoir la politique de son pays, plus qu'un exécutif véritable.

Réduire les dépenses publiques

est pour vous une mission possible... Bien sûr. Je crois réaliste de trouver 200 milliards d'économies sur une période de dix ans. Et cela, j'insiste particulièrement face aux inepties entendues, sans toucher aux dépenses sociales et sans provoquer une déflation politique. Ces économies passent par le maintien de l'allongement - modéré - de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans décidé en 2023, une révision de notre « millefeuille territorial », une réduction du coût exorbitant de l'apprentissage (12 milliards d'euros) via une participation des entreprises. Elles nécessitent, surtout, de s'attaquer au sureffectif de la fonction publique. Rappelons que la France compte 85 fonctionnaires pour 1000 habitants, contre 56 en Allemagne. Une réduction graduelle des effectifs, via le non-remplacement de tous les départs à la retraite, permettrait de réduire le surcoût estimé à 75 milliards d'euros.

Comment préconiser le maintien de la réforme de la retraite voulue par Emmanuel Macron quand les Français ne cessent de la contester ?

Ce n'est pas parce que les gens sont prêts à descendre dans la rue que les recommandations des experts ne sont pas valables. N'oublions pas que l'espérance de vie croît et que la moyenne européenne de l'âge légal de départ à la retraite est de 67 ans. L'idée de mon livre est d'avoir une vue à long terme et d'insister sur la nécessité pour la France de restaurer sa capacité à produire et ce que j'appelle sa « compétitivité budgétaire européenne ».

Où, les Français ne sont pas friands de réformes, mais on leur a seriné pendant des années que l'argent était facile. Et, encore récemment, avec le fameux « quoi qu'il en coûte ». Je demande juste aux hommes politiques de raisonner juste. Sans en appeler à un de Gaulle, qui avait compris qu'une nation ne tient pas debout sans un budget raisonnable, cela ne doit pas être difficile à trouver.

« Je conseille à Michel Barnier d'arrêter de faire croire aux Français que tout peut se régler par de l'endettement supplémentaire »

Quelles sont, selon vous, les mesures politiques de ces dernières années qui ont été les plus néfastes aux finances publiques ?

J'évoquerais l'abaissement de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans ainsi que la nationalisation - détricotée à grands frais par la suite - d'une grande partie de l'économie par François Mitterrand. Si je reconnais à Emmanuel Macron l'augmentation de l'âge de la retraite, comme l'avait déjà fait Nicolas Sarkozy avant lui, et la baisse de la pression fiscale sur le capital, je regrette la suppression de la taxe d'habitation, du coup financée par l'État, et, surtout, l'absence totale de mesures pour réduire les dépenses publiques.

À Michel Barnier, qui vient d'être nommé premier ministre, quelle première recommandation feriez-vous ?

Puisque Michel Barnier juge important de réduire la dette publique, je recommanderais deux choses. Premièrement, d'arrêter de faire croire aux Français que tout peut se régler par de l'endettement supplémentaire. Deuxièmement, je me tournerais vers la Cour des comptes pour lui demander une analyse systématique de tous les budgets publics. Et de s'interroger, comme le font les pays scandinaves, si les budgets doivent être automatiquement reportés d'une année sur l'autre.

Il est très regrettable que les rapports, perspicaces, de la Cour des comptes ne soient pas suivis par les politiques. Si ses recommandations avaient été entendues, sans doute la France se porterait-elle mieux. ■

SAÏD BEN SAÏD PRÉSENTE

DU GRAND ART
LE FIGARO ★★ ★

ROMANESQUE
TÉLÉRAMA

Alex LUTZ Léa DRUCKER Nora HAMZAWI Louise CHEVILLOTTE

le tableau volé

un film de Pascal BONITZER



MIRACLE À DROUOT

POSITIF

UNE COMÉDIE
RÉJOUISSANTE

LE NOUVEL OBS ★★ ★★ ★

PYRAMIDE VIDEO

DISPONIBLE EN DVD, BLU-RAY ET VOD

LE FIGARO

Télérama

positif

LE FIGARO

économie



TOURISME

UNE CRISE DE GOUVERNANCE
DÉSTABILISE LE CLUB MED,
MALGRÉ SES SUCCÈS

PAGE 26

DROITS TV

LE SPECTACLE DU FOOTBALL FRANÇAIS
N'EST PAS À LA HAUTEUR DU PRIX
D'ABONNEMENT RÉCLAMÉ

PAGE 28



Paris 2024 : les succès des Jeux paralympiques

Annonces, diffuseurs, partenaires
et professionnels du tourisme
ont aussi profité de l'engouement
du public. **PAGES 22 ET 23**



EMMANUEL DUJANVET - CHRISTIAN HARTMANN/REUTERS; CHARLES PLATIAU/REUTERS; JEAN BAPTISTE AUTISSIER/PRESSE SPORTS

Léger recul du chômage aux États-Unis

Le taux de chômage américain a légèrement reculé en août, à 4,2% contre 4,3% en juillet. D'après le département du Travail, 142 000 emplois ont été créés, secteurs privé et public confondus, dans la construction et la santé notamment, en hausse par rapport aux 114 000 de juillet. A deux mois de la présidentielle, Joe Biden a salué la bonne santé du marché de

l'emploi, sujet qui pèsera lourd dans le choix des électeurs : « Grâce à notre travail pour sauver l'économie, près de 16 millions de nouveaux emplois ont été créés », depuis son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2021. La situation est toutefois plus contrastée, commentent plusieurs analystes, avec un nombre de créations moins fort qu'attendu et les chiffres des deux mois précé-

dents révisés à la baisse. « Une baisse indéniable et généralisée des embauches est désormais en cours », a ainsi commenté Ian Shepherdson, de Pantheon Macroeconomics. Ces signaux de ralentissement et la crainte d'une détérioration plus marquée devraient conforter la stratégie de la Fed de baisser ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 2021 à l'issue de la prochaine

réunion mi-septembre. La question est de savoir si l'institution va opter pour une réduction de 25 ou de 50 points de base. « La révision à la baisse des chiffres de juillet confirme que le marché du travail s'affaiblit et maintient la possibilité d'une baisse de 50 points de base », anticipe Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN Amro.

C. G.

> FOCUS

VENDANGES MOROSSES EN VUE

Alors que la France céréalière achève sa pire récolte depuis 40 ans (26,4 millions de tonnes), ce sont désormais les viticulteurs qui se dirigent vers un cru 2024 bien morose. Si le fruit des vignes était jusqu'à prévu entre 40 et 43 millions d'hectolitres, le ministère de l'Agriculture s'attend désormais à ce qu'il n'atteigne pas plus de 39,3 millions d'hectolitres. Cela représente une baisse de 18% sur un an, et de 11% sur la moyenne des cinq dernières années. C'est le résultat d'une saison particulièrement difficile, entrecoupée de forts gels et d'un excès d'eau dans de nombreuses régions ayant favorisé le développement de maladies (mildiou...). C'est aussi le résultat des orientations prises par certains vignobles, comme le Bordelais qui s'est résolu cette année à un vaste plan d'arrachage de ses vignes (7% à 10% du vignoble) pour répondre à la crise récurrente de surproduction dans la région.

Ce vignoble phare de la France viticole devrait ainsi voir sa production chuter de 10% cette saison. Autre grande région touchée : le Jura qui, après une très bonne récolte 2023, devrait voir les volumes chuter de plus de 70%. C'est aussi le cas des vignes charentaises (-35%), du Val de Loire (-30%) et du Bourgogne-Beaujolais (-25%). L'autre AOC phare française qu'est la Champagne verra, elle, ses volumes reculer de 16%. Mais ceux-ci resteront supérieurs de 8% à la moyenne quinquennale. Pour éviter un déséquilibre trop important sur un marché des petites bulles fragilisé par une demande mondiale affaiblie, l'interprofession champenoise a limité en juillet le rendement commercialisable des précieux raisins à 10 000 kg par hectare.

O. D.

le PLUS du FIGARO ÉCO

UE-MERCOSUR
Bruxelles veut
un accord malgré
le blocage français

PAGE 24

LA SÉANCE

DU VENDREDI 06 SEPTEMBRE

CAC 40
7352,30 -1,07%

DOW JONES
40389,94 -0,90%

ONCE D'OR
2435,00 (2435,00)

PÉTROLE (Brent)
71,510 (72,880)

EUROSTOXX 50
4733,60 -1,69%

FOOTSIE
8181,47 -0,73%

NASDAQ
18432,16 -2,63%

NIKKEI
36391,47 -0,72%

L'HISTOIRE

Un nouvel actionnaire pour le Grand Palais immersif

C'est un premier grand investissement en France pour Chargeurs Museum Studio. Cette branche du groupe français Chargeurs est le leader mondial de la production culturelle, avec un chiffre d'affaires de 150 millions d'euros cette année, et un carnet de commandes de 300 millions. Mais jusqu'à présent, elle était surtout active à l'international. Ce sont ses équipes par exemple qui repensent la muséographie du Musée de l'air et de l'espace de Washington, qui travaillent sur les 15 musées qui verront le jour en Arabie saoudite, ou encore ont produit l'exposition « Cézanne-Renoir » à Milan. Désormais, elles auront aussi un terrain de jeu en France.

Chargeurs Museum Studio prend 52% du Grand Palais immersif, dont l'actionnaire de contrôle était auparavant GrandPalaisRMN

(Grand Palais Réunion des musées nationaux). Ce dernier restera actionnaire, comme la Banque des Territoires et Vinci Immobilier. Créé en 2022, le Grand Palais immersif organise, au sein de l'Opéra Bastille, à Paris, des expositions immersives à l'instar de « La Joconde immersive », « Éternel Mucha », ou actuellement « Decoding Korea ». « Le Grand Palais immersif (GPI) est une pépite française qui avait besoin d'un soutien pour développer ses contenus et sa distribution à l'international. Nous allons le lui apporter, explique Michaël Fribourg, à la tête du groupe Chargeurs et actionnaire de contrôle via son holding familial et des partenaires. Dans deux semaines, l'exposition « La Joconde immersive » va être ouverte en Corée. Et l'idée est aussi de faire venir en France des expositions immersives mondiales. »

C. G.



La Cour des comptes fustige l'« incohérence de la fiscalité de l'énergie »

Il est des hasards de calendrier malheureux. Le jour de la passation de pouvoirs entre Gabriel Attal et Michel Barnier à Matignon, la Cour des comptes rend public un référentiel portant sur la fiscalité de l'énergie, communiqué au premier ministre sortant il y a deux mois. Les conclusions de l'enquête menée par la cour sur la fiscalité de l'énergie au regard des objectifs climatiques et énergétiques de la France en 2021 et 2022 sont sans appel. « La fiscalité de l'énergie n'est pas envisagée comme un ensemble cohérent par les pouvoirs publics français (...). Elle a d'abord un objectif de rendement. » En 2021, elle a atteint 60 milliards d'euros, TVA comprise. Cette même année, la dépense annuelle moyenne des ménages en énergie a atteint 1720 euros pour les besoins énergétiques de leur logement, dont 43% de taxes, et 1420 euros pour le transport, dont 140% de taxes. Soit 3140 euros au total. La cour

voit une injustice fiscale, avec une part plus importante des dépenses des ménages les plus modestes consacrées à ces prélèvements.

La cour reproche en outre à l'actuelle structure fiscale d'être « une somme de décisions historiques (...) sans que la cohérence de ces niveaux ait été assurée au regard de l'impact sur l'environnement des différents produits énergétiques ». Les carburants sont plus taxés que l'électricité, qui elle-même l'est davantage que les énergies fossiles à usage combustible. Un comble pour un pays qui prône l'électrification des usages pour réduire son empreinte carbone. La cour recommande notamment de rendre publique la contribution de l'évolution de la fiscalité à l'atteinte des objectifs de politique énergétique et climatique dans les documents de programmation, comme la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). PPE qui aurait dû être publiée en juin 2023...

E. B.

Tourisme, audiences... Comment les Paralympiques ont entretenu la flamme des JO

La rédaction du **Figaro Économie**

La France s'est plongée avec ferveur dans la quinzaine des Jeux olympiques. Une fièvre qui, alors qu'approche l'heure du bilan de Paris 2024, est loin d'être retombée pour le parasport.

L'époustouflante cérémonie d'ouverture avait planté le décor. Il était écrit que les Jeux paralympiques devaient prolonger la magie des Jeux olympiques (JO), qui ont magnifié l'été des Français. Sur le terrain sportif, et au tableau des médailles, la réussite des « Para » est incontestable. Et sur le plan économique ?

La France s'est surprise cet été à orchestrer de main de maître un événement sportif suivi en Mondovision. Pour cela, elle s'en est donné les moyens. Aux yeux des Franciliens habitués aux galeries quotidiennes dans les métros et RER, la quinzaine des JO a ressemblé à une parenthèse enchantée. Le réseau de transports a fonctionné à plein régime sans incident particulier. Le fruit d'années de travail d'Île-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports de la région, et des opérateurs. Pendant les Jeux paralympiques, il fallait que le succès initial résiste au retour de vacances de dizaine de milliers de Franciliens. Le défi semble avoir été relevé.

Mais comparaison n'est pas toujours raison. Si les Jeux olympiques avaient permis de faire le plein de touristes étrangers en France, les professionnels du secteur ne s'attendaient pas à être à pareille fête pendant les Paralympiques. Mais au moins les Français ont répondu présents. Ventes de produits dérivés, audiences des médias, les Jeux paralympiques ont dans l'ensemble permis de prolonger l'élan des Jeux. Quant aux entreprises sponsors de l'événement, elles ont profité de règles plus souples. Tour d'horizon.

■ Les touristes français ont pris le relais des étrangers

Les Jeux olympiques avaient permis de faire le plein de touristes étrangers en France. Ce n'est pas le cas des Paralympiques. Selon l'office de tourisme de Paris, les arrivées internationales prévues pendant la période sont en baisse de 6,9 % par rapport à 2023. Les Américains, qui ont constitué le plus grand fan-club étranger pendant les JO, sont à nouveau au rendez-vous (+3,4 %). Pas les Européens (-9,8 %). Les Paralympiques attirent surtout une clientèle française de familles, de groupes. Ils font attention à leur budget et viennent pour beaucoup à la journée. Ne serait-ce qu'à Paris, le volume d'excursionnistes français progresse de 9,7 % pendant la période.

Selon les premières tendances du cabinet spécialisé MKG, le taux d'occupation des hôtels dans Paris intra-muros est quasi stable par rapport à 2023 (-1 %). Mais le RevPar (l'indicateur clé du secteur) progresse de 6,6 % grâce à des hausses de prix modérées. Comme ils sont à la recherche d'une hôtellerie plutôt milieu de gamme, les touristes ont opté pour des hôtels de périphérie. Ces établissements connaissent des hausses de fréquentation exceptionnelles, comprise entre 3 et 15 points selon les départements franciliens.

Les restaurateurs ne rattraperont pas le manque à gagner de l'été avec les Paralympiques. Mais ils s'y étaient résignés. Selon Pascal Mousset, président du Grou-

pement des hôtelleries et restaurations de France (GHR) Paris Île-de-France et propriétaire de trois restaurants à Paris (Chez Françoise, La Démocratie, Au Petit Marguery), l'activité a toutefois tendance à repartir avec le retour des Parisiens.

■ Des audiences au rendez-vous

Depuis le début des Paralympiques, « 72 % des Français sont venus au moins une fois sur les antennes de France Télévisions, soit 45 millions de personnes », explique au Figaro Tiphaine de Ragueneil, directrice de la stratégie éditoriale du groupe audiovisuel public, diffuseur officiel de l'événement. En moyenne, un Français a regardé 3h53 d'épreuves paralympiques, cérémonie d'ouverture comprise. « La cérémonie d'ouverture des Paralympiques a été la septième meilleure audience de la télévision française, avec 10,5 millions de téléspectateurs entre le live et le replay France.tv durant les sept jours suivant sa diffusion », poursuit Tiphaine de Ragueneil. En ce qui concerne les prouesses des athlètes, le pic d'audience a, pour l'instant, été atteint le dimanche 1^{er} septembre à 19h53 lors du saut en hauteur du Français Alexandre Dipoko-Ewane, avec 5,2 millions de téléspectateurs. « Les Paralympiques de Paris 2024 affichent de très bonnes performances, malgré la reprise de l'actualité politique, la rentrée des classes ou encore le retour des programmes phares sur les chaînes concurrentes. Nous avons touché deux fois plus de monde que lors des Jeux de Tokyo, et nos publics nous disent qu'ils retrouvent la ferveur des JO », se réjouit Tiphaine de Ragueneil. Le groupe public, qui est actuellement en discussion autour de droits sportifs, espère surtout continuer à répondre, après les Paralympiques, à la demande du public de rendre plus visible le handicap à la télévision.

Du côté du média sportif *L'Équipe*, la diffusion du quotidien progressait de 5 % pour le date de la cérémonie d'ouverture, le mercredi 28 août, et le lendemain. Côté numérique, le trafic est dix fois supérieur à celui des Paralympiques de Tokyo. « La couverture éditoriale inédite de *L'Équipe* avec 12 pages par jour et 14 envoyés spéciaux a mis la lumière sur nos para-athlètes », commente Lionel Dangoumou, directeur de la rédaction de *L'Équipe*. Nous avons franchi une étape dans la médiatisation du parasport, et côté audiences, des milliers de questions ont été posées à notre rédaction dans notre espace direct. »

■ Pas de couac dans les transports

Quelques jours avant la fin des Jeux, force est de constater que la vie a repris son cours dans les transports de la région. Et si l'heure n'est pas encore au bilan, les retours sur leur qualité durant les Paralympiques sont très positifs. Pas de longues files d'attente aux guichets, ni d'embouteillages pour obtenir une information. « On était un peu plus inquiet pour les Paralympiques en raison du retour des Franciliens. Ce n'est plus la parenthèse enchantée des JO et il y a nettement plus de monde dans les transports, mais globalement, tout se passe bien », se félicite Arnaud Bertrand, le président de l'association *Bon de train*.



1. La diffusion de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques de Paris a attiré près de 10,5 millions de téléspectateurs.

2. En s'affichant au bord des pistes et des bassins, les marques sponsors ont gagné en visibilité.

3. Les Jeux paralympiques ont su attirer une clientèle française de familles et de groupes, qui a particulièrement bénéficié à l'hôtellerie de moyenne gamme en périphérie parisienne.

Du côté d'Île-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports franciliens, on attend lundi et le grand départ des athlètes pour se réjouir. Reste qu'un parfum d'autosatisfaction plane déjà dans l'air. « Tous les agents sont sur le pont. Les cellules de crise restent actives, l'offre est revenue à la normale et certaines lignes sont même renforcées en heures creuses », énumère Laurent Probst, le directeur général d'IDFM. Il pointe aussi la réactivité des équipes sur le terrain : « Il y a eu des incidents mais nous avons fait marcher les plans B et tout s'est bien déroulé. »

« Il n'y a pas eu d'aleas majeurs, et ceux qui sont survenus ont été bien gérés », confirme Arnaud Bertrand, prenant l'exemple de la panne paralysant le RER B mardi soir alors que des épreuves avaient lieu au Stade de France. « Des messages ont été diffusés dans l'enceinte du Stade pour inciter les spectateurs à emprunter d'autres lignes », souligne-t-il. Un nouveau processus qu'Île-de-France Mobilités entend pérenniser. Autre bon

point distribué : la présence des « gilets violets », chargés de conseiller et guider les voyageurs. « C'est un super service », admet le représentant d'usagers, espérant que la présence de ces agents pourra rester « en héritage ».

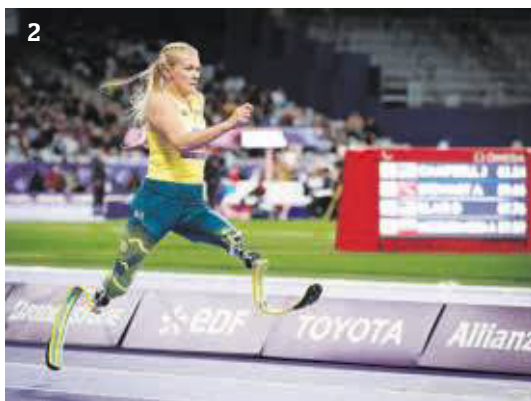
■ Des sponsors plus visibles

Sur les bords des pistes d'athlétisme, des bassins, le long des stades, et même sur les dossards des sportifs, les noms d'EDF, de Toyota, d'Allianz s'affichent. À ces trois partenaires de « rang 1 » s'ajoutent les noms d'Accor, de Bridgestone et de Panasonic, essentiellement visibles au bord des stades. Une présence commerciale qui peut surprendre. Et pour cause, les règles encadrant la visibilité des sponsors ne sont pas les mêmes que pendant la quinzaine olympique où les marques n'ont pas le droit d'apparaître. Le Comité paralympique international (CPI) ne bénéficie pas des mêmes moyens financiers que le Comité international olympique (CIO). « Cette visibilité est offerte pour permettre de flécher les contributions pécuniaires vers les Paralympiques », explique Pierre Viriot, directeur marque et image d'EDF et directeur du projet EDF Paris 2024. L'électricien est un des trois partenaires de « rang 1 » de l'événement. La contribution du groupe s'élève à « plusieurs millions d'euros ». « EDF est partenaire du handisport depuis 1992. Nous avions à cœur que les Paralympiques soient une réussite. Et nous espérons qu'ils seront un accélérateur du changement du regard porté sur le handicap », ajoute Pierre Viriot. S'il est encore trop tôt pour un bilan définitif, les premiers résultats sont « extrêmement positifs ». « Quand on est partenaire d'un événement plébiscité par le public, c'est plus facile », résume le porte-parole d'EDF.

■ Les opérations de relations publiques n'ont guère ralenti

Pendant les Jeux paralympiques, les sponsors officiels ont renouvelé leurs opérations de relations publiques. À l'instar de ce qu'ils avaient fait pendant les JO, ils ont organisé des réceptions pour leurs clients, partenaires d'affaires, voire salariés, et multiplié les invitations aux épreuves sportives. Le groupe bancaire BpCE (Banque populaire, Caisse d'épargne, Natixis...) partenaire Premium de Paris 2024, aura invité 14 000 personnes entre le 28 août et le 8 septembre. Soit presque autant que pendant les JO (16 000 invités) qui ont duré cinq jours de plus. « Nous avons souhaité avoir une parfaite symétrie avec les JO », explique-t-on chez BpCE. Comme pendant les Jeux, le groupe, dont la direction s'est installée dans une partie du Petit Palais pendant toute la durée de l'événement, a « célébré » dans cet écrin les athlètes paralympiques qu'il soutient.

La dizaine a également été riche pour le leader mondial du luxe LVMH, qui a tenu à garder une équité avec les événements organisés pendant les Jeux olympiques.





KACPER PEWEL/REUTERS AXEL KÖHN / MAGGIE/BEAUTIFUL SPORTS VIA REUTERS CONNECT / BENJAMIN GRETT / BLOOMBERG

De nouveaux contrats à la clé pour les prestataires de Paris 2024

Jean-Yves Guérin,
Keren Lentschner
et Mathilde Visseyrias

Après un mois et demi sur le pont, les prestataires des Jeux commenceront dès lundi à démonter leurs équipements et à remballer leur matériel. Mais l'heure n'est pas encore à la nostalgie. Qu'il s'agisse d'Orange, de GL Events ou de Sodexo, tous savourent l'exploit accompli en plein Paris, l'effet en interne sur la fierté des équipes et la visibilité unique engrangée pendant les Jeux olympiques et paralympiques. Ils espèrent maintenant en tirer des bénéfices économiques.

Ceux qui étaient déjà présents aux JO de Londres de 2012 savent que le jeu en vaut la chandelle. La société Eventeam, qui était à l'époque positionnée sur l'hospitalité, avait profité de l'effet JO pour rafler des contrats à Sotchi, Rio ou encore Tokyo. «Être prestataire des Jeux a une incidence sur tous les grands événements qui ont lieu au cours des deux ou trois années qui suivent, tant auprès des organisateurs d'événements sportifs que des marques qui organisent séminaires, conventions ou lancements de produits», explique Antoine Alexandre, directeur général d'Eventeam, qui a piloté l'accueil des plus gros clients mondiaux de Coca-Cola.

Tous les prestataires espèrent tirer profit de la vitrine offerte par les JO grâce à des contrats XXL : Sodexo a assuré la restauration de 15 000 athlètes du petit déjeuner au dîner ; Eventeam, accompagné du traiteur Kaspia Réceptions, a transformé le Petit Palais en salle de réception géante pour la banque BPCE et servi 30 000 repas ; GL Events a assuré, parmi une multitude de contrats, le montage des 160 000 places de tribunes destinées à accueillir le grand public et les VIP sur

nes, utilisée par 15 000 membres du staff des JO.

« Pour relever les défis inédits sur la climatisation de plusieurs sites olympiques ou la protection des sites historiques tout en répondant aux exigences des fédérations sportives, nous avons dû recruter des profils d'ingénieurs et d'électriciens, notamment, et nous nous sommes entourés de bureaux d'études spécialisés et de nouveaux fournisseurs, explique de son côté Olivier Ferraton, directeur général délégué de GL Events. Nous partions d'une page blanche. »

De quoi doper l'image de ces entreprises. « Grâce à Paris 2024, nous serons désormais considérés aussi comme un acteur majeur de l'événementiel, se réjouit Antoine Alexandre, qui a doublé son chiffre d'affaires annuel grâce aux JO. Nous aurons notre place dans les appels d'offres. » Dans la ligne de mire d'Eventeam, le championnat d'Europe de natation qui aura lieu en France en 2026, les JO d'été de Los Angeles en 2028 ou encore ceux d'hiver qui auront lieu dans les Alpes en 2030. Pour faire sa promo auprès de ses clients, la société a concocté un documentaire sur les coulisses des JO, Les Yeux dans les Jeux. Un moyen aussi pour Eventeam, qui a géré 120 000 clients, sur 21 fan-zones et trois sites d'hospitalité, et mobilisé 300 salariés, de motiver ses troupes.

Mêmes espoirs pour Kaspia Réception. « On compte bien que BPCE fasse

appel à nos services pour ses événements. Même si ces marchés sont attribués par appels d'offres, on est quand même devenu son chouchou sur notre métier », estime Dominique Jullo, son directeur général. Ce concurrent de Potel et Chabot, qui a travaillé auprès d'Eventeam, espère également devenir l'un de ses prestataires réguliers.

S'il est encore trop tôt pour évaluer les retombées commerciales des Jeux, la plupart des prestataires se félicitent des relations privilégiées nouées sur place. « Nous avons déjà été contactés par la mairie de Los Angeles et par deux opérateurs pressentis pour être partenaires pour leur transmettre les bonnes pratiques », se réjouit Jean-François Fallacher. De son côté, Olivier Ferraton se rendra fin octobre à Los Angeles pour revoir le maire et son équipe. Dans deux semaines, il sera au Japon pour s'entretenir avec le patron du Comité des Jeux asiatiques d'Aichi qui se tiendront en 2026. En parallèle, il discute avec l'entreprise Loxam pour répondre ensemble à des appels d'offres dans « de nouvelles géographies ».

« Nous sommes déjà en discussion pour d'autres événements sportifs avec plusieurs entreprises, aussi bien des clients historiques que potentiels, indique de son côté Barbara Grandsire, dont l'entreprise réalise 30 % de son activité en dehors de l'Hexagone. Ces contacts pourraient se concrétiser dès

2025. Les JO devraient nous permettre d'accélérer fortement à l'international ». Kaspia Réceptions a, lui, été sollicité par des invités de BPCE, qui avaient découvert ses prestations au Grand Palais, pour participer à leurs appels d'offres.

Les plus chanceux ont déjà signé des contrats, à l'instar de Sodexo. Le géant de la restauration collective n'a pour tant pas échappé au bad buzz. Manque de protéines animales, portions trop petites, viande pas assez cuite... : sa cuisine a reçu au début des Jeux une avalanche de critiques d'athlètes inquiets pour leur alimentation, le contraignant à faire marche arrière sur le bio et le veggie. Mais cela ne l'a pas empêché de rafler plusieurs contrats, et de renforcer ses positions dans le sport, en France comme à l'international. En juillet, Sodexo a signé un contrat avec University of Texas (Austin), pour gérer la restauration dans le stade (Darrell K Royal-Texas Memorial Stadium), soit 100 000 places assises les jours de match. Le géant français s'occupera également de la restauration des athlètes (dont Léon Marchand qui s'entraîne là-bas). Il y a quelques jours, un autre contrat a été signé avec l'équipe de football américain Tennessee Titans pour assurer les prestations de restauration de son nouveau stade qui sera inauguré en 2027. Un contrat d'une durée de vingt ans, qui doit rapporter 80 millions de dollars par an. ■

piques. Si les invitations pour les clients étaient un peu moins fournies, la Maison LVMH installée dans le restaurant We Are, rue du Faubourg Saint Honoré, privilégié pour l'occasion, a accueilli des délégations d'officiels, notamment américains. Carrefour a, lui, continué à animer ses magasins autour du sport comme pour les Jeux olympiques avec un accent mis sur le handisport. Sur le parvis de l'Hôtel de Ville à Paris, le distributeur français a proposé de découvrir son concept de magasin handi-accessible avec une signalétique différente pour plus de visibilité. De son côté, Coca-Cola, partenaire mondial du CIO, a terminé son dernier concert à quelques heures de l'ouverture des Paralympiques. Toutefois, rentrée oblige, l'enthousiasme est dans l'ensemble un petit peu retombé par rapport à la période des Jeux olympiques et les invitations aux compétitions se déroulant pendant la journée ont parfois été boudées.

Certains partenaires ont par ailleurs saisi l'occasion pour mettre en place des événements « corporate » (d'entreprises). Visa a ainsi organisé pendant les Jeux paralympiques « le plus grand événement du groupe en Europe (Visa Payment Forum) ». « C'est la première fois qu'un événement entreprises d'une telle ampleur se tient pendant des Jeux paralympiques », souligne le groupe américain.

■ Les produits dérivés toujours dopés par l'effet médaille

Prises d'assaut pendant les Jeux olympiques, les boutiques officielles ont été un peu moins animées pendant les Jeux paralympiques - certaines avaient même fermé. Elles ont pourtant réussi à prolonger l'engouement pour les produits dérivés, aidées par des promotions agressives lancées dès la fin août pour s'assurer de liquider les stocks... Les peluches Phryge ont ainsi vu leur prix chuter jusqu'à - 50 %. La mascotte de Paris 2024, en version olympique comme paralympique, est d'ailleurs l'un des plus grands succès du merchandising. « Les ventes ont été décuplées après la cérémonie d'ouverture des JO et n'ont fait que s'amplifier », se réjouit Alain Joly, président de Doudou et Cie, l'un des deux fabricants titulaires de la licence. Au total, 1,4 million de Phryge ont été vendues, dont environ 350 000 fabriquées en France. Le modèle paralympique a « très bien marché », observe Alain Joly, assurant que « les Français ont eu un véritable coup de cœur » pour cette version avec une prothèse de jambe. L'autre fabricant, Gipsy Toys, assure avoir été « numéro un des ventes en hyper et supermarchés » avec son modèle de 15 cm. Concernant les maillots aux couleurs de l'équipe de France, comme durant les JO, les médailles des athlètes paralympiques tricolores ont aidé à nourrir les ventes. Paris 2024 se refuse toutefois à toute comparaison entre les deux événements pour le moment, rappelant que « les Jeux ne sont pas finis ». ■

« Grâce à Paris 2024, nous serons désormais considérés aussi comme un acteur majeur de l'événementiel. Nous aurons notre place dans les appels d'offres »

Antoine Alexandre
Directeur général d'Eventeam

onze sites olympiques ; Orange a assuré à lui seul la connectivité des JO. « Ces Jeux ont été l'occasion de montrer notre savoir-faire dans des conditions hors norme, estime Barbara Grandsire, PDG de l'agence Mahola, qui a placé pendant les JO 1000 hôtesse sur 17 sites et engrangé 3 millions d'euros de chiffre d'affaires. C'est un vrai sésame, un gage de confiance pour nos interlocuteurs. Nous allons surfer dessus lors de nos prochaines consultations. »

La plupart des prestataires ont profité des JO pour se doter de compétences supplémentaires. Ce qui leur a permis de prendre une longueur d'avance sur leurs rivaux. « Orange a montré sa capacité à déployer à une échelle inédite plusieurs offres dédiées à ses clients business », se félicite Jean-François Fallacher, PDG d'Orange France. Il cite notamment la « 5G SA privée », un service qui permet de mettre en place des réseaux privés virtuels à la demande. Ou encore sa solution « push to talk », une fonction talkie-walkie sur smartpho-

45 millions

de personnes sont venues au moins une fois sur les antennes de France Télévisions depuis le début des Jeux paralympiques

9,7% La hausse

du volume d'excursionnistes français à Paris pendant les Jeux paralympiques



RÉSULTATS SEMESTRIELS 2024

Une solide performance opérationnelle

- Activité soutenue dans la zone Caraïbes
- Résultat net part du Groupe : 130 M€
- Résultat brut d'exploitation : 358 M€
- Bilan sain à 1,6x dette financière nette corporate/RBE

Cash-flow
+ 6 %

RBE
stable

Résultat net
(part du Groupe)
- 4 %

OBJECTIFS
2024
CONFIRMÉS

Après une année 2023 record, nous avons enregistré de solides résultats opérationnels au premier semestre de cette année. Nous avons réalisé des performances excellentes dans les Caraïbes, mais rencontré quelques difficultés au Kenya et au Nigéria. Le développement de Photosol se poursuit comme prévu. Les investissements essentiels pour la croissance future sont engagés. La solide génération de cash-flow témoigne de la solidité de notre Groupe ; il soutient notre politique de distribution du dividende en croissance. En dépit de quelques éléments exceptionnels affectant notre résultat net, je suis convaincue que nous atteindrons nos objectifs pour l'année et je reste confiante quant à la poursuite de la croissance du Groupe et à son développement future. »

Clarisse Gobin-Swiecznik, Gérante

investors@rubis.fr

Retrouvez l'intégralité du communiqué sur www.rubis.fr

Les Européens veulent tordre le bras de la France sur l'accord UE-Mercosur

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

La Commission européenne espère le boucler en novembre, lors du sommet du G20 à Rio de Janeiro.

C'est un autre dossier empoisonné pour le nouveau premier ministre, ancien commissaire européen et ex-ministre de l'Agriculture Michel Barnier. La Commission et les cinq pays

du Mercosur - Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Bolivie - n'ont jamais été aussi proches d'un accord commercial liant l'UE à cette région du monde. Il est en discussion depuis bientôt un quart de siècle. Après l'accord politique de 2019, il avait dû être rouvert pour tenir

compte des oppositions de plusieurs États membres à certains volets et répondre à la politique de déforestation de l'Amazonie menée tambour battant par l'ex-président populiste brésilien Jair Bolsonaro. Les négociations avaient repris, avant qu'Emmanuel Macron ne ré-

clame il y a quelques mois de repartir d'une page blanche. Mais le dossier continue à aller de l'avant.

Ces deux derniers jours, un nouveau round de négociations techniques a eu lieu à Brasilia. Les négociateurs devaient notamment se pencher sur les

marchés publics et les questions environnementales. Si aucune fumée blanche n'est attendue à l'issue de ces réunions, la Commission, nombre d'États membres et de dirigeants sud-américains font monter la pression pour un accord rapide. Dans une lettre adressée à la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et opportunément révélée vendredi par le *Financial Times*, pas moins de onze dirigeants européens - dont l'Allemand Olaf Scholz, le Suédois Ulf Kristersson et le Portugais Luís Montenegro - mettent en garde contre un nouveau report. « Dans le contexte de tensions géopolitiques croissantes, il est d'autant plus essentiel de développer des alliances internationales solides », écrivent-ils. Ils pointent le risque de voir d'autres puissances - entendu la Chine - prendre la place que devrait occuper l'UE dans la région. « Sans la conclusion de l'accord, d'autres puissances pourraient acquérir une influence encore plus forte sur les marchés latino-américains, tant sur le plan économique que politique. Au cours des dix dernières années, les entreprises européennes ont perdu en moyenne 15 % de part de marché dans la région. »

Alors que l'économie mondiale ralentit dangereusement et que l'Europe décroche, le Mercosur serait un précieux relais de croissance. Un tel accord permettrait de créer un marché intégré de premier ordre, comptant près de 800 millions de personnes et générant quelque 4 milliards d'euros d'économies sur les droits de douane. En réalité, la Commission a déjà un calendrier en tête. « L'accord devrait intervenir fin novembre, lors de la réunion du G20 à Rio », confirmait ces derniers jours avec beaucoup d'assurance un fonctionnaire européen.

Les syndicats agricoles sur le pied de guerre

Quid de la France, sous la pression de l'hostilité du monde agricole et des ONG ? En fin d'année dernière, Emmanuel Macron avait doué les espoirs de la Commission en appelant à des normes environnementales plus contraignantes. Et de son côté, le président argentin sortant avait émis des réserves de dernières minutes, manifestement soucieux de passer la main sur le sujet à son successeur, Javier Milei. En début d'année, en pleine crise agricole et alors qu'il effectuait un déplacement au Brésil, Emmanuel Macron avait réaffirmé son opposition, qualifiant l'accord « tel qu'il est aujourd'hui négocié » de « très mauvais accord, pour vous (le Mercosur, NDLR) et pour nous ». Il avait alors appelé à bâtir « un nouvel accord (...) responsable d'un point de vue de développement, de climat et de biodiversité ». À Bruxelles, on vante au contraire, un texte incluant « des engagements forts pour mettre en œuvre et respecter les accords multilatéraux sur l'environnement et le travail, tels que la convention sur la biodiversité, l'accord de Paris et les normes fondamentales du travail consacrées dans les conventions de l'OIT ».

Il est désormais question de tordre le bras de Paris, du moins de mettre la France devant ses responsabilités. Cette volonté de passer en force s'explique par l'isolement croissant de la France sur le dossier. À l'exception de l'Autriche, les États membres réfractaires se sont ravisés. Elle est aussi une des conséquences de l'effritement du pouvoir d'Emmanuel Macron en France et de son aura en Europe. « Qu'est-ce que *Manu* va faire vu l'état d'affaiblissement dans lequel il est ? », interroge, à dessein, un fonctionnaire européen. Les syndicats agricoles sont, en tout cas, sur le pied de guerre. « Alors que les élections sont passées, l'accord avec le Mercosur est de retour au menu », déplore dans un communiqué la Copa-Cogeca, la principale organisation agricole européenne. Elle estime que le texte actuel affecterait « particulièrement les secteurs agricoles déjà fragiles tels que la viande bovine, la volaille, le riz, le sucre... et l'éthanol ». Le collectif Stop Ceta-Mercosur appelle le président français à « obtenir l'arrêt de négociations et à retirer l'appui de la France au mandat de négociations dont la Commission européenne dispose ». ■



Une exploitation agricole au Paraguay. Moins de 2,5 % de la population concentrent plus de 85 % des terres cultivables, soit l'une des distributions les plus inégales des Amériques, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). JOSE LUIS STEPHENS/ALAMY VIA REUTERS CONNECT

Le Paraguay, ce petit pays aux grandes ambitions agricoles

Fabien Palerm
À Asuncion, Arroyos y Esteros
et La Pastora (Paraguay)

« Nous devons changer les mentalités et ne plus croire que nous sommes une île entourée de terres. Nous nous trouvons au cœur de l'Amérique du Sud. Notre situation géographique est un atout. » Cette déclaration du président paraguayen, Santiago Peña, au *Figaro* montre bien l'intention de ce petit pays de se faire une place sur la carte du commerce mondial. Asuncion entend inonder de ses produits agricoles le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Venezuela) et au-delà. Le chef de l'État se dit très favorable à un accord avec l'Union européenne.

Le Paraguay est, avec la Bolivie, le seul État américain qui ne dispose pas d'accès direct à la mer. Historiquement, sa situation géographique en a fait un lieu de passage stratégique, mais dépendant de ses voisins immédiats, principaux importateurs des richesses de ses sols. Le soja paraguayen s'exporte à une écrasante majorité vers l'Argentine (78 %), également productrice mais dont les graines sont moins protéinées. Le Brésil, destination de 11 % du soja paraguayen, s'empare du reste.

À peine sorti du centre névralgique d'Asuncion, le visiteur comprend pourquoi le nom de ce pays évoque une « terre veinée d'eau ». La route 3, qui mène vers le département Arroyos y Esteros (« ruisseaux et estuaires », en espagnol), traverse une campagne verdoyante, alimentée par des cours d'eau de toutes tailles. S'il n'est pas épargné par le changement climatique, qui provoque comme partout l'assèchement de ses fleuves, le Paraguay abrite des régions où le défi principal est, au contraire, de gérer l'excès de fluide vital.

Au niveau de l'exploitation agricole Piripucu, à quelque 70 km à l'est de la capitale, les *yyvu* (« corbeaux », en guarani) plantent au-dessus des nan-

dous, ces autruches autochtones, qui sillonnent entre les bottes de foin. « Ici, il a plu 1600 millimètres cette année. Dans le Chaco (nord-ouest du pays), on est descendu à 220 millimètres, sous l'effet d'une terrible sécheresse », explique depuis le quartier général de la propriété, l'ingénieur Fernando Ramirez. Le responsable technique de la production abonde de détails sur le système d'irrigation, qui garantit la bonne productivité des champs de riz et de soja. De l'autre côté du chemin permettant l'arrivée de véhicules, se trouve le canal principal d'irrigation, lui-même séparé par deux énormes bassins d'approvisionnement. Au total, pas moins de 600 hectares sont occupés par ce qui ressemble à deux lacs.

« L'agriculture, l'élevage et l'agro-industrie représentent à eux seuls entre 20 % et 26 % du PIB, mais aussi 80 % des exportations et donc des entrées de devises »

Fernando Masi Économiste et directeur du Cadep

Lorsqu'il s'installe sur ces terres, en 2009, le propriétaire, Fernando Serrati, s'oriente d'abord vers ce qu'il a toujours fait sa famille : l'élevage de bétail. Appâté par les rendements des céréales, il entame des recherches, en 2014, pour développer le soja, produit phare du commerce national, et le riz, en pleine croissance au Paraguay.

Le Paraguay a en effet suivi le boom des matières premières, jusqu'à devenir le troisième exportateur et sixième producteur mondial de soja. Entre 1990 et 2018, sa production a été multipliée par huit, atteignant 10,2 millions de tonnes. Sur la même période, celle du maïs a été décuplée (4,6 millions de tonnes en 2018) et le riz, jusqu'alors insignifiant, est passé de 34 000 tonnes à près de 1 million de tonnes.

Des chiffres qui alimentent une bonne santé économique faisant figure d'exception dans la région. Croissance

autour de 5 %, depuis une dizaine d'années, stabilité monétaire, équilibre budgétaire... D'anciens murmurent que le Paraguay serait le nouveau « miracle » sud-américain. Ce n'est pas le cas de l'économiste Fernando Masi qui, tout en saluant ces performances encourageantes, alerte sur les faiblesses structurelles de l'économie paraguayenne, en particulier sa dépendance vis-à-vis de l'agro. « L'agriculture, l'élevage et l'agro-industrie représentent à eux seuls entre 20 % et 26 % du PIB, mais aussi 80 % des exportations et donc des entrées de devise, résume le directeur du Centre d'analyses et de diffusion sur l'économie paraguayenne (Cadep). Cela génère une grande volatilité, liée notamment à l'exposition aux périodes de sécheresse. »

C'est pour cette raison que Rodrigo Riera persiste à maintenir l'élevage dans son exploitation familiale, vieille de plus de cent ans, installée à La Pastora (170 km à l'est d'Asuncion). L'agriculteur vante les mérites du « système mixte », plébiscité par de plus en plus de Paraguayens. « La vache ne trahit pas, lance-t-il, convaincu. Les rendements du bétail ne sont pas très grands, mais ils sont toujours là. Avec l'agriculture, les gains peuvent être très importants ou nuls. C'est très spéculatif. Cela fait cinq ans que nous avons planté des céréales, mais nous n'allons pas abandonner le bétail pour autant. » Le Paraguay, où habitent 6,8 millions de personnes et le double de vaches, aurait tort d'abandonner l'élevage, une industrie qui a encore du grain à moudre. Fin 2023, le pays a reçu une nouvelle série de labels l'autorisant à exporter sa viande aux États-Unis.

Qu'ils servent à l'élevage ou au soja, les champs paraguayens sont rentables pour une extrême minorité. Moins de 2,5 % de la population concentrent plus de 85 % des terres cultivables, soit l'une des distributions les plus inégales des Amériques, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Actuellement, l'agriculture provoque bien un effet multipli-

teur, en stimulant d'autres secteurs, mais elle ne permet pas d'effet de ruissellement », reprend l'économiste Fernando Masi. Le secteur agricole est divisé entre, d'un côté, l'agrobusiness, qui concentre la technique et les financements, et, de l'autre, l'agriculture familiale, les PME et le secteur informel, très peu productif, aux bas revenus et dénué de ressources techniques et financières. »

La solution viendra-t-elle des politiques publiques, dans ce pays de tradition libérale et non-interventionniste ? « Notre objectif est de permettre aux petites exploitations familiales d'accéder au crédit afin qu'elles se professionnalisent, en améliorant leurs méthodes de production et de vente », répond au *Figaro* le ministre Carlos Giménez. Dès le pas de la porte de son bureau, situé au deuxième étage d'un immeuble vieillissant du centre d'Asuncion, c'est tout l'enjeu du secteur primaire qui saute à la figure. Dans les couloirs exigus, décorés de photos de bradford, cette vache hybride, croisement de la hereford britannique et l'indienne brahman, se bousculent exploitants et autres élus locaux des campagnes. Dans cette ambiance de salon agricole, tous sont venus quémander de l'aide pour mieux affronter le lendemain. Un crédit ou...



Les patrons rassurés par la nomination de Michel Barnier

Louise Darbon

Le milieu des affaires salue l'arrivée de l'ancien négociateur du Brexit à Matignon

Le nom de Michel Barnier a provoqué un ouf de soulagement chez les patrons. Après de longues semaines d'attente, la nomination de cette figure de la droite à Matignon laisse le milieu des affaires satisfait. N'ayant que peu goûté cet été d'incertitude à l'« effet néfaste » pour les entreprises, « singulièrement les TPE et PME, dont les décisions d'investissement, de développement et d'embauche sont assez largement gelées », rappelle l'Union des entreprises de proximité (U2P), les milieux patronaux se sont unanimement réjouis de voir le suspen-

sue de la préparation du budget évoque ainsi plusieurs pistes d'économies pour réduire le déficit public qui ne cesse de filer, et dont certaines ciblent directement les milieux économiques.

L'Inspection générale des finances, auteur du document, souligne en effet que les entreprises auraient bénéficié de 99 milliards d'euros d'aides en 2022. Pour réduire ces dépenses, les experts de Bercy suggèrent de supprimer certains taux de TVA réduits pour économiser 4 milliards d'euros, ou bien de raboter le fameux crédit d'impôt recherche (CIR) qui coûte 7 milliards d'euros par an. Des suggestions auxquelles viennent s'ajouter des dispositifs de taxes inscrits d'ores et déjà dans le projet de loi de finances pour 2025 et qui seraient rétroactifs.

« Une culture du dialogue »

Si les patrons répètent à l'envi que le redressement des finances publiques est une nécessité, ils martèlent aussi que « toute augmentation des impôts ou des taxes, tout alourdissement du coût du travail aurait des conséquences ravageuses sur l'activité économique » en pénalisant la compétitivité française. Le milieu des affaires attend de Michel Barnier qu'il maintienne la politique en vigueur depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, incitant les entreprises à améliorer leur offre de biens et services et conquérir de nouveaux marchés. Le réseau d'entrepreneurs Croissance Plus appelle ainsi « de toute urgence à une poursuite de la politique de l'offre ». Cette dernière est, aux yeux de la CPME, « une des conditions du redressement d'une croissance dynamique soutenue par une baisse prévisible des taux ». « Tout signal contraire serait un message de défiance envoyé au monde entrepreneurial », met en garde l'organisation patronale.

Une réalité dont le nouveau locataire de Matignon semble avoir conscience. « Il veut un projet économique et financier qui permette de passer au Parlement



Le premier ministre, Michel Barnier, ici lors de la passation de pouvoirs, jeudi à Matignon. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

sans casser la confiance, ni créer d'inquiétude sur les marchés », confie une source proche de Michel Barnier. « C'est quelqu'un qui a une culture du dialogue et qui est habitué aux discussions avec le monde patronal », veut croire Jean-Eudes du Mesnil du Buisson, secrétaire général de la CPME interrogé à la Foire de Châlons.

Dans un paysage politique déchiré, les milieux patronaux comptent en effet sur les qualités de négociateur du successeur de Gabriel Attal. « En tant que négociateur du Brexit, il a fait face à des intérêts totalement contraires et a su trouver une issue acceptable par les différentes parties », relève ainsi l'U2P, le syndicat des TPE. Autant de qualités précieuses, compte tenu des majorités

de projet que le chef du gouvernement va devoir trouver. L'organisation patronale compte aussi sur Michel Barnier pour « remettre la concertation et le dialogue social au cœur des décisions publiques », rappelant que syndicats et organisations patronales ont démontré « leur capacité à trouver des accords et que cette expérience est plus que jamais utile en l'absence de majorité parlementaire à l'Assemblée nationale ».

Inquiétudes de la CGT

Du côté des syndicats, la CFDT a sobriement « pris acte » de la nomination de Michel Barnier, soulignant que la méthode de gouvernance doit évoluer vers « plus d'association de la société civile et des organisations syndicales à la prise de

décision » ainsi que vers « plus de proximité avec les citoyens ». Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a réagi plus vertement, accusant ce choix de démontrer « un mépris du vote des électeurs ». Ajoutant que ses « précédentes prises de position nous inquiètent fortement », la syndicaliste interroge : « Est-ce que Michel Barnier est prêt à rompre avec la politique économique et sociale d'Emmanuel Macron et avec sa méthode, verticale et autoritaire ? » Sans pour autant appeler à se joindre à la manifestation organisée samedi par La France insoumise contre « l'autocratie d'Emmanuel Macron ». ■

➤ Lire aussi **PAGES 2 A 5, 18 ET 19**

La situation politique fait capoter la vente de Biogaran

Marie Bartnik

Compte tenu des incertitudes politiques, les offres reçues « ne répondent pas aux critères » fixés par le groupe.

L'incertitude politique et les contreparties drastiques imposées par le gouvernement auront fini par tuer la vente de Biogaran. Malgré la nomination d'un premier ministre jeudi, Servier a décidé de mettre fin aux discussions qu'il menait depuis plusieurs mois au sujet de la vente de sa filiale dédiée aux génériques, selon des informations de l'Usine nouvelle confirmées au Figaro.

Le laboratoire pharmaceutique a annoncé vendredi matin, dans un message adressé à ses salariés, la fin de ces discussions. « Nous avons reçu des marques d'intérêt, mais celles-ci ne répondent pas à l'ensemble des critères que nous nous sommes fixés, explique le groupe. La création de valeur ne nous semblait pas suffisamment bénéfique pour l'entreprise et ses collaborateurs, le tissu industriel français et européen et, bien sûr, pour les patients et toutes les pharmacies et partenaires. » La médiatisation du dossier, la vive réaction du gouvernement puis la crise politique ont pesé sur le nombre et la qualité des offres proposées pour Biogaran. Si bien qu'en fin, aucune n'a trouvé grâce aux yeux de Servier.

Les candidats au rachat de Biogaran n'ont pourtant pas manqué. Au moins cinq se sont initialement montrés inté-

ressés par l'entreprise et son 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Ainsi du fonds d'investissement BC Partners, épaulé par la banque publique d'investissement (BPI), des laboratoires pharmaceutiques indiens Aurobindo et Torrent, du français Benta Lyon, ainsi que d'un cinquième acteur européen, dont le nom n'a pas été divulgué. Seuls les deux premiers ont toutefois confirmé avoir déposé une offre de rachat fin juin. Quant à l'offre de Benta Lyon, elle n'a pas été jugée suffisamment solide par Lazard, la banque d'affaires de Servier, qui l'a écartée. Mais la médiatisation du dossier et l'incertitude politique ont fini par peser sur la motivation des candidats. La possible cession du leader du générique en France à un investisseur étranger a crispé les autorités dès avant la dissolution.

Biogaran est un fleuron de la souveraineté sanitaire. L'entreprise commercialise une boîte de médicaments génériques sur huit en France et passe commande auprès de 39 sous-traitants dans l'Hexagone. Elle génère à elle seule 8600 emplois indirects. L'hypothèse d'un rachat par un acteur indien susceptible de délocaliser la production de médicaments génériques à l'étranger a suscité dès le printemps une vive in-

quiétude au gouvernement. Roland Lescure, Bruno Le Maire et Gabriel Attal ont tous trois publiquement manifesté leur opposition à la cession de Biogaran. « Nous n'accepterons pas de reprendre qui ne garantira pas de manière absolue la sécurité d'approvisionnement sur les génériques, le maintien des sites de production et les salariés qui vont avec. Sinon

« Je salue la très sage décision de Servier de renoncer à la vente de Biogaran, qui fait notamment suite à nos mises en garde sur les conditions potentielles d'un rachat »

Roland Lescure

Ministre de l'Industrie démissionnaire

j'y mettrai mon veto », expliquait par exemple en juin Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie démissionnaire.

À Bercy, le dossier Biogaran est alors déjà suivi de près depuis plusieurs mois. Il y est géré directement par la directrice de cabinet de Roland Lescure, le ministre de l'Industrie démissionnaire. Les

candidats au rachat sont successivement reçus au ministère, qui leur fait connaître ses lignes rouges avant même que la procédure de contrôle des investissements étrangers ne soit officiellement déclenchée. Garantie de maintien de la production de médicaments sur le sol français, de maintien de l'emploi, lourdes pénalités en cas de non-respect des engagements... Si les discussions se passent dans un climat serein, les conditions imposées apparaissent à dessein comme un carcan bien rigide aux potentiels acquéreurs.

Ces contraintes semblent d'autant plus lourdes à assumer que le climat politique se tend. La dissolution rend hautement incertaine la promesse, formulée par Gabriel Attal, d'améliorer le sort économique des médicaments génériques. Or certains candidats, à l'instar de BC Partners ou de Torrent, y sont très attachés. Pis, la dissolution ouvre potentiellement la voie à un futur gouvernement bien plus hostile aux entreprises que le gouvernement démissionnaire actuel. Les salariés de Biogaran, que Servier n'avait pas jugé bon de prévenir, se mobilisent enfin massivement contre la vente. Leur pétition, publiée sur change.org, réunit plus de 30 000 signatures. La somme de ces obstacles à la fin par pe-

ser sur les offres de rachat, au point que celles-ci apparaissent désormais insuffisamment attractives à Servier. Le laboratoire n'aurait par ailleurs pas été complètement épargné par les exigences de l'État imposées dans le cadre du contrôle des investissements étrangers.

« Je salue la très sage décision de Servier de renoncer à la vente de Biogaran, qui fait notamment suite à nos mises en garde sur les conditions potentielles d'un rachat », a réagi ce vendredi Roland Lescure. Le gouvernement « attend désormais de Servier qu'il ne prolonge pas sa stratégie de revente à l'étranger. Nous comptons également sur son engagement à investir dans la croissance de Biogaran ». Le laboratoire assure qu'il « reste déterminé à développer Biogaran par la croissance organique afin de maintenir notre place de leader en France ». Il vise 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour son activité générique en 2030. Mais il ne renonce pas définitivement à se séparer de sa filiale dédiée aux génériques, alors qu'il souhaite toujours se concentrer sur des médicaments plus innovants, notamment dans le domaine de l'oncologie. De nouvelles revues stratégiques pourront être conduites à l'avenir, quand le contexte politique sera redevenu plus propice. ■

Au Club Med, les vacances des GM (gentils membres) n'ont rien perdu de leur petit goût de paradis : buffets à volonté, activités à gogo, soirées festives... Cet été encore, ils ont eu droit à des séjours hors du temps dans l'un des resorts haut de gamme du Club. Au siège du groupe, dans le 19^e arrondissement parisien, l'atmosphère est loin d'être aussi sereine. L'ambiance est plutôt au jeu de chaises musicales et à la révolution de palais.

Propriétaire du Club Med depuis 2015, le conglomérat chinois Fosun a, en effet, le désir de reprendre en main les rênes de sa filiale... Peu importe que celle-ci soit au meilleur de sa forme et affiche des résultats historiques. Après une année 2023 record (près de 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 174 millions de résultat opérationnel et 99 millions de résultat net), le groupe a réalisé le meilleur premier semestre de son histoire, avec un volume d'affaires en hausse de 10 %. « En soixante-quatorze ans, Club Med n'a jamais eu un portefeuille de resorts aussi beau et haut de gamme », souligne la direction dans un communiqué publié ce vendredi. Henri Giscard d'Estaing, qui dirige le Club Med depuis vingt-deux ans, a réussi la montée en gamme des clubs de vacances popularisés par les Bronzés. Depuis avril dernier, 100 % de la capacité des villages est haut de gamme ou très haut de gamme.

Las. Malgré ce succès commercial et financier, les relations entre Henri Giscard d'Estaing et le propriétaire chinois du Club Med se sont considérablement dégradées. Au point d'entraîner à la fois une crise de management et une crise de gouvernance. Celles-ci arrivent au pire moment pour Fosun : le conglomérat, dans le viseur du régulateur bancaire chinois à cause de son endettement (près de 30 milliards de dollars), cherche officiellement à céder une minorité du capital (20 à 30 %).

Le groupe dirigé par Guo Guangchang avait toujours laissé les coudées franchies à Henri Giscard d'Estaing pour poursuivre sa stratégie de montée en gamme. Il offrait une grande latitude au fils de l'ancien président de la République française, dont les relations avec les élus locaux sont si précieuses. Mais l'arrivée d'un nouveau président à la tête de Fosun Tourism Group, fin 2022, a changé la donne. Cotée à la Bourse de Hongkong, cette filiale du conglomérat chinois réalise les trois quarts de ses profits avec le Club Med. Son nouveau patron, Xu Xiaoliang, n'a pas du tout les mêmes relations avec Henri Giscard d'Estaing que son prédécesseur, qui lui faisait toute confiance. Pour ne rien arranger, Guo Guangchang s'intéresse moins à la France et Xu Xiaoliang est aussi président du conseil d'administration du Club Med, même si Henri Giscard d'Estaing est mandataire social et président exécutif de la société.

Homme de pouvoir, le Chinois multiplie les efforts pour renforcer son emprise



Le dirigeant du Club Med, Henri Giscard d'Estaing, et le président du conglomérat chinois Fosun, Guo Guangchang, en décembre 2017. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Club Med déstabilisé après sa reprise en main par le géant chinois Fosun

Mathilde Visseyrias et Ivan Letessier

Le conglomérat fait le ménage dans la direction de sa filiale. Un paradoxe, alors qu'il cherche un actionnaire minoritaire et que la firme française est au meilleur de sa forme.

sur la direction du Club Med. Fin 2023, deux sièges supplémentaires ont été créés au board, confiés à des Chinois, faisant baisser l'influence des deux administrateurs français du Club, Henri Giscard d'Estaing et Georges Pauget.

Démission d'un administrateur indépendant

Preuve de la perte d'influence du patron du Club Med, Henri Giscard d'Estaing a abandonné la plupart de ses fonctions chez Fosun Tourism Group. S'il reste au board, il n'est plus ni administrateur exécutif, ni vice-président, ni membre du comité stratégique, ni membre du comité environnemental, social et de gouvernance...

Surtout, Xu Xiaoliang a voulu confier la direction financière du Club Med à Yin On Choi, déjà directeur financier de Fosun Tourism Group. Une fonction assumée par Michel Wolfowski. Également mandataire social du Club Med, ce dernier, vieux com-

pagnon de route de Giscard, cumule les fonctions de directeur général, directeur financier et patron de la zone Amériques. S'il aurait accepté d'avoir Yin On Choi sous ses ordres, il a refusé que ce dernier soit nommé directeur sans lui reporter, comme le voulaient les Chinois. Il a été contraint de démissionner de ses fonctions de mandataire social, avant d'être licencié. Il quittera effectivement son poste fin octobre.

Ce licenciement n'a plu ni à Henri Giscard d'Estaing, qui a fait sentir son désaccord mi-juillet dans un courrier aux salariés, ni à Georges Pauget. Seul administrateur indépendant du Club Med, l'ancien dirigeant du Crédit agricole a démissionné le 24 juillet. « En 2015, quand Fosun s'est opposé à l'italien Bonomi pour prendre le contrôle du Club, j'ai soutenu Fosun car son offre soutenait la stratégie de transformation menée par Henri Giscard d'Estaing, qui s'est avérée un succès, confie Georges Pauget. Fosun prend

un risque en cassant brutalement le tandem Henri Giscard d'Estaing-Michel Wolfowski, qui a fait ce que le Club est aujourd'hui. C'est un tandem créateur de valeur. Je suis en désaccord avec les actuels dirigeants de Fosun Tourism Group sur leur façon de gérer les équipes dirigeantes. De plus, le projet de Fosun d'amener l'essentiel des pouvoirs au conseil d'administration et faire des dirigeants de simples exécutants va à l'encontre des règles et pratiques de gouvernance de la place de Paris. »

À 67 ans, Henri Giscard d'Estaing, qui n'a pas souhaité répondre au Figaro, ne tient pas à abandonner le navire, malgré l'influence croissante de son propriétaire chinois et le départ prochain de son fidèle bras droit Michel Wolfowski. Le grand patron prépare un nouvel organigramme, qui doit être soumis à la direction de Fosun Group. La preuve qu'il est à la fois soucieux de rester aux commandes et de préparer sa succession.

Rassurer sur la stabilité managériale du Club Med est d'autant plus crucial que Fosun cherche depuis près de deux ans à ouvrir le capital de sa filiale française à des investisseurs. La famille Mauss, propriétaire de Lacoste, Aigle, The Kooples, a regardé le dossier et proposé de prendre la majorité du capital. Mais Fosun, qui valoriserait Club Med à 2 milliards d'euros, ne souhaite pas en céder plus de 30 %. Fin juillet, un fonds d'investissement singapourien et un attelage composé de CVC Capital et Bpifrance auraient fait une offre non engageante. Mais ils n'ont toujours pas de retour de Fosun. Avant de s'engager pleinement pour aider le groupe chinois à se désendetter, les futurs actionnaires minoritaires voudront sans doute obtenir des garanties sur le management et avoir la certitude qu'ils pourront avoir leur mot à dire sur la stratégie, la gouvernance et le management. Sans laisser tout le pouvoir à Fosun... ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

GUILLAUME MEYZENQ Salomon

Salomon confie la direction globale de l'habillement à Guillaume Meyzenq, qui a rejoint l'entreprise française d'articles de sport il y a vingt-sept ans. Il exerçait récemment comme vice-président de la catégorie chaussures, pilier de l'activité de la marque. Sa mission consistera à déployer les produits textiles, qui ne représentent aujourd'hui que 5 % du chiffre d'affaires.

ÉTIENNE BODIN BUT Conforama



Ancien directeur des affaires publiques de Leroy Merlin, l'ex-conseiller ministériel Étienne Bodin arrivera le 16 septembre chez But Conforama comme directeur des affaires publiques, de la communication et du développement durable, siégeant au comité de direction.

DAMIEN PÉRILLAT Edenred

Directeur commercial de la fintech européenne Billie, Damien Périllat intègre Edenred comme directeur général chargé des solutions de paiement et des nouveaux marchés. Dans sa ligne de mire, figurera notamment l'innovation en matière de paiement. Il a précédemment évolué chez PayPal, entre autres en tant que directeur général pour l'Europe de l'Ouest et la France.



Un ex-président de Naturalia aux commandes de Biocoop

Franck Poncet ne jure que par le commerce : il en a tellement rêvé adolescent qu'il a fini par s'y lancer et y consacrer sa carrière.

Son goût pour ce contact singulier pousse cet amateur de BD à écumer les librairies, en quête d'exemplaires inédits à dévorer. Le nouveau directeur général de Biocoop conjugue cette passion avec son tropisme pour l'agroalimentaire, qui s'est affirmé au fil des années.

Au terme de son cursus à l'Insee, il a débuté en 1996 dans le groupe Skalli, qui détenait les pâtes Lustucru et Rivoire & Carret. Il a enchaîné chez Savencia deux ans plus tard, se chargeant de la marque. En 2002, il rejoignait Monoprix, se considérant comme un « transfuge passant de l'industrie au retail ».

Durant douze ans, il a gravi les échelons, performant aux achats avant de s'occuper du réseau de magasins de proximité. En 2014, il a néanmoins éprouvé l'envie d'endosser un rôle global tout en approfondissant un domaine. Aussi a-t-il récupéré les rênes de Naturalia, au sein de Monoprix. Il a alors découvert l'agriculture biologique. « Il s'agit d'une forme différente de consommation, d'engagement et de valeurs », estime-t-il. Il a assumé la présidence dès 2018,

ralliant dans la foulée le comité exécutif de Monoprix afin de superviser l'exploitation et les opérations. Et d'expliquer : « Cela rassemble mes expériences précédentes en me conférant une vision particulièrement large. » En 2020, il a cependant cédé aux sirènes d'une aventure plus entrepreneuriale, aux commandes d'Emova, qui détient notamment Monceau Fleurs et Au nom de la rose et a réalisé 30 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2023.

Terrain connu

« Je disposais d'une véritable liberté à la tête d'une structure plus modeste mais qui présente de belles enseignes. Elle s'appuie sur ses franchisés et multiplie les projets de développement », souligne-t-il. Pendant quatre ans, jusqu'en juin, il a également siégé au conseil de surveillance de Nous anti-gaspi, chaîne d'épicerie qui vend les produits jugés imparfaits par la grande distribution.

Pour achever ce tour d'horizon des organisations, entre sociétés familiales, cotées ou gérées par des fonds d'investissement, il a accepté la proposition de la coopérative Bio-com. Il revient en terrain connu. « Je souhaite contribuer à écrire l'avenir de la bio », précise-t-il.

MAUD KENIGSWALD
mkenigswald@lefigaro.fr

CHRISTIAN STEIN Renault



Chez Renault depuis 2020, dernière-ment directeur revenus et expérience client de la marque Ampere, Christian Stein est nommé directeur de la communication du groupe à partir du 16 septembre, en remplacement de Stéphanie Cau. Il avait débuté en 1991 chez PSA, assumant des responsabilités croissantes au sein du département des ventes et du marketing, avant de rallier Volkswagen.

SOPHIE BOISSARD Clariane

Le conseil d'administration du groupe de maisons de retraite et de soins Clariane (ex-Korian) a renouvelé le mandat de directrice générale de Sophie Boissard, qui occupe cette fonction depuis janvier 2016 et dont le mandat arrivait à échéance le 31 décembre 2024. L'énarque, ancienne conseillère d'État, a évolué par le passé au sein de la SNCF, endossant la direction de la stratégie et du développement international.

SYLVIE DUBOIS CEP

Responsable de la politique de communication responsable de BNP Paribas, Sylvie Dubois intègre le collège des professionnels du Conseil de l'éthique publicitaire (CEP), en remplacement de Thierry Libaert, qui part en retraite. **M. K.**

Dans des marchés volatils, les actions préférées des gérants pour la fin d'année

Hervé Rousseau

Aux entreprises sensibles à la conjoncture, les investisseurs préfèrent les valeurs solides par gros temps. Et sont sélectifs.

Confrontés à une multitude de risques, les investisseurs font face à une équation particulièrement complexe. Ils guettent le moindre signe de faiblesse en provenance de l'économie américaine. L'annonce, mardi, d'un nouveau recul de l'activité manufacturière en août a ravivé la crainte d'une prochaine récession aux États-Unis et fait chuter les indices. Le Vix, aussi appelé « indice de la peur », s'est immédiatement envolé de 33 %, renouant avec ses pics du début du mois d'août, lorsque le marché avait paniqué face à un mauvais chiffre de l'emploi aux États-Unis et à une hausse inattendue des taux directeurs de la part de la Banque du Japon.

En France, la nomination de Michel Barnier au poste de premier ministre est loin de faire disparaître le risque politique. Les défis sont immenses pour le nouveau chef du gouvernement. La montée des extrémismes en Allemagne et l'approche de l'élection présidentielle aux États-Unis, début novembre, alimentent aussi le climat de défiance qui règne actuellement sur les marchés. Dans le même temps, la faiblesse de l'économie chinoise pèse sur de nombreux secteurs comme les constructeurs automobiles ou le luxe.

« D'ici la fin de l'année, il faut s'attendre à de nouveaux pics de volatilité », estime Mabrouk Chetouane, directeur de la stratégie de marchés chez Natixis Investment Managers. Selon lui, dans les

prochains mois, « les probabilités de pertes dépassent très largement les perspectives de gains sur les marchés d'actions ». Un sentiment largement partagé chez les professionnels. « Nous évitons actuellement les prises de risques excessives sur les marchés d'actions et faisons au contraire preuve d'une extrême prudence dans nos choix de gestion », abonde Grégoire Kounowski, conseiller en investissements chez le gestionnaire de patrimoine Norman K.

Face aux tempêtes qu'ils entendent à l'horizon, les gérants réduisent la volatilité. Ils augmentent la part de cash dans les portefeuilles. Et au sein de la poche actions, ils se détournent des valeurs les plus sensibles à la conjoncture et se concentrent sur des secteurs habituellement solides par gros temps. « Nous sommes aujourd'hui dans une période de fin de cycle, ce qui nous incite à réduire notre exposition aux valeurs cycliques, comme les constructeurs automobiles, pour nous concentrer sur des entreprises au profil plus défensif », avance François Rimeu, stratège senior chez La Française AM. Les secteurs de la santé, des télécoms ou des services aux collectivités parviennent ainsi à réunir de nombreux suffrages auprès des professionnels. « En Europe, ces secteurs surperforment d'ailleurs très nettement le marché, avec des gains compris entre 15 % et 19 % depuis le début de l'année », constate Alexandre Baradez, stratège chez le courtier IG France. À Paris, tandis que le CAC 40 fait pratiquement du surplace depuis le début de l'année, Sa-

nofi s'adapte près de 18 %, Essilor Luxottica, valeur à la frontière entre le luxe et la santé, grimpe de 15,8 %, Veolia avance de 5,4 % et Orange de 4,6 %.

Alexandre Baradez, chez IG France, mise également sur le secteur bancaire. Selon lui, en dépit d'une belle hausse de 17 % depuis le début de l'année, les banques européennes, très faiblement valorisées, n'ont pas encore épuisé tout leur potentiel. Les baisses de taux d'intérêt, généralement défavorables aux valeurs bancaires, « sont aujourd'hui surévaluées par le marché », explique-t-il. Par ailleurs, avec le recul du loyer de l'argent, « les banques devraient profiter d'un effet volume favorable avec un rebond de la demande de crédits », ajoute ce spécialiste. Les analystes sont d'ailleurs très majoritairement positifs sur BNP Paribas, le bon élève du secteur en Europe. Ils ciblent en moyenne un cours de Bourse de 81,50 euros selon le consensus FactSet Research, soit un potentiel de l'ordre de 28 %.

Le secteur de l'immobilier, promoteurs et foncières cotées, laminé par le recul du marché et la hausse des taux ces dernières années, revient également en grâce auprès de nombreux professionnels. L'immobilier est aujourd'hui confronté à une crise profonde, mais « tout a un prix en Bourse. Les valorisations sont aujourd'hui à des planchers historiques. Or, la demande est toujours présente dans la construction, où les besoins sont immenses. Ce secteur par nature emprunteur devrait être parmi les grands gagnants de la baisse des taux », estime un analyste.

Pour Grégoire Kounowski, chez Norman K, les marchés ont aujourd'hui tendance à surréagir à la moindre nouvelle et à alterner les phases d'optimisme et de pessimisme excessifs. Selon lui, « dans les prochains mois, il va falloir profiter des creux de marchés pour se renforcer sur les meilleurs de la classe qu'il est toujours difficile d'entrer en portefeuille, comme le spécialiste français des gaz industriels et de santé Air liquide ou le champion allemand des logiciels SAP ».

Le CAC 40 fait pratiquement du surplace depuis le début de l'année

Évolution du cours de l'indice CAC 40 en points



Source : Bloomberg

à suivre sur [legifaro.fr/bourse](https://www.legifaro.fr/bourse)

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sicav et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone



OLIVIER POREN

LA SÉANCE DU VENDREDI 6 SEPTEMBRE

LE CAC													
	JOIR	%VAR.	%HAUT KIB	%BAS KIB	%CAPEN	SI/2		JOIR	%VAR.	%HAUT KIB	%BAS KIB	%CAPEN	SI/2
ACCOR	37,77	-146	38,68	37,74	0,248	+9,16	LMVH	612	-116	622,2	612	0,109	-16,58
AIR LIQUIDE	162,36	-0,45	165	161,88	0,141	-7,81	MICHELIN	35,37	-0,65	35,59	35,15	0,179	-8,96
AIRBUS	128,34	-2,58	132,28	128,34	0,193	-8,18	ORANGE	10,795	-0,28	10,795	10,69	0,23	+4,77
ARCELORMITTAL SA	20	-0,04	20,31	19,96	0,305	-2,21	PERNOD RICARD	123,15	-0,85	124,7	123	0,127	-22,91
AXA	34,49	-0,66	34,89	34,35	0,158	-16,95	PUBLICIS GROUPE SA	95,14	-0,94	96,8	94,8	0,116	-12,36
BNP PARIBAS ACTA	62,18	-2,25	63,6	61,89	0,246	-0,66	RENAULT	40,34	-2,96	41,47	39,98	0,377	+9,31
BOUYGUES	31,98	-2,05	32,63	31,57	0,262	-6,27	SAFRAN	192,35	-1,66	196,5	191,7	0,136	-20,63
CAPGEMINI	180,05	-1,96	183,65	179,6	0,144	-4,61	SAINT GOBAIN	75,04	-2,85	77,88	74,86	0,188	-12,57
CARREFOUR	14,85	-0,41	14,97	14,725	0,26	-10,35	SANOFI	104,54	-0,36	105,74	104,34	0,164	-16,47
CREDIT AGRICOLE	14,13	-0,53	14,295	14,03	0,141	-9,94	SCHNEIDER ELECTRIC	24,95	-2,32	22,165	24,3	0,147	-18,25
DANONE	65,22	-1,24	65,58	64,36	0,338	-11,5	SOCIETE GENERALE	210,25	-8,8	22,23	216,9	0,396	-19,16
DASSAULT SYSTEMES	33,52	-1,98	33,76	32,76	0,101	-24,22	STELLANTIS NV	14,062	-1,55	14,432	14,028	0,297	-32,93
EDENRED	37,4	-0,45	38,04	37,29	0,192	-30,92	STMICROELECTRONICS	25,82	-3,04	26,57	25,75	0,293	-43,5
ENGIE	16,15	-0,53	16,125	15,975	0,235	-1,24	TELEPERFORMANCE	97,48	-2,96	100,5	97,48	0,276	-26,18
ESSILORLUXOTTICA	208,8	-0,29	211,6	207,6	0,122	-14,98	THALES	144,9	-0,65	147,45	144,5	0,086	-17
EUROFINS SCIENT.	52,74	-0,27	53,82	52,58	0,173	-10,58	TOTALENERGIES	59,86	-1,16	60,65	59,72	0,168	-2,82
HERMES INTL	190,95	-1,95	193,5	190,25	0,085	-0,48	UNIBAIL-RODAMCO-WE	75,58	-1,47	76,24	74,52	0,22	-13,09
KERING	236,25	-3,55	246,2	236,25	0,233	-40,79	VEOLIA ENVIRONN	29,6	-0,87	29,98	29,6	0,169	-3,64
L'OREAL	382,8	-12,3	388,55	381,55	0,068	-15,06	VINCI	109,1	-0,68	110,05	108,75	0,168	-4,05
LEGEND	96,66	-1,06	98,52	96,3	0,158	-2,72	WVENDI SE	10,105	-0,93	10,215	10,085	0,093	-4,43

LES DEVISES

MONNAIE	1 EURO-
AUSTRALIE	1,6503 AUD
CANADA	0,9385 CHF
DOUBAÏ	1,1003 USD
HONG KONG	8,6526 HKD
JAPON	158,93 JPY
SUISSE	0,9385 CHF
ÉTATS-UNIS	1,1003 USD
TUNISIE	3,375 TND
MAROC	11,103 MAD
TURQUIE	37,7388 TRY
EGYPTE	52,72 EGP
CHINE	7,865 CNY
INDE	93,206 INR
ALGERIE	147,76 DZD

L'OR

VEILLE	31/12
Lingot 1kg	72 883,8€
Lingot 100g	7 288,28€
Lingot 50g	3 644,14€
Lingot 10g	728,82€
Lingot 2,5g	182,20€
20F NAPOLÉON	454,75€
20F JULES	448,67€
SOUVERAIN	568,6€
24,24,32€	2 424,32€
50 PÉPES	2 896,6€
10 DOLLARS	1 184,15€
20 DOLLARS	2 368,3€

QUESTIONS D'ARGENT AVEC LeParticulier

Comment décrypter son avis d'imposition ?

Les avis d'imposition sont arrivés cet été, à un moment où tout le monde se passionnait pour les Jeux olympiques ou profitait de ses vacances. Beaucoup de contribuables n'ont jeté qu'un rapide coup d'œil à la seule information qui les intéresse vraiment : combien doivent-ils encore au fisc ou quelle somme va-t-il leur rembourser. D'autres informations méritent pourtant qu'on s'y attarde.

1 Comment corriger une erreur ?

Une erreur est toujours possible de la part de l'administration fiscale ou de votre part lorsque vous avez rempli votre déclaration. Vérifiez votre nombre de parts, vos charges, vos crédits et réductions d'impôt, les prélèvements déjà opérés à la source sur vos salaires ou vos retraites et les acomptes débités sur votre compte bancaire. Ce contrôle est d'autant plus recommandé que l'envoi de votre avis d'imposition déclenche le délai pendant lequel vous pouvez le contester. Si le fisc s'est trompé, adressez une réclamation par courrier, sur votre messagerie sécurisée en ligne sur impots.gouv.fr ou au guichet de votre centre des finances publiques. Vous avez jusqu'au 31 décembre 2026 pour agir. Si l'erreur vient de vous et si vous avez eu recours à la déclaration en ligne (ou automatique), vous pouvez la rectifier via le service de télécorrection ([sur impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)). Il est ouvert jusqu'au 4 décembre. Si vous avez rempli votre déclaration sur papier, vous n'y avez pas accès et devez utiliser la voie de la réclamation.

2 À quoi sert le revenu fiscal de référence ?

Le revenu fiscal de référence (RFR) est un revenu reconstitué par les services fiscaux dont le montant conditionne l'octroi d'aides sociales et d'avantages fiscaux, ou l'assujettissement à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (s'il dépasse 250 000 euros ou 500 000 euros pour un couple imposé en commun). Inscrit aux pages 1 et 3 de votre avis, le RFR s'avère souvent plus élevé que le revenu imposable car il englobe en plus des revenus imposables (y compris ceux soumis à la taxe forfaitaire, comme la flat tax de 12,8 %), des revenus exonérés (heures

supplémentaires, prime de partage de la valeur...) et certaines déductions (abattement de 40 % sur les dividendes soumis au barème progressif, versements sur un plan d'épargne-retraite...). Si votre RFR de 2023 est en hausse, vous risquez de ne plus être éligible, en 2025, au crédit d'impôt pour les dépenses d'équipements du logement ou à la dispense de paiement du prélèvement forfaitaire sur les intérêts ou dividendes (votre RFR doit rester inférieur à 25 000 euros, ou à 50 000 euros pour un couple, pour les intérêts ; et à 50 000 euros, ou à 75 000 euros pour un couple, pour les dividendes). Vous pouvez aussi perdre l'exonération de taxe foncière sur votre résidence principale et être soumis à la part de contribution sociale généralisée (CSG) plus élevée sur votre retraite. Vos droits à l'aide juridictionnelle, aux dispositifs MaPrimeRénov' et MaPrimeAdapt', ou encore au chèque énergie pourraient aussi fondre ou disparaître. Enfin, vous pourriez perdre le droit d'ouvrir un livret d'épargne populaire (LEP) ou devoir clôturer celui que vous détenez (si vous dépassez le plafond deux ans de suite).

3 Où trouver son nouveau taux de prélèvement ?

Ne cherchez pas sur votre avis d'imposition le nouveau taux de prélèvement à la source (PAS) appliqué à partir de septembre sur les salaires, les retraites ou les acomptes ponctionnés sur les comptes bancaires des indépendants et des bailleurs. Il n'y figure pas. Pour le connaître, il faut vous rendre dans votre espace personnel sur le site impots.gouv.fr. Le taux de PAS est calculé sans tenir compte de vos réductions et crédits d'impôt, des déficits et des revenus taxés à un taux forfaitaire. Voilà pourquoi il diffère de votre taux moyen d'imposition, qui lui, apparaît à la dernière page du document. Ce taux moyen représente votre pression fiscale réelle. C'est celui auquel l'ensemble de vos revenus de 2023 ont été taxés, compte tenu de la progressivité du barème fiscal et de l'imposition forfaitaire de certains d'entre eux. Il est obtenu en divisant votre impôt net (augmenté de la flat tax de 12,8 % et de l'impôt de 19 % sur une éventuelle plus-value immobilière) par votre revenu imposable (augmenté des revenus taxés à 12,8 % ou 19 %). Quant au taux marginal, il correspond au taux de la tranche la plus élevée du barème fiscal auquel sont taxés vos revenus (0, 11 %, 30 %, 41 % ou 45 %). Si votre TMI est de 30 %, 1 000 euros de revenus en plus en 2024 devraient générer au moins 300 euros d'impôt supplémentaire en 2025. À l'inverse, si vous déduisez une charge de 1 000 euros, vous pourriez économiser 300 euros d'impôt. ■

LA VALEUR DU JOUR

Le groupe espagnol Puig chute après des résultats décevants

Le groupe de luxe et de cosmétiques espagnol Puig, propriétaire notamment des marques Paco Rabanne et Jean Paul Gaultier, qui s'est lancé en Bourse début mai, a déposé un bénéfice net de 154 millions d'euros au premier semestre. Un chiffre en baisse de 26 % par rapport à la même période de 2023 et très inférieur aux attentes du marché. Le bénéfice a chuté malgré une hausse de 9,6 % du chiffre d'affaires, à 2,1 milliards d'euros. Le groupe catalan explique le recul de son bénéfice net par les coûts induits par son introduction en Bourse, évalués à 119,7 millions d'euros, et des « primes exceptionnelles versées aux employés ».

La direction se déclare toutefois « optimiste » pour l'ensemble de l'année 2024, au vu du bon comportement de ses marques de prestige, notamment en Europe et en Amérique du Nord, et de l'intégration de la marque Dr. Barbara Sturm, acquise en début d'année. Les ventes du premier semestre démontrent « le bien-fondé de nos choix stratégiques » et permettent de « confirmer les prévisions de moyen terme communiquées lors de notre introduction en Bourse en mai de cette année », explique le groupe. La maison de beauté catalane, fondée en 1914 à Barcelone par l'entrepreneur Antonio Puig Castello, s'est lancée en Bourse le 3 mai dernier. Son PDG avait alors assuré que cette introduction permettrait d'imposer une « discipline » de marché et d'éviter les « difficultés » auxquelles les sociétés familiales sont confrontées lors du passage de témoin entre générations. Le groupe, qui contrôle également les griffes Nina Ricci, Charlotte Tilbury ou encore Carolina Herrera, reste détenu à 71,7 % par la famille Puig, qui conserve en outre une large majorité des droits de vote (92,5 %).

Ces résultats, les premiers depuis l'introduction en Bourse de l'entreprise, ont été froidement accueillis par les investisseurs à la Bourse de Madrid. Le titre Puig a chuté de 13,25 %, à 21,30 euros, vendredi. ■

Caroline Sallé
et Florent Barraco

Le football français doit se réinventer pour rendre son championnat plus attractif et susciter l'envie de s'abonner.

La maison Ligue 1 brûle, et tout le monde regarde ailleurs. Du côté du duel qui se profile entre Vincent Labrune, le président sortant de la Ligue de football professionnel, et Cyril Linette, ancien directeur des sports de Canal+, ex-DG de L'Équipe et du PMU. Lors de l'assemblée générale prévue le 10 septembre, les deux candidats brigeront la tête de la LFP. Chacun compte les points et ses soutiens, dans cette élection où l'on parle surtout gros sous, répartition des droits TV, mais jamais du produit que l'on vend.

Cette question est toujours balayée. Elle est pourtant centrale. « Cela fait dix ans que le PSG échoue à gagner la Champions League, constate un acteur de la sphère politique, très bon connaisseur du football et de ses arcanes. La saison passée, l'OM n'est même pas sorti des poules ! Le stade brestois, qui s'apprête à disputer la première Champions League de son histoire face au Barça et au Real Madrid ? C'est François Asselineau que l'on envoie au second tour de la présidentielle ! Parlons des Girondins de Bordeaux, relégués en National 2... Le vrai problème est là : le produit Ligue 1 est mauvais. »

En 2021 déjà, après le fiasco de Mediapro, Maxime Saada, le président du directoire du groupe Canal+, avait sonné l'alarme. « Il y a un problème structurel d'attractivité pour la Ligue 1 », déclarait le dirigeant au Figaro. Beaucoup, à l'époque, y ont vu le discours d'un mauvais perdant, reparti bredouille de l'appel d'offres remporté par Mediapro en 2018, et la tentative de récupérer des droits TV à moindres frais. Au lieu de se remettre en question, le football français a préféré faire l'autruche. Le dernier appel d'offres est venu lui démontrer que le championnat ne valait pas le milliard espéré mais à peine la moitié de cette somme. La Ligue pensait pouvoir tirer le maximum d'argent d'un mauvais produit et elle a pris le mur de face.

Les signes avant-coureurs ne manquaient pas. « Neymar est parti, Messi est parti, Mbappé est parti : c'est bien la preuve d'une baisse de l'attractivité du championnat français depuis un moment », considère un acteur de la sphère médiatique. Et Amazon, l'ex-diffuseur de la Ligue 1, n'a jamais levé le coin du voile sur les audiences des matchs ni sur le nombre d'abonnés que la plateforme avait attirés.



Les supporters doivent désormais payer 30 euros pour regarder les matchs sur la chaîne DAZN.

Ligue 1 : le spectacle n'est pas à la hauteur du prix réclamé

Le choix des téléspectateurs de pirater massivement la compétition, considérant que la somme de 30 euros (avec engagement) réclamée par DAZN est trop élevée, est un autre symptôme douloureux autant que dangereux de cette baisse d'attractivité actuelle. Pour accéder à tous les matchs de Ligue 1, il faut ajouter un abonnement de 15 euros à beIN Sports, pour un total de 45 euros par mois. « Le spectacle n'est pas à la hauteur du prix réclamé, assure un bon connaisseur de l'industrie audiovisuelle. Le deal noué entre CVC et la LFP devait aider à renforcer le produit Ligue 1. En quoi le 1,5 milliard d'euros injecté par ce fonds d'investissement a-t-il servi à revaloriser le foot ? Le niveau est pire qu'avant. Cette promesse d'un spectacle premium a été trahie. Et cette trahison a délégué les Français de l'impératif moral de payer. »

Dépenser plus pour avoir moins ? « La compétition se détériore, avec un vrai déficit technique et tactique, comparée aux autres grands championnats type Angleterre ou Espagne, gronde un supporter. La dernière superstar de Ligue 1, Mbappé, est partie cette saison. C'était une attraction dans tous les stades de France. La qualité du jeu et de l'effectif du PSG est l'arbre qui cache la forêt et le souffle marseillais va bientôt retomber, comme tous les ans. Bref, ça ne fait

pas trop rêver. Rien ne peut justifier un abonnement à 30 euros pour seulement quelques matchs de gala », estime-t-il. Quant à la production des matchs, « je regrette les grandes années Canal+ », se lamente un autre fan. Le piratage n'est pas une fatalité pour autant. « Lorsque le contenu est bon, on veut le voir dans de bonnes conditions et on est prêt à payer pour ça », rappelle l'acteur de la sphère médiatique cité plus haut.

« La compétition se détériore, avec un vrai déficit technique et tactique, comparée aux autres grands championnats type Angleterre ou Espagne »

Un supporter

Comment rebâtir, à présent, une Ligue 1 dont les droits de retransmission dépasseront les 500 millions d'euros ? « Pour l'heure, je constate un vide sidéral de vision et de stratégie », déplore un observateur du secteur. Pas besoin d'aller chercher très loin l'inspiration pour améliorer le spectacle et recréer du lien avec le public : penser chaque journée comme un événement au-delà des quatre ou cinq chocs, raconter une

histoire autour des derbys, mieux mettre en scène les affrontements, faire preuve de plus de souplesse dans la programmation... Depuis quinze ans, le Top 14 de rugby a importé avec succès la tradition anglaise du « Boxing Day », ces matchs de Premier League joués entre Noël et le jour de l'An. La Ligue 1, à cette période, remise les crampons.

Pour susciter l'envie de s'abonner, la LFP pourrait apprendre, à nouveau, de ses voisins britanniques et programmer de grosses affiches dès le début du championnat. Mi-août, la Premier League anglaise diffusait un match opposant Chelsea à Manchester City, puis, il y a quelques jours, à l'occasion de la troisième journée du championnat anglais, le duel fratricide historique entre Manchester United et Liverpool. Un bon moyen de lancer sa campagne d'abonnement. En France, le premier vrai choc est attendu pour... le 22 septembre, soit après le début de la Ligue des champions. C'est tard.

La réalisation des matchs gagnerait à faire davantage appel aux outils de réalité augmentée ou d'IA. Corser un peu le feuilleton Ligue 1 en étant plus critique dans les commentaires ne serait pas inutile non plus. Un diffuseur qui détient les droits d'un championnat ne doit pas se cantonner au simple rôle de passe-plat. La critique et la polémique

alimentent le feuilleton, donc le rendent attractif. Dans un second temps, pourquoi ne pas, comme le préconisait en juillet John Textor, le propriétaire de l'Olympique Lyonnais, proposer des « expériences de visionnage personnalisées, offrant aux spectateurs le droit de choisir les commentateurs sportifs et célébrités de leur choix pour les matchs ».

Surtout, la Ligue 1 pourrait prendre pour modèle un sport comme la Formule 1. Tombée en désuétude, la discipline est redevenue tendance : elle a dépoussiéré ses règles et innové (les courses sprint), rendu l'expérience du téléspectateur proche de celle des jeux vidéo, s'est associée à Netflix et s'est ouverte en grand aux réseaux sociaux. Résultat : elle a attiré un public beaucoup plus jeune, fédérant des communautés de fans.

Ouvrir le champ des possibles. Choisir de se réformer. Et enfin accepter que le championnat de France reparte d'une page blanche. Le 9 novembre 1984, Canal+ diffusait le premier match de Première Division entre Nantes et Monaco et allait révolutionner, sous la houlette de Charles Biétrý et Michel Denisot, la diffusion du ballon rond à la télé. La crise de la quarantaine du foot français peut-elle aboutir à une renaissance ? ■

➔ Lire aussi **PAGE 13**

Voldemort, un nouveau logiciel qui piège les entreprises

Ingrid Vergara

Depuis août, une campagne d'attaques dans le monde usurpe l'identité d'autorités fiscales à des fins d'espionnage.

« Voldemort » : le choix du nom du célèbre sorcier maléfique de la saga Harry Potter, que nul n'est censé devoir prononcer, pour baptiser un logiciel malveillant pourrait presque faire croire à un gag. Pourtant, derrière ce nom de scène clinquant se cache une campagne d'attaques cyber avec conséquences potentiellement très sérieuses. Mis au jour au mois d'août par les chercheurs de la société de sécurité informatique Proofpoint, ce logiciel Voldemort se déploie en usurpant tout particulièrement l'identité de plusieurs autorités fiscales à travers le monde, aussi bien en Europe qu'en Asie et aux États-Unis. Parmi les pays où il a été identifié figurent la France, l'Allemagne, les États-Unis, l'Inde, l'Italie, le Japon ou le Royaume-Uni.

En France, ce groupe criminel se fait passer pour la Direction générale des finances publiques (DGFiP). Pour « hameçonner » ses victimes, des milliers d'e-mails envoyés à des employés reprennent à la perfection les codes graphiques et les

formulations sémantiques de l'administration fiscale française dans des messages personnalisés en fonction du lieu de résidence de l'employé, et non de la résidence fiscale de la société ciblée. « Cher contribuable, nous vous informons que, dans le cadre de la mise à jour des taux d'imposition et du système fiscal en vigueur, il est impératif de procéder à une révision de vos informations fiscales », indiquent les messages repérés et analysés par l'équipe de recherche de Proofpoint pour les cibles françaises.

Vient ensuite, dans le message, un lien sur lequel cliquer qui renvoie vers un « guide détaillé » pour effectuer la mise à jour des dites informations. Du phishing somme toute relativement classique jusqu'à là. Le caractère plus inédit de la campagne est à chercher ailleurs. « La chaîne d'attaque de Voldemort présente des fonctionnalités inhabituelles et personnalisées, notamment l'utilisation de Google Sheets pour l'interface de commandes et de contrôle et l'utilisation d'un fichier de recherche sauvegardé sur un partage externe », détaille le rapport de recherche.

En clair, une fois que la victime a cliqué sur le lien, elle est redirigée vers le téléchargement d'un fichier déguisé en PDF, ce qui peut ne pas sembler suspect. En fait, une porte d'accès a été ouverte pour les attaquants, leur permettant d'accéder ou de voler des données dans l'ordinateur compromis, d'installer en toute discrétion d'autres charges malveillantes, de supprimer des fichiers ou de se désactiver temporairement. De plus, ce logiciel se sert de Google Sheets, le tableur en ligne de l'entreprise américaine, pour y installer ce qui permet aux attaquants de contrôler la machine infectée. « Cette méthode non conventionnelle lui permet d'éviter d'être détectée par de nombreux systèmes de sécurité, car Google Sheets est une plateforme légitime, souvent ignorée par les outils de sécurité », décrypte un expert en cybersécurité.

Début août, la campagne telle qu'a pu l'analyser Proofpoint auprès de ses clients comprenait plus de 20 000 messages ciblant plus de 70 organisations dans le monde. Un chiffre relativement conséquent qui laisse donc penser que la campagne a ciblé

beaucoup plus d'entreprises dans le monde, sans qu'il puisse être possible d'en connaître l'ampleur pour l'instant.

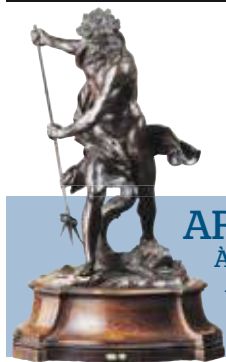
En raison de ses capacités de collecte de renseignements et celles de disséminer dans l'ordinateur piégé des outils malveillants, le logiciel Voldemort est soupçonné par les experts de Proofpoint d'être plutôt utilisé à des fins d'espionnage que pour réaliser des gains financiers, même si les deux objectifs peuvent être entremêlés au vu des interactions désormais complexes entre les groupes étatiques et les cybermafieux. La volumétrie observée dans le cas présent contraste avec les attaques d'espionnage plus classiques qui sont d'habitude hyper ciblées, de l'ordre de cinq organisations, détaille Alexis Dorais-Joncas, responsable de l'équipe de la recherche sur les attaques ciblées (APT) chez Proofpoint.

Des hackers soutenus par un État
D'après la société de sécurité, qui poursuit ses investigations car de nombreux points d'interrogation persistent, la campagne d'attaques « Voldemort » semble donc

plutôt l'œuvre d'un groupe soutenu par un État. Il faudra plus d'informations et une collaboration entre plusieurs partenaires de sécurité pour espérer le confirmer, être en mesure d'en déterminer l'origine et le but recherché dans ces attaques.

Pour le moment, les campagnes d'assurances ont été les plus visées, représentant à elles seules un quart des sociétés ciblées. Au total, une vingtaine de secteurs ont été identifiés – là encore un spectre inhabituellement large dans le cadre d'une campagne d'espionnage – comme l'aérospatiale, l'éducation ou encore des transports.

Au vu de la puissance de son administration, la DGFiP est régulièrement victime d'usurpation d'identité et alerte les administrés sur les risques d'hameçonnage. Elle rappelle qu'aucune information personnelle n'est jamais demandée par mail aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. Pour se protéger contre ce type de menace, il est donc essentiel de renforcer la vigilance face aux e-mails suspects, surtout lorsqu'ils prétendent provenir d'institutions officielles. ■



ARTS

À PARIS, LE MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ ROUVRE AVEC LES TRÉSORS DE LA VILLA BORGHÈSE PAGE 30

D'après Bernini, Neptune, après 1622.

LE FIGARO et vous



VIN

LES BLANCS D'EXCEPTION DE CHÂTEAU MALHERBE, À BORMES-LES-MIMOSAS, SUR LA CÔTE VAROISE PAGE 34



Tabata et Ludovic Mey (Ombellule et Brasserie Roseaux, à Lyon).

Les tables à suivre cet automne



Dessert chocolat tagète (Aldehyde, Paris 4°).



Alain Ducasse Baccarat (Paris 16°).

Nouveaux lieux, nouvelles têtes, nouvelles cartes... « Le Figaro » passe en revue les adresses les plus attendues de la rentrée, à Paris et en province. PAGE 33

Barbara Chase-Riboud, l'Amérique à Paris

Valérie Duponchelle

LES FIGURES DE LA RENTRÉE Entre sculpture et écriture, cette artiste de 85 ans est à l'honneur de huit musées parisiens, cet automne.

Barbara Chase-Riboud avait tout de la pharaonne noire lorsqu'elle reçut le prix Aware d'honneur 2021 au Tokyo Art Club, alors QG des collectionneurs au Palais de Tokyo, en mars 2021. Masque noir de rigueur, en cette période Covid, mais œil malicieux et discours plein d'humour, comme il sied à une Américaine, même si elle vit à Paris depuis 1961. Née en 1939 à Philadelphie (États-Unis), elle étudia à l'université de Yale où elle fut la première femme noire américaine à être diplômée de l'École d'architecture. Artiste précoce, elle n'avait que 16 ans lorsque le MoMA de New York acheta une de ses sculptures. Aimée et soutenue par sa mère, comme en témoigne son livre construit autour des lettres adressées à sa mère de France, entre 1957 et 1991, *J'ai toujours su*, publié en français par Le Seuil, en avril dernier.

Elle fut la jeune épouse du photographe Marc Riboud (1923-2016) dont elle partagea la vie voyageuse trépidante et avec lequel elle eut deux fils avant de divorcer en 1981. D'où son nom composé qui est sa signature d'artiste et d'écrivain. Exposées en 2021 à l'Institut Giacometti à Paris et en 2022 à la Serpentine Gallery de Londres, ses sculptures puissantes mêlent le métal et la soie, le fluide et le dur, le mat et le scintillant. Un souffle mythologique les parcourt, comme si leur abstraction flirtait avec le récit de la

nuît des temps. Cet automne, à partir de mi-septembre, elle est à l'honneur de huit musées parisiens, d'Orsay au Palais de Tokyo, du Louvre à Guimet, de Beaubourg au Palais de la Porte dorée, de la Philharmonie de Paris au quai Branly.

De nombreux prix

Ce parcours muséal, conçu par Erin Jenoa Gilbert et Donatien Grau, est intitulé « Quand un nœud est dénoué, un dieu est libéré », d'après son recueil de poésie publié en 2014. Car Barbara Chase-Riboud, 85 ans, est autant femme de lettres que sculptrice. En 1974, elle publie son premier recueil de poésie, *From Memphis & Peking*, qui lui vaut les éloges de la critique. Puis, en 1979, elle publie son premier roman, *La Virginienne*, sur Sally Hemings, l'esclave métisse de Thomas Jefferson, troisième président américain qui a entretenu pendant trente-huit ans une liaison avec elle et dont sont nés des enfants. Ses romans ont reçu de nombreux prix, dont le prix Janet Heidinger Kafka. Elle a publié une dizaine de romans et recueils de poésie.

« Faire que les choses paraissent faciles est une affaire de politesse. Informer les gens que vous supportez un lourd fardeau est une attitude de tiers-monde envers la vie », lui répétait sa grand-mère. Une philosophie qui donne force et vigueur à sa plume, comme à ses sculptures. Paris va enfin la découvrir. ■

Bonhams CORNETTE de SAINT CYR



Bonhams est le leader sur le marché européen des Arts d'Asie
Prenez contact avec nos experts

Bonhams prépare ses prochaines ventes aux enchères à Paris, Londres, New York et Hong Kong. Nos spécialistes se tiennent à votre disposition pour une estimation gratuite et confidentielle de vos œuvres et objets d'art à Paris ainsi que dans toute la France.

Contactez-nous
Bonhams Cornette de Saint Cyr
+33 1 42 61 10 10
caroline.schulten@bonhams.com
csc.bonhams.com

27 MILLIONS D'EUROS CUMULÉS CHEZ BONHAMS EN EUROPE POUR LES VENTES D'ARTS D'ASIE, DONT 15 MILLIONS REMPORTÉS PAR LA VENTE DE LA COLLECTION JULES SPEELMAN EN JUIN 2024 À PARIS.

Les prix mentionnés comprennent les frais acheteurs. Plus de détails sur csc.bonhams.com

« **J**e n'ai jamais vu autant de chefs-d'œuvre aussi célèbres réunis ici », se félicite Pierre Curie. Et de fait, dans ses huit (trop) étroites sections du premier étage, le conservateur du Musée Jacquemart-André a bénéficié, pour cette 47^e exposition in situ, d'un partenariat exceptionnel, qui lui permet de montrer des tableaux d'Antonello de Messine, Raphaël, Titien, Botticelli, Véronèse, Caravage, Rubens et de tant d'autres grands peintres de la Renaissance et de l'âge baroque. Plus, côté sculptures, quelques petites pièces de Bernin (ses grands marbres, trop fragiles, tels les inégaux *Viol de Proserpine*, *Apollon et Daphné* ou son *David* étant intrasportables) ainsi qu'une magnifique paire de Maures en bronze de Giovanni Campi. Tout cet ensemble étant, à quelques exceptions près, de premier choix.

Le hasard a fait qu'une vaste campagne de restauration du lieu (*lire ci-dessous*) se terminait alors que s'ouvrait à Rome, Galerie Borghèse, d'autres travaux similaires nécessitant de dégarnir les salles. L'entente, ancienne et déjà fort fructueuse, avec la directrice de cette institution, Francesca Cappelletti, explique également l'épatante abondance, unique même puisque ce sera le seul déplacement de ces trésors hors de leur écrin.

La première salle brille d'un premier diamant, avec la présence au centre des cimaises du *Garçon à la corbeille de fruits*, coup d'éclat initial du jeune Caravage. Avec cette figure homoérotique, aux lèvres pulpeuses et à l'épaule déshabillée, l'assistant surpasse alors son chef d'atelier, le Cavalier d'Arpin.

Autour, on admire quelques travaux de ce maître ainsi que des scènes très profanes ou très religieuses de brillants cadets caravagesques. Tels Spada pour la branche bolonaise ou encore Honthorst pour la nordique. Les fruits et feuilles placés au centre de la composition de ce dernier, posés sur une table tandis qu'une belle commet un larcin lors d'un concert et dans la pénombre d'un clair-obscur, renvoient explicitement à ceux du *Garçon*.

Traitement naturaliste virtuose

Plus ou moins mûres, ces pommes et poires évoquent le temps, rappellent l'éphémère de toute chose ici-bas. Ce sont des vanités. Mais aussi, par leur traitement naturaliste virtuose, elles affichent la maestria de leur auteur à la manière de l'antique Zeuxis dont les raisins si véridiquement peints pouvaient tromper, dit la légende, jusqu'aux oiseaux.

En 1607, le pape Paul V Borghèse qui n'était pas à un péché près (jalousie, orgueil, avidité, culte des plaisirs et du divertissement...) a purement et simplement confisqué la collection du Cavalier d'Arpin. Puis il a fait don de cette centaine de merveilles à son neveu préféré, Scipion (1579-1633). Lequel a fait bâtir pour ce butin, sur la colline du Pincio, un palais dédié, lointain ancêtre de nos musées publics.

Ce noyau primordial du fonds est demeuré intact pendant près de deux cents ans. Il s'est étoffé au fil des ans grâce à des descendants pareillement amateurs de beautés. Cela jusqu'à ce que Napoléon demande à son beau-frère, le prince Camille Borghèse, de lui céder plusieurs centaines de sculptures antiques. Et comme on ne refuse rien à un empereur...



Le Musée Jacquemart-André rouvre dans une pompe cardinalice

Éric Biétry-Rivierre

Raphaël, Titien, Botticelli, Véronèse, Caravage, Rubens... L'établissement parisien célèbre l'achèvement d'un an de restauration par un choix exceptionnel de trésors prêtés par la Galerie Borghèse de Rome.



La Cène, de Jacopo Bassano, vers 1546 (en haut). Garçon à la corbeille de fruits, du Caravage, vers 1595 (ci-dessus).

Mais revenons à la naissance de la galerie romaine. Elle est contée par l'exemple dans les salles suivantes, tout comme sont détaillés la figure et le goût du fondateur. Scipion Borghèse a été l'un des principaux zéloteurs de la Contre-Réforme et la clé du baroque romain. Notamment parce qu'il a favorisé la carrière du jeune Bernin.

Ainsi, aux peintures de la Renaissance florentine (Botticelli, Ghirlandaio et ateliers), vénitienne (renversante *Flagellation* du Titien, monumentale *Prédication de saint Jean-Baptiste* de Véronèse, *Cène nocturne* de Bassano) ou encore romaine (présence de l'iconique *La Dame à la licorne* de Raphaël), succèdent donc des phares du baroque de Ferrare à Bologne (ésotérique et acidulée *Sibylle* du Dominiquin, terrible *Moïse brisant les tables* de la Loi de Guido Reni).

400 000 visiteurs par an attendus

Puis, continuant de structurer cette cinquantaine d'œuvres puisées dans les 500 conservées à la Galerie Borghèse, ont été regroupés des portraits. Ils sont dus au Parmesan, à Lorenzo Lotto, voire à l'ainé Antonello de Messine dont le visage si malicieux et tellement vivant d'un anonyme saisi de trois-quarts éclipsé nombre des travaux voisins.

Viennent aussi différentes figures sacrées. Celles préférées par notre car-

dinal esthète relevant bien sûr d'abord du Nouveau Testament. Ici un Christ porte sa croix dans les ténèbres, Solario le saisissant en plan rapproché. Là, le thème de la Vierge à l'enfant traité par Lotto, Andrea del Sarto ou encore Giulio Romano. Et, non loin, cette douce *Adoration des bergers* d'un Bassano ou cette *Sainte Famille* d'Annibal Carrache prétexte à un enfant Jésus audacieusement traité en un raccourci accentué...

Mais le baroque flamboie surtout dans les deux derniers espaces. Là, des corps aux carnations encore plus sensuelles convulsent, tordus par la souffrance ou l'effroi (*La Suzanne* et les *vieillards* d'un Rubens ami de Scipion s'harmonise parfaitement sur une même cimaise avec la fort moderne *Flagellation* du Titien). Ou bien ils chantent l'amour charnel : Vénus, Léda, Lucrèce ou la fameuse Fornarina si chère à Raphaël nous offrent leurs seins pommelés, bons à croquer comme au paradis.

Seul regret en sortant de cette exposition, qui devrait aisément atteindre le but fixé par Pierre Curie de renouer avec les 400 000 visiteurs par an : le buste de Scipion par le Bernin aurait pu venir. Son col et ses moustaches de marbre ont cependant été jugés trop fragiles pour le voyage. On a toutefois le dessin à la sanguine de cette pièce éloquente par Bouchardon ainsi que l'effigie de Scipion Borghèse en micro-mosaïque. ■

« Chefs-d'œuvre de la Galerie Borghèse », jusqu'au 5 janvier au Musée Jacquemart-André (Paris 8^e). Catalogue Fonds Mercator, 208 p., 40 € et Le Musée Jacquemart-André, histoire et collections, Hazan, 192 p., 22 €. www.musee-jacquemart-andre.com

Tableaux et sculptures bichonnés, fresques et décors restaurés

Avant même d'entrer, quelque chose a changé. La cour jadis gravillonnée et qui générait de la poussière dans les espaces du Musée Jacquemart-André est redevenue pavée. Et, comme à l'origine, selon un dessin de 1913, elle s'orne d'un cœur central végétalisé ainsi que de deux plates-bandes latérales. Passons les sculptures de lions couchés (nettoyées) et entrons dans cet ancien hôtel particulier conçu par Henri Parent, l'architecte de tant d'autres autour des Champs-Élysées comme dans le faubourg Saint-Germain. La demeure grand-bourgeoise, celle des époux Jacquemart-André, amis de Napoléon III et devenus après le second Empire collectionneurs passionnés, semble plus lumineuse. Divers travaux l'avaient interdite plus d'un an durant aux visiteurs.

Légué à l'Institut de France avec une autre propriété en province (l'abbaye royale de Chaalis) et tous leurs trésors, l'endroit est depuis 2012 géré par l'opérateur privé Culturespaces. Devenu musée italien du Moyen Âge au XVIII^e siècle, il témoigne toujours de cette vie fastueuse fin de siècle baignant dans l'amour de la culture classique. « Les cuisines ont été entièrement modernisées, mais elles ne sont pas faites pour être vues, tout comme les travaux d'isolation et de mise aux normes », détaille le conservateur du musée, Pierre Curie. En revanche, dans l'ancienne salle à manger, les clients du restaurant-salon de thé Le Nélie (prénom de Mme Jacquemart-André) vont s'asseoir au-dessus d'un tapis, dans des fauteuils et autour de tables au design renouvelé, à la fois contemporain et classique. Surtout ils vont redécouvrir

tout autour d'eux, sur des murs gris bleuté à la couleur originale retrouvée grâce à des sondages, les cinq magnifiques tapisseries, tissages bruxellois du XVIII^e siècle racontant l'histoire d'Achille. Elles ont été nettoyées et stabilisées. Et enfin, en levant le nez, ils vont admirer les couleurs retrouvées du plafond, un trompe-l'œil rococo vénitien dû à Giambattista Tiepolo.

Textiles ininflammables

Cet ultime grand maître de la Lagune est également l'auteur de la fresque dominant le grand escalier à double volée du jardin d'hiver aux stucs, marbres, bronzes et ferronneries bichonnés. On le voit mieux désormais aux beaux jours car les verrières viennent d'être décaissées. Ce décor comme une comédie l'histoire de la Renommée voyant au-dessus de la Sérénissime et y

annonçant la visite d'Henri III. Comme le plafond du restaurant, il provient de la Villa Contarini à Mira (Vénétie). Ses personnages accoudés, ce singe dont la queue pend par-dessus la voussure, l'autoportrait du peintre se penchant sur-dessus la balustrade nous transportent inmanquablement dans la cité heureuse de Goldoni et de Vivaldi lors de ses plus grandes fêtes.

Plus loin, le charmant fumoir anglais au mobilier romantique mêlant styles chinois, néogothique et Renaissance s'est enrichi aux murs de deux tableaux, l'un de Reynolds l'autre de Gainsborough. « Ils proviennent d'un bureau de l'Institut, nous avons bataillé ferme pour les exposer », glisse Pierre Curie. Il ajoute que « la fermeture a permis simultanément l'analyse et la restauration de nombreuses œuvres. Par exemple, une de nos "Joconde", Les Pèlerins d'Emmaüs, de

Rembrandt, est passée au Centre de recherche et de restauration des musées de France. Et le vernis jaunâtre qui éteignait notre merveilleux Le Temps coupe les ailes de l'Amour, de Van Dyck a été ôté par les spécialistes de la société Arcanes. » En conséquence certaines cimaises et rideaux aux tissus retissés à l'identique (mais avec des textiles ininflammables) et certaines installations de sculptures ont été légèrement modifiées ; le cheminement au fil des appartements privés et des salons devenus espaces de collections permanentes restant le même.

Hors ces travaux menés sur les œuvres, le coût des opérations est de 6,50 M€ financés par l'Institut, la Direction régionale des affaires culturelles, Culturespaces pour le mobilier du restaurant et l'éclairage, et, pour telle ou telle pièce ou décors, divers mécènes. ■

24 artistes électro pour la clôture des Jeux de Paris

Olivier Nuc

De Jean-Michel Jarre à Ofenbach ou Kungs, les organisateurs ont choisi de mettre en avant cette scène très française pour la quatrième et dernière fête célébrant les sports et la culture.

Tony Estanguet, président du comité d'organisation des JO, le reconnaît sans peine : « *La musique aura joué un grand rôle pendant la tenue des Jeux.* » Il aura suffi de visionner les trois cérémonies déjà écoulées pour s'en assurer. Et il n'y a pas de raison que cela s'arrête. À ses côtés, Thierry Reboul, directeur des cérémonies, lui emboîte le pas : « *Nous voulons juste terminer en beauté.* » Ainsi, la cérémonie de dimanche, qui marquera la fin des Jeux paralympiques mais aussi celle de cet été olympique, fera la part belle à la musique. La scène électronique sera mise à l'honneur, autour de 24 artistes sélectionnés avec soin par Victor Le Masne, maître d'œuvre de la musique de ces Jeux. « *C'est avec une petite émotion que nous allons refermer cette séquence en musique* », avoue-t-il, rappelant que la musique électronique est née en France il y a un siècle avec les innovations de Maurice Martenot, inventeur des ondes du même nom.

C'est dans les salons d'un grand hôtel de la rive droite que les détails de la cérémonie du dimanche 8 septembre ont été dévoilés, jeudi 5 septembre. Outre le comité organisateur, représenté par Estanguet, Reboul, Le Masne et Thomas Jolly, plusieurs musiciens ont témoigné afin de préciser leur implication. La cérémonie se tiendra en deux temps : les athlètes paralympiques y seront d'abord mis à l'honneur avant que la musique n'occupe toute la place, avec une prestation d'un peu plus d'une heure. Romain Pissenem, scénographe phare de concerts, pas seulement de musique électronique, veillera à mettre en valeur ce récit de l'histoire de l'électro française. Depuis les innovations de Jean-Michel Jarre au milieu des années 1970 et l'éclosion de la scène French touch vingt-cinq ans plus tard, notre pays est considéré comme le leader du genre, bénéficiant d'une reconnaissance mondiale. « *Ce show, ce sera celui de 24 artistes chargés de faire danser la planète* », résume Pissenem. « *L'onde va passer de musicien en musicien*, poursuit Victor Le Masne,



La DJ Tatyana Jane, le scénographe Romain Pissenem et le compositeur Jean-Michel Jarre.

JOAN VALATÉPAIN/APP, JOEL SAGE/APP

dans une espèce de relais, parce qu'en électro, tout part d'un bip. » Le compositeur a choisi quatre couleurs pour autant de tableaux. « *L'électro englobe beaucoup de sous-genres, qui font de ce spectacle un grand défi.* »

Défi collectif

Dont acte. Le découpage sera le suivant : un tableau French touch consacré aux pionniers de la fin des an-

nées 1990, un autre intitulé « High Energy » autour de la house vitaminée, une séquence « Forever Ravers » incarnée par Miss Kittin, Agoria ou Chloé, et une autre baptisée « Radio Stars », articulée autour de propositions plus pop comme celles d'Ofenbach ou Kungs. Sans oublier les inclassables, notamment Jean-Michel Jarre, pionnier de cette scène, qui n'a pas hésité à relever ce défi collectif. Pas de quoi

faire peur à cet habitué des rassemblements gigantesques, qui a inventé le son et lumière électronique dans les années 1980. « *J'ai été contacté par Romain Pissenem avant l'été. Je le considère comme un des plus grands créateurs de shows. Il y a un vrai sens à célébrer l'électro à Paris. C'est à partir d'ici qu'elle a envahi le monde, avec ses influences impressionniste et surréaliste.* » L'excellente Irène Drésel, dont le troisième album est une des plus belles réussites de l'année, ainsi que la prometteuse Nathalie Duchene seront aussi de la partie. La productrice et DJ Tatyana Jane sera quant à elle la benjamine du spectacle. « *Je suis très contente de faire partie de cette sélection et d'y représenter la jeune génération* », explique-t-elle tout sourire. Les vétérans Martin Solveig, Cassius, Étienne de Crécy et bien d'autres complètent ce line up impressionnant. ■

Quand la musique contemporaine se rêvait accessible à tous

Thierry Hiliériteau

Le Festival Musica recrée « The Great Learning » de Cornelius Cardew : une utopie de 1971 de cinq heures, pour non-musiciens et sans notation musicale.

C'est « un totem des musiques expérimentales ! Une utopie des années 1960 aux résonances extra-musicales, avec laquelle son auteur, ancien assistant de Stockhausen, rompt définitivement avec l'avant-garde », dit David Aschour. Le guitariste et compositeur recrée pour le Festival Musica, *The Great Learning* de Cornelius Cardew. L'œuvre-performance qui sera donnée le 15 septembre à l'église Saint-Paul de Strasbourg est bien connue du monde de la musique contemporaine. Mais très rarement offerte dans son intégralité depuis sa création en 1971 en raison de sa durée – plus de cinq heures – et des effectifs qu'elle demande. « *Or on assiste en ce moment à un vrai regain d'intérêt pour sa version intégrale*, poursuit le directeur musical de l'ensemble Dedalus, spécialisé dans les musiques dites expérimentales. Elle vient d'être remontée à Bâle. Le Klangforum de Vienne prépare lui aussi une exécution. Cela en dit long sur ce que cette œuvre, avec ses résonances sociales et inclusives, dit à notre époque. »

Composée dès 1968 pour le Scratch Orchestra (un ensemble ouvert à tous, musiciens comme non-musiciens, fondé par Cardew lui-même), cette œuvre qui fait surtout appel à des voix et percussions met en musique les sept paragraphes de *La Grande Étude*, de Confucius... Le tout, sans jamais recourir au système traditionnel de notation musicale ! « *Chaque paragraphe a son propre système d'écriture. Certains s'apparentent à des partitions graphiques, d'autres ne sont que descriptions, ou un ensemble de règles comme pour un jeu de société, d'instructions très détaillées comme dans une recette de cuisine*, décrit David Aschour. *Le septième paragraphe est le plus éloquent exemple de cette démarche*

« inclusive ». Les non-chanteurs, comme Cardew les appelle, doivent chacun commencer sur une note qu'ils ont en tête, débambuler entre eux pour ensuite choisir au hasard la note d'un camarade, sur laquelle se poser à leur tour. »

Pour recréer l'œuvre, le festival n'a pas hésité à remonter avec David Aschour le Scratch Orchestra de Cardew, rebaptisé pour l'occasion Scratch Orchestra Strasbourg. « *Nous avons lancé un appel au volontariat il y a plus d'un an et une trentaine d'amateurs non-musiciens ont répondu présent. Pour l'essentiel des spectateurs habitués du festival* », concède Aschour. Ces derniers ont été coachés tout au long de la saison dernière par les musiciens de Dedalus. Le musicien a aussi fait appel à deux chœurs amateurs de la région déjà constitués, mais « *l'esprit du Scratch Orchestra des origines est respecté* », assure-t-il.

« Une Fête des voisins musicale »

Jusque dans la forme même du concert, puisque ce dernier débutera à 15 h, pour se terminer vers 22 h. « *Il y aura des pauses, des moments de convivialité où les gens pourront échanger, se retrouver autour d'un food-truck... Comme une super Fête des voisins musicale* », sourit Aschour. Espérant que cette recreation suscitera le rêve d'autres Scratch Orchestras dans l'Hexagone, il rappelle à quel point la démarche de Cardew avait, à l'époque, marqué le paysage musical anglais. Reprenant cette citation de Morton Feldman : « *Quelque direction que puisse prendre la musique en Angleterre, elle ne pourra émerger qu'à partir de Cardew, à cause de lui, grâce à lui.* » ■

Festival Musica, du 20 septembre au 3 octobre à Strasbourg, du 4 au 6 octobre à Metz. www.festivalmusica.fr

classic has never been so *light*.*



Santoni

EASY.

La recherche et l'expérimentation s'invitent une fois de plus dans nos laboratoires créatifs pour donner vie à une chaussure unique, où l'élégance fusionne avec la fonctionnalité et la légèreté dans un modèle classique et sophistiqué.

L'essence de la nouvelle Easy réside dans son poids, révolutionnaire pour une chaussure élégante. Incarnation du nec plus ultra du savoir-faire artisanal Santoni, elle unit innovation, qualité et confort exceptionnels.

santonishoes.com

DÉCOUVREZ LA COLLECTION



* Le classique n'a jamais été aussi léger. Facile.

L'odyssée golfique de Costa Navarino

Romain Schneider Envoyé spécial en Grèce

Ce complexe hôtelier situé dans le sud-ouest du Péloponnèse, devenu une référence en Europe continentale, offre, au bord de la mer Ionienne, quatre parcours spectaculaires.

La Grèce, berceau de la civilisation occidentale, est devenue aussi ces dernières années un spot incontournable du golf, essentiellement grâce à cet ensemble hôtelier haut de gamme du sud-ouest du Péloponnèse. Dans un pays de près de 11 millions d'habitants, qui compte neuf parcours de 18 trous, Costa Navarino n'en dénombre pas moins de quatre dans un complexe colossal, à 45 minutes de l'aéroport de Kalamata. Celui-ci multiplie aujourd'hui les récompenses. Vassilis Constantakopoulos, un riche armateur ayant fait fortune dans la marine marchande, disparu en 2011, quelques mois après l'ouverture du premier resort, voulait relancer la Messénie, sa région d'origine sinistrée après la Seconde Guerre mondiale. Son idée était de lancer un complexe touristique de luxe, tout en préservant sa nature et son patrimoine (il fit notamment planter 10 000 oliviers). L'armateur a utilisé sa fortune pour s'approprier les vastes étendues de sa région, riches en terres agricoles. La première tranche du projet a été ouverte au public en 2010, proposant deux hôtels 5 étoiles, The Westin Resort et The Romanos, puis deux parcours (The Dunes et The Bay). Deux nouveaux hôtels 5 étoiles ont ouvert en 2022 et 2023, le W et Le Mandarin Oriental (premier établissement du groupe en Grèce), sans oublier des complexes immobiliers de résidences avec villas privées. Dans le même temps, l'offre golfique s'est étoffée avec deux parcours : l'International Olympic Academy Golf Course et le Hills Course.

Mais commençons par le plus ancien des parcours du site. The Dunes Course, localisé au pied des hôtels Romanos et Westin. C'est un tracé inland, imaginé par le champion allemand Bernhard Langer et European Golf Design, qui serpente au milieu d'oliviers et de bosquets d'agrumes. Les fairways de ce tracé de 5 702 mètres (des boules jaunes) sont assez larges et les roughs guère pénalisants. En revanche, les greens, souvent très grands et tortueux, sont difficiles à maîtriser, très fermes et roulants. Le vent venant de la mer peut par ailleurs corser les difficultés. Technique, mais accessible. Vallonné, mais jouable à pied. Même s'il n'offre pas beaucoup de trous de bord de l'eau, le deuxième, un par 4 de 3 200 mètres, plonge vers la



PHOTOS COSTA NAVARINO

The Bay Course est un parcours scénique très vallonné, pour corser l'affaire (ci-dessus). Surplombant la mer Ionienne, l'International Olympic Academy Golf Course (ci-dessous) a été dessiné par José-Maria Olazabal.

mer turquoise. Assurément le trou carte postale. Du départ du 6, un court par 4 de 280 mètres, on profite également d'une vue panoramique sur la mer et les montagnes environnantes. Vertigineux.

Des coups en aveugle

The Bay Course est l'œuvre du célèbre architecte Robert Trent Jones Jr. Plus court que les Dunes (5 232 mètres des jaunes), il est situé à 10 kilomètres de celui-ci, le long de la baie de Navarino. C'est là que s'est déroulé, il y a deux mille cinq cents ans, un combat décisif de la guerre du Péloponnèse, et plus près de nous, en octobre 1827, la bataille navale qui décida de l'indépendance de

la Grèce face à l'Empire ottoman. S'il manque de longueur pour être un véritable parcours de championnat, il se révèle encore plus scénique que The Dunes. Quelques trous longent la baie et se dressent en face de la ville de Pylos, un charmant port de pêche. Un mauvais slice et on se retrouve par exemple à la plage sur le 17, un superbe par 4, avec l'eau à droite et le village de Pylos en toile de fond. Multipliant les montées et les descentes, The Bay se joue plutôt en volturette. Certains trous très vallonnés avec des coups en aveugle peuvent également corser l'affaire. Son club-house, semi-souterrain, très original, est creusé dans la colline et intégré aux formes naturelles du terrain grâce à son toit végétal assurant également la protection de la biodiversité.

Aux deux tracés existants, le resort vient d'ajouter deux nouveaux bijoux, déjà plébiscités par le petit monde du golf : l'International Olympic Academy Golf Course et le Hills Course. On prend de la hauteur avec ces nouveaux fleurons, situés à 230 mètres au-dessus du niveau de la mer et du Bay, que l'on aperçoit en contrebas. Dessinés par le champion espagnol José-Maria Olazabal - deux Masters d'Augusta au compteur notamment - ces deux 18-trous ont également l'avantage de ne pas être trop éloignés les uns des autres (maximum 20 minutes en navette des hôtels). Avec un point commun, outre son concepteur, le superbe club-house qui les partage, imaginé par l'architecte de renom Lubomir Zeman.

Deux terrains au profil différent

L'International Olympic Academy Golf Course surplombe la baie de Navarino, où les vues sur la mer sont à couper le souffle. Ce par 72 de 5 747 mètres n'offre pas moins de six aires de départ. Bien que les neuf premiers trous soient les moins mémorables des quatre parcours, les neuf derniers sont inoubliables avec des vues imprenables sur la mer Ionienne. Notamment sur les par 3 du 12 et du 16. Un écran complexe à maîtriser avec des trous étroits, parsemés de bunkers, où une erreur peut coûter très cher. Situé à 100 km du site historique d'Olympie, berceau des JO, l'International Olympic Academy Golf Course a été le premier parcours de Méditerranée, le 17 avril dernier, à accueillir la flamme olympique dans le cadre de son périple de la Grèce à Paris.

Son voisin, le Hills Course, planté également sur les falaises, n'offre en re-



vanche pas de points de vue sur la mer, et se révèle un peu moins difficile avec ses fairways plus généreux. Il n'en reste pas moins passionnant à jouer. Dans un environnement rural, il nous emmène vers l'arrière-pays et le dessin très varié le rend particulièrement intéressant à jouer. Le trou 6, un par 5 tout en descente, se révèle très spectaculaire. La partie du 14 au 17, avec ses multiples dog legs, marque quant à elle les esprits.

Costa Navarino offre donc quatre parcours entretenus à la perfection, comme il se doit dans un lieu aussi exclusif. Mais contrairement à certains resorts ultra haut de gamme que l'on trouve outre-Atlantique, ici l'écoresponsabilité reste un enjeu majeur.

Un réservoir d'eau de 485 000 m³ a ainsi été créé pour répondre aux besoins d'arrosage des deux nouveaux parcours, semés avec une herbe moins gourmande en eau.

Les passionnés de la petite balle blanche seront comblés. Et pourront varier les plaisirs sportifs dans ce domaine, où on peut également profiter des 17 courts ultramodernes de la Mouratoglou Tennis Center, ou enchaîner les paniers à la NBA Basketball School. Du sport et des sports. Le tennisman grec Stefanos Tsitsipas est un habitué des lieux. Et c'est ici qu'un certain Cristiano Ronaldo a rencontré en secret les dirigeants de la Juventus Turin pour son transfert en 2018... L'imposant domaine golfique de 1 000 hectares devrait encore grandir ces prochaines années avec l'émergence à moyen terme d'un cinquième Resort sur la plage (Navarino Blue), et un cinquième parcours. ■

+ CARNET DE ROUTE

Y ALLER

Vois directs Aegean Airlines pour Kalamata depuis Paris de mai à octobre au départ de Roissy-CDG. De Kalamata, comptez une heure de route (45 km). Il faut compter 20 € par vol pour le transport du sac de golf (aegeanair.com). Depuis Athènes, comptez trois heures de route (270 km).

SE LOGER

Le complexe de Costa Navarino compte quatre hôtels de luxe (5 étoiles). Au Navarino Resort, le Westin propose 445 chambres et suites.



La plupart de celles du rez-de-chaussée ont une piscine individuelle à débordement. Le Romanos, plus proche de la plage, dispose également de 321 chambres, suites, villas et d'un spa de 4 000 m², l'Anazoe.

SE RESTAURER

Il y a pas moins de 40 restaurants dans le domaine. Autant dire qu'il y en a pour tous les goûts. Du steakhouse haut de gamme, The Flame, à l'italien, Da Luigi, en passant par les tables grecques traditionnelles et modernes ou encore le japonais. Sans oublier, le récent Navarino Agora, un marché à ciel ouvert avec son cortège de boutiques, restaurants, cafés.

JOUER

Il faut compter de 236 € à 300 € le green-fee pour découvrir l'un des quatre tracés du resort, de 148 € à 188 € pour les résidents des hôtels.

SE RENSEIGNER
costanavarino.com

JOURNÉES D'EXPERTISE À PARIS



Friedrich Nerly (1807-1878) Venise dans l'ambiance du soir. Huile sur toile, 80 x 119 cm. Vente le 26 octobre à Berlin. Estimation 500.000 €

LEMPERTZ
1845

Nos spécialistes préparent nos ventes de printemps et ont le plaisir de vous convier aux journées d'expertise à Paris sur rendez-vous :

Tableaux Anciens et du 19e siècle, Argenterie, Arts Décoratifs
Bijoux & Montres précieuses, Arts d'Asie
Art Moderne, Art Contemporain, Photographie

Tél + 322 514 05 86 paris@lempertz.com www.lempertz.com

Alice Bosio

Entre institutions qui se relancent et jeunes chefs à la barre de leur première adresse, voici les restaurants à suivre cet automne.

A chaque rentrée son lot de nouveautés. Le cru 2024 voit le retour de belles endormies, les premiers pas en solo de jeunes chefs prometteurs, comme les nouvelles aventures de toques confirmées. De quoi garnir joyeusement votre carnet de bal gourmand de rentrée, à Paris et ailleurs.

À Paris

Petrus

Sylvain Sendra, étoilé féru de végétal chez Fleur de Pavé (2*), a repris cette brasserie de l'Ouest parisien, institution endormie qu'il a restaurée et relancée en août autour de classiques bistrotières chics (artichauts Lucullus, pâte croustie, mille-feuille) comme créatifs (carpaccio de maigre au curry vert) et d'une solide carte des vins. D'ici à la fin du mois, le chef lancera en outre un comptoir distinct avec un menu gastronomique.

12, place du Maréchal-Juin (17*).
12, place du Maréchal-Juin (17*).

Aldehyde

Avec une enseigne hommage à la molécule contenue dans la coriandre, le chef Youssef Marzouk, passé par le Ritz, Tomy & Co et Le Tout-Paris, ouvre son premier « gastro » dans le Marais. Sa cuisine française riche en épices, herbes et vinaigres, est influencée par les origines tunisiennes de son enfance : selle d'agneau en deux façons, dessert chocolat fumé tagète...

5, rue du Pont-Louis-Philippe (4*).

Alain Ducasse Baccarat

La maison de cristallerie ouvre les portes de son hôtel particulier, ancienne demeure de Marie-Laure de Noailles, avec différents espaces de restauration pour toute la journée, sous la houlette d'Alain Ducasse. Le multiétoilé a confié les cuisines à Christophe Saintagne et Robin Schroeder, tandis que le bar Midi-Minuit est supervisé par la mixologue Margot Lecarpentier. Le 1^{er} étage ouvre ce mois-ci sous le signe de la déconstruction et la spontanéité. Le rez-de-chaussée suivra.

11, place des États-Unis (16*).

Mi-septembre.

Baronne

Après Laurent, Maxim's et l'Abbaye des Vaux-de-Cernay, Paris Society accroît son portefeuille avec l'hôtel particulier Salomon de Rothschild, géré en partenariat avec la société Viparis. Le restaurant, doté d'un bar à cocktails et décoré par Corinne Sachot tout en velours et lustres d'époque, mettra à l'honneur la cuisson au grill, à l'intérieur comme sur la vaste terrasse au vert (340 couverts).

11, rue Berryer (8*). 16 septembre.

La Ferme du Pré

Sodexo Lève 1, qui a rempli la concession du Pré Catelan pour 18 ans, enrichit le lieu avec un bistro, toujours dirigé par Frédéric Anton, installé dans un bâtiment historique en face du 3-étoiles. Au programme, décor champêtre signé Pierre-Yves Rochon, terrasse au jardin et classiques bistrotières (boeuf bourguignon, blanquette de légumes). Un espace de réception (Le Clos) et un food truck aux beaux jours complètent ce projet de démocratisation du site.

Bois de Boulogne (16*). 17 septembre.

Épiceure

Arnaud Faye, meilleur ouvrier de France arrivé au Bristol fin mai, en provenance de La Chevre d'Or à Èze (où Tom Meyer s'est installé cet été), pour remplacer Éric Frechon à la tête des tables du palace, lance la nouvelle carte du 3-étoiles avec



Kevin de Porre, chef de Fario, à Cérêt, dans les Pyrénées-Orientales.



L'hôtel particulier Salomon de Rothschild qui accueille le restaurant Baronne (Paris 8*).

PEPA SIGN, GÉOFFREY HUBBEL, M. LAGENCE

Une rentrée des tables réjouissante



Courgettes fleurs, caillé de brebis, gelée de fleur de sureau à découvrir chez Sauge, la nouvelle adresse d'Amandine Chaignot, à Réveillon, dans l'Orne.

une partition qui s'annonce légère, colorée et axée sur le végétal, grâce à une solide relation avec des producteurs français : melon, hysope et homard ou pigeon et cardamome noire.

112, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8*). 18 septembre.

Maison Avoise

Alexis Voisenet, passé par le Grand Restaurant et le Peninsula, avant d'être nommé second de Guy Savoy, avec qui il a coécrit la collection de livres sur les soupes, se lance dans l'aventure de chef propriétaire en ouvrant son restaurant gastronomique ambitieux dans le fort d'Issy-les-Moulineaux, doté d'une vaste terrasse et d'un potager sur le toit.

58, promenade du Verger (Issy-les-Moulineaux). 18 septembre.

Table Penja

Pierre Siewe, chef d'origine camerounaise et disciple d'Yves Camdeborde, qui orchestre pendant douze ans le bistro-nomique Le Garde Temps (9*), lance son nouveau restaurant de 40 couverts rive gauche, dans un cadre brut signé U-Design. Au menu, une cuisine de bistro française métissée, enrichie par des épices et produits africains (épices, mbongo, poivre de Penja).

2, rue Sédillot (7*). Fin septembre.

Groupe Éclorre

Stéphane Manigold poursuit le développement de son groupe avec une rentrée

chargée ! Il a racheté Phébé (17*), renommée « Chez la Vieille », où il a placé Pauline Nicolas au piano. Le Substance de Matthias Marc (16*) vient de rouvrir dans un décor repensé qui reflète ses origines jurassiennes. D'ici à la fin d'année, nouvel écrin à suivre aussi pour Maison Rostang (17*), entièrement rénové, et lancement de l'italien Orzo, en lieu et place de Mocca (17*), où officiera un jeune couple transalpin sous le parrainage des chefs d'Hémicycle. Enfin, chez Granite (1*), c'est Yoshitaka Takayanagi (ex-Scène Théème) qui remplace Tom Meyer, à découvrir dès fin septembre.

Café de l'Usine

Après plusieurs résidences, dont une remarquée au Perchoir Ménilmontant, Alice Arnoux, formée à La Marine et au Noma, lance son premier restaurant sur deux étages, dans le cadre contemporain de l'Usine Spring Court à Belleville. Le lieu accueillera concerts et expos, ainsi qu'une carte simple et accessible du matin au soir (asperges tièdes et sabayon, truite à l'oseille, basque cheesecake).

5, impasse Piver (11*). Mi-octobre.

À la Source

Avec plus d'un an de retard, le gros projet de Nicolas Sale, ex-pluriétoilé au Ritz, au sein du marché de Rungis, devrait voir le jour avec une cantine de partage bistro-nomique de 130 couverts. Un second petit restaurant de haute gastronomie sera caché dans la cuisine ouverte, au centre de la salle. Un food truck et de l'événementiel complètent l'offre. Objectif : attirer un maximum de clientèle extérieure dans le plus grand garde-manger du monde.

MIN de Rungis (94). Automne.

Et aussi

La brasserie méditerranéenne Meïda par Mohamed Cheikh (Saint-Ouen) ; le bistro-nomique Erso par Yann Placet et Marine Bert (11*) ; un nouveau décor signé Hugo Toro pour le Purr au Park Hyatt Vendôme (1*) ; le Delano Café by Thierry Marx à l'hôtel Maison Delano (8*) ; le nippon haut de gamme Hanada (7*) ; le restaurant de l'hôtel L'Aventure du groupe Beaumaryl (16*).

En région

Cuisine haute définition

Marc Veyrat a profité de l'été pour lancer sa nouvelle table mégevaune. Ouverte pour quatre services seulement, pour

18 convives, elle met à l'honneur les créations à partir d'herbes sauvages et de produits des sous-bois chers au chef (menu à 395 €). Dans le même lieu, son épouse, Christine Heckler Veyrat, propose une cuisine « de l'âtre » (menu à 180 €). 539, chemin des Ânes, Megève (Haute-Savoie).

Fario

Kevin de Porre, 32 ans, étoilé chez Contraste (Paris), est de retour chez lui, aux pieds des Pyrénées, pour ouvrir sa première table gastronomique en hommage à ses origines et à ses souvenirs d'enfance, entre mer Méditerranée et montagne, légumes, herbes et accents catalans : champignon pom-pom rôti, bouillon iodé et foie gras à la verveine ; vive, sauce Noilly Prat, pressé de tomates et caviar. 12, rue Saint-Ferréol, Cérêt (Pyrénées-Orientales). 10 septembre.

Turbulent

Jarvis Scott, cuisinier rock'n'roll vu dans « Top Chef », qui fit l'ouverture de Liquide à Paris avec Matthias Marc, s'est installé sur la côte normande pour son premier restaurant. Trente-cinq couverts sur deux étages, avec un comptoir face au chef vingtenaire et une table d'hôte, pour une cuisine d'auteur annoncée brute, vivante et osée, nourrie par le terroir local (bulots, poivre vert, fenouil, chartreuse). 1, rue Durand-Couyère, Trouville-sur-Mer (Calvados). Fin septembre.

Sauge

Après avoir cuisiné pendant les Jeux olympiques et paralympiques, Amandine Chaignot, chef de Pouliche et du Café de Luce (Paris), inaugurera son auberge dans le Perche, où elle a élu domicile pour se ressourcer loin du tumulte parisien. La bâtisse centenaire qu'elle a rénovée accueillera à la fois un bistro (35 couverts) et une table « fine dining » (12 couverts), avec pour ambition de devenir un rendez-vous local. Un potager et quelques chambres sont en gestation. 9, place de l'Église, Réveillon (Orne). Octobre.

Ombellule et Brasserie Roseaux

Après avoir fermé leur Apothicaires et été contraints de placer Food Trouble en redressement judiciaire, Tabata et Ludovic Mey s'apprennent à inaugurer une double adresse, désignée par Nathalie Rives sous le signe de l'artisanat, dans l'ancien Théodore. Le gastronomique Ombellule, début octobre, disposera de 22 couverts. La brasserie Roseaux, début novembre, rendra hommage à la tradition française, avec service au guéridon, pour 80 convives. Les chefs officieront toujours en duo pour décupler leur créativité. 34, cours Franklin-Roosevelt, Lyon (6*). Octobre et novembre.

Clos Vauban

Après avoir transmis leur Clos des Sens triple étoilé d'Annecy, Laurent et Martine Petit sont de retour dans la Haute-Marne natale du chef, à Langres. Leur Relais & Châteaux de 8 clés, disposera, en plus du food truck le Gilbert déjà lancé, de deux tables : la salle à manger Mirabelle (15 octobre), autour d'une cuisine traditionnelle de partage, et l'écrin gastronomique Bulle d'Osier (début novembre), où déguster la cuisine forestière et vivrière du jeune Valentin Loison, arrosée des vins sélectionnés par Anaïs Bercegeay. Les tables seront alimentées en partie par le potager du domaine. 1, place du Colonel-de-Grouchy, Langres (Haute-Marne). Oct. et nov.

Le Logis Sainte-Catherine

Mauviel 1830, l'entreprise normande spécialiste des ustensiles de cuisine haut de gamme a confié à Jean Imbert, médiatique chef du Plaza Athénée (entre autres) et déjà ambassadeur de la marque, les cuisines d'une table plaquée sous la haute façade sud de l'abbaye du Mont-Saint-Michel. Logis Sainte-Catherine. Le Mont-Saint-Michel (Manche). Automne.

L'InOsens

Anne Legrand et Clio Modaffari, qui l'on connu à L'Innocence à Paris, puis à La Filibuste à Villeneuve-Loubet, inaugureront d'ici fin 2024 leur chez-elles sur la Côte d'Azur. Pensé comme la suite de leur étoilé parisien, elles y déploieront une cuisine de l'instant et de l'instinct, respectueuse de la nature, en osmose avec la Méditerranée voisine. Environs d'Antibes (Alpes-Maritimes). Décembre.

L'Épicentre

Sélim Mnassi, trentenaire, la formation solide (Kervarec, Ravin, Crenn, Mazzia), ouvrira d'ici à la fin d'année son premier « gastro » de 24 couverts dans le Petit Marais niçois. Guidé par les arrivages terre-mer et les saisons, il ambitionne de servir dans des menus à l'aveugle accessibles, une cuisine française personnelle, influencée par les épices glanées lors de ses voyages, de la daube au ceviche. 8, rue Fodéré, Nice (Alpes-Maritimes). Décembre.

Et aussi

Depuis l'été, le Prieuré (Megève) passé sous pavillon Emmanuel Renaut ; Signature (Bordeaux), adresse street food dédiée aux ravioles de Philippe Etchebest ; Adrien Sour au commandement de La Mère Germaine (Châteaufort-du-Pape) ; Jean-Bruno Gossé à la Table des Climats (Dijon) ; Le Sourire par un trio franco-nippon (Angers) ; Marlow Monte-Carlo (Monaco), concept anglo-saxon à Mareterra, nouveau quartier de la Principauté construit sur la mer. ■

Cela fait quatre générations que les Ferrari, une famille d'industriels lyonnais passés du textile à la fibre high-tech, prennent soin de leur domaine de la côte. Leur observation régulière du végétal est à l'origine de quelques principes qui font loi sur leurs terres. « La nature libre et heureuse s'autorégule. Quand elle a trouvé son rythme de croisière, elle se met en ordre », répète comme un mantra Sébastien Ferrari en arpentant ses rangs de vigne.

Sur ce bout de terre qui court du cap Bénat jusqu'à La Londe-les-Maures, il était un temps question de construire une route littorale. L'idée fut finalement abandonnée au profit d'un classement de la zone en site naturel protégé et de l'aménagement d'un sentier de randonnée. Une victoire pour les Ferrari, écologistes dans le savoir depuis des lustres. Ils comptèrent parmi les premiers à convertir leur domaine à la culture bio. Pour une raison surprenante : « Notre famille a toujours beaucoup pratiqué la pêche entre la côte et les îles d'Hyères. Nous adorons cela, raconte Sébastien Ferrari. Nous avions remarqué que, lorsqu'il pleuvait fort, lors des orages, la mer devenait rouge car la terre très chargée en fer y était déversée en quantité par les cours d'eau. Fort de ce constat, pour la famille, il était inconcevable d'épandre un quelconque produit chimique sur nos vignes, qui, à la première pluie, se retrouveraient dans la mer et contamineraient les poissons. » La règle se résume en deux mots : zéro intrant. Cela fait des dizaines d'années que cela dure. « Nous travaillons sur des sols vivants et nous effectuons le moins de passages possibles dans la vigne, car cela tasse les sols. » Leur maison construite dans les années 1970 accrochée sur la colline, en surplomb de la plage de la Vignasse, confirme leur inclinaison pour la protection de l'environnement. M^{me} Ferrari mère la dessina en prenant comme base une charpente de château récupérée sur un chantier de démolition. De la même façon, les dimensions des ouvertures furent définies en fonction des portes et fenêtres de seconde main. Quant au maquis qui entoure la maison, il est arrosé en cas de sécheresse.

« Nous travaillons dans un esprit bourguignon en essayant de monter en gamme. Nous n'appartenons pas à la Provence des grandes marques qui produisent des millions de bouteilles. Ici, nous faisons un vin anti-techno »

Sébastien Ferrari Propriétaire de Château Malherbe

se avec les eaux utilisées au préalable pour le lavage du chai et des cuves. Notons que les Ferrari mettent par ailleurs un point d'honneur à ne pas irriguer leurs vignes.

Dans une région qui a largement mis l'accent sur le vin rosé, la propriété joue surtout la carte du blanc. « Et puis nous avons choisi de ne pas faire de négoce, de ne pas acheter de raisin en dehors de notre domaine. Nous travaillons dans un

Les vins singuliers de Château Malherbe

Stéphane Reynaud

À Bormes-les-Mimosas, dans le Var, la famille Ferrari cultive avec une attention rare cinquante hectares de vigne face à la mer. Les blancs qui en sont issus sont exceptionnels.



esprit bourguignon en essayant de monter en gamme. Nous n'appartenons pas à la Provence des grandes marques qui produisent des millions de bouteilles. Ici, nous faisons un vin anti-techno. Nous gardons certaines terres en jachère pendant cinq à dix ans. Nous effectuons régulièrement des complantations pour remplacer les manquants, en prenant soin de choisir le meilleur matériel végétal possible. »

Sébastien Ferrari ne suit pas le troupeau, ni les modes. Pas du tout le genre de l'homme qui fut à l'école du baron Bich et revendique l'héritage intellectuel du capitaine d'industrie - « J'adorais sa façon de pensée singulière » - et du marin qui alla défier les Américains sur leur terrain lors de la Coupe America. D'ailleurs, Ferrari fit partie de l'équipage.

Aujourd'hui, il est à la barre d'un groupe spécialisé dans les toiles techniques, coté en Bourse, qui emploie 1200 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 330 millions d'euros. « Malherbe, ce sont seulement 3 millions d'euros de chiffre d'affaires et 12 salariés », dit-il. Il semble cependant s'en occuper avec le plus grand sérieux : « Je n'aime pas la superficialité », rappelle-t-il au détour d'une présentation des lieux.

Les vignes de Malherbe se répartissent sur deux grands terroirs. Il y a le vignoble de la Pointe du Diable, posé sur un sol d'alluvions, sablonneux, parsemé d'éclats de quartz. C'est ici que sont élaborés 95 % des rosés du domaine. Les vins y sont marqués par la fraîcheur, parfois par des notes d'eucalyptus.

Les parcelles les plus nobles du vignoble sont réunies dans la partie Malherbe, plus en altitude, sur les coteaux du cap Bénat. Ici, face à la mer, sur un sol de schistes et d'argile naissent les grands blancs. Tout autour, une forêt de pins d'Alep, de pins ma-

Situé sur un site naturel protégé, Château Malherbe bénéficie de deux terroirs face à la Méditerranée : la Pointe du Diable, où sont produits blancs, rosés et rouges sur un sol sablonneux (à droite), et la partie Malherbe, sur les coteaux du cap Bénat, qui donnent naissance aux plus grands blancs.

VICTOR VLADIMIR LAZAREFF, SERGE CHAPUIS

ritimes, d'arbusiers, de chênes verts, de chênes-lièges.

Comme ailleurs, il s'agit de s'adapter au changement climatique. « Les vendanges sont réalisées en moyenne deux mois plus tôt qu'il y a soixante ans. Les vins ont gagné trois degrés. Nous essayons de mettre les grappes à l'ombre en recourant à différents systèmes », continue le propriétaire.

Il faut goûter le Château Malherbe 2023, en version vin rosé, un vin de gastronomie destiné à la restauration. Le rosé Pointe du Diable 2023 (26,50 €) révèle un nez plus ardent, plus floral aussi, des notes de pamplemousse. Avec une année de vieillissement supplémentaire, le 2022 de cette même cuvée gagne en rondeur, se montre plus gourmand.

Le blanc Pointe du Diable 2023 (32 €), réalisé à partir d'ugni blanc et de semillon, est d'un accès très facile. Mais le vrai grand vin du domaine est sans doute le Château Malherbe blanc (59 €), issu des semillons et rolles des meilleures parcelles. Le 2021 est remarquable, avec un nez de fruit mûr, un joli gras.

Malherbe, ce sont aussi des rouges, dont le Madame Ferrari (48 €), très clair, léger, peu chargé en alcool pour l'époque (13,5°), suave en bouche, enrobant. Le rouge Pointe du Diable (32 €), marqué par la syrah, associant la sucrosité et une belle acidité, est un jus simple au nez de fruits mûrs. Il convient parfaitement pour accompagner les grillades. Le Château Malherbe rouge 2021 (39 €) se montre supérieur aux deux précédents. La bouche est à la fois croquante et fine, précise, plus tendue. La gamme s'arrête là.

« Nous ne sommes pas favorables aux vins nature. Nous voulons des vins qui atteignent un certain niveau. Nous les stabilisons avec une pointe de soufre. Je ne triche pas. L'estime que la sincérité est vitale », commente le patron.

En moyenne, la production de Malherbe oscille autour de 120 000 bouteilles. Pour la vente, les Ferrari ont fait alliance avec la société champenoise Billecart-Salmon et avec la famille bourguignonne Pataclet. Le domaine devrait continuer à évoluer. Sébastien Ferrari a mille projets pour améliorer Malherbe. Il pense entre autres introduire des vaches sur le domaine - « ou peut-être des zébus. Nous voulons une nature heureuse, des clients heureux avec un modèle économique qui tient la route », résume-t-il. ■



Léoube, la Provence britannique

En bord de mer, sir Antony Paul Bamford, épaulé par le vigneron Romain Ott, produit une gamme de vin complète. Le 30 septembre, le domaine ouvre ses portes au public.

Il y a la bastide, magnifique et imposante, qui fait la belle face à ce bon vieux fort de Brégançon, situé à quelques centaines de mètres. Devant, il y a la mer, quatre kilomètres de côte qui lorgnent les îles d'Hyères. Le domaine compte une des plus belles plages de la région, celle du Pellegrin. Léoube, 560 hectares d'un seul tenant entre Méditerranée et montagne, jouit d'un panorama beau comme le premier jour, un paradis pour la flore et la faune, aujourd'hui en grande partie classé en parc naturel protégé. « Un gros loup a même fait son retour sur le domaine » remarque Romain Ott, le directeur.

La production du domaine s'étale sur 70 hectares de vigne et 22 hectares d'olivier en exploitation. L'ensemble est certifié bio. « Les vignes ont été plantées ici au début du XX^e, sans doute avant pour la production de vin que pour jouer le rôle de pare-feu » raconte Romain Ott. L'ancien propriétaire produisait du raisin destiné au marché du négoce.

Sir Anthony Paul Bamford veut faire beaucoup mieux. Le propriétaire de JCB, constructeur d'équipements de construction et de travaux publics, fait l'acquisition de ce grand bout de littoral en 1997. L'homme, qui dispose déjà de plusieurs domaines agricoles dans d'autres pays, décide, deux ans

plus tard, de réhabiliter l'ensemble, de la vigne au chai, en passant par la bâtisse principale. Romain Ott, le fils du voisin vigneron qui conseilla les nouveaux propriétaires lors du rachat, est alors engagé.

80 % de la production en rosé

La production viticole hors négoce de Léoube (entre 390 000 et 400 000 bouteilles) est aujourd'hui dominée à 80 % par le rosé. Le rouge (13 %) et le blanc (7 %) sont réduits à la portion congrue. La gamme commence avec Love, un vin de négoce (16,50 €), un rosé démonstratif « qui correspond à l'attente rosé de beaucoup » explique Romain Ott. Le jus est dominé par le fruit. Au demeurant, l'acidité est plaisante, les équilibres sont respectés. On monte en gamme avec Château Léoube, à la belle droiture, léger. Voici un vin que l'on pourrait qualifier de sec, avec peu d'amertume et des pointes épicées. En revanche, avec Léoube Secret, chacun retrouve un vin rosé avec un côté salin de bord de mer, très plaisant. La gamme rosé culmine avec Léoube Collector (60 €), des vins qui se distinguent des autres crus du domaine par leur profondeur, leur ampleur, leur longueur, leur gras.

En blanc, on apprécie le Secret 2023, habile assemblage de semillon et d'ugni blanc. Le Secret blanc 2022

montre cependant un caractère plus affirmé, plus de puissance et de rondeur. Le Collector blanc se démarque par sa richesse.

En rouge, Le Secret 2019 réalisé à partir des cépages de grenache, de cinsault, de syrah, de cabernet sauvignon se révèle comme un vin fin qui en a sous le pied. Les Collector rouge, quant à eux, sont des vins à forte identité qui montrent que l'on peut aller plus loin dans l'extraction, dans la rondeur. Réalisés à partir de cabernet franc et cabernet sauvignon, ce sont des jus singuliers qui sortent du cahier des charges des vins de Provence.

Aujourd'hui, Léoube joue la carte de l'élargissement de la gamme, avec notamment une production d'effervescents (20 000 bouteilles).

Sur place, un des lieux les plus plaisants pour découvrir l'ensemble des cuvées est sans doute le Café Léoube, ouvert il y a cinq ans. Toute la gamme y est présentée en bord de mer, dans la pinède, dans un des restaurants de plage les plus paisibles de la côte.

Le samedi 30 septembre, le château ouvre ses portes pour le Léoube Harvest Festival, un événement dédié au développement durable et à la célébration de la fin des vendanges. Une occasion en or pour découvrir les lieux et ses vins. ■

S.R.

CONCERTO POUR LA PAIX
AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS -
18 SEPTEMBRE 2024
- 19H30 -

UNE CRÉATION ORIGINALE DE
OMAR HARFOUCH

avec L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE BÉZIERS MÉDITERRANÉE

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES

omaharouch.com

DU 10 AU 29 SEPTEMBRE 2024

FOIRE AUX VINS

JUSQU'À
15%
EN AVANTAGE
CARTE*
Dès 80€ d'achat
parmi une sélection.



9€,99
AOP MEDOC 2019
CHATEAU LA CLARE
La bouteille de 75cl
13,32€ le litre



9€,95
AOP TERRASSES DU LARZAC
2020 ou 2021
LA SENTINELLE DOMAINE
DU CAUSSE D'ARBORAS BIO
La bouteille de 75cl
13,27€ le litre



18€,50
AOP CHAMPAGNE BRUT
TRADITION DE DELAGNE & FILS
La bouteille de 75cl
24,67€ le litre



Intermarché

TOUS UNIS CONTRE LA VIE CHÈRE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

*Offre réservée aux porteurs de la carte de fidélité Intermarché. Du 10 au 29 septembre 2024, cumulez 10% en avantage carte à partir de 40€ d'achat ou 15% en avantage carte à partir de 80€ d'achat dans la limite de 150€ en avantage carte cumulés par jour, sur la sélection de Vins, Champagnes et Effervescents sur le prospectus Foire aux Vins (hors produits porteurs d'autres offres – remise immédiate lot virtuel ou avantage carte – ainsi que les produits non alimentaires). Voir la limite du cumul avantage carte dans les conditions générales d'utilisation de la carte de fidélité Intermarché. Voir modalités et liste des magasins participants sur intermarche.com

Annoncesur : ITM Alimentaire International - RCS PARIS 341 192 227 - SAS au capital de 149 184 € - Siège social : 24, rue Auguste Chabrières 75737 Paris Cedex 15 - Sous réserve d'erreurs typographiques - 2024.

Si, cet été, vous avez applaudi les médailles de Léon Marchand, le sacre de Teddy Riner, le triplé français au BMX, vous n'avez pu échapper au carré court d'Angèle ! Le 11 août dernier, au Stade de France, lors de la cérémonie de clôture, la jeune chanteuse belge a marqué les esprits en interprétant *Nightcall* avec Kavinsky et Phoenix (chanson la plus « shazamée » de l'histoire) dans une combinaison de « Catwoman » signée Coperni et arborant un « micro bob », comme disent les Anglo-Saxons... Comprenez un carré net, précis, coupé juste sous l'oreille pour dessiner la mâchoire et sublimer le port de tête. Dès le lendemain, dans les salons de coiffure et sur TikTok, évidemment, on parle de « l'effet Angèle ». Les adolescentes débattent sur cette longueur de cheveux, se demandant si elle ne va qu'à une célébrité mise en beauté par une équipe de professionnels ou si elles aussi pourraient y prétendre. Moins frileuses que leurs aînées, les voilà qui la reproduisent en « live » devant leurs abonnés, avec des rasoirs et autres ciseaux à ongles. Pour le meilleur et pour le pire.

Le meilleur, selon Sylvie Vartan ! Mardi dernier, l'ex-idole yéyé postait sur son compte Instagram son portrait en noir et blanc de 1964 (époque où elle chantait *La Plus Belle pour aller danser*) accompagné du commentaire : « Il paraît qu'Angèle a remis cette coiffure à la mode. Je suis sûre qu'elle doit lui aller très bien. Bravo. » Compliment qui n'est pas passé inaperçu auprès de l'interprète de *Balance ton quoi* lui répondant : « Consécration ! » Blondes, populaires, incarnations de la jeune femme française (alors que l'une est bulgare et l'autre belge), les deux chanteuses ont finalement beaucoup en commun. Et si Angèle n'a probablement pas montré une photo des années 1960 pour inspirer son coiffeur, ce carré souple fait partie de l'inconscient collectif.

De « Salut les copains » à TikTok

Un demi-siècle avant TikTok, il y avait « Salut les copains », et avant les tutos beauté, des pages de magazine montrant comment reproduire son fameux carré. Même *Le Figaro* en parlait alors

De Sylvie à Angèle, le carré des idoles des jeunes

Marie-Gabrielle Graffin

Soixante ans après le phénomène Vartan, la jeune chanteuse belge fait des émules dans les salons de coiffure, après son passage ultra-médiatisé lors de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques.



Angèle en juin dernier, lors du défilé haute couture de l'hiver 2025 de Chanel, et Sylvie Vartan en 1963 (sur le tournage du film *Cherchez l'idole*, de Michel Boisrond). CHANEL : KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-KEYSTONE VIA GETTY IMAGES

que la demoiselle assurait la première partie des Beatles à l'Olympia, en 1964 : « L'on dira peut-être qu'une Sylvie Vartan ne fait pas le poids des quatre boys. Pourtant, avec sa nouvelle coiffure à la Marilyn Monroe et son minois chiffonné,

elle mobilise une semblable usine à vapeur. » Le phénomène est viral avant l'heure : « Il y a quelques années, nous rencontrons des Bardot à tous les coins de rue, lisait-on dans *Télé Magazine*. Tout passe, les coiffures comme le reste.

Dans la rue, maintenant, ce sont les Vartan, et sa chevelure blonde et souple qui priment. Mais comment réaliser soi-même cette mise en plis ? Nous avons demandé à Jean-Yves Elrhodes, son coiffeur préféré, de nous en livrer le

secret... » On vous épargne les détails de la teinture Blond Topaze et de la brillance à la bière !

Cette rentrée, le carré est donc en passe de redevenir un classique. « D'autant qu'après l'été les femmes sont nombreuses à vouloir couper leurs cheveux maltraités par le soleil, le sel et le chlore, confirme le coiffeur studio Marc Orsatelli. Le carré symbolise la reprise du travail, il me fait penser à celui des « working girls » à New York dans les années 1980. Propre, soigné, jamais ennuyeux, toujours en mouvement. Mais il faut être audacieuse et indépendante d'esprit pour couper si court. » Car si la coupe sied à nos chères petites têtes blondes façon *Les Triplés*, elle se révèle plus rebelle sur les demoiselles. Un héritage des Années folles et ses garçons qui raccourcissaient leurs cheveux en étendant de leur émancipation. En tête, Coco Chanel et ses vêtements d'homme, s'affranchissant des injonctions de son temps, en demandant au coiffeur Antoine de Paris de dévoiler sa nuque. « Une femme qui se coupe les cheveux est une femme qui s'appareille à changer de vie », disait la couturière. Dans les années 1960, Vidal Sassoon réinvente le genre en coiffant Mary Quant, qui vient d'inventer la minijupe. Vingt ans plus tard, le top-modèle Linda Evangelista se démarque de ses consœurs avec un carré pas si sage... et raffe les meilleurs contrats et défilés.

S'il est toujours le symbole d'une féminité assumée (outre Angèle, Lily Collins, Dua Lipa et Gigi Hadid l'ont adopté), le « micro bob » n'est plus cranté ou gominé mais ébouriffé, au naturel. « Et surtout séché à l'air libre. C'est tellement pratique !, ajoute Margaux, qui a sauté le pas pendant l'été avec une paire de ciseaux de cuisine. En plus d'être facile à coiffer, il apporte de la fraîcheur à mon visage, je me sens jolie, sans en rajouter. Son côté BCBG me permet aussi d'oser plus d'excentricités vestimentaires. » En revanche, selon Marc Orsatelli, le carré sied davantage aux visages fins et anguleux. Et bien qu'il semble facile à exécuter, il nécessite une parfaite maîtrise. « Une coupe réalisée par un professionnel est de rigueur pour qu'ensuite l'entretien soit moins régulier et qu'en repoussant mi-long, il fonctionne toujours aussi bien. » ■

IMMOBILIER avec FIGARO immobilier

AU CŒUR DU PARIS CULTUREL

Malgré un faisceau d'incertitudes, tant économiques que politiques, les marchés des beaux quartiers parisiens ne perdent rien de leur superbe. Trois professionnels de l'immobilier en témoignent. Par Nelly Chevais

Rue Bonaparte (6^e), 80 m², 1^{er} étage lumineux et calme, immeuble 19^e siècle, 1 490 000 €

Frédéric Jaubert, Paris Seine, 01 45 44 66 00

Louvre/Rivoli (1^{er}), 196 m², 2^e étage, ascenseur, immeuble édifié en 1850, vue musée du Louvre, 4 800 000 €

Cyril Premier, Emile Garcin Palais-Royal, 01 42 44 01 90

Rue des Beaux-Arts (6^e), 168 m², appartement avec atelier d'artiste, 6^e et dernier étage, ascenseur, 5 200 000 €

Nicolas Hug, Menager & Hug, 01 53 10 22 60

Nos trois agences du 6^e arrondissement sont restées ouvertes tout l'été. Cette mobilisation nous a permis d'avoir un contact privilégié avec notre clientèle tant nationale qu'internationale qui a découvert, voire redécouvert l'âme de Saint-Germain-des-Prés. Alors que la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques se referme, des décisions maintes fois repoussées vont enfin pouvoir être prises. Le cœur de ce quartier mythique reste un must, comme cet appartement à deux pas du Flore et des Deux Magots.

Paris est l'une des capitales culturelles les plus influentes au monde. Lieu de pouvoir, mais aussi quartier d'art et de culture, le Palais-Royal abrite les musées du Louvre et des Arts Décoratifs ainsi que la collection Pinault (dans l'ancienne Bourse de commerce). En 2025, viendra la rejoindre la Fondation Cartier pour l'art contemporain. Au cœur du quartier, cet appartement d'exception avec vue sur le Louvre... A Paris, l'immobilier reprend des couleurs. Les prix stagnent, mais ne baissent plus.

Le foisonnement de la vie culturelle parisienne garde de l'attrait. Dans les quartiers les plus vivants, le pied-à-terre reste ainsi un produit phare, recherché par une clientèle de région ou internationale. Représentatif de Saint-Germain, cet extraordinaire appartement avec atelier d'artiste. Plein ciel, inondé de soleil, entre rue et jardin, il est aussi extrêmement bien placé, à deux pas de l'Ecole des Beaux-Arts. Tout se fait à pied : expo, soirée théâtre, dîner à une table étoilée montante...

Les Hespérides Résidences-Services®

Sopregim, commercialisateur des Hespérides depuis 1999

DES RÉSIDENCES DE STANDING DANS LES PLUS GRANDES VILLES DE FRANCE

Paris 12 - Paris 15 - Paris 16 - Paris 17 - Neuilly-sur-Seine - Levallois-Perret - Versailles
Boulogne-Billancourt - Nogent-sur-Marne
Saint-Germain-en-Laye - Issy-les-Moulineaux
Montrouge - Rueil-Malmaison - Bordeaux
Lyon 6 - Lyon 7 - Lille - Montpellier - Nîmes
Aix-en-Provence - Nice - Cannes - Le Cannet
Marseille - Angers - Rennes - Pau

LES HESPÉRIDES DE LA PLAGE à ARCACHON
Superbe 2P 50 m², terrasse, vue sur le Bassin d'Arcachon, au dernier étage, climatisé, séjour, chambre, cuisine équipée, s.d.e, wc séparés, cave, box : 498 750 € FAI

LES HESPÉRIDES SAINT-CHRISTOLY à BORDEAUX
Très Beau 3P 78 m², étage élevé avec balcons, séjour, 2 chambres, cuisine, salle de bains, salle d'eau, 2 wc, cave, parking : 340 000 € FAI

LES HESPÉRIDES DE LONGCHAMPS à BORDEAUX
En parfait état, 2P 50 m², vue sur jardin, séjour avec balcon, double exposition, chambre, salle d'eau, wc séparés, cave : 139 000 € FAI

Toutes nos disponibilités sur www.sopregim.fr

SCANNEZ MOI

UNE MARQUE ALTAREA

Vente, Location, Gestion - Studio, 2 et 3 pièces : 07 87 14 39 82 - 01 76 61 05 21

MOTS FLÉCHÉS GÉANTS DU SAMEDI N°3929

RCH JEUX

SAINT ELME
FILOUS

VENTILAI
HIPPO-
DROME
ANGLAIS

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

TITRE DE
NOBLESSE
UTILE

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

CERTES
IL FOURNIT
GAZ ET
PETROLE

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

PARFUMA
L'ODEUR
PE-
NETRANTE

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

ABSORBES
AVEC UNE
PAILLE
CHOU-
NAVET

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

IL NOUS
TIENT EN
HALEINE

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

REUSSIR A
ATTENDRE
D'UN
AUXILIAIRE

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

AFFAIRE
QUI TOURNE
LADY
DEFUNTE

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

QUI A VECU
DE NOM-
BREUSES
ANNEES

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

FLOCONS
DU MATIN
CA FAIT
MAIL!

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

DISSEMI-
NEES CA
ET LA
FAITS
D'HYER

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

ORGANE DU
POULPE
DECRE-
CHAGES

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO

CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

LEURS VOIX
PORTENT
LOIN

CHANTAGE
LARGEURS
DE TISSUS

CASQUES
DE CHE-
VALIERS

PERSON-
NAGE
IMPOSANT
EPUISAI

DEUX
CENTS EN
CHIFFRES
ROMAINS

ACCORD
OU FUT
SUD
CREE UN
PULL

NEGIGER
DE MEN-
TIONNER
PROPOS
D'ANE

IL SE FÊTE
DES LE
DEBUT
JOLI COIN

BIEN EN
CHAIR
CALE EN V

DOMESTI-
QUE, POUR
LE
CHAUFFAGE

HAÏSSABLE
PRINCE
TROYEN

ELLE EST ME-
PRISABLE

OISEAU
PROCHE
DES
VACHES

APAISE
AVEC DES
MOTS DOUX

OPPOSE A
GRANT
LIVRE
D'ANEC-
DOTES

MARIER DES
ESSENCES
TYPE DE
VELO



CONTRE-
FAIT

ANIMAL A
SANCHO
COUP SUR
LE TATAMI

LE FIGARO Jeux

Alignez les lettres,
repérez les chiffres,
déplacez les cartes...

11 JEUX À DÉCOUVRIR



DISPONIBLE SUR
Google play

Télécharger dans
l'App Store

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

P	E	S	J	D	J	E	P	N	V	C	H	O							
P	E	R	M	C	A	U	S	A	I	T	S	C	A	L	E	N	E	R	E
N	E	U	F	P	R	I	M	O	S	A	U	R	L	A	T	I	N	E	R
P	I	S	T	A	C	H	E	A	U	S	C	U	L	T	E	S	N	O	I
N	T	I	M	I	T	R	A	I	L	L	E	A	I	G	R	E	L	E	T
I	S	S	O	I	R	E	C	A	I	N	E	S	R	I	S	S	E	L	E
U	T	I	L	E	C	R	I	M	A	L	S	A	I	N	A	P	R	E	T
P	L	A	N	I	S	P	H	E	R	E	R	E	N	E	S	R	E	R	E
F	E	N	T	E	A	U	T	A	R	C	I	E	T	E	S	T	E	R	E
E	S	T	E	R	E	L	E	N	G	L	O	U	T	I	E	L	U	E	

Les surréalistes ou la revanche sauvage de 14-18

Valérie Duponchelle

Tout savoir de «l'avant-garde la plus longue et la plus féconde du XX^e siècle» avec ce documentaire millimétré en deux épisodes.

Dans les tranchées de 14-18, «cloaque de sang, de sottise et de boue». André Breton lit Rimbaud, une poésie «si accordée aux circonstances». Ce jeune poète, fils d'un gendarme et d'une infirmière bigote, est infirmier sur le front. Il voit les ravages psychiatriques de la guerre. Il lit Freud et teste sa technique des associations libres sur des soldats psychotiques, les pousse vers les méandres de l'inconscient, où les souvenirs cachés le disputent aux pensées et à l'effroi. Dans l'offensive Nivelle, en 1917, lors de la bataille du chemin des Dames, André Masson est laissé pour mort, son «moi, saccagé pour toujours». Jeunesse meurtrie, rébellion des survivants, voici le terrain des *Révolutions surréalistes*, passionnant documentaire de Sylvain Bergère en deux parties pour Arte, *Le Temps des provocations, 1917-1929*, puis *Le Temps de la résistance, 1930-1966*.

Écrit avec Didier Ottinger, directeur adjoint du Mnam (Musée national d'art moderne), à Beaubourg, et commissaire

de l'exposition du centenaire du surréalisme, en collaboration avec le journaliste Stéphane Benhamou, cette somme visuelle est une introduction parfaite à «l'avant-garde la plus longue et la plus féconde du XX^e siècle». Images d'archives en cascade, voix d'outre-tombe des commentateurs d'époque, ce retour sur les origines sanglantes du surréalisme pose la question de la jeunesse, de ses rêves anéantis et de sa revanche par l'art. Elle est la clé qui ouvre les portes secrètes d'œuvres à la forme nouvelle et à la violence métaphorique.

«La valeur du scandale»

Lors de la première parisienne, le 24 juin 1917, des *Mamelles de Tirsias*, «drame surréaliste» d'Apollinaire, Breton applaudit le coup de feu théâtral du dandy Jacques Vaché contre cette «overdose artistique», mais est séduit par l'épithète «surréaliste», qu'il retient. Blessé aux jambes pendant la bataille de Champagne, en 1915, Vaché le radical meurt, des suites d'une overdose d'opium, à 23 ans, dans



un sordide hôtel nantais, en janvier 1919. Étudiant en médecine, Breton rencontre, en 1917, deux autres poètes, Louis Aragon et Philippe Soupault, ils partagent leurs nuits de garde au Val-de-Grâce. Breton déclare des vers lourds de blasphème des

Chants de Maldoror, de Lautréamont. Lecteur pour de riches clients bourgeois, il rencontre le couturier, collectionneur et mécène Jacques Doucet, lui fait acheter *Les Demoiselles d'Avignon*, de Picasso. Le trio Breton-Soupault-Aragon se retrouve

Autoportrait, par André Breton.
ARCHIVES ANDRÉ BRETON

dans les cafés de Montparnasse, débat sur la poésie, rêve de la révolution russe, qui vient d'éclorre. L'écho d'une révolution artistique leur vient de Zurich sous la bannière «dada» à l'incohérence voulue et aux accents nihilistes. Le *Manifeste dada*, du poète roumain Tristan Tzara, en 1918, coupe l'art de toute la pensée logique, jetée aux orties. Il porte aux nues la spontanéité, la sauvagerie, la vie primitive, l'innocence enfantine et célèbre l'art des fous.

Quand il arrive à Paris, en 1920, le trio, rejoint par Paul Éluard, l'accueille comme le Messie. Il leur «apprend la valeur et l'impact du scandale». Révoltes contre leurs aînés qui vantent le mérite des baïonnettes, ils font le procès de Maurice Barrès, figure de proue du nationalisme français devenue une poupée de chiffon. Trop sérieux dans ce burlesque de droit pour Tristan Tzara. André Breton vit mal la critique et rompt avec le dadaïsme, le 6 juillet 1923, sautant sur scène lors de la manifestation du Cœur à barbe, cassant de sa canne le bras d'un acteur. Chaos, police, la provocation de trop qui met fin aux amitiés révolutionnaires. Il faudra quatre années de gestation pour aboutir à la naissance du surréalisme, courant annoncé dans *Les Champs magnétiques* de Breton et Soupault. C'est l'avènement de l'automatisme, vrai langage surréaliste. ■

«Révolutions surréalistes. Le temps des provocations (1917-1929)» et «Le temps de la résistance (1930-1966)»
Dimanche 8 et dimanche 15 septembre à 17 h 25, sur Arte
Notre avis : ●●●●

«Zorro» avec Jean Dujardin, épée courte et gros sabots

François Aubel

La star oscarisée reprend le rôle du justicier masqué dans cette série parodique qui, faute d'un solide scénario, vire à la caricature.

Et si le personnage imaginé par le romancier américain Johnston McCulley en 1919 était en réalité un loser, un fils écrasé par son père et, pis encore, un piètre amant ? Tel est le postulat de cette série disponible sur Paramount+ (et diffusée avant la fin de l'année sur France 2) où Jean Dujardin enfle l'habit de Don Diego de la Vega. Enfin difficilement, car le justicier masqué avait rattaché sa paupérisse de redresseur de torts depuis vingt ans. Et, devinez quoi, il a un peu grossi avec l'âge. Voilà comment on pénètre dans cette parodie signée Noé Debré (à qui l'on doit l'excellente série *Parlement*) et Benjamin Charbit (*Notre-Dame*). Un gage de qualité ? On l'espé-

rait, mais hélas, comme le ventre de ce Zorro, la série souffre d'embonpoint, nourrie d'envies contradictoires, du moins bien mal emboîtées. Celle de déconstruire la masculinité du héros – il paraît que c'est à la mode –, mais aussi de transformer ces huit épisodes en vaudeville, un interminable triangle amoureux à deux, puisque Gabriella de la Vega se console de l'impuissance de Don Diego, son époux, dans les bras de Zorro. Et, par-delà les aventures pénibles de ce faux troupe, la série tente de rendre hommage à celle de Walt Disney de 1957 tout comme au western spaghetti. Qui trop embrasse, mal étreint...

D'autant que, comme les signaux de fumée à la pointe d'un canyon, on dis-

tingue les blagues à des kilomètres. On en devient presque gêné pour Jean Dujardin. Pour le producteur qu'il est de cette série. Mais surtout pour l'acteur, réduit à jouer du sourcil pour retrouver, ou plutôt de tenter de retrouver, un peu de la verve des deux premiers OSS 117.

Vive le Sergent Garcia !

L'ironie s'évapore sous le soleil d'Andalousie, où s'est déroulé le tournage. Même son charme, né de l'improbable mariage entre Errol Flynn et Superduper de Gotlib, n'opère plus. À se demander s'il n'était pas meilleur, casquette de guingois, à la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde de

rugby. Car la parodie devient vite, trop vite, caricature. Rien n'est aiguisé, ni son épée, ni les dialogues, ni la mise en scène de cette série, qui, jamais – c'est assez problématique pour une comédie –, ne trouve le bon rythme. Zorro pointé ! Jean Dujardin est pourtant bien entouré. Éric Elmosnino apparaît en Don Emmanuel cynique à souhait. Audrey Dana dans les jupons de Gabriella de la Vega, ne ménage pas sa peine dans la peau de la femme infidèle, tout comme André Dussollier, qui interprète à grands cris le père mégalomane et castrateur du vengeur masqué. Mais leurs personnages manquent cruellement de nuances. Et, plus ennuyeux encore, semblent, comme nous, s'en-

nuyer à cent sous de l'heure, désœuvrés face à la légèreté du scénario. De ce naufrage, à 22 millions d'euros tout de même, on sauvera Gregory Gadebois, niais comme il se doit dans l'uniforme du Sergent Garcia, mais poétique, comme un tendre clown perdu dans cette pampa pathétique.

On nous rétorquera qu'il s'agit d'un pur divertissement. Noble entreprise en effet que l'on gâche rarement en y ajoutant ne serait-ce qu'un peu d'humour et d'intelligence. ■

«Zorro»
8 épisodes sur Paramount+
Notre avis : ●○○○

PLEIN ÉCRAN

Cinq jours de festivités, 50 œuvres présentées sur plusieurs centaines préalablement sélectionnées (unitaires et séries de formats divers), 50 événements (master class, conférences, séances de dédicaces...), 22 prix, près de 3000 professionnels, 15000 festivaliers... Cette 26^e édition du Festival de la fiction de La Rochelle, tenue comme chaque année entre les hautes tours du vieux port de la cité charentaise, s'annonce très riche. «La Rochelle, c'est célébrer, comme dans aucun autre festival audiovisuel dans l'Hexagone, la richesse et la diversité de la création française. C'est prendre du recul pour mieux mesurer la chance que nous avons d'être responsables de façonner les récits de demain. C'est percevoir à nouveau que, dans la fiction, le champ des possibles est immense, que la créativité permet de surmonter bien des contraintes et que nous sommes capables de conquérir le monde avec nos histoires. Car de plus en plus de séries françaises sont des succès internationaux, et c'est une très grande fierté», souligne ainsi Sophie Révil, présidente intérimaire de cette édition 2024, qui supplée le producteur Stéphane Strano.

De cette moisson, il ressort en effet que la production française ose ce qui semblait encore impossible il y a quelques années : le fantastique, le grand ré-



REPORTAGE L. CHABRIER - FTV - LES FILMS DU CAP - GETTY IMAGES

Fortune de France, série adaptée du monument littéraire de Robert Merle (6 × 52 min, France 2), est présentée à La Rochelle.

cit épique, l'adaptation luxueuse, les temps long lorsqu'il le faut, le polar très, très noir, l'éclairage cinématographique, le burlesque, le sociétal, l'absurde, les histoires du troisième, voire du quatrième âge.

Un président qui a du goût

Après des années de tâtonnement, de très belles réussites et de nombreux ratés, elle déploie ses ailes, enfin ! Grâce à Canal+ et à Arte, qui travaillent à la création de contenus véritablement originaux. Grâce à l'avènement des plateformes – en tête Netflix, qui fêtera dans quelques jours les 10 ans de son arrivée en France – et à une fantastique émulation. Grâce surtout au talent des auteurs, des scénaristes, des producteurs, des réalisateurs et à l'ensemble des moyens développés. Comme par exemple l'ouverture, au sein de la prestigieuse Femis (École nationale supérieure des métiers de l'image et du son), d'un cursus écriture et création de séries. Series Mania et Canneséries montent en puissance, y compris sur la scène internationale. Ce Festival de la fiction de La Ro-

chelle, plus francophone que les deux précédents mais de plus en plus européen, un brin plus populaire en termes de sélection, mais tout aussi digne d'intérêt, garde son cap avec la même constance et la même exigence. On y verra cette année *Fortune de France*, avec Nicolas Duvauchoelle et Guillaume Gouix, adapté par Christopher Thompson (*Bardot*) du monument littéraire de Robert Merle (6 × 52 min, France 2). *Je ne me laisserai plus faire*, avec Yolande Moreau, Laure Calamy et Anna Mouglalis, truculente histoire de vengeance orchestrée depuis un Ehad (90 min, Arte). *Je suis la maman du bourreau*, retour sur un scandale de pédophilie au sein de l'Église, avec Laurent Stocker et Marie-Christine Barrault (90 min, France Télévisions). *Une amie dévouée*, première série française de Max (4 × 52 min), adaptée de *La Mythomane du Bataclan*, avec à nouveau Laure Calamy. Et *Signalements*, qui raconte le combat d'une femme seule contre le système pour protéger sa nièce des maltraitances des sévices de ses parents (95 min, France 2). Et bien d'autres histoires, tout particulièrement du côté des unitaires, genre particulièrement représenté. Thierry Godard, tout nouveau pensionnaire de la Comédie-Française à 57 ans, préside le jury de la compétition. Tant mieux, c'est un homme de goût. ■

À La Rochelle, la fiction française déploie ses ailes

Julia Baudin

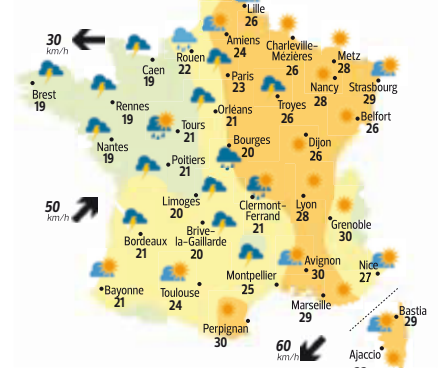
La 26^e édition du festival se déroule du 10 au 15 septembre avec une programmation pour la télévision variée, exigeante, prometteuse.

Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

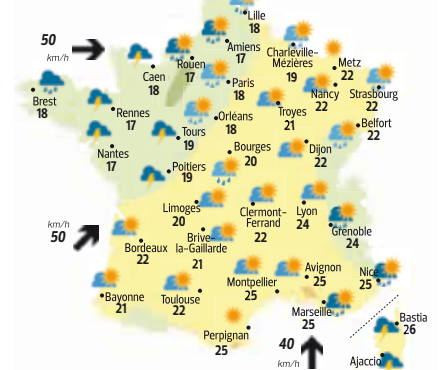
ÉPHÉMÉRIDE Ste-Reine

Soleil : Lever 07h17 - Coucher 20h19 - Premier croissant de Lune

SAMEDI



DIMANCHE

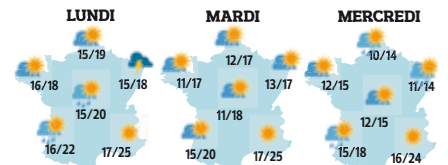


T (en °C)

<10 0 10 20 30 40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	29/33	AMSTERDAM	16/24	ATHÈNES	24/33
BARCELONE	24/27	BELGRADE	21/30	BERLIN	18/31
BERNE	13/25	BRUXELLES	14/27	BUDAPEST	18/29
COPENHAGUE	18/25	DUBLIN	15/20	LISBONNE	14/25
LONDRES	14/21	MADRID	12/25	PRAGUE	17/29
RABAT	20/25	ROME	20/32	TUNIS	29/41



la chaîne météo

lachainemeteo.com

Par téléphone : 3201

LIVE 24/24

sur l'APPLI GRATUITE

La Chaîne Météo

TF1

21.10
The Voice Kids
Divertissement

Prés. : Nikos Aliagas et Karine Ferri. 2h30. Inédit. Les quatre coachs luttent déjà les uns contre les autres pour tenter d'attirer les talents qui ont fait le plus d'effets, mais la tâche s'annonce rude pour y parvenir.

23.40 Que sont-ils devenus ? Magazine. Stars d'un tube : que sont-elles devenues ?

CANAL+

21.05
Rugby : Top 14
En direct

1^{re} journée : Bordeaux-Bègles - Stade Français Paris. Pour commencer la nouvelle saison, le club finaliste de l'an dernier, l'Union Bordeaux-Bègles, accueille sur sa pelouse les joueurs du Stade Français Paris.

23.02 Canal Rugby Club le débrief.

C8

20.23 Face à Hanouna. Inédit.

21.20 **Mongeville**
Série. Policière. Fra. 2020. Saison 1. Avec Francis Perrin. Le mâle des montagnes. Un guide de haute montagne est assassiné au cœur des Pyrénées. Qui a voulu se débarrasser de cette légende de l'alpinisme, époux d'une riche héritière ?

23.11 Mongeville. 3 épisodes.

france.5

20.04 C l'hebdo la suite. Talk-show.

21.05 **Echappées belles**
Magazine. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h33. L'Argentine, passionnément ! Ismaël Khelifa découvre l'Argentine, le pays de l'infiniment grand : des espaces immenses, des routes à perte de vue et des villes très étendues.

22.38 Echappées belles. Magazine. Corse du sud, de village en village.

france.2

21.10
Jeux Paralympiques de Paris

En direct

À l'Arena de Bercy, le tournoi masculin de basket fauteuil s'achève ce soir, avec le match Ula / Espagne. Laureats à Rio et à Tokyo, les États-Unis sont venus à Paris pour enchaîner une troisième victoire de rang.

23.23 Quels jeux ! En direct. Prés. : Léa Salamé et Laurent Luyat.

arte

20.50
Le premier champ de bataille d'Europe
Documentaire

1^{er} 2024. Réal. : David Starkey. 1h35. Inédit. Le site de Tollense, dans le nord de l'Allemagne, est considéré comme le théâtre de la première bataille rangée connue sur le sol européen.

22.25 Un jour à... Documentaire.

W9

17.10 La petite histoire de France.

21.10 **La petite histoire de France**
Série. Humoristique. Fra. Avec Maxime Gasteuil. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France.

RMC

17.25 Australie, la ruée vers l'or. 4 ép.

21.10 **Australie, la ruée vers l'or**
Documentaire. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h33. L'Argentine, passionnément ! Ismaël Khelifa découvre l'Argentine, le pays de l'infiniment grand : des espaces immenses, des routes à perte de vue et des villes très étendues.

22.38 Echappées belles. Magazine. Corse du sud, de village en village.

france.3

21.10
Le vent des sables
Téléfilm. Policier

Fra. 2023. Réal. : Stéphane Kappes. 1h30. Avec Marie-Josée Croze, Tom Leeb. Inédit. Aux Sables-d'Olonne, deux policiers enquêtent sur le meurtre d'un navigateur, enfant du pays, et favori de la course de voile du Vendée Globe.

22.40 Meurtres à... Série. Policière. Meurtres à l'île d'Yeu.

6

21.10
NCIS : Los Angeles
Série. Policière

EU. 2022. Saison 13. Avec Chris O'Donnell. 2 épisodes. Inédit. Avec l'aide de Sabatino, le NCIS enquête sur la mort d'un quartier-maître qui travaillait sur un programme antimissile dernière génération.

22.45 NCIS : Los Angeles. 5 épisodes.

TMC

18.35 Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.

21.15 **Columbo**
Série. Policière. EU. 1990. Saison 10. Avec Peter Falk, Stephen Caffrey. Criminologie appliquée. Deux étudiants ont éliminé un de leur professeur, qui les avait surpris en train de dérober des sujets d'examen. Le lieutenant Columbo mène l'enquête.

23.05 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.00 Enquêtes au Moyen Âge. Doc.

20.50 **La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe**
Documentaire. Fra. 2019. Réal. : Alain Brunard. 1h40. 2 épisodes. En 1590, Henri IV est le roi de France, mais sa légitimité est d'autant plus contestée qu'il est protestant.

22.30 «Le Chevalier au dragon», le roman disparu de la Table ronde. Doc.

L'essentiel du dimanche

france.1 21.10 Mascara

Film. Comédie dramatique. Fra./Blg. 2022. Réal. : Nicolas Bedos. 2h14. Avec Pierre Niney. Inédit. Adrien, un ex-danseur à la carrière brisée par un accident, vit aux crochets d'une ancienne star du cinéma qu'il méprise. Sa vie bascule lorsqu'il rencontre une jeune et belle amoureuse.

france.2 20.15 Jeux

Cérémonie de clôture

En direct. La cérémonie de clôture des Jeux Paralympiques se déroule au Stade de France. Thomas Jolly a prévu de célébrer les athlètes et leurs performances, en s'inspirant du roman d'Ernest Hemingway, « Paris est une fête ».

france.3 21.10 Commissaire Dupin

Série. Policière. Ail. 2022. Avec Pasquale Aleardi. Terrain de mésintelligence. Le corps de Patrick Provost, riche propriétaire terrien, est repêché au large de Belle-Ile. Les suspects ne manquent pas. Provost était brouillé avec la plupart des habitants de l'île.

CANAL+ 21.05 Rugby : Top 14

1^{re} journée : Vannes - Toulouse. En direct. Pour sa première saison en Top 14, le club breton du RC Vannes va connaître un sacré baptême du feu en accueillant le Stade Toulousain, d'autant que le manager vannetais Jean-Noël Spitzer se suspendu.

ARTE 20.50 Les sept mercenaires

Film. Western. EU. 1960. Réal. : John Sturges. 2h02. Avec Yul Brynner. À la fin du XIXe siècle, des paysans mexicains, victimes d'une bande de hors-la-loi sans merci, engagent sept aventuriers pour assurer leur protection.

6 21.10 Zone interdite

Magazine. Prés. : Ophélie Meunier. 2h. Expulsions, saisies, ventes aux enchères : les huissiers en première ligne. En France, ils sont plus de 3000 d'huissiers de justice. Un métier qui a une bien mauvaise réputation mais une nouvelle génération d'huissiers a décidé de dépoussiérer l'image de leur profession.

Pour regarder le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT
en île-de-France ou sur les boxSFR 468 | Orange 345
Free 904 | Bouygues 305

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6704

HORIZONTALLEMENT

1. Il lui arrive aussi de tourner. - 2. Fromage fondant avec du fendant. - 3. Tombés dans un profond accablement. - 4. Dément. Protection pour les châtaignes de mer. - 5. Un proche ou un proche du moustique. - 6. Créateur de variétés. S'est avéré nocif. - 7. Possessif. Est tout le temps à l'étude. - 8. Poisson d'argent de la Gironde. Quartier central de Manhattan. - 9. Mouvement perpétuel chez Malraux. A du caractère en capitale. - 10. Il fut le premier à donner des noms aux différentes figures de rhétorique. Sou sofote. - 11. Porte toujours des palmes et parfois de la fourrure. - 12. Souris bipèdes.

VERTICALEMENT

1. Fioul et gazole en sont des exemples. - 2. Son objectif est d'éliminer le subjectif. - 3. Élément du corps de troupe. Peut servir de cadre à son anagramme. - 4. Restée quelque peu mystérieuse pour Cyrus Smith. Nettoyages des villes. Tranche de référence, à d'oublier. - 5. Bien posé sur sa monture. Sollicite à nouveau le serveur. Fragment de météorite. - 6. Se sert en premier. Menu sur la carte. - 7. Fraternisaient avec les Shoshones. Il est un sel. - 8. Plantent des bornes.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6703

HORIZONTALLEMENT 1. Fastoche. - 2. Éveiller. - 3. Ronfleur. - 4. Mie. Erra. - 5. ENSO. CET. - 6. Nette. Ua. - 7. Ter. Nus. - 8. Obs. Et. - 9. Terreuse. - 10. Insert. - 11. Œuvrent. - 12. Néméenne.
VERTICALEMENT 1. Fermentation. - 2. Avoinée. Enée. - 3. Senestrorsum. - 4. Tif. Ot. Brève. - 5. Oïlle. Enserre. - 6. Clerc. Uten. - 7. Heureuses. Nh. - 8. Errata. Texte.

LE FIGARO Jeux



SUDO KU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9. Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 4841

FACILE

6	2	9						
			7	4		1	2	
7	1		9	5		3	6	
1	9			8	7			4
	3						7	1
5	4		2	9			3	
2	6		4	9		5	1	
			6	3		8	9	
9	8	5						

GRILLE 4842

DIFFICILE

5				1	9			
	1	8						
			2				5	1
5		9			2			
2	1				8	3		
7		5			9			
		3					9	8
	7	5						
6			2	4				

GRILLE 4843

DIABOLIQUE

3						6	7	
		2	5		9			
								1
					1	4		6
		3					5	
2	9		8					
8	6							
					3	4	6	
		5	8					1

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

ARGON	+	A	=							
MINET	+	I	=							
RAFLE	+	N	=							
FRAIS	+	A	=							

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

LARGUER		RAJOUT	
TEINTER		DOREUR	
GRENIER		PRISEUR	
PENDANT		TUTEUR	
TRIBUNE		ECURIE	

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS
LE MOT À TROUVER EST : ANCRER.

Frère François, le tisseur de lien du Cantal



PAR
Emmanuel Durget

Après quarante années passées dans les monastères bénédictins, ce religieux poursuit sa vie monastique en Auvergne, en « paysan de Dieu », alternant offices et traite des vaches.

« Je n'ai soif que d'un immense retirement. » La formule est de Don Alvaro, le fameux Maître de Santiago de Montherlant, et François Cassingena-Trévedy en a fait son antienne. Dans la dramaturgie, le chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, personnage taciturne, solitaire, égoïste même, parangon d'une piété sincère mais suspect de l'être par orgueil, finit par étancher cette soif par la claustration. Difficile de filer plus loin l'analogie avec Frère François, lui qui s'est extirpé des cloîtres abbaciaux, arpentés quatre décennies durant, pour s'installer dans une petite maison mitoyenne d'Auvergne.

Sa silhouette frêle, empreinte de bonhomie, accueille chaleureusement le visiteur sur le pas de sa demeure. C'est à Sainte-Anasthasie, hameau éclaté en lieux-dits qui gardent l'entrée sud du Cézaillier, qu'il s'est « enraché » il y a trois ans. « Anastasis », c'est « la résurrection », commente-t-il. Je suis venu chercher ici une certaine résurrection, au fond. »

Séparé par 350 kilomètres de son monastère de Ligugé, Frère François demeure lié à la congrégation de Solesmes. Il n'a pas renié sa vie bénédictine, et perpétue l'ensemble des offices monastiques. « Je vis



« Il n'y a pas un jour sans que je pose un acte paysan », confie François Cassingena-Trévedy.

toujours profondément de la spiritualité de saint Benoît, à laquelle je tiens beaucoup, tout comme à sa liturgie et au grégorien », précise-t-il, en foulant la moquette de ses escaliers abrupts. Dans son grenier lambrissé, aménagé en chapelle, il célèbre les laudes, les vêpres et même l'eucharistie. « Avec la permission de l'évêque de Saint-Flour, j'ai la présence réelle dans cette chapelle », explique-t-il, désignant des yeux

l'ardente bougie qui la matérialise. En sus des cérémonies domiciliaires, le prêtre rend service au diocèse, ici pour une messe dominicale, là pour un enterrement.

Sans se répandre sur les palpitations de sa foi, Frère François reconnaît volontiers « des questionnements et des doutes », et dit avoir répondu à un appel. Le normalien et docteur en théologie regarde même son activité intellectuelle passée, et désormais « défunte », comme la compensation d'un « désir beaucoup plus foncier, beaucoup plus élémentaire, qui ne trouve qu'aujourd'hui son exaucement dans une vie (...) où la chair et la terre ouvrent tout leur royaume », comme il l'écrit dans son dernier livre, *Paysan de Dieu* (1).

Il poursuit la quête d'un enracinement, d'une assimilation à la terre cantalienne et à son peuple, jusqu'à rendre « imperceptible le point de suture qui coud (sa) destinée à celle de la paysannerie traditionnelle ». Pour que la greffe prenne, le moine a mis sur le labour et l'amour du pays, valeurs cardinales qui s'éprouvent quotidiennement, ici, dans les vallées auvergnates. « Il n'y a pas un jour sans que je pose un acte paysan », résume-t-il en équilibre sur une jambe, au moment de chausser sa deuxième botte. Il ne se passe guère que quelques secondes entre l'instant où Frère François ôte sa coule pelucheuse et celui où il revêt sa cotte.

L'heure de la traite approche. Il sort son smartphone, minutieusement empaqueté dans un sachet plastique. « Allo Julien ? 17h30 ? Oui, j'y serai ! » Le téléphone replacé dans une poche de sa cotte, Frère François saisit un bâton et pèlerine vers une ferme voisine. Peut-on vraiment se retirer en retournant à la civilisation ? « Ici c'est un enterrement somptueux, enterrement au sens de se mettre dans la terre, comme une graine dans un sillon qui s'ensevelit, se cache, mais qui germe pour faire pousser quelque chose », poursuit-il.

Quelques pas plus loin, Julien, éleveur à Allanche, l'embarque dans son 4x4, auquel sont attelés deux tanks à lait, pour aller traire une centaine de bêtes. « La traite est devenue ma liturgie quotidienne », souffle Frère François une fois sur l'estive rassemblant le troupeau. Dans la stabulation, son soin minutieux évoque davantage l'éternel apprenti que le vieux paysan aux gestes devenus machinaux. Pourtant, Frère François n'a pas besoin qu'on lui montre comment brancher les griffes sur les trayons ou ouvrir les box des bêtes pour faire venir les suivantes.

Après avoir fièrement raclé la bouse de la stabulation, Frère François reprend son bâton de marche. Par ce quotidien paysan, il veut être le poète de sa propre existence. Une marginalité sans frivolité : « Je n'ai rien à voir avec un "baba cool". La mentalité soixante-huitarde, non, pas du tout. Je me sens proche des prêtres ouvriers, mais le syndicalisme en moins », devise-t-il. Le lendemain, après les vêpres, il rejoint Maryline, dont les chèvres finissent d'être tondues. L'arrivée du moine est célébrée par une quinzaine de personnes, dont des adolescents qui l'étreignent. Avec quatre complices, le moine trie la laine mohair encore chaude, en la tapant sur un tamis. Un œil sur les opérations, la bergère explique l'alchimie qu'a su faire naître Frère François : « On a senti qu'il s'intéressait à notre travail, à nous en tant qu'humains. Il est extrêmement ouvert, on peut parler de tout. Il s'adapte à toutes les situations, tous les âges, toutes les personnalités ». Et de résumer : « Il a tissé du lien ! ». « Comme on tisse la laine ! », répond-il.

Au moment de quitter la ferme, les adolescents le rattrapent : « Père François ! Vous y venez, au marché de pays, samedi soir ? » Maryline l'y mènera. Frère François est enjôué. L'heure des laudes approche. Sur le chemin du retour, le moine s'arrête régulièrement, nommant un sommet, pointant un lieu-dit, contemplant un troupeau de salers. Il parle d'un amour mystique pour l'Auvergne, de laquelle il se réclame. « On n'est pas originaire de là où on vient, mais de là où on va. Va vers le pays que je te montrerai, dit le Seigneur à Abraham. » Il sait que c'est là qu'il sera enterré. « C'est un lieu béni, ici. C'est rude, austère, ce n'est pas un paradis artificiel. Ce n'est pas un paradis imaginaire. C'est un paradis réel. » ■

(1) « Paysan de Dieu », de François Cassingena-Trévedy (Éd. Albin Michel). Entretien vidéo avec Frère François à retrouver sur la chaîne YouTube du « Figaro ».



JEAN
DARET
PEINTRE DU ROI
EN PROVENCE

15 juin

29 septembre 2024



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Matignon (ma-ti-gnon) Hôtel du sacrifice.

Le président de la République a nommé un premier ministre, à l'Hôtel Matignon. Le mot renvoie au premier propriétaire des lieux, Jacques de Matignon. Matignon héberge depuis 1935 le chef du gouvernement. Et, par métonymie, désigne le premier ministre et ses services.

Le titulaire du poste n'ignore pas ses servitudes. On est au travail tôt : pour Michel Barnier ce sera matines à Matignon.

Car la matière ne manque pas.

Et le négociateur du Brexit aura fort à faire pour vaincre les résistances inévitables. Il le fera avec l'habileté qui est la sienne sous peine d'être attaqué pour brutalité : sus au maton de Matignon.

De toute façon, à ce poste, on endure l'ingratitude générale, et l'on a rarement entendu s'exclamer autour de la rue de Varenne : « Mâtin, quel premier ministre ! » En revanche, il ne faudra pas qu'il oublie le suffixe du nom de la résidence qu'il occupe : gnon.

C'est peu dire qu'il sera amené à en recevoir. ■